

هكذا من الأصل

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE - N° 13694 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine - MERCREDI 12 OCTOBRE 1988

L'allocution du président Chadli après une semaine d'émeutes

Le gouvernement algérien mise sur l'annonce de réformes pour favoriser l'apaisement

Plus jamais comme avant

Cruel destin que celui du président Chadli, amené à mater une révolte qu'il avait été le premier, dans l'appareil d'Etat, à vouloir prévenir. Celui dont ses adversaires de l'intérieur évoquent le manque de « charisme » politique, les comportements de simple gestionnaire sans grande capacité intellectuelle, avait senti la lassitude du pays au point de rompre avec l'idéologie du régime pour adopter le simple slogan de la « vie meilleure ». Oubliant que gouverner c'est prévoir, il invoque aujourd'hui la chute des cours du pétrole pour plaider les circonstances atténuantes dans une allocution qui mêle la menace au ton sermonneur d'un paternalisme dépassé.

Une semaine après le déclenchement des émeutes qui secouent l'Algérie, le président Chadli Bendjedid a promis, lundi soir 10 octobre, de prochaines « réformes politiques » dont il n'a pas précisé le contenu. S'adressant à la nation, lors d'une allocution télévisée, il a d'abord affirmé « qu'il ne laisserait pas le pays livré à l'anarchie ». Mais il a reconnu des « déficiences, même dans le

domaine politique », et appelé les Algériens « à faire preuve de courage et de responsabilité ». Les autorités algériennes misent sur l'annonce de réformes pour favoriser l'apaisement. Cependant, quelques heures avant le discours du chef de l'Etat, l'armée s'est livrée dans le quartier algérois de Bab-el-Oued à un véritable massacre, au cours duquel trente personnes ont été tuées.



Lire page 3 les articles de nos envoyés spéciaux FRÉDÉRIC FRITSCHER et JACQUES DE BARRIN et page 4 les réactions en France

L'intervention du premier ministre aux Journées prospectives du « Monde »

Réconcilier l'économie et le social

M. Michel Rocard a ouvert, mardi 11 octobre, au palais de l'UNESCO, les premières Journées prospectives organisées par « le Monde ». Dans le contexte d'agitation sociale que l'on connaît, le premier ministre a plaidé en faveur de la reconnaissance du fait syndical et préconisé la généralisation des négociations par branches et interentreprises. Nous publions de larges extraits de cette intervention.

par Michel Rocard

« Réconcilier l'économie et le social est une exigence à laquelle aucune nation moderne ne pourra se soustraire, parce qu'il n'y a pas, au bout du compte, d'efficacité productive sans promotion du monde du travail, sans reconnaissance de ses aspirations et de ses droits. Parce qu'il n'y a pas de liberté de l'entreprise sans liberté dans l'entreprise. »

Le développement du taylorisme et de ses applications a longtemps laissé la majeure par-

tie des ressources humaines des entreprises en jachère. Qui s'avisait alors de considérer les salariés comme une ressource, et leur savoir-faire comme un capital ?

Le statut de producteurs passifs, dans lequel le système taylorien enfermait les salariés, se traduisait par des rapports sociaux fortement hiérarchisés. Les conditions concrètes de travail et d'emploi étaient rarement négociées. C'était l'époque, pas si lointaine, où les relations contractuelles dans les entreprises de ce pays se caractérisaient par un état de véritable sous-développement, voire de franchise misère.

Mais, depuis une vingtaine d'années, on assiste à une remise en cause de ce système et des rapports sociaux qu'il a créés. Cette remise en cause, dont le caractère radical commence seulement à être perçu, a une double origine, sociale et économique.

Le mouvement social de mai 1968 et les grandes grèves des OS au début des années 70, ont manifesté avec éclat le refus des salariés de se soumettre indéfiniment aux contraintes du « travail en miettes ».

Depuis lors, les aspirations des salariés à s'affirmer collectivement et individuellement dans leur travail, à concilier vie professionnelle et épanouissement per-

sonnel, n'ont cessé de se renforcer. Il s'agit là d'une mutation considérable des comportements, à laquelle l'évolution continue des niveaux d'information et d'éducation des salariés confère un caractère irréversible. (...) Les lois Auroux sont sanctionnées, sur le plan juridique, cette évolution, en donnant aux salariés les moyens de devenir des acteurs à part entière de la vie des entreprises. (...)

Les nouvelles exigences du marché contraignent les entreprises à innover dans leur gestion. (...)

Des études internationales comparatives ont mis en évidence que les écarts de compétitivité entre grandes entreprises, à type de productions et de marchés identiques et à degré d'équipements automatisés similaire, sont en grande partie imputables aux différences observées dans les modes d'organisation du travail. (...)

Le développement de la compétitivité des entreprises passe donc par l'effacement du taylorisme. Et, dans cette phase de mutations que l'on a baptisée la « révolution de l'intelligence », les salariés constituent aujourd'hui à l'évidence le capital productif le plus sérieux du pays et des entreprises.

(Lire la suite page 44.)

Prague : démission du premier ministre

M. Strougal, considéré comme un réformateur, quitte à la fois le gouvernement et le bureau politique

PAGE 8

L'embellie franco-soviétique

M. Mitterrand rencontrera deux fois M. Gorbatchev au cours des prochains mois

PAGE 48

Le RMI à l'Assemblée nationale

Les députés socialistes imposent au gouvernement une pratique plus souple du revenu minimum

PAGE 9

Nouvelle offensive sur l'action Bouygues

265 000 titres ont été échangés au cours de la séance de lundi

PAGE 42

L'Octobre des arts à Lyon

La couleur mise à nu

PAGE 14

Le sommaire complet se trouve en page 48

La visite de Jean-Paul II dans l'est de la France

Le rêve européen du pape

Au quatrième et dernier jour de sa visite dans l'est de la France, Jean-Paul II a défini, dans un discours devant le Parlement européen, les options de l'Eglise pour l'Europe nouvelle : supranationalité, ouverture aux pays de l'Est et soutien au tiers-monde.

par le pape à l'Europe repose sur le diagnostic d'une situation dont il estime, à tort ou à raison, qu'elle n'a jamais été aussi favorable à une relance.

Cette relance, l'Europe se la doit à elle-même, estime un pape impressionné par cette sorte de déclin des valeurs et des idéaux, cet essoufflement spirituel et moral qu'il croit reconnaître dans les mentalités européennes d'aujourd'hui. Elle la doit surtout aux autres : aux pays de l'Est d'abord, avec lesquels, au-delà des frontières religieuses et politiques, l'Europe des Douze partage tant de racines communes ; aux pays du tiers-monde ensuite, victimes plus que bénéficiaires de la concurrence des deux modèles, capitaliste et socialiste, de développement.

Il y a comme un écho entre ce discours de Jean-Paul II au Parlement européen de Strasbourg et celui qu'il avait prononcé lors de sa première visite en France, à l'UNESCO en 1980. Alors, il s'était présenté comme « le fils d'une nation que ses voisins ont condamnée, mais qui a survécu, en conservant son identité, en s'appuyant sur sa culture. »

HENRI TINCQ.

(Lire la suite page 12.)

STRASBOURG de notre envoyé spécial

L'Assemblée parlementaire européenne de Strasbourg a de nouveau justifié, le mardi 11 octobre, sa réputation de tribune. Jamais, comme il l'a fait au dernier jour de sa visite en France, Jean-Paul II ne s'était adressé à un auditoire européen aussi large et politiquement représentatif. Et jamais il n'avait défini, avec autant de précision et de conviction, les contours d'un projet européen qui surprend dans la bouche de ce pape rompant une fois de plus avec les tics de langage et les règles du jeu convenues.

Une autorité politique commune ; un élargissement de la Communauté vers l'Est : une générosité redoublée envers le tiers-monde : le triptyque proposé

Offre exceptionnelle
Selon de l'Auto
votre 205
votre 309
en livraison immédiate
avec l'intérieur en cuir
GRATUIT
de l'Etat

NEUBAUER

Comme paralysée par le sentiment de ses fautes passées, la France a contribué par son silence à encourager cette borne conscience. Les ministres, de tous les gouvernements, ont fait le pillage à Alger sans se soucier des atteintes aux droits de l'homme, pourtant dénoncées par quelques courageux opposants de l'intérieur. Les intellectuels se sont tus, avant peut-être d'entamer un discours excessif dans la réprobation.

Sur le plan régional, les événements vont perturber les grandes manœuvres pour la construction du Maghreb uni. Ils risquent aussi de retarder la mise en œuvre du processus de paix au Sahara occidental. En théorie, l'affaiblissement de son protecteur met le Polisario en mauvaise position. Mais les dirigeants marocains sont assez conscients des propres problèmes du royaume pour ne pas se réjouir de manière intempestive.

M 0147 - 10120 - 4,50 F

3790147004500 10120

Une « loi Bambuck » contre le dopage

La France, qui avait été une des premières à édicter en 1965 une législation antidopage, va se donner les moyens de lutter encore plus efficacement contre ce fléau du sport. C'est le sens du projet de loi « relatif à la répression de l'usage des produits dopants à l'occasion des compétitions et manifestations sportives », que M. Roger Bambuck, secrétaire d'Etat chargé des sports, soumettra, mercredi 12 octobre, au conseil des ministres.

Ce texte a trois objectifs : élargir la définition du dopage de façon à faire concorder la réglementation française avec celle du Comité international olympique ; renforcer la répression à l'encontre des pourvoyeurs et écartar du milieu sportif ceux qui facilitent le dopage ou y incitent ; simplifier la procédure légale d'organisation des contrôles.

Ce dispositif, qui reposera sur le renforcement des moyens du Laboratoire national de lutte antidopage de Clichy, s'inscrira dans un ensemble « visant à la promotion d'un sport propre ».

Lire page 21, dans notre supplément Sciences et médecine, l'article de FRANCK NOUCHI : « Dopage : l'opium du sport »

SCIENCES ET MÉDECINE

Délices de Nîmes. ■ Le deuxième souffle du cœur artificiel.
■ Crickets : l'Afrique dévorée.
Pages 19 à 21

De Napoléon à Malthuret. L'évolution de notre code civil.

Edition à jour
au 31 mai 1988

LE CODE CIVIL

GF - Flammarion

En librairie le 14 octobre 1988
55F.

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Espagne/Portugal, 7,20 P. ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 156 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 180 dr. ; Inde, 90 p. ; Italie, 1.700 L. ; Liban, 0,400 DL ; Luxembourg, 90 L. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 f. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 336 F CFA ; Suède, 12,50 kr. ; Suisse, 1,80 S. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 2 \$.

Débats

DICTATURE

L'avenir retrouvé du Chili

par ALAIN TOURAINE

LES dictatures meurent aussi. Et pourtant, elles semblent éternelles : qui ose engager une lutte trop inégale contre les chambres de torture et les camps de concentration ? La perte de liberté ne conduit-elle pas à la passivité ? L'opposition ne se divise-t-elle pas forcément entre réalistes, à la recherche de compromis, et radicaux, prêts à recourir à la violence ? La dictature du général Pinochet semblait plus forte encore depuis que les protestations de 1983 avaient échoué à le renverser et qu'une nouvelle politique économique avait remporté, à partir de 1986, d'indéniables succès. Les militants qui scandaient : « Il va tomber » ne convainquaient guère plus que ceux qui répétaient depuis 1973 : « Le peuple uni jamais ne sera vaincu ».

L'année dernière encore, l'opposition était démoralee et divisée, et certains de ses membres se refusaient même à participer à la campagne du « non » pour ne pas accepter les procédures fixées par une Constitution qu'ils refusaient de reconnaître.

Et pourtant, depuis le début de l'année et la création du Parti pour la démocratie, à l'initiative de Ricardo Lagos, la population a repris confiance tandis que la fermeté du régime se lézardait : la population s'est lavée du silence et de la peur, et aujourd'hui, c'est dans la joie, la jubilation, que la majorité des Chiliens rompt avec quinze ans de répression, de tortures et de disparitions, quinze ans de perte de liberté et d'accroissement des inégalités sociales.

Comment expliquer ce réveil qu'il a fallu attendre si longtemps ? Pourquoi Pinochet perd-il un plébiscite alors qu'il avait gagné — non sans fraude — celui de 1980 ? En réalité, les dictatures qui ont dominé le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay, le Chili depuis vingt ans n'ont jamais porté un projet durable de société. Elles ont pris le pouvoir pour repousser des pressions populaires révolutionnaires ou pour mettre

fin à ce qui leur apparaissait comme une crise nationale. Elles ont toujours été tournées vers le passé, non vers l'avenir, et elles ont perdu leur raison d'être à mesure que leurs pays s'éloignaient de la situation qu'ils avaient fait surgir. Pinochet reste obsédé par la lutte contre le marxisme ; il tombe logiquement face à une opposition dans laquelle les communistes, qui ont accumulé les contresens, n'occupent qu'une place marginale et qui est appuyée par la grande majorité des forces vives du pays : étudiants, professionnels, scientifiques, intellectuels. Devant cet épuisement politique de la dictature, une partie de la droite chilienne et les Etats-Unis ont envisagé depuis quelques années de normaliser une situation qui risquait de se détériorer à mesure que l'écart s'accroissait entre la modernisation d'une partie de la société et le maintien d'une dictature toujours hantée par les fantômes du passé.

Sans briser la politique exportatrice

C'est dire qu'en 1988 le problème n'est déjà plus de choisir entre la dictature militaire devenue une façade vide et la démocratie, mais entre la poursuite de la politique actuelle par des moyens civils et le changement de politique. Les dirigeants de l'opposition, socialistes comme démocrates-chrétiens, en ont pleinement conscience : un retour à avant 1973 est exclu et les mots d'ordre révolutionnaires de la jeunesse communiste sont hors de propos. Il faut d'abord convaincre l'armée de tolérer et même d'assurer une transition rapide vers des élections démocratiques, ce que Mme Allende appelle la réconciliation.

Mais il faut aussi préparer le gouvernement de centre-gauche qui correspond à la tendance

majoritaire de l'opinion et qui doit, sans briser la politique exportatrice, redresser la consommation populaire et réduire les injustices. Lancer immédiatement des réformes sociales serait s'exposer à une intervention de l'armée liée aux milieux conservateurs. Se limiter à un programme d'élections libres serait courir le risque d'une opposition violente animée par le Parti communiste et regroupant autour d'elle la masse immense des exclus et de ceux que la dictature a enfermés dans la misère. Mais notre regard ne se porte-t-il pas trop loin et n'oublie-t-il pas que la victoire du « non » laisse Pinochet au pouvoir pour un an peut-être et n'empêche pas l'armée d'imposer sa volonté ? Ricardo Lagos, le leader le plus actif de la campagne pour le « non », a dit clairement qu'il fallait négocier avec l'armée la transition vers la démocratie. Mais les dirigeants de l'opposition aussi bien que les chefs militaires savent que la victoire du « non » signifie la rupture de la poutre maîtresse de la dictature et qu'il est impossible à l'armée de nier l'évidence et de s'opposer à ce qui deviendrait vite une montée insupportable de la pression populaire. Les conservateurs chiliens ont intérêt eux aussi à tourner le dos au passé et à se consacrer entièrement à la création d'une force conservatrice qu'il ne sera pas facile d'organiser. L'évolution vers la démocratie a toutes les chances d'être plus rapide qu'on ne le pensait ces derniers mois.

Le Chili se débarrasse de sa dictature cinq ans après l'Argentine et l'Uruguay, et il n'a pas connu le lent processus d'ouverture qui est engagé au Brésil depuis 1974. Il est exclu qu'il puisse se contenter de rétablir des institutions démocratiques ; il sera vite placé devant des choix importants et difficiles. Mais il les abordera dans de bonnes conditions s'il ne laisse pas retomber l'esprit qui fait naître la chute de la dictature. Le Chili a pris du retard

sur ses voisins : il va prendre de l'avance sur eux et leur rappeler qu'il est impossible de s'en tenir à des politiques de normalisation politique et de stabilisation économique, qu'il faut aller de l'avant, c'est-à-dire accroître les investissements et plus encore, car là est la priorité absolue, diminuer des inégalités devenues paralysantes, et cela à la fois par la fiscalité, par la création d'un système de sécurité sociale et par des programmes de logement, d'éducation et de santé en faveur de la majorité de la population.

Le discours démocratique n'est pas suffisant ; il ne résiste nulle part longtemps aux déséquilibres économiques et aux frustrations sociales. La chute de la dictature de Pinochet ne doit pas marquer la fin d'une époque, mais plutôt le début d'une politique active de modernisation économique et sociale. Le Chili, parce que ses dirigeants économiques lui ont donné un bon équilibre économique — mais au prix d'injustices sociales sans cesse croissantes — et parce qu'il a une jeunesse d'une qualité remarquable, est bien placé pour s'engager le premier dans cette voie qui doit amener avant la fin du siècle la plus grande partie du continent latino-américain dans la zone des nouveaux pays industriels. Tandis que l'Argentine et le Brésil semblent revenir à leurs anciennes tentations populistes, le Chili peut et doit s'engager résolument dans une politique de modernisation économique et d'ouverture sociale.

La joie immense qu'éprouvent ceux qui n'ont jamais accepté ou même toléré la dictature et qui pensent en ce moment à tous ceux qui sont morts sous la torture ou en exil doit aider le Chili d'aujourd'hui, à l'image de la France de la Libération, à s'engager dans une action collective de reconstruction politique et d'intégration sociale. Le Chili, qui a fait de l'Hymne à la joie le chant de résistance à la dictature, retrouve un avenir.

« LA VERTU CIVILE »

Histoire d'héritiers

par JEAN-PAUL JOUARY (*)

DANS une chronique parue dans les colonnes du Monde, le 16 septembre, sous le titre « La vertu civile », Pierre Bourdieu vient de développer un singulier paradoxe : les responsables politiques étant enfermés dans « leurs jeux à huis clos », la télévision indiscrette permet au peuple d'en troubler la logique en exerçant un « droit de regard » générateur de sens critique. Cette vision des choses me paraît à elle seule défier l'esprit critique : l'audiovisuel manifeste son lien organique avec les forces qui partagent tous les pouvoirs étatiques, avec assez d'évidence pour que cette vision des choses soit finalement plus absurde que paradoxale, et ne puisse à ce titre alimenter que de maigres débats.

En revanche, ce que Pierre Bourdieu en déduit me paraît mériter discussion : appeler les intellectuels et les journalistes (c'est-à-dire, pour Bourdieu, « ceux qui (...) ont le loisir et les moyens d'exercer leur droit de regard sur le monde politique ») à sortir de leur silence pour assurer « l'exercice de la vigilance civique » relève en effet d'une conception des « intellectuels » et de leur rapport au mouvement social qui, pour revenir aujourd'hui en force dans les médias bien pensants, n'en reste pas moins rétro.

Pour commencer, quels intellectuels accuse-t-on d'un tel silence ? La foule des enseignants, ingénieurs, chercheurs, cadres, étudiants, créateurs de toutes disciplines qui tissent au quotidien la vie culturelle de notre pays ? Tous ceux-là font œuvre féconde, et sentent de plus en plus que leurs activités et leurs idéaux sont entravés par l'implacable loi de la rentabilité financière et du profit. Ils participent aux luttes sociales, signent par centaines de milliers la pétition pour que 40 milliards passent du surarmement à l'école, s'opposent depuis 1985 à la logique capitaliste qui émiette notre potentiel audiovisuel, s'indignent que l'on sacrifie nos atouts culturels, artistiques, scientifiques et techniques. On en voit aussi qui mettent leurs connaissances au service de la définition des nouvelles stratégies industrielles que propose le mouvement ouvrier révolutionnaire, chez Renault ou à la SNCF, dans le charbon ou la Navale.

En osmose avec les travailleurs

Ces pratiques sont porteuses d'esprit critique et de nouveauté, en osmose avec celles de millions de travailleurs dont le refus de l'actuelle politique de déclin national s'enracine dans la conception, désormais collective, d'un nouveau type d'efficacité économique et sociale, fondée sur de nouveaux critères de gestion et liée à un processus autogestionnaire.

Certes, cette ouverture sur l'avenir n'encombre pas la télévision dont se satisfait Pierre Bourdieu. Ces pratiques sociales n'en sont pas pour autant « silencieuses » : elles façonnent de façon croissante la vie intellectuelle de la France de 1988. L'accession du peuple à la production des idées n'efface pas le rôle des intellectuels qui en font profession : mais elle le réorganise et en modifie le statut.

Allons plus loin : même si l'on devait admettre avec Bourdieu qu'un privilège doit être accordé à ces « producteurs d'idées » (comme au dix-huitième siècle).

de ?), de ce que les « intellectuels » médiatiques n'ont pas grand-chose à dire, devrait-on déduire un silence des intellectuels en général ? Etant donné que les médias ont le titre d'intellectuel à quiconque propose autre chose que l'ordre social existant, il n'est plus pour eux d'intellectuels que diversement conservateurs ; et comme ceux-là se satisfont d'un ordre social dont la faillite est pour le moins spectaculaire, peut-on s'étonner de leur silence ou de la médiocrité de leurs prestations ?

Bref, si l'on admet qu'une idée critique cesse aussitôt d'être une idée, c'est par définition que le paysage idéologique sombre dans la brume. Une fois évanouis les enseignants et les chercheurs, les ingénieurs et les cadres, les créateurs et l'ensemble des travailleurs qui produisent des idées au cœur de leurs pratiques sociales ; une fois volatilisés, dans la foulée, ceux des économistes, philosophes, historiens, écrivains et chercheurs en sciences sociales qui inscrivent leur pensée dans une démarche révolutionnaire ; en un mot : une fois exclus tous ceux qui produisent diversement des idées de portée transformatrice, doit-on s'étonner de l'apparence désertique du paysage que l'on a soi-même désintégré ?

Regards vers les communistes

Cette intervention de Pierre Bourdieu, qui en rejoint bien d'autres ces temps-ci, est à tout prendre un symptôme intéressant : beaucoup des intellectuels qui avaient sincèrement placé leurs espoirs dans des politiques sensées déboucher la société sans bouleverser sa logique profonde, constatent amèrement qu'on les a délibérément trompés. Ils cherchent ou ils attendent (sans renoncer à leurs idéaux et valeurs) que la vie tranche et qu'une perspective nouvelle se dessine. Certains regardent à nouveau et de façon ouverte ce que font et proposent les communistes.

D'autres en croisent la démarche sans toujours la percevoir clairement. D'autres enfin s'affairent pour les en dissuader ; ils tentent à la fois de les flatter comme s'ils étaient le moteur de l'histoire, et de les associer à des politiques qui sacrifient l'investissement dans l'intelligence aux placements en Bourse. On leur promet en quelque sorte le faste de la philosophie des Lumières, à condition d'économiser la prise de la Bastille. Mais outre que les grands intellectuels du dix-huitième siècle n'ont pu contribuer à la Révolution sans développer ce que ce peuple avait créé dans ses pratiques ; outre aussi que ce peuple a acquis bien des moyens d'accéder aujourd'hui à la formulation des idées novatrices (ce qui modifie le statut historique des « intellectuels ») ; il est absurde de prétendre faire fleurir l'esprit critique dans la terre sèche de la conservation sociale. Imagine-t-on Rousseau prônant la réconciliation raisonnable des serfs et des aristocrates ?

Pierre Bourdieu est bien placé pour savoir qu'on est toujours l'héritier de quelque chose ou de quelqu'un. On pourra regretter que entre ce qui tente de frayer la voie à la modernité autogestionnaire et ce qui s'efforce de conserver notre vieux système en crise, il ait opté pour ce dernier en faisant sienne au passage une conception de l'intellectuel pour le moins archaïque.

(*) Rédacteur en chef de Révolution.

Et si la vie était plus sympa à deux ?



On se le dit puis on oublie, la vie va trop vite, elle nous entraîne toujours plus loin ailleurs, n'importe où. On propose une voie simple. Partir à la découverte de l'autre avec un choix illimité et des partenaires dont le caractère, l'effectivité et même la sexualité seront complémentaires des vôtres... C'est plus sympa. Téléphonez ou écrivez.

*Consultez-nous sur 36-15 code ION.

Ion International

Institut de Psychologie Appliquée fondé en 1950

Veuillez m'envoyer gratuitement et sans engagement, sous pli neutre et cacheté, votre livret d'information en couleurs.

M. Mlle

Prénom

Adresse

■ PARIS (75009) 94, rue Saint-Lazare. Tél. : (1) 45.26.70.85.

■ TOULOUSE (31300) 16, rue Nungesser-et-Coli. Tél. : 61.59.48.58.

■ BRUXELLES (1050) rue du Marché-aux-Herbes, 105, BP 21. Tél. : 51.74.30.

■ GENEVE (1204) 4, route de Florissant. Tél. : (022) 46.84.88.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-87-27
Tél. MONDIPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1969)
Jacques Faure (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
celle-ci compte du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

• Les Rédacteurs du Monde •

Société anonyme

des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet.

Correspondant en chef :

Claude Sales.

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montpensier, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-52 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 286 136 F

Le Monde
TELEMATIQUE

Composé 38-15 - Tapez LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-88-61.

ABONNEMENTS

BP 50709 75427 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS voie normale
3 mois	354 F	399 F	504 F	687 F
6 mois	672 F	762 F	972 F	1 337 F
9 mois	954 F	1 089 F	1 404 F	1 952 F
1 an	1 200 F	1 380 F	1 800 F	2 530 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, Renvoyer CE BULLETIN accompagné

de votre règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande

d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PROPRIÉTÉ

Le Liban et les puissances

Vos lecteurs ont appris qu'au Liban le président de la République était, en réalité, désigné par deux « Grands Electeurs », les Etats-Unis et la Syrie. On se croit revenu au temps du mandat de la Société des Nations, où le président était, en fait, nommé par la France, puissance mandataire. Or les Libanais existent et ils ont la volonté de vivre ensemble

quelle que soit leur confession. Le moment ne serait-il pas venu pour le gouvernement français de rappeler publiquement que le choix de leur président n'appartient qu'aux Libanais eux-mêmes ?

JEAN MERIC
(Saint-Germain-en-Laye,
Yvelines.)

مكتبة من الأممي

Etranger

De nouveaux affrontements ont fait trente morts à Alger

Le président Chadli annonce de prochaines réformes économiques

ALGER
de notre correspondant

Quelle impression le président Chadli aura-t-il donc faite aux Algériens ? En vingt minutes de discours, aura-t-il su émouvoir, toucher, convaincre ses concitoyens qui attendaient à ce moment crucial de l'histoire de l'Algérie une sorte de miracle ? En tout cas, il s'est exprimé simplement, d'un ton ferme, avec une émotion contenue.

Assis derrière son bureau avec à sa droite le drapeau algérien, les traits tirés, sobresment vêtu d'un complet bleu marine, le président s'est adressé aux Algériens en père de famille, dans un langage qui est le leur, moins démagogique qu'on aurait pu le craindre. Il a d'emblée affirmé qu'il « ne laisserait pas le pays livré à l'anarchie » et appelé les Algériens à « faire preuve de courage et de responsabilité » pour faire face aux difficultés actuelles.

En ponctuant ses phrases de gestes amples, frappant parfois de la main droite sur son bureau, il a annoncé de prochaines « réformes politiques » importantes. « Nous avons le courage de reconnaître nos déficiences et de réformer, même dans le domaine politique », a-t-il dit, sans autre précision. Il a toutefois insisté à plusieurs reprises sur « la nécessité de respecter la légalité constitutionnelle afin d'établir des traditions dans ce domaine ».

Il n'a pas évoqué la nature de ces réformes qui devraient affecter le Front de libération nationale (FLN), cible privilégiée des manifestants qui se sont appliqués depuis une semaine à casser tout ce qui peut représenter de près ou de loin le parti unique. Sans envisager encore le bipartisme et encore moins le multipartisme, certains dirigeants souhaileraient néanmoins entamer le monopole politique et syndical du parti pour redistribuer des parcelles de liberté d'expression aux citoyens.

Le chef de l'Etat a demandé aux Algériens de ne pas « interpréter son intervention télévisée comme le point de départ d'une campagne électorale pour un troisième mandat ». A deux mois de la tenue du sixième congrès du FLN qui désignera son secrétaire général, de droit candidat unique à la présidence de la République, l'ambiguïté des propos laisse penser que M. Chadli aurait pris la décision de ne pas solliciter un nouveau mandat.

M. Chadli Bendjedid a longuement insisté sur les difficultés économiques qui frappent le pays : crise internationale, effondrement des rentrées en devises, chute catastrophique du prix du baril de pétrole brut, contrats gaziers en souffrance, Soixante-dix journalistes algériens se disent « interdits d'informer ».

Alger (AFP). — Un collectif de soixante-dix journalistes algériens a transmis lundi 10 octobre à l'AFP un communiqué dans lequel ceux-ci informent « l'opinion publique nationale et internationale » qu'ils « ont été et sont toujours interdits d'informer objectivement des faits et événements qu'ils ont connus le pays, notamment depuis l'explosion populaire du 5 octobre ».

Il dénoncent, d'autre part, « l'utilisation tendancieuse en ces circonstances graves des médias nationaux, et ce au mépris de toute éthique professionnelle et du droit élémentaire du citoyen à l'information ».

Il rappellent avoir déclaré dans différents documents que « les atteintes de plus en plus graves aux conditions de vie et aux droits sociaux acquis des couches les plus larges du peuple algérien concourent à créer les conditions d'une telle explosion populaire, et cela en l'absence de toute possibilité d'expression démocratique ».

« Le « confinement » de ce fait l'insurrection violente et meurtrière de la force armée et l'inconséquence avec laquelle l'ordre a tenté d'être rétabli » (...).

Enfin, les soixante-dix signataires, qui exercent à Alger, demandent « l'établissement des libertés démocratiques dans leur totalité, seules garantes d'un large débat national dans lequel l'ensemble des masses populaires pourront s'exprimer autour de leur avenir ».

dollar faible. Il a rappelé qu'un train de réformes économiques avait été adopté et qu'il devrait entrer en vigueur prochainement.

La courte allocution du président aura-t-elle suffi à refroidir les esprits surchauffés ? On pensait, lundi, que l'annonce de son discours bloquerait toute tentative de démonstration de force. Il n'en fut rien. En dépit des interdictions de se rassembler depuis l'instauration de l'état de siège, quelque 2 000 manifestants ont défilé lundi après-midi, traversant la ville, de Belcourt à l'est à Bab-el-Oued au nord.

Ils s'étaient réunis dans la mosquée de Belcourt pour une prière en plein air, à la mémoire des morts, pour protester contre la non-restitution des corps à leur famille, un télé du commandement militaire aux hôpitaux interdisant à l'administration de rendre les dépouilles mortelles, sauf autorisation expresse.

Massacre à Bab-el-Oued

Après la prière de la mi-journée, les intégristes ont suivi le boulevard Belouizdad, traversé la place du 1^{er} Mai où des chars en faction tiennent les grandes artères sous leurs canons à tir rapide et leurs mitrailleuses. A l'angle des rues Hassiba-Ben-Bouali et Ferroukhi, des soldats postés sur les blindés ont tiré quelques rafales, courtes et sèches, pour inciter les manifestants à se disperser.

Ce fut la débâcle vers les petites rues avoisinantes, mais sans bavures. Dans un ordre impeccable, les manifestants reconstituèrent leur cortège rue Hamani. Quelques intégristes ouvraient la marche, veillant à ne pas être débordés. L'imam Ali Belhadj, l'un des organisateurs, s'était engagé à ce qu'il n'y ait aucun débordement. Il n'y eut en effet aucun incident de parcours et le cortège se scindait à la Grande Poste. Une partie se dirigeait vers la Casbah, l'autre suivait le front de mer vers la place des Martyrs. Devant l'Assemblée populaire nationale (APN, l'ancienne Assemblée nationale), les militaires en faction se retirèrent sous les applaudissements des manifestants qui, un peu plus loin, faisaient le signe de la victoire aux fonctionnaires de la wilaya d'Alger (préfecture), tandis qu'un hélicoptère soviétique MI-8 tournait au-dessus du cortège pacifique. A l'affiche du Théâtre national d'Alger (TNA), une pièce au titre prémoniteur : *Les martyrs reviennent cette semaine*.

Les manifestants, dont quelques femmes, s'engageaient alors place des Martyrs et se disposaient à

emprunter la rue de Bab-el-Oued pour pénétrer dans le quartier populaire. Ils butaient alors sur le dispositif de la direction générale de la sûreté nationale (DGSN) après avoir longé les cinq chars et le cordon de sécurité de la direction du Trésor. Un face-à-face s'engageait qui n'allait pas durer : d'un côté des chars, des gendarmes, des soldats et des commandos de parachutistes armés de kalachnikovs, de l'autre, les manifestants.

A plat ventre au milieu de la chaussée, un para avait l'œil rivé sur la hausse de son fusil-mitrailleur RPK. Les Frères musulmans des premiers rangs agitaient les bras en criant « Allah ou Akbar ! » (Dieu est grand), un gendarme tirait alors une courte rafale de sommation en l'air et la foule commença à essaimer dans toutes les directions vers les ruelles de la basse Casbah. Mais le para au fusil-mitrailleur choisit ce moment pour ajuster sa première rafale de balles meurtrières : il tenait en enfilade toute la rue de Bab-el-Oued. Des corps tombaient à droite, à gauche.

Les premiers instants de stupeur passés, les corps des victimes étaient déjà chargés à bord de trois ambulances et d'un camion réquisitionné sur-le-champ par les forces de l'ordre. Arrivés très rapidement sur les lieux, les pompiers s'employaient énergiquement à laver la chaussée et les trottoirs sous les arcades où trente personnes venaient de trouver la mort.

FREDERIC FRITSCHER.

Voici les principaux extraits des discours à la Nation prononcés lundi 10 octobre par le président Chadli :

« Au nom de Dieu, le Clément, le Miséricordieux, »

« Citoyens, »

« Je m'adresse à vous aujourd'hui alors que le pays traverse de graves difficultés résultant d'actes de vandalisme et de sabotage à l'encontre des institutions économiques, éducatives, sociales, et celles symbolisant l'Etat. Nous posons la question : à quel profit de tels actes ? Est-ce de cette manière que nous traiterons nos problèmes ? Est-ce de cette manière que nous allons résoudre nos affaires ? Nous disons non. Ma conviction est que tous les citoyens partagent cet avis. Donc, sur la base de la Constitution, j'ai personnellement pris les mesures nécessaires pour préserver le pays, la Révolution et la Nation ».

« (...) J'ai donné, conformément à la Constitution, des instructions aux forces armées et aux services de sécurité pour protéger les institutions de l'Etat, son économie et ses citoyens innocents qui rejettent dans leur écrasante majorité ces actes de sabotage. Nous regrettons les pertes humaines et matérielles. Il était de mon devoir en tant que premier responsable de la Nation de prendre, dans le cadre de mes prérogatives constitutionnelles, les mesures nécessaires pour protéger cet Etat et cette Nation, quelles que soient les circonstances et les difficultés. »

« (...) Mon frère citoyen n'ignore pas les crises et les catastrophes naturelles survenues dans les années 80 et auxquelles nous avons fait face avec vigueur (...). Il n'ignore pas également que des années de sécheresse ont provoqué une baisse dans la production agricole. A cela s'ajoute l'énorme croissance démographique, la crise économique, la baisse des revenus, dont 95 % proviennent des hydrocarbures, ainsi que le poids de la dette. »

« Je ne dis pas cela pour fuir les responsabilités, mais uniquement pour rappeler les causes de ces problèmes. Nous sommes résolus à faire face à cette situation. Nous la maîtriserons grâce à Dieu et grâce à l'aide et à la mobilisation de tous en posant les problèmes dans un cadre légal (...) »

« Des mesures ont été prises au niveau du gouvernement pour contrecarrer la hausse des prix des produits de consommation et assurer leur disponibilité. Ce programme est en cours d'application. Des mesures ont été prises dans tous les domaines au profit des citoyens ayant des bas revenus, ainsi qu'au profit de la jeunesse. »

« Le peuple se prononcera »

« (...) Ma conviction est qu'il est temps d'introduire les réformes nécessaires même dans le domaine politique, donc de revoir certaines structures et certains fondements constitutionnels pour les adapter à la nouvelle étape. En effet, on ne peut procéder à des réformes économiques, agricoles, éducatives et administratives sans aborder les réformes politiques (...) A ce sujet, un projet est en cours de préparation sur lequel le peuple se prononcera. »

« (...) En tant que citoyens vous devez vous prononcer sur ces réformes politiques qui vous seront soumises prochainement. Ces réformes doivent s'opérer dans un climat de calme et de sérénité afin de dépasser les difficultés que nous connaissons, tant au niveau économique que politique (...) ».

Mostaganem ne croit pas que « ça va s'arrêter comme ça »

MOSTAGANEM
de notre envoyé spécial

Avant de s'asseoir devant le petit écran pour suivre, depuis Mostaganem, l'allocution du président Chadli, Kader vient d'apprendre qu'à Alger la troupe a tiré sur des manifestants. « C'est fou, commente-t-il d'un ton peu las, les choses ont été trop loin. » Alors, c'est l'engrenage de la violence ? Il le croit.

Une heure plus tard, après avoir écouté « son » président, Kader reconnaît que le ton du message était plutôt « conciliant », propre peut-être à ramener le calme dans les esprits. « Ce n'est pas lui qui est en cause, c'est son entourage », indique-t-il, comme s'il voulait sauver la mise du chef de l'Etat, ne pas l'accabler. Les intégristes musulmans se veulent le fer de lance de la contestation : « Nous non plus, on ne les aime pas », admet-il.

« Mosta » avait entendu, perplexe et silencieuse, le message présidentiel, qui, de l'avis de certains habitants, avait trop tardé à venir. Dans la ville haute, qui domine le port, beaucoup d'échoppes avaient baissé leurs rideaux. Des groupes d'adolescents tenaient des concubinales sur le trottoir. Manière de passer le temps lorsque l'on a rien de mieux à faire. Arme à la bretelle, les militaires, dans des temps incertains, gardaient l'hôtel de ville, la poste et le dépôt de carburants. Volets clos au siège du FLN : Le

poste de commandement du parti a été transféré en lieu sûr », précisait un inspecteur de police.

« Ça a chauffé dur le semaine dernière », si l'on en croit le radio-trottoir. On avance le chiffre de deux cent cinquante morts. Mais quelle valeur accorder à cette statistique, probablement très exagérée ? En tout cas, les traces laissées par ces émeutes ne sautent pas aux yeux. Simplement deux stations-services saccagées, des vitrines brisées, entre autres celles de deux « monoprix » (magasins d'Etat), de l'agence d'Air Algérie et de l'Office du tourisme.

« Ils ont exagéré »

« Il y a de l'électricité dans l'air », dit un autochtone. Les militaires, souvent des jeunes du contingent, sont, paraît-il, très nerveux. Beaucoup d'habitants de Mosta ne croient pas que « ça va s'arrêter comme ça », car, à leur avis, « ils » — ceux qui sont au pouvoir — ont trop exagéré ».

Sur un mur de l'ancienne église Saint-Vincent-de-Paul, aujourd'hui transformée en mosquée, un slogan électoral peint à la main — « Oui pour le candidat du FLN » — a, en quelques jours, pris un sérieux coup de vieux...

Comme Mostaganem, beaucoup de villes de l'Ouest algérien donnent l'impression d'avoir obéi à des mots d'ordre venus de la capitale, l'objectif étant de détruire les symboles de l'Etat.

d'un Etat honni, qui a trahi sa mission et n'a rien fait pour améliorer le bien-être de la population. Dans la riche plaine du Chelif, par exemple, d'un gros bourg à l'autre, de Khemis-Melyane à Aïn-Demla en passant par Sidi-Lakhdar, ce sont les « monoprix », « dans lesquels on ne trouvait jamais rien », qui ont été la cible favorite, pour ne pas dire la cible exclusive, des émeutiers.

A Ech-Cheliff (ex-Orléansville), les événements ont pris un tour plus dramatique. Aux bâtiments délabrés qui rappellent encore le terrible tremblement de terre d'octobre 1980 s'en ajoutant aujourd'hui d'autres, qui ont été mis à mal par des jeunes en colère : préfecture, mairie, palais de justice. Il y aurait eu ici, à en croire la rumeur publique, une trentaine de morts. Les manifestants ont même amené le drapeau national et hissé à sa place, au sommet du mât, un sac de semoule. Tout un programme.

Avec un peu de recul, les habitants d'ici en viennent à regretter l'époque où le colonel Boumedienne avait en mains les rênes du pouvoir. « La société était alors plus égalitaire, notent-ils ; aujourd'hui, il y a plus de liberté, mais aussi beaucoup plus de profiteurs. » C'est à l'Etat, qui leur sert de paravent, que les habitants de Mosta ont, eux aussi, lancé un avertissement. Celui-ci sera-t-il entendu ? Kader ne sait pas trop qu'il en pense.

JACQUES DE BARRIN.

L'allocution télévisée du chef de l'Etat

pour préserver le pays, la Révolution et la Nation ».

« (...) J'ai donné, conformément à la Constitution, des instructions aux forces armées et aux services de sécurité pour protéger les institutions de l'Etat, son économie et ses citoyens innocents qui rejettent dans leur écrasante majorité ces actes de sabotage. Nous regrettons les pertes humaines et matérielles. Il était de mon devoir en tant que premier responsable de la Nation de prendre, dans le cadre de mes prérogatives constitutionnelles, les mesures nécessaires pour protéger cet Etat et cette Nation, quelles que soient les circonstances et les difficultés. »

« (...) Mon frère citoyen n'ignore pas les crises et les catastrophes naturelles survenues dans les années 80 et auxquelles nous avons fait face avec vigueur (...). Il n'ignore pas également que des années de sécheresse ont provoqué une baisse dans la production agricole. A cela s'ajoute l'énorme croissance démographique, la crise économique, la baisse des revenus, dont 95 % proviennent des hydrocarbures, ainsi que le poids de la dette. »

« Je ne dis pas cela pour fuir les responsabilités, mais uniquement pour rappeler les causes de ces problèmes. Nous sommes résolus à faire face à cette situation. Nous la maîtriserons grâce à Dieu et grâce à l'aide et à la mobilisation de tous en posant les problèmes dans un cadre légal (...) »

« Des mesures ont été prises au niveau du gouvernement pour contrecarrer la hausse des prix des produits de consommation et assurer leur disponibilité. Ce programme est en cours d'application. Des mesures ont été prises dans tous les domaines au profit des citoyens ayant des bas revenus, ainsi qu'au profit de la jeunesse. »

« Le peuple se prononcera »

« (...) Ma conviction est qu'il est temps d'introduire les réformes nécessaires même dans le domaine politique, donc de revoir certaines structures et certains fondements constitutionnels pour les adapter à la nouvelle étape. En effet, on ne peut procéder à des réformes économiques, agricoles, éducatives et administratives sans aborder les réformes politiques (...) A ce sujet, un projet est en cours de préparation sur lequel le peuple se prononcera. »

« (...) En tant que citoyens vous devez vous prononcer sur ces réformes politiques qui vous seront soumises prochainement. Ces réformes doivent s'opérer dans un climat de calme et de sérénité afin de dépasser les difficultés que nous connaissons, tant au niveau économique que politique (...) ».

OCDE Publications

Vient de paraître :

OCDE - PERSPECTIVES DE L'EMPLOI

Ce rapport annuel sur l'emploi dans les 24 pays Membres de l'OCDE examine de façon détaillée la situation des femmes sur le marché du travail, les répercussions des technologies nouvelles et la structure des programmes mis en place pour s'attaquer à divers problèmes d'emploi. Il analyse aussi les perspectives de l'offre et de la demande de main-d'œuvre, les systèmes d'indemnisation du chômage, les problèmes posés par une retraite anticipée, etc. F100 ... ex.

CHANGEMENT DE CAP EN POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Onze études de cas. Cet ouvrage examine divers cas empruntés à l'histoire économique de onze pays de l'OCDE dans les années 1975 à 1985 afin de voir comment et pourquoi les gouvernements ont alors changé de politique. L'étude dégage de cette analyse du passé des leçons pour l'avenir. F30 ... ex.

LES NOUVEAUX PAYS INDUSTRIELS

Défi et opportunités pour les industries de l'OCDE. Ce rapport étudie le cas de six nouveaux pays industriels (Corée du sud, Taïwan, Singapour, Hong-Kong, Mexique et Brésil) et retrace l'évolution de leurs échanges avec les pays de la zone de l'OCDE durant les vingt dernières années. F30 ... ex.

LA RÉFORME DES RÉGIMES PUBLICS DE PENSIONS

F130 ... ex.

L'IMPOSITION DES AVANTAGES ACCESSOIRES

F80 ... ex.

L'IMPOSITION DES PERSONNES PHYSIQUES SUR L'ACTIF NET, LES MUTATIONS ET LES GAINS EN CAPITAL

F150 ... ex.

A paraître en décembre 1988 : PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE N° 44. F100 ... ex. ... Abonnement 1988 (N° 43, juin et N° 44) : F130

CATALOGUE DES PUBLICATIONS DE L'OCDE 1988 : Gratuit ... ex. Prière de retourner ce bon de commande, accompagné de votre titre de paiement, (expédition en franchise de port par poste ordinaire) à :

OCDE

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES
Service des Publications
2, rue André-Pascal, 75775 Paris Cedex 16

Afrique

Les réactions sur la situation en Algérie

Le PS « s'inquiète » mais souhaite que la France « aide » l'Algérie

La classe politique continue de réagir aux événements d'Algérie. M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du Parti socialiste, a exprimé, lundi, l'« inquiétude » de son parti. « Nous formulons, dit-il, le souhait que le président Châdli et le pouvoir algérien sachent trouver les réponses à cette crise, la plus grave que l'Algérie ait connue depuis l'indépendance. »

Comme on s'étonnait que le PS ne condamne pas également la répression en Algérie et au Chili, M. Queyranne a déclaré que « les régimes de ces pays ne sont pas comparables » et que, s'agissant de l'Algérie, « c'est à l'intérieur du gouvernement qu'une solution doit être trouvée ». M. Louis Mexandau, membre du secrétariat national du PS, a ajouté, pour sa part, que « l'Algérie est un pays ami », que la France « doit aider ».

M. André Lajoinie, secrétaire général du PCF, a qualifié la situation d'« extrêmement grave », estimant que l'Algérie « est encore tributaire de décennies de domination coloniale et que la France ne doit pas s'ingérer dans les affaires algériennes », il a souhaité que le « peuple et la jeunesse, mécontents, ne

tombent pas dans le piège intégriste ».

A droite, le CNI regrette de son côté que « les dirigeants socialistes, en tête de tous les défilés à l'occasion du récent référendum au Chili, parlent maintenant de non-ingérence pour s'abstenir de juger la crise que traverse le régime autoritaire algérien ».

A l'extrême droite, le Front national a exigé « l'interdiction de toute manifestation algérienne en France », alors qu'à l'extrême gauche la Ligue communiste révolutionnaire se déclare « prête à participer à toutes les manifestations unitaires de solidarité avec le peuple algérien ».

L'embarras est aussi perceptible parmi les syndicats et les organisations des droits de l'homme. Le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) ne veut pas prendre position sur « cette grave affaire, car il s'agit d'une affaire intérieure ». SOS Racisme exprime « sa condamnation de la répression sanglante qui a frappé la jeunesse algérienne » et demande à la France d'« aider sans complaisance à la recherche d'une solution aux aspirations de la jeunesse algérienne ».

Dans la presse française

Le silence en question

LE FIGARO : indignation sélective

« Mais où sont passés les intellectuels français ? C'est la question que posent avec tristesse les Algériens qui manifestent dans les rues de France en criant : « Châdli assassin ! »

« Bonne question, affirme Franz-Olivier Giesbert. Rares sont les intellectuels qui, ces derniers jours, ont osé élever la voix contre la répression sanglante qui sévit en Algérie. Brutalement indifférents aux bûches de sang et aux cris des foules mitraillées, ils ont presque tous adopté, sur les massacres de Châdli, le même profil bas. (...) Châdli-Pinchet, même combat ?

« Ici, c'est pire que le Chili », répètent les « émeutiers » d'Algérie à tous les envoyés spéciaux. Comme les Yougoslaves ou les Lettons, ils ne veulent que du pain — et la démocratie. Pourquoi les intellectuels ne prendraient-ils pas leur parti ? »

FRANCE-SOIR : le silence des intellectuels

« Y aurait-il de bons morts et de mauvais disparus ? Existerait-il une violence de droite et une violence de gauche ?

« On est tenté de le croire, écrit Philippe Bouvard, en constatant le silence de nos intellectuels, tellement accrochés aux basques de Pinchet qu'ils n'ont même pas remarqué qu'à une heure et demie d'avion de la France un gouvernement faisait mitrailler des enfants. (...) Ne se trouvera-t-il aucune association humanitaire pour offrir un aller-retour Paris-Alger à M. Yves Montand ? »

LIBÉRATION : dictature en service minimum

« Le répertoire des chefs d'Etat accusés par une fronde populaire, dictature ou pas, ne brille guère par sa variété, souligne Gérard Dupuy. Soyez sages, on s'occupe de vous. D'un certain point de vue, vous n'avez pas tort de trouver quelque matière à irritation. Mais nous avons raison de vous taper dessus... et nous continuerons. (...) Le président Châdli, visiblement mal à l'aise, s'est contenté du service minimum pour cette variation obligée. (...) Après avoir tardé à réagir, il a totalement raté une éventuelle incarnation d'homme fort que ses partisans pourraient rallier et ses ennemis redouter. »

LE QUOTIDIEN : trop peu, trop tard

« Châdli, aussi timide soit-il, s'est montré parfois, en public, capable de grandes colères dénonciatrices. Il pouvait condamner l'anarchie, écrit Jean-Marc Kalbiche, mais, en même temps, tous ceux qui ont fait en sorte qu'on la préfère à une corporatisme mortelle. Qu'il ne l'ait pas fait risque de persuader les Algériens qu'il n'était pas libre de son discours et qu'on le tient plus que jamais en laisse. La répression à Bab-el-Oued, lundi après-midi, a peut-être été froidement préméditée. »

M. Ben Bella : « Une cassure s'est faite »

L'ancien président de la République algérienne, M. Ahmed Ben Bella, a estimé, quelques heures après le discours à la nation du président Châdli Bendjedid, qu'« une cassure s'est faite désormais en Algérie entre tout un peuple et une camarilla de colonels et de militaires qui le dirige ».

Le discours de M. Châdli, a déclaré M. Ben Bella à TF 1, « est arrivé trop tard, et pour promettre quoi ? D'éventuelles, d'hypothétiques réformes, alors qu'il lâche ses sbires militaires, sa soldatesque, qui tire même au canon maintenant ».

Parlant des membres de l'actuelle équipe au pouvoir à Alger, M. Ben Bella leur a d'autre part dénié le label de « chefs historiques » de la révolution algérienne. « Les chefs qui sont actuellement au pouvoir étaient la plupart du temps de l'autre bord, y compris le chef

d'Etat actuel qui était sous-officier dans l'armée française. »

De son côté, M. Ali Ahmed, ancien dirigeant du FLN, en exil à l'AFP : « Le peuple algérien a été échaudé. Il ne croit plus aux promesses. Il sait que ces promesses ont été souvent annulées par la logique du système, la logique de la bureaucratie. » M. Ali Ahmed a souligné toutefois que « ce serait manquer de bonne foi et de sérénité que d'ignorer les passages (du discours) qui parlent de mettre fin au monopole politique, d'ouvrir le pays à toutes les compétences ».

« Nous attendions du chef de l'Etat qu'il annonce vigoureusement sa volonté de mettre fin à la répression, de renvoyer l'armée dans les casernes, car la répression, au lieu de résoudre les problèmes, ne fait que les exacerber. C'est à l'engrenage de la violence qu'il convient de mettre fin », a-t-il conclu.

Génération beur : « La France ne peut rester indifférente aux douloureux événements actuels »

M. Nordine Cherif, président de Génération beur, nous adresse la réaction suivante aux événements d'Algérie.

Les événements actuels prouvent qu'un malaise réel secoue ce pays, notamment du fait des problèmes économiques très importants qu'il rencontre dans un monde en déséquilibre. La communauté beur regrette les méthodes de répression utilisées par les autorités militaires algériennes.

Pays de nos parents, l'Algérie doit désormais faire l'apprentissage de la démocratie politique. Le pouvoir ne peut rester concentré entre les mains d'un parti unique. Le drame qui éclate si subitement aujourd'hui prend à notre sens une dimension d'autant plus terrible qu'il n'existe aucun représentant du mouvement

social local qui se développe en tant qu'interlocuteur à part entière des pouvoirs publics.

Les Beurs, citoyens de France attachés aux valeurs de démocratie et de justice sociale, tiennent à ce que l'Algérie, terre de leurs racines, retrouve le chemin de la sagesse. Seul le dialogue entre les autorités officielles et les protagonistes du mouvement social actuel pourra amener l'apaisement et ouvrir la voie de la démocratie réelle. La France qui accueille près d'un million d'Algériens ne peut rester indifférente aux douloureux événements. Dans ce cadre la communauté beur, membre à part entière de la communauté nationale française, sera solidaire des soutiens que le gouvernement français ne manquera pas d'apporter au peuple algérien.

● **Rapatriés :** appel à la formation. — M. Jacques Roseau, porte-parole du RECOURS (Rassemblement et coordination unitaire des rapatriés et spoliés), préoccupé par la situation des trois mille pieds noirs résidents toujours en Algérie, a lancé, lundi 10 octobre, « un appel solennel au premier ministre pour lui demander d'intervenir énergiquement auprès du gouvernement algérien afin d'assurer leur totale sécurité et de leur permettre, dès le retour au calme, de quitter l'Algérie en disposant de leurs biens et de leurs avoirs, comme cela avait été à plusieurs reprises convenu par des accords officiels mais malheureusement jamais appliqués ».

Le RECOURS a, d'autre part, décidé de supprimer tous les voyages qu'il organise traditionnellement en Algérie à l'occasion de la Toussaint.

● **Mille manifestants à Paris.** — Un millier de personnes environ, en majorité des ressortissants algériens, ont tenté en vain et à deux reprises, dans la soirée du lundi 10 octobre, de manifester à Paris entre la place du Trocadéro et l'ambassade d'Algérie. Réunis sur l'esplanade du Trocadéro à l'appel d'un collectif

« Halte aux massacres », constitué dimanche à Paris, les manifestants ont tenté une première fois de se former en cortège. Quelques minutes plus tard, ils étaient arrêtés en chemin par un barrage de policiers. Une demi-heure plus tard, ils ont fait une nouvelle tentative, avortée par un cordon de CRS. Aux cris de « Châdli assassin », « Liberté démocratique en Algérie », « Halte aux massacres » et « FLN trahison », les manifestants se sont de nouveau retrouvés sur l'esplanade du Trocadéro où ils ont observé une minute de silence à la mémoire des victimes tuées lors des manifestations en Algérie.

● **Un journaliste algérien** parmi les victimes. — Sid Ali Benmechiche, journaliste et rédacteur en chef spécialisé, chargé des reportages au sein de l'agence Algérie Presse Service, a trouvé la mort pendant les récentes émeutes en Algérie, a annoncé l'APS, le mardi 11 octobre. L'agence officielle ne précise pas les circonstances de la mort du journaliste de trente-trois ans, indiquant seulement qu'il est brutalement décédé « en accomplissant son devoir lors des récents événements ».

Le conflit de l'Afrique du Sud-Ouest

Des divergences importantes opposent toujours les négociateurs sur le retrait cubain d'Angola

NEW-YORK (Nations unies)
de notre correspondant

« Il n'y a pas d'accord définitif, car les parties ont des opinions très divergentes sur les modalités précises du retrait (cubain d'Angola), notamment en ce qui concerne la nature exacte des réductions à opérer dans les premiers mois. » Le diplomate, très proche des négociateurs, qui commente ainsi les informations parues le lundi 10 octobre dans le quotidien New York Times, affirme que « le médiateur [les Etats-Unis] a demandé un délai de réflexion, afin de parvenir à unifier les trois propositions » et qu'« une nouvelle réunion sera sans doute convoquée à Brazzaville ». Cependant, les sources diplomatiques concernées ont confirmé que les trois parties (Cuba, Angola, Afrique du Sud) sont disposées à envisager un retrait dans vingt-quatre à trente mois à partir de la signature définitive de l'accord. Ce serait là le principal résultat de la réunion quadripartite tenue de jeudi à dimanche dans le plus grand secret dans un hôtel à New-York.

Selon le quotidien, les quatre gouvernements seraient convenus de permettre l'application du plan des Nations unies pour la Namibie à partir du 1er novembre prochain tandis que l'Afrique du Sud aurait accepté qu'une partie des troupes cubaines demeure en Angola après l'indépendance du territoire, prévue en principe pour la fin de l'année prochaine.

« Je ne saurais souscrire à la manière imaginative dont le quotidien américain a rendu compte des résultats de la réunion, car nous n'avons toujours pas trouvé une formule acceptable pour le calendrier des modalités du retrait et nous

n'avons fixé aucune date pour la reprise des négociations », nous a affirmé lundi à New-York le vice-ministre cubain des Affaires étrangères, M. Ricardo Alarcon, qui a confirmé que son pays exigeait toujours un délai de trente mois et que l'Afrique du Sud s'en tenait, pour le moment, à vingt-quatre mois. D'autre part, M. Alarcon a pratiquement exclu tout retrait massif des forces cubaines dans les premiers mois de l'application de l'accord.

CHARLES LESCAUT.

● **SOUDAN :** pas de date fixée pour une rencontre entre gouvernement et rebelles. — La radio des rebelles sudistes de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS) a démenti, samedi 8 octobre, qu'une date ait été fixée pour une rencontre entre le premier ministre soudanais, M. Sedek El Mahdi, et le chef de l'APLS, le colonel John Garang, comme l'avaient indiqué Kampala et le quotidien de Khartoum El Aym (le Monde du 8 octobre). — (Reuters.)

● **ZAMBIE :** neuf arrestations pour activités subversives. — Les autorités zambiennes ont annoncé, le vendredi 7 octobre, l'arrestation de neuf personnes, dont six officiers, pour activités subversives présumées. L'annonce a été faite par un communiqué du secrétaire d'Etat à la défense et à la sécurité, M. Alex Shapi, qui n'a précisé ni l'identité des détenus ni le lieu de leur détention. Cette annonce intervient à deux semaines environ des élections législatives et présidentielles, prévues le 26 octobre prochain. En 1980, un groupe de Zambiens avaient été arrêtés pour complot contre le régime du président Kaunda. Plusieurs avaient été condamnés à mort, dont un juriste connu, M. Edward Shamwana, qui est toujours détenu. — (AFP.)

Asie

PHILIPPINES

Accord de principe sur les bases américaines

Manille. — Les Etats-Unis et les Philippines sont parvenus à un accord de principe prévoyant des compensations économiques accrues pour Manille en échange de l'utilisation par les forces américaines de bases stratégiques dans le pays, a-t-on appris, mardi 11 octobre, de sources gouvernementales philippines. Les Etats-Unis conservent de plus l'usage « libre d'entrave » de la base aérienne de Clark et de la base navale de Subic pour le transit de leurs avions et navires équipés d'armes nucléaires, selon les mêmes sources.

Après sept mois et demi de négociations souvent tendues, les détails ne sont toutefois pas encore engagés, selon des sources officielles. Le chef de la diplomatie philippine Raul Manglapas, qui se trouve aux Etats-Unis depuis cinq semaines, a prolongé son séjour à Washington pour parvenir à un accord final avec les responsables du département d'Etat, confirme-t-on à Manille.

Situées au nord, à moins de 100 kilomètres de Manille, les deux bases, auxquelles s'ajoute une puissante station d'écoute électronique, permettent le contrôle de la circulation maritime et aérienne en Asie et sont à mi-chemin entre la Californie et le Golfe. Cet accord, qui doit être approuvé par les présidents Ronald Reagan et Corason Aquino, ne concerne toutefois que les deux dernières années (1990 et 1991) du bail consenti aux Etats-Unis pour l'usage des bases.

Les deux pays doivent entamer d'ici là des discussions sur le renouvellement du bail, qui constitue la pièce maîtresse de l'accord de défense entre les Etats-Unis et

leur ancienne colonie et l'un des maillons les plus importants de la présence américaine dans la Pacifique.

Bien que les détails ne soient pas réglés, les Etats-Unis se sont engagés, selon des sources officielles, sur des aides militaires et économiques directes de 456 millions de dollars par an en 1990 et 1991. Jusqu'à présent, ils s'étaient engagés officiellement sur 180 millions de dollars par an. En réalité, Washington a fourni plus de 400 millions de dollars annuellement sous forme d'aides et de crédits bonifiés depuis l'arrivée au pouvoir de M^{re} Aquino.

Manille a abandonné sa revendication initiale qui s'élevait à 1,2 milliard de dollars, que Washington avait rejeté d'emblée en arguant de ses problèmes budgétaires. Mais les Philippines ont obtenu des concessions annexes qui concerneraient un refinancement partiel de la dette extérieure de 29 milliards de dollars, des quotas garantis d'exportations de textiles philippins aux Etats-Unis, ou des contrats d'approvisionnement des bases américaines dans le monde en produits philippins. — (AFP.)

● **AFGHANISTAN :** chute de deux capitales provinciales. — La résistance a affirmé, mardi 11 octobre, avoir pris, ces derniers jours, Asadabad, chef-lieu de la province du Kunar (nord-est) et Sharan, chef-lieu du Pakika (est). D'autre part, les derniers bombardements à la roquette de villes afghanes (Kaboul, Jalalabad, Kandahar et Farah) ont fait au moins cinquante morts du 8 au 10 octobre. — (AFP, AP.)

— Le citoyen impossible, d'accord, mais pour qui ? Pierre le Grand ou Lénine ?
— Vous voyez une différence ?

Payot

Bibliothèque historique

Claudio Sergio Ingerfiom
Le citoyen impossible
Les racines russes du léonisme

Proche-Orient

EGYPTE

Inauguration du nouvel opéra du Caire

LE CAIRE
de notre correspondant

Feux d'artifice et fanfares ont accueilli l'inauguration du nouvel opéra du Caire par le président Mubarak, lundi 10 octobre. Dix-sept ans se sont écoulés depuis l'incendie, en octobre 1971, de l'ancien opéra qui avait été inauguré par le kédive Ismail en novembre 1869, à l'occasion des festivités marquant l'ouverture du canal de Suez à la navigation.

En cent dix-neuf ans, les choses ont beaucoup changé. Le Rigoletto d'origine a été remplacé par un spectacle de kabuki venu du pays du Soleil-Levant. Ce sont en effet les Japonais qui ont financé et construit le nouveau Centre culturel national. La législation japonaise interdisant au gouvernement nippon de faire des donations destinées aux loisirs, les experts venus de Tokyo

ont donc construit un complexe culturel.

L'édifice, d'un style islamico-pharaonique, a coûté 33 millions de dollars. Situé sur l'île de Gezireh, sur le Nil, il occupe 13 000 mètres carrés et comprend sept étages. Il est composé d'une salle principale (opéra) de 1 300 places, d'une salle secondaire de 500 sièges et d'un théâtre en plein air pouvant accueillir 600 spectateurs. Le centre, dont la construction a duré trois ans et qui a été livré clé en main, comprend aussi des salles de répétition, une librairie, un musée et des ateliers.

L'inauguration de l'opéra a été accueillie comme le principal événement culturel des vingt dernières années. Le programme de la saison inaugurale comprend plusieurs ballets, dont celui de l'Opéra de Paris. Une seule chose manque encore : qu'un vrai opéra soit mis au programme.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

GÉREZ VOTRE PORTEFEUILLE SUR MINTEL

LE MONDE DE LA BOURSE

Pour suivre en direct l'évolution de chacune de vos valeurs et le montant global de votre portefeuille

BOURSE

36.15 LEMONDE

سكوا من الأصل

مكثا من الأمل

... Le Monde • Mercredi 12 octobre 1988 5

**L'élan Transpac,
c'est 17,5% de baisse sur vos coûts
de transmission de données.
Et la sécurité en plus.**

TRANSPAC. 1^{er} RÉSEAU MONDIAL DE TRANSMISSION DE DONNÉES.

En cinq ans, TRANSPAC a multiplié par 6 le nombre de ses abonnés, par 10 le volume des caractères transmis. Les délais de raccordement sont trois fois plus courts, les performances améliorées, la sécurité renforcée, le service perfectionné.

Tout ceci sans augmentation des coûts de transmission. Bien au contraire ils sont en baisse: 12% au 1^{er} janvier dernier et 6,25% au 1^{er} janvier prochain, soit une baisse cumulée de 17,5%. 1988: 50 commutateurs supplémentaires implantés dans toute

la France, ouverture de nouveaux modes d'accès indirects sécurisés (cartes à mémoire X32, modems asynchrones à correction d'erreur).

A l'horizon 90: un nouveau mode d'accès à TRANSPAC: le RNIS. C'est cela, l'élan TRANSPAC.

TRANSPAC est une filiale de COGECOM (Groupe FRANCE TELECOM). TRANSPAC. Tour Maine-Montparnasse, 33, avenue du Maine. 75755 Paris cedex 15. Tél.: (1) 45.38.52.11.

Prenez l'Élan Transpac.

TRANSPAC

Europe

La visite de M. Vassiliou
à ParisLe président chypriote
plaide pour un accroissement
des relations
économiques
avec la France

En visite officielle à Paris, le président de la République de Chypre, M. Georges Vassiliou, devait s'entretenir mardi 12 octobre à Paris avec le premier ministre, M. Michel Rocard, et le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas. La première journée de la sa visite, lundi, avait été principalement consacrée à des entretiens à l'Élysée avec le président Mitterrand et à l'examen des relations économiques bilatérales avec le ministre français des finances, M. Bérégovoy.

S'adressant à la presse à l'issue d'un entretien en tête à tête avec son visiteur, le président Mitterrand a souligné que « le facteur de l'unification européenne » pourrait avoir des « conséquences heureuses » sur un règlement de la question chypriote.

Demande d'adhésion
à la CEE

Évoquant les efforts en cours sous l'égide des Nations unies pour débloquent la situation, il a rappelé que Paris soutient dans cette affaire « des principes très simples, ceux du droit international ».

Outre le problème chypriote, les deux présidents ont abordé la question des relations de Nicosie avec la Communauté européenne, a-t-on appris de source chypriote. Chypre est liée à la CEE par un accord d'union douanière et envisage à terme de déposer une demande d'adhésion.

Au cours de sa rencontre avec M. Bérégovoy, le président chypriote a émis le souhait de voir se développer des relations économiques jugées encore trop modestes — la France n'occupe que 5 % du marché chypriote — en particulier dans le domaine du tourisme. Chypre souhaite également réduire un déséquilibre commercial important avec la France en accroissant notamment ses exportations de produits agricoles.

MOSCOU
de notre correspondant

La vieille garde évincée du bureau politique, ce sont maintenant les directions locales et régionales du parti qui sont sommées de se mettre sans délai à l'heure de la « perestroïka ». Amorcée lundi par la Pravda sous le titre de « Secouer les indifférents », une véritable campagne est en effet en train de se développer contre les résistances au changement dans les instances intermédiaires de l'appareil.

Gorbatchévien par excellence, la méthode en est simple : on fait donner la presse pour dénoncer à coups de reportage l'immobilisme de tel ou tel comité de ville ou d'arrondissement. Ces articles soulignent les vertus de la mobilisation politique des simples citoyens, membres ou non du parti, et parallèlement les éditoriaux contribuent à ce que l'impulsion donnée ne puisse échapper à personne. Mardi matin 11 octobre, la Pravda enfonce ainsi le clou en tirant à la une la leçon de récentes réunions de plusieurs directions locales du parti.

Résultat de cette analyse : « Il y a quelques progrès, mais beaucoup de ceux qu'on avait eu l'intention de faire en sont restés au stade des bonnes intentions [et] le manque de démocratisation (...) entrave sérieusement le développement de l'initiative des organisations de base ».

« Les communistes s'inquiètent », ajoute l'organe du comité central, de la manière dont « certains » s'ingénient à vider la « perestroïka » de sa substance, manient la démocratisation au compte-gouttes et justifient leur incapacité à s'adapter au pluralisme par la difficulté à diriger les hommes.

« Non, on ne peut pas confier la direction des organisations du parti à de tels restructurateurs », conclut la Pravda, en soulignant la nécessité absolue pour les comités de faire preuve d'« esprit critique ».

Cela s'appelle de la subversion par le haut, et les conséquences de cette pression étaient parfaitement visibles dès lundi en Ukraine dont les dirigeants semblent désespérément essayer de se faire porter l'un l'autre la responsabilité des difficultés économiques et des retards dans les réformes politiques.

URSS : « manque de démocratisation »

Plusieurs directions locales du parti sont mises en accusation



Après que le premier ministre ait critiqué dimanche l'insuffisance de l'« ampleur » de la « perestroïka » dans la République, c'est en effet le

premier secrétaire, M. Tchertchibitski, qui a, le lendemain, repris ce thème à son compte devant le plénum du comité central ukrainien.

Soul des vétérans du bureau politique à avoir survécu au coup de balai donné par M. Gorbatchev, M. Tchertchibitski avait presque la des airs de jeune Turc tonnant contre la « lenteur » des changements économiques, prenant notamment à partie plusieurs des dirigeants locaux, dont le premier ministre, et déclarant tout de go que « l'économie de la République continuait souvent de se développer de façon extensive et à fonctionner, pour l'essentiel, à perte ».

Cette sortie du premier secrétaire paraît avoir délié les langues, puisque, à en croire l'agence Tass, un concert de plaintes s'est ensuivi sur les difficultés d'approvisionnement en viande, produits laitiers, farine, huile, poisson, etc. On a appris au passage que la récolte de céréales s'avérait en Ukraine aussi « plus faible que celle de l'an passé », et M. Tchertchibitski, décidément peu soucieux de passer la main, a chaudement appuyé M. Gorbatchev en

déclarant qu'il était « logique et rationnel, à cette époque de perfectionnement du système politique, que le secrétaire général ait été élu président du Soviet suprême ».

Pour l'instant, les journaux centraux n'ont rien repris de ces informations sur lesquelles le service international de Tass fait également le silence. Le plénum ukrainien poursuivant ses travaux mardi, peut-être attend-on pour en parler de pouvoir annoncer ses résultats. Les organisations de Kirghizie, de Sverdlovsk et de Novosibirsk ont en revanche, d'ores et déjà, en droit aux critiques de la presse.

Est-ce un hasard ? Le chef de file des conservateurs, M. Ligatchev, a longtemps été numéro un à Novosibirsk, tandis que le héros malheureux des réformateurs les plus radicaux, M. Eltsine, l'a été pour sa part à Sverdlovsk. Un coup à gauche, un coup à droite, et l'Estonie a droit à de longs articles documentés dans l'industrie socialiste.

BERNARD GUETTA.

A TRAVERS LE MONDE

Haïti

Le « prophète » Aristide
est muté
par la hiérarchie
catholique

Le Père Jean-Baptiste Aristide, figure de proue de l'Eglise « engagée » haïtienne, a reçu l'ordre de quitter Haïti avant le lundi 17 octobre, nous indique notre correspondant en République dominicaine. Dans une lettre qu'il a adressée à la station catholique Radio-Soledad, l'ecclésiastique précise qu'il a reçu des supérieurs de l'ordre des salésiens à Rome sa mutation au Canada.

En conclusion de son message, diffusé, lundi, sur les ondes de Radio-Soledad, le Père Aristide prie ses fidèles de rester calmes. Un appel qui risque de ne pas être entendu, dans les bidonvilles du bas de la capitale, où le père Aristide est devenu un leader très populaire. A plusieurs reprises au cours des dernières semaines, ses jeunes partisans se sont mobilisés

pour défendre celui qu'ils nomment le « prophète ». Le 30 septembre dernier, ils avaient organisé une longue marche jusqu'à la résidence du nonce apostolique, Mgr Paolo Romeo, qu'ils accusaient d'être le principal responsable de l'« exil » du Père Aristide. Après l'attaque de l'église de la paroisse Saint-Jean-Bosco, le 11 septembre dernier — une vingtaine de personnes avaient été massacrées pendant l'office, — il avait été mis « au secret » par le nonce. De nouvelles tensions étaient réapparues ces derniers jours : la hiérarchie avait accusé l'Eglise populaire de prêcher la violence et la lutte des classes et de défier ainsi l'autorité du pape.

Par ailleurs, un ancien candidat à la présidence, opposant extrémiste au régime en place, M. Luc Innocent, a été tué le 8 octobre alors qu'il tentait de traverser clandestinement la frontière dominico-haïtienne à la tête d'un petit groupe armé. Réfugié à Saint-Domingue depuis le début de l'année, il avait appelé plusieurs fois le peuple haïtien à prendre les armes. Originaire de Cap-Haïtien, il avait passé vingt-trois ans en exil.

RDA

Manifestation
contre la censure
de la presse religieuse

Plus de cinquante personnes, dont un pasteur, ont été interpellées, lundi 10 octobre au cours d'une marche silencieuse dans les rues de Berlin-Est organisée en signe de protestation contre la censure de la presse religieuse en RDA.

Plusieurs journaux confessionnels ont été interdits cette année pour avoir consacré des articles à des conférences de l'Eglise protestante où les orateurs réclamaient une extension de la « perestroïka » à la RDA.

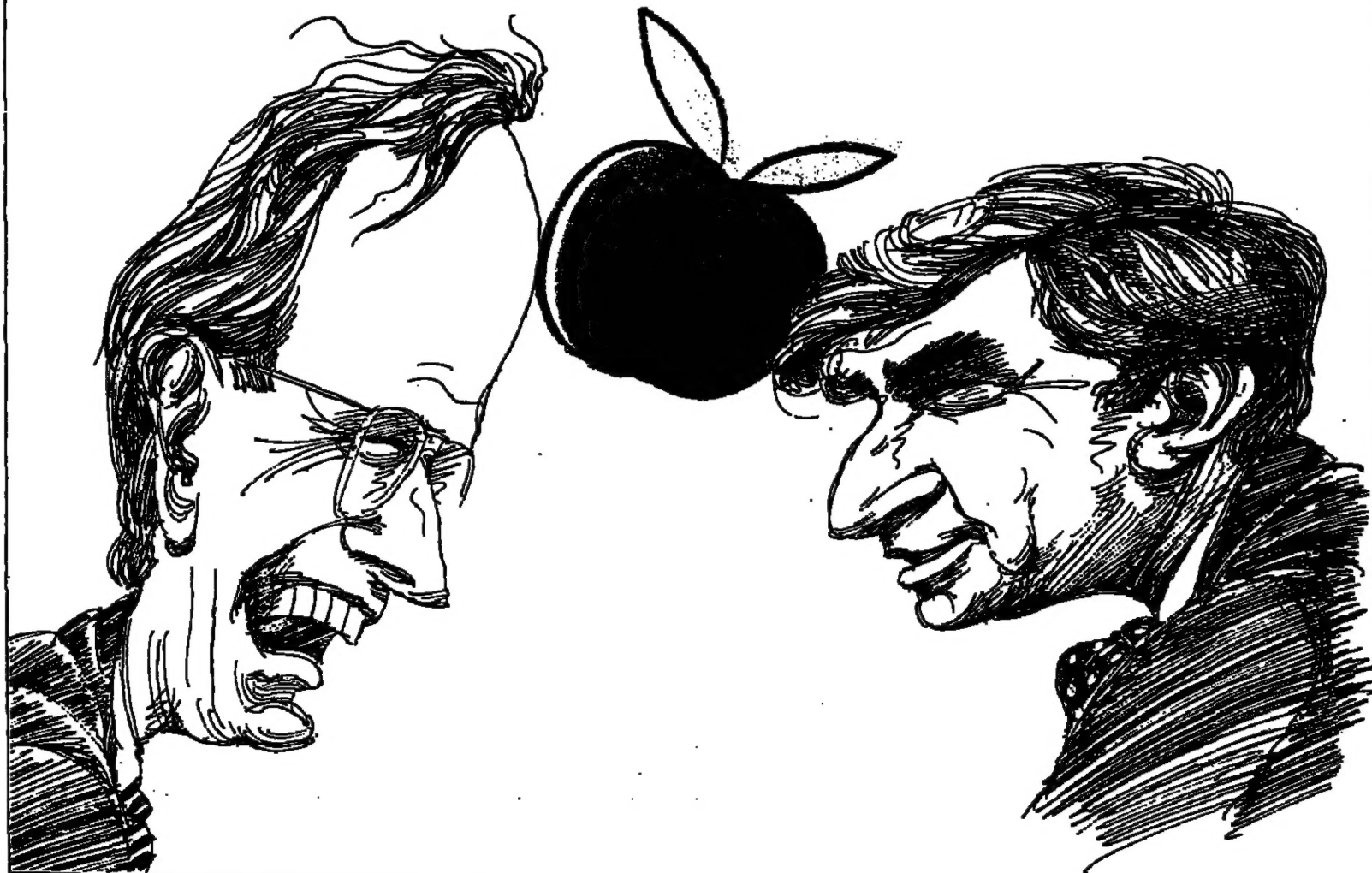
Les manifestants voulaient se rendre au siège de l'Eglise protestante de Berlin-Brandebourg jusqu'à l'office de presse auprès de la présidence du conseil, responsable des

mesures de censure. La marche de protestation a été arrêtée brutalement par des policiers en uniforme et des membres de la STASI (service de sécurité) en civil.

Un journaliste de la deuxième chaîne de télévision ouest-allemande ZDF, M. Michael Schmitz, qui a voulu filmer la manifestation, a été jeté par terre et roué de coups de pied. D'autres journalistes de télévision ont été également empêchés sans ménagements de filmer. — (AFP, Reuters.)

● GRÈCE : M. Papandréou a quitté l'hôpital, à Londres. — Le premier ministre grec, M. Andreas Papandréou, a quitté lundi après-midi 10 octobre l'hôpital de Harefield (ouest de Londres) où il a subi, le 30 septembre, une opération au cœur, a-t-on indiqué à l'ambassade de Grèce à Londres. De même source, on ajoute que M. Papandréou passera une dizaine de jours de convalescence à l'hôtel Grosvenor, dans la capitale britannique, avant de rentrer en Grèce. — (AFP.)

GRAND CONCOURS EUROPE 1 - ÉLECTIONS AMÉRICAINES 88

BUSH / DUKAKIS
QUI CROQUERA QUI ?

Avec EUROPE 1, qui croque gagne. Pour ceux qui ont la pêche, il y a 403 prix américains prêts à cueillir.

1^{er} PRIZ :

un voyage pour deux personnes au printemps 1989 à Washington et rencontre avec la nouvelle administration américaine.

2^e PRIZ :

une chevrolet des années 60.

3^e PRIZ :

100 billets d'avion aller-retour Paris/New York.

... et des transistors EUROPE 1.

Pour jouer, écouter EUROPE 1.

Pour gagner, il suffit de répondre aux questions suivantes :

1. Qui sera le futur président des États-Unis ?

BUSH ☐ DUKAKIS ☐

2. Quel sera le pourcentage respectif obtenu par les deux candidats ?

(en indiquant les 2 chiffres après la virgule)

BUSH % DUKAKIS %

3. Qui sera le vainqueur dans les 4 plus grands États des États-Unis

BUSH ☐ DUKAKIS ☐

Texas ☐ ☐

Californie ☐ ☐

Floride ☐ ☐

État de New York ☐ ☐

EUROPE 1 vous donne la pêche pour gagner les élections américaines.

Envoyer vos réponses avant le 17 octobre 88 à EUROPE 1

B.P. 75400 Paris Cedex 08

sans oublier de mentionner vos nom, prénom et adresse.

ou faites minitel 3615 code O.P.

EUROPE 1
C'est la pêche.

Europe

TURQUIE : froid, risques d'épidémie, nourriture insuffisante...

Le sort des réfugiés kurdes s'aggrave

YUKSEKOVA
de notre envoyé spécial

Plaques blanches accrochées aux versants des montagnes, les glaciers qui dominent la plaine de Yuksekova, à 2 000 mètres d'altitude, font craindre le pire, à un mois des premières neiges, aux dix-huit mille cinq cents réfugiés kurdes, dont deux tiers d'enfants, des deux camps de Suastu et de Uzunsirt.

Tout souligne, dans ces deux camps, le caractère provisoire qu'on a voulu leur donner, dans l'espoir d'un retour rapide des réfugiés en Irak, amorcé pour deux mille d'entre eux depuis quatre jours, ou d'un départ vers l'Iran.

Il y a tout juste une couverture par personne, et le bois que les femmes ramassent à 10 kilomètres à la ronde ne suffit pas à protéger du froid nocturne lorsque la température approche de zéro. Selon un médecin, l'absence d'équipements sanitaires durables, en contraste avec les réalisations des camps de Mardin ou de Diyarbakir, fait courir le risque d'épidémies, malgré la campagne de vaccinations menée à terme sur les enfants. Déjà, la mortalité ici est beaucoup plus élevée que dans les autres camps.

Sujet fréquent de plaintes des réfugiés : l'insuffisance et la mauvaise qualité de la nourriture. L'arrivée à expiration du premier train de crédits de 2 millions de francs alloué à ces deux camps a réduit les portions aux féculeux et limité aux enfants la distribution de produits laitiers. Les quelques économies des réfugiés ne suffiront pas longtemps à l'achat de riz dans la cantine mise à leur disposition, ou de viande.

La solidarité de la population s'est, elle aussi, ralentie, malgré l'arrivée récente de 300 000 francs de vivres et couvertures envoyés par des commerçants d'Istanbul. La mission de la Croix-Rouge internationale a proposé au gouvernement son aide matérielle immédiate pour régler, en collaboration avec le Croissant-Rouge turc, les problèmes de nourriture et de froid, afin que les réalisations — « magnifiques et d'une remarquable efficacité, lors de l'arrivée des réfugiés, en regard de ce qui a été fait ailleurs », aux dires de Francis Amar, chef de la mission — n'aient pas été vaines. L'offre a été poliment déclinée. L'assistance en nature est rejetée comme inutile et ressentie comme blessante pour l'amour-propre national. La Turquie s'en tient à sa demande d'une aide internationale en espèces de 300 millions de dollars.

Un statut ambigu

Pourtant, l'ambiguïté du statut actuel des réfugiés, aux yeux des autorités, rend difficile la mise en place des canaux internationaux d'attribution de fonds qui ne manquent sans doute pas ; à preuve, les 2 millions de couronnes dégagés par le Danemark. Soucieux de se tenir à l'écart de toute complication politique avec ses voisins, Ankara se refuse à voir en ceux que les médias officiels continuent à appeler « les gens du nord de l'Irak qui se sont mis provisoirement à l'abri en Turquie » des réfugiés, dont une institution internationale — tel le Haut-Commissariat aux réfugiés — pourrait gérer la situation.

Outre ses aspects politiques, une telle gestion serait perçue comme une amorce d'enlèvement d'un problème qui n'est pas nouveau : dans la petite préfecture de Hakkari, on rencontre, dans un camp de fortune ou dans les hôtels les moins chers — en dehors des nouveaux réfugiés kurdes, — près de deux cents réfugiés irakiens, iraniens ou même afghans qui ont fui la guerre, totalement démunis. Avec les Iraniens entrés en situation régulière et restés en Turquie, en particulier à Istanbul, où ils ont fait leur un des vieux quartiers, les sources internationales estiment à un million le nombre de ces réfugiés, qui pèsent, malgré les restrictions dont ils sont l'objet, sur un marché du travail peu élastique.

C'est vers l'Iran que pourraient partir prochainement six mille réfugiés qui font la queue dans les deux camps de Yuksekova pour remplir les formulaires de départ. Selon les autorités, dix-huit mille réfugiés, sur un total de cinquante mille, seraient candidats au départ vers ce pays. Mais Téhéran, dans l'attente également d'une aide occidentale, n'a toujours pas assorti de propositions concrètes ses promesses d'accueil.

Un nouvel exode serait un pis-aller acceptable pour Mollah Ahmad, membre de l'Union des

hommes de religion du Kurdistan irakien, et, à soixante-dix ans, une des personnalités les plus écoulées du camp d'Uzunsirt : « Il y a dans le régime iranien une violence qui n'existe pas dans l'Islam, mais, au moins, c'est un pays musulman. Ce n'est pas le cas du régime séculier et raciste de Saddam Hussein. »

Cette perspective, par contre, ne réjouit pas le docteur Kendal : à vingt-sept ans, diabétique, il est un de ces diplômés d'université qui ont rejoint la lutte du PDKI, « sans idéologie, avec seulement mon arme et mon stéthoscope ». Il se voit mal retourner au quinzième siècle en Iran et souhaiterait obtenir l'asile en Europe, comme plusieurs centaines d'autres réfugiés.

Sans l'annoncer officiellement, pour ne pas donner l'impression d'accepter le fait accompli, les autorités ont selon la presse pris leurs dispositions pour réinstaller vingt-cinq mille réfugiés dont il est admis

que le séjour en Turquie se prolongera : séparés en petits groupes, ils seraient réinstallés dans des villes du sud et de l'intérieur du pays. Ils ne resteraient en tout cas pas dans une région que la densité des liens familiaux qui les unissent à la population locale rend politiquement très sensible.

L'insertion des réfugiés kurdes en Turquie ne se fera sans doute pas sans problème : vivant depuis des années en dehors des contraintes d'un Etat policé, les peshmegas (combattants kurdes) sont aussi peu habitués aux méthodes disciplinaires des services de sécurité que les autorités turques à admettre que l'on transforme les poteaux électriques en bois de chauffage ou que le boycottage des repas et l'enlèvement — même bref — d'un fonctionnaire d'autorité constituent des moyens normaux d'expression des doléances.

MICHEL FARRÈRE.

Dans un camp presque... privilégié

DIYARBAKIR
de notre envoyé spécial

Un keffieh noué en turban autour de la tête, une serviette autour des reins : c'est la fête pour les peshmegas (combattants kurdes) ruisselants d'eau qui inaugurent les douches chaudes du camp de réfugiés de Mardin. En quinze jours, celui-ci s'est transformé : le contraste est vif entre l'abandon, la misère des tentes de Yuksekova, et le soin apporté ici par les familles à construire un muret de protection, à balayer les tentes.

Les autorités ont beau assurer que la même politique est appliquée partout, l'« amélioration de jour en jour » relevée en privé par les réfugiés de Diyarbakir

souligne davantage, en contraste, à quel point la détérioration de la situation dans les camps, bientôt invivables pour cause de froid, de Yuksekova est une incitation voilée au départ. Du jamais vu dans un pays souvent paralysé par sa bureaucratie : dans le bureau de l'adjoint du préfet installé dans le camp, se règlent dans l'attente les différents problèmes techniques se posant aux réfugiés.

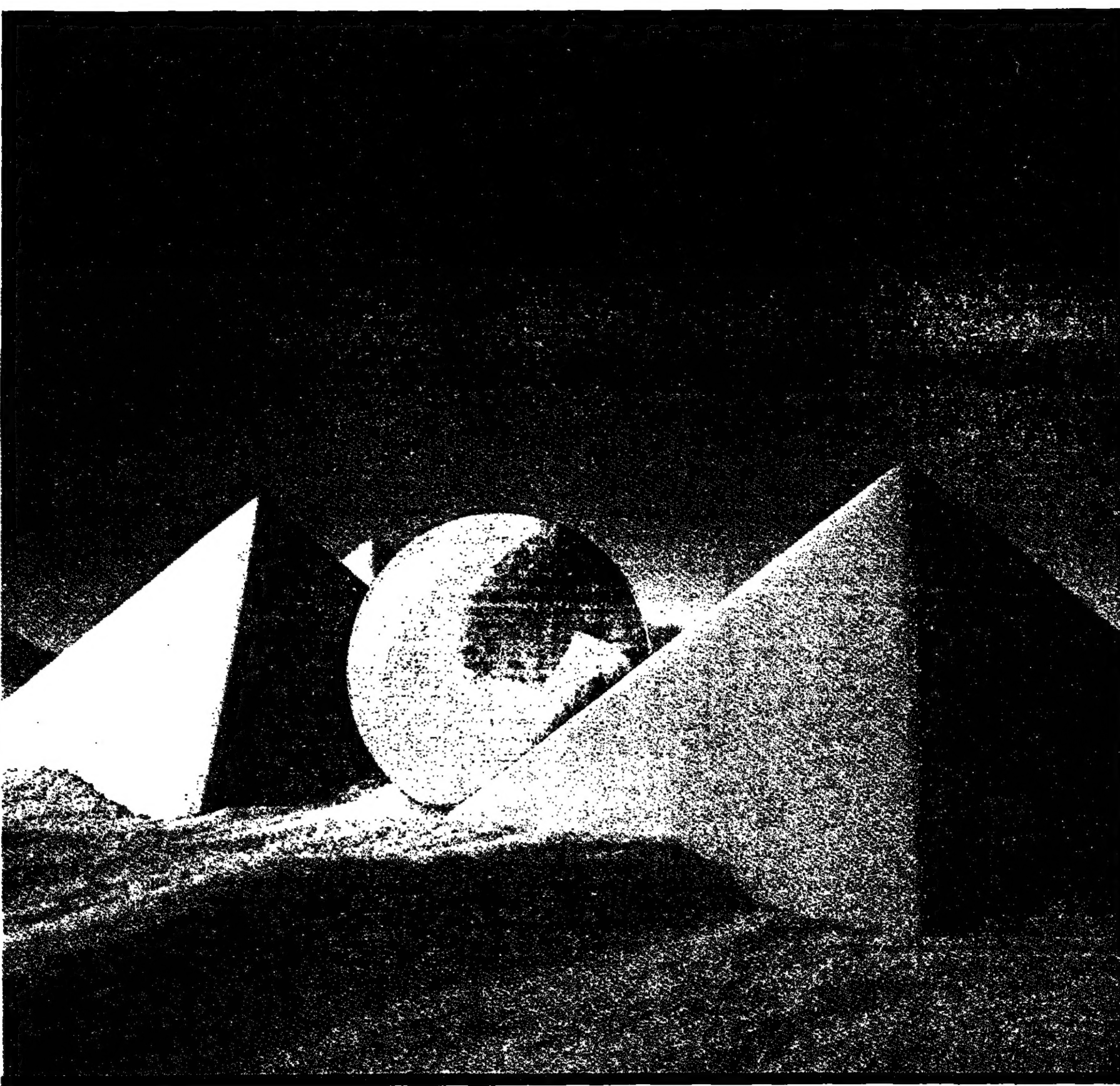
L'accueil de la population

La collaboration entre l'administration et les six jeunes Kurdes du comité élu par les réfugiés a même permis, selon ces derniers, de supprimer, sur

leur demande, une présence policière qui dérangeait les femmes. Les demandes de certains réfugiés restent toutefois irréalisables : par exemple, Shakespeare en arabe est introuvable au marché de Mardin...

A Diyarbakir, quatre peshmegas en permission de sortie nous invitent au salon de billard, un jeu qu'ils n'ont pas pratiqué depuis plus de dix ans. Tous les jours, deux cents d'entre eux vont au marché compléter, à leur frais, en fruits et légumes, les lentilles, haricots et pois chiches distribués aux familles. Contents de l'accueil de la population, ils sont néanmoins inquiets parce qu'« on ne tiendra pas au-delà de deux mois avec nos économies ».

M. F.



COMPAREX : le compatible par excellence

Des technologies de pointe pour une gamme complète de moyens et grands systèmes informatiques compatibles. Des hommes compétents pour un service de qualité.

COMPAREX

Une filiale de BASF et de Siemens

COMPAREX
Information Systems
Z.A. du Petit Hameau
21, rue des Peupliers
F-92000 Nanterre
COMPAREX
Information Systems S.A., N.V.
Avenue Hamoir 14
B-1180 Brussels
COMPAREX
Informationssysteme AG
Postfach
CH-8820 Wädenswil/Au

EUROPE

Europe

Les conflits ethniques en Yougoslavie

Les nationalistes serbes face au « drame du Kosovo »

PRISTINA
de notre envoyé spécial

« Voilà l'œuvre de la contre-révolution, mais s'ils avaient su que nous allions reconstruire le bâtiment comme cela, ils n'auraient jamais mis le feu ! » Le gardien du monastère de Pec, au Kosovo, haut lieu de l'archevêché et du patriarcat de Serbie pendant des siècles, et où furent intronisés tous les patriarches de l'Eglise orthodoxe serbe depuis la fin de la Grande Guerre, montre d'un doigt impitoyable le « konak », la résidence des moines, ravagée par un incendie en 1981 et restaurée ensuite.

Pas l'ombre d'un doute dans son esprit : les auteurs de ce sinistre étaient des « séparatistes albanais ». Des Albanais qui, il y a sept ans, voulaient déjà comme aujourd'hui nous chasser du Kosovo et revendiquaient le statut de république au sein de la fédération yougoslave, ajoute-t-il. La « contre-révolution » séparatiste avait provoqué des émeutes principalement à l'université de Pristina, capitale de la province, et une intervention massive de la milice. Bilan : neuf morts, des dizaines de blessés, des centaines d'arrestations. Les rapports entre les deux communautés du Kosovo, déjà tumultueux au cours de cinq cents ans d'histoire commune, ne s'en améliorent pas.

La flamme nationaliste du printemps 1981, inspirée, dit-on officiellement, par les idées du PC albanais, a effrayé de nombreux Serbes qui ont décidé de quitter leur terre natale pour s'installer dans d'autres régions de la République de Serbie et de la Yougoslavie. En sept

ans, on estime que vingt-sept mille d'entre eux ont choisi l'exode. Actuellement, ils ne sont plus que deux cent mille sur une population totale de moins de deux millions d'habitants. Certes, ils n'ont jamais été majoritaires dans la province, mais jamais non plus les Albanais de souche, n'ont représenté comme aujourd'hui 90 % de la population. Compte tenu de l'explosion démographique qui se produit parmi ces derniers — le taux de natalité y est le plus élevé d'Europe et les familles de douze enfants ne sont pas rares, — le déséquilibre ne peut que s'accroître dans les années à venir.

Les Serbes ont peur de perdre « leur Kosovo ». La byzantine Constitution yougoslave de 1974, œuvre de Tito, faisait de cette région et de la Voïvodine des provinces autonomes de la République de Serbie. Depuis, elles se sont largement émancipées et Belgrade se plaint de ne pouvoir y exercer ses pleins pouvoirs d'Etat. « Le Kosovo nous échappe, il faut absolument faire quelque chose ! » Ce sentiment, le chef de la Ligue des communistes de Serbie, M. Slobodan Milosevic, quarante-sept ans, a su l'exploiter à fond ces derniers mois en s'appuyant sur le Comité d'organisation de meetings de solidarité avec les Serbes et les Monténégrins du Kosovo. Depuis début juillet, des manifestations de masse « spontanées » sont organisées dans diverses villes du Kosovo, de Voïvodine, de Serbie et du Monténégro : quarante mille, cent mille, trois cent mille personnes parfois participent à ces rassemblements impressionnants souvent chargés d'émotion. Toutes les générations sont représentées et il n'est pas difficile de mobiliser les foules pour

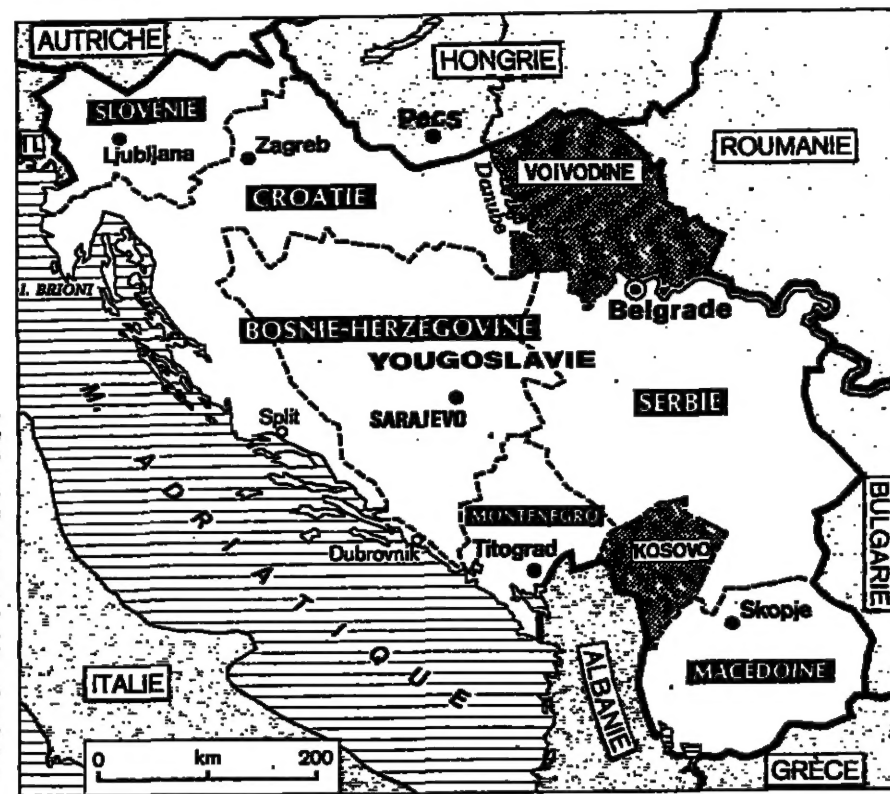
cette cause nationaliste. « Le Kosovo, c'est la Serbie ». Soudain, les anciens se rappellent que c'est Tito, un Croate, qui décida d'atomiser ainsi leur République pour mieux l'affaiblir. Une Serbie trop puissante était à ses yeux une menace pour l'équilibre de la fédération. Les vieilles rancunes se réveillent.

Persécution, crimes, « génocide »

« Nous sommes victimes des persécutions incessantes des musulmans albanais, on ne peut pas rester les bras croisés face à ces courants fascistes. L'émigration forcée, c'est pire que la mort, c'est l'acte final. De nombreux villages sont totalement abandonnés. » Cette réflexion du rédacteur en chef de Jedinstvo (l'Unité), le quotidien serbe de Pristina, illustre bien l'état d'esprit quel que peu exoté de nombreux Serbes à l'heure actuelle. La presse belgrade, très agitée, dresse quotidiennement la liste des « crimes » commis par les nationalistes : cimetières et églises profanés, terres incendiées, fenêtres et portes de fermes brisées, vols, tracasseries d'enfants serbes à l'école, cercueils exhumés, monuments historiques endommagés, etc. Dans l'inquiet climat de fièvre qui règne ici cet automne, la moindre dispute d'écoliers dans un préau est présentée comme un « génocide » et provoque le boycottage des cours. Des unités de la milice fédérale, quatre cents hommes environ, ont été déployées dans vingt-deux localités de la province pour « assurer l'ordre ».

A Pristina, on n'a pas l'impression pourtant que les deux communautés

La Yougoslavie compte 23,3 millions d'habitants. Des six Républiques de la fédération, la Serbie, et ses deux provinces autonomes — la Voïvodine et le Kosovo, — est la plus vaste et la plus peuplée avec 9,3 millions d'habitants.



soient au bord de la guerre civile. Certes, mais ce n'est pas nouveau. Serbes et Albanais préfèrent emprunter des trottoirs ou fréquenter des cafés différents, surtout le soir. Ces « habitudes » sont davantage respectées depuis quelques mois « à cause de la situation politique », mais il y a eu de présence policière dans les rues. « Toutefois, explique M. Beqir Hoti, membre du comité central, il est clair que les rapports intercommunautaires se sont refroidis car les gens ne se reconnaissent plus dans le tableau que la presse serbe brosse de la situation chez nous. Résultat : ils se referment sur eux-mêmes, ils font attention à ce qu'ils disent et se sentent menacés. Dans les usines, les relations entre collègues n'ont pas changé ; en revanche, dans les milieux intellectuels, elles sont plus tendues. » M. Hoti, qui est également rédacteur en chef du quotidien de langue albanaise Rilindja (Renaissance), ne nie absolument pas l'existence de conflits linguistiques, religieux ou de propriété ni les excès albanais « intolérables » contre les Serbes, mais il ne veut pas parler non plus de persécution systématique : « Depuis 1981, selon nos statistiques, il y a eu cinq heurts majeurs entre les deux communautés, deux Albanais et trois Serbes ont été tués. Nous avons recensé cent trente cas de vols ou tentatives de vols, dix-sept ont été commis par des Albanais contre des femmes serbes, deux par des Serbes contre des Albanaises, cent onze ont été perpétrés entre Serbes ou entre Albanais. »

Ces chiffres « officiels » ont le don de faire bondir les foules des « meetings de solidarité » qui dénoncent le laxisme, l'incompétence ou la corruption des autorités policières et politiques du Kosovo. Selon leur version, les violences physiques (assassinats, coups et blessures, délits sexuels) sont autrement plus nombreux et se sont accrues depuis le début de l'année. Où est la vérité ? Qu'en est-il également de l'immigration clandestine au Kosovo de ressortissants d'Albanie ? Sept cent quatre personnes au total, si l'on en croit les statistiques que l'on présente à Pristina. Trois cent mille au moins ont acquis illégalement des terres dans la région, affirment de leur côté certains Serbes.

Les Kosovars d'Allemagne

Le dimanche est le jour des mariages dans cette province qui est la plus désertée de Yougoslavie : deux cent quarante mille habitants sur un emploi, cent trente mille sont au chômage, dont seize mille Serbes et Monténégrins. Sur la route qui mène de Pristina à Istok, d'innombrables convois automobiles vont chercher la mariée à son domicile. Toujours en tête du cortège, un vieil autocar orné de drapeaux rouges frappés de l'aigle doré des Kosovars. Une voiture sur trois est une Mercedes ou une BMW immatriculée « D » ou « CH ». Les Kosovars d'Allemagne ou de Suisse sont rentrés au pays pour les noces. La campagne ressemble ici à un vaste chantier de construction de maisons en briques rouges que les musulmans entourent aussitôt d'un mur de clôture qui fait rager les Serbes. Ces habitations sont financées par les deutschemarks et les francs suisses gagnés à l'étranger. Dans un village

proche d'Istok, sept frères se sont fait sept pavillons parfaitement identiques de part et d'autre de la route !

Ici, aucune trace d'animosité contre les voisins serbes. On ne se fréquente pas particulièrement souvent, mais on se salue. En revanche, Slobodan Milosevic, le chef du PC de Serbie, qui entend limiter l'autonomie du Kosovo, n'est guère apprécié. « Il peut aller se faire... Tout ces meetings de solidarité ne sont que des farces », nous dit un paysan albanais. « C'est vrai, ajoute-t-il, que les Serbes s'en vont, mais pas seulement à cause des prétendues persécutions ; ils partent aussi pour des raisons économiques. La région est pauvre et ailleurs les perspectives sont meilleures. Souvent, ils plient bagages avec beaucoup d'argent dans les poches car ils vendent leurs terres un bon prix aux « Kosovars-deutschmarks ». Il ne faut pas oublier que dix mille Albanais ont, eux aussi, émigré ces dernières années vers d'autres régions de la Yougoslavie. » Inutile de dire que cette version de l'exode fait bondir une fois de plus les Serbes, qui expliquent volontiers que leurs terres, après leur départ forcé, ont été confisquées par les Albanais.

Selon les autorités, le nationalisme albanais a tendance à gagner du terrain. Les plus durs de ses militants rêvent d'un Kosovo « ethniquement pur », voire du rattachement à l'Albanie voisine. D'autres revendiquent une « République albanaise » au sein de la fédération. Le 21 septembre, quarante-deux séparatistes, deux vingt-deux étudiants, ont été arrêtés au Kosovo par la police qui a

saisi des armes. Ils avaient imprimé et diffusé des tracts appelant à « la lutte armée contre les Serbes ». Depuis 1981, nous dit-on à Pristina, mille cinq cents peines d'emprisonnement ont été prononcées, neuf mouvements illégaux et quatre-vingt-dix groupuscules « irrédentistes » ont été démantelés. « Mais le nationalisme serbe, qui s'est développé ces derniers mois, est aussi condamnable que le nationalisme albanais », constate M. Bekir Hoti, d'accord ici avec les responsables d'autres Républiques de la Yougoslavie, comme la Slovaquie et la Croatie. « Certains panneaux qui sont brandis dans les meetings de solidarité serbes, du genre : « On a perdu Tito, on ne perdra pas le Kosovo ! », « Nous voulons des armes ! », « On va tuer les Albanais ! », « Nous exigeons la révocation des cadres dirigeants ! », sont franchement inacceptables », ajoute-t-il.

En encourageant ces manifestations, M. Milosevic, « Sloba » pour ses centaines de milliers de partisans, joue un jeu à l'issue incertaine. Pour régler le « drame du Kosovo », il réclame une réforme rapide de la Constitution qui permettrait à la Serbie de récupérer ses prérogatives dans le domaine de la justice, de la police et de la défense sur son « berceau historique ». Mais cette offensive nationaliste, qui a créé un climat de psychotisme et d'inquiétude sur l'avenir du Kosovo, risque aussi de fortifier les extrémistes albanais et de provoquer ainsi une vague de violences. L'effet boomerang.

ALAIN DEBOVE.

Au Monténégro

Les dirigeants annoncent un assouplissement du programme d'austérité

Les dirigeants du Monténégro ont tenté, lundi soir 10 octobre, de désamorcer la crise qui agite depuis quelques jours leur République en annonçant une série de mesures répondant en grande partie aux revendications avancées par des dizaines de milliers de manifestants.

Reconnaissant la légitimité du mécontentement social, ils ont annoncé l'augmentation du salaire minimum, l'annulation d'une hausse des loyers et une diminution de la hausse de l'électricité, au cours d'une réunion extraordinaire des présidents du parti et de la République.

Ils ont promis en outre une production accrue de « pain populaire » — celui dont le prix est le plus bas — ainsi qu'un meilleur approvisionnement en denrées alimentaires.

Arrestation de douze personnes

Les dirigeants du Monténégro, qui avaient refusé de se démettre sous la pression des manifestations de rue des derniers jours, ont décidé de soumettre leur politique au jugement du comité central du

PC monténégrin, qui doit se réunir le 14 octobre.

Le mouvement de protestation qui s'est poursuivi à Niksic — en dépit des mesures d'urgence en vigueur depuis dimanche au Monténégro — a-t-il donné lieu, lundi, à aucun incident particulier, alors que douze personnes avaient été arrêtées la veille et treize autres blessées, dont cinq policiers.

Les présidences du parti et de la République de Serbie ont protesté vigoureusement lundi soir contre les accusations directes ou indirectes impliquant dans les événements de Titograd les partisans du chef du PC serbe, M. Slobodan Milosevic.

Ces accusations, d'abord avancées par les dirigeants monténégrins, ont été successivement reprises de façon plus ou moins voilée par la présidence du PC de Yougoslavie, le chef de l'Etat et les dirigeants des partis de Croatie, de Slovaquie, de Bosnie et de Macédoine.

La direction de la Ligue des communistes de Serbie, qui apparaît désormais isolée au sein de la fédération yougoslave, a convoqué mardi matin 11 octobre un plénum de son comité central. — (AFP.)

TCHÉCOSLOVAQUIE

Le discret départ de M. Lubomir Strougal, premier ministre

Après dix-huit ans de bons et loyaux services à la tête du gouvernement tchécoslovaque, M. Lubomir Strougal aura fait une sortie discrète, le jour de son soixante-quatrième anniversaire : l'agence officielle CTK a constaté lundi soir 10 octobre quatre lignes à l'annonce de son départ, à la fin du compte rendu fleuve du discours du numéro un, M. Milos Jakes, devant le plénum du Comité central. Annonçant de son côté que M. Strougal quitterait à la fois ses fonctions de premier ministre et de membre du présidium (bureau politique) du Parti, la télévision n'a même pas jugé utile de montrer un portrait du partant. Il est vrai qu'à Prague la nouvelle a été accueillie dans l'indifférence générale, de même que celle de la démission d'un des vice-premiers ministres, M. Peter Colotka, qui était aussi chef du gouvernement de Slovaquie.

M. Strougal, que l'on disait sur le départ depuis près d'un an, n'a-t-il réellement demandé à être libéré de ses fonctions, suivant la formule consacrée, ou bien n'a-t-il été tout simplement limogé par l'aile la plus conservatrice du Parti ? Aucune explication n'a encore été fournie de source officielle à Prague, où les travaux du plénum devaient se poursuivre mardi. M. Jakes s'est apparemment contenté de quelques mots de remerciements pour le travail accompli par M. Strougal pendant ces dix-huit années, et notamment pendant celles de la « normalisation ». Quant à l'intervention de M. Jan Fojtik, secrétaire chargé de l'idéologie et donc auteur du rapport présenté devant ce plénum théoriquement consacré à l'idéologie, elle ne sera publiée que mercredi dans Rude Prava, l'organe du PCT, a-t-on annoncé lundi soir.

D'autres démissions ou nominations pourraient donc intervenir. Mais il semble bien que M. Jakes, arrivé au pouvoir en décembre 1987 en remplacement de M. Gustav Husak, sorte encore renforcé de cette réunion : il n'est un secret pour personne à Prague que M. Jakes et Strougal ne se voulaient pas une amitié indéfectible et le départ du premier permet d'éliminer un personnage qui passait ces derniers temps pour « le » réformateur de l'équipe au pouvoir en Tchécoslovaquie, désormais réputée d'un des pays les plus conservateurs du bloc soviétique.

Ainsi, le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, s'était déclaré frappé, après s'être longuement entretenu avec M. Strougal à Prague en septembre dernier, par les prises de position affichées par ce dernier en faveur de l'indéfectibilité des réformes. Le premier ministre tchécoslovaque avait aussi reconnu devant M. Dumas le « problème de crédibilité » de son gouvernement auprès de la jeunesse.

Il est vrai que ce genre de déclarations électorales était surtout destiné à la consommation occidentale et ne

trouvait que peu d'échos dans les médias tchécoslovaques. M. Strougal a d'ailleurs toujours su s'accommoder des différents rythmes de la réforme au gré des vicissitudes politiques de son pays. Le choix de son successeur se fait donc important au regard des intentions de M. Jakes. S'il se confirme, comme la rumeur en circule à Prague, que ce pourrait être M. Ladislav Adamec, actuellement chef du gouvernement régional tchèque, les orientations du gouvernement tchécoslovaque ne devraient pas fondamentalement différer : M. Adamec, soixante-deux ans, passe pour un partisan de la ligne Strougal, même s'il affiche moins ouvertement ses opinions.

Mais on n'a pas parlé lundi du départ de M. Vasil Bilak, le plus « dur » des membres du présidium et celui qui incarne le mieux la vieille garde, alors qu'on le donnait également partant, de même que M. Alois Indra, lui aussi un ancien, et qui serait très malade.

Le spécialiste de l'autocritique

« L'incapacité de réaliser des réformes en Tchécoslovaquie est ce qui caractérise le mieux les dix-huit années que j'ai passées à la tête du gouvernement. » M. Lubomir Strougal, qui faisait cet aveu en janvier dernier à un groupe de journalistes ouest-allemands, était en quelque sorte devenu un spécialiste de l'autocritique.

Petit à petit, cet homme de soixante-quatre ans à l'allure discrète s'était forgé une image de réformateur lucide et malheureux. Bien qu'il ait effectivement dirigé le gouvernement tchécoslovaque depuis 1970, c'est-à-dire à travers les plus belles années de la « normalisation », qui suivit le printemps de Prague, un élément de sa biographie politique aurait pu lui attirer la sympathie de l'intelligentsia : au moment de l'invasion soviétique, le 21 août 1968, il signa une lettre au président Svoboda, alors à Moscou, condamnant l'occupation comme « illégale, inconstitutionnelle et sans fondement », puis endossa les conclusions du quatorzième congrès du PCT tenu dans la clandestinité.

En fait, M. Strougal sut vite faire montre des talents de souplesse et d'adaptation qui l'avaient caractérisés jusque-là et remonta dans le rang. Jusqu'à ce lundi 10 octobre 1988, jour de son anniversaire, Lubomir Strougal réussit à passer au travers de toutes les épreuves successives.

Né en 1924 en Bohême du Sud, il adhère au Parti commu-

Si le plénum maintient dans leurs fonctions ces représentants de l'orthodoxie, il confirmera du même coup la ligne suivie depuis décembre par M. Jakes : celle d'une politique qui ne rompt pas avec celle de M. Husak, et qui ne donne aucun signe pour l'instant de vouloir s'aligner sur les réformes de M. Gorbatchev à Moscou. M. Strougal, d'ailleurs, était peut-être le seul partisan de M. Gorbatchev au sein de la direction pragmatique. Et rien n'a été fait pour dissiper la mauvaise impression causée à Moscou par un article publié en août dans une revue littéraire tchèque, Kmen, par l'épouse de M. Fojtik, M^{me} Eva Fojtiková, qui constituait une œuvre critique des nouvelles orientations soviétiques. Mieux, M. Jakes a encore réaffirmé lundi qu'il fallait s'inspirer des différents modèles socialistes en tenant compte des spécificités nationales.

SYLVIE KAUFFMANN.

Le Monde
SÉLECTION IMMOBILIÈRE
chaque mercredi
(éditions d'actualité)
Renseignements : 45-55-91-82.
Poste 4138

(Publié)
Aujourd'hui, les toutes dernières affaires en :
FONDS DE COMMERCE boutiques, bureaux, locaux commerciaux
alimentation, cafés, librairies, commerces divers, gérances
Tous les lundis, dans le journal
spécialisé depuis 43 ans
En vente partout 5,80 F et 36, rue de Malte, 75011 PARIS. Tél. (1) 48-05-30-30

سكزا من الأصل

Politique

A l'Assemblée nationale

Les députés socialistes imposent au gouvernement une pratique plus souple du RMI

Les députés ont commencé, lundi 10 septembre, l'examen, article par article, du projet de loi relatif au revenu minimum d'insertion (RMI). La discussion, qui a porté, tard dans la nuit, sur le lien qui devra unir le versement de l'allocation au projet d'insertion contracté par le bénéficiaire, a

provoqué une certaine confusion dans les rangs socialistes.

Les députés PS, sous l'œil goguenard ou critique de l'opposition, ont fait en séance publique un travail de retouche qui aurait dû trouver sa

place en commission. Le ministre de la Solidarité, M. Claude Evin, entre deux entrevues avec les infirmiers en grève, a tenté de défendre l'équilibre général de son projet entre une obligation trop forte d'insertion, qui pourrait entraîner de nouvelles exclusions, et un versement laxiste de

l'allocation, qui tournerait rapidement à l'assistance.

Devant la pression des élus socialistes, il a dû céder du terrain dans le sens d'un plus grand assouplissement du lien entre revenu minimum et insertion.

Des amendements oraux, sous-amendés oralement, un président de séance (M. André Billaudon, PS, Saône-et-Loire), se démenant comme un beau diable pour tenter d'introduire quelque clarté dans un débat devenu abstrus; un président de la commission des lois, M. Michel Sapin (PS, Hauts-de-Seine), jouant les « Monsieur bons offices » pour produire à la minute des amendements de synthèse entre les thèses du gouvernement, celle du président de la commission des affaires sociales, M. Jean-Michel Belorgey (PS, Allier), et le rapporteur pour avis, M. Jean-Pierre Worms (PS, Saône-et-Loire); des députés de l'opposition dénonçant le « dépeçage » d'un texte déformé « dénaturé »...

La discussion en séance, de nuit, aura au moins prouvé une chose : dès que l'on abandonne les grands principes pour entrer avec précision dans le mécanisme concret d'application du RMI, les choses deviennent infiniment délicates. Et plus d'un député souscrivait lundi soir à la proposition faite par M. Jean Le Garrec (PS, Nord) d'examiner les premiers résultats de la mise en place du RMI dès 1989, et non dans trois ans comme le souhaite le gouvernement.

Il faudra aux commissions locales d'insertion des troupes nombreuses et sans doute une grande patience pour faire en sorte que cette idée généreuse débouche effectivement sur une amélioration sensible du sort des plus pauvres et des plus exclus.

M. Claude Evin, qui a montré tout au long de la discussion son souci d'écouter la représentation nationale et de tenir compte de ses suggestions — ce n'est pas si fréquent —, a essayé de tenir la balance parfaitement égale entre les tenants d'une insertion quasiment

obligatoire (l'opposition) et ceux défendant l'idée que le RMI était avant tout un droit non subordonné strictement (du moins dans un premier temps) à une obligation de résultat du bénéficiaire en matière d'insertion.

Les élus socialistes ont toutefois adopté des amendements, contre l'avis du gouvernement, qui font pencher le fléau de la balance sensiblement de leur côté. A tel point que M. Hervé de Charette (UDF, Maine-et-Loire) a menacé de revoir la position favorable de son groupe sur ce projet.

Les amendements socialistes (notamment de ceux de M. Worms) ont tendu à exclure le droit de regard de la commission locale d'insertion sur l'attribution du

RMI, alors que l'opposition souhaitait au contraire le renforcer.

Le processus devait donc se mettre en place en trois étapes : tout d'abord, dès la demande de RMI, l'allocation est attribuée automatiquement par le préfet pour une durée de trois mois. Il s'agit de parer au plus pressé et de permettre à la commission locale d'insertion de préparer un « projet d'insertion » (le terme de contrat a été supprimé).

Ensuite, le problème qui se pose est celui de la prorogation (pour une durée de trois mois à un an) du droit à l'allocation. Le gouvernement souhaitait avec l'opposition que cette prorogation par le représentant de l'Etat fasse sur pro-

position de la commission locale d'insertion au vu du contrat d'insertion personnalisé établi avec l'intéressé.

M. Evin était prêt à faire un pas en direction du groupe socialiste en transformant « sur proposition » (compétence liée) par un simple « avis » de la commission. Les députés socialistes ont allé plus loin : il n'est plus fait de tout mention, à ce stade, de la commission d'insertion locale.

Laisser du temps aux intéressés

Au bout de trois mois, c'est au vu du contrat que le préfet décidera seul de proroger ou non le versement de l'allocation. Un amendement de

1335 francs par mois en moyenne

Qui seront les bénéficiaires du revenu minimum et combien recevront-ils ? Le ministre de la Solidarité et de la protection sociale et la mission interministérielle se sont efforcés de répondre à ces questions.

Selon les dernières estimations, 570 000 ménages (dont 25 000 moins de vingt-cinq ans chargés de famille) devraient recevoir une allocation : 270 000 adultes isolés (dont 135 000 sans enfant et 87 000 avec deux enfants ou davantage) et 300 000 couples (dont 108 000 sans enfants et 117 000 avec deux enfants ou davantage). Enfin compris, cela ferait 1 520 000 personnes, soit 3 % de la population française.

Beaucoup toutefois ont déjà de petits revenus et ne toucheront donc qu'une faible allocation : l'allocation moyenne se situerait à 1 335 francs par mois

(116 000 francs par an). Ce qui coûterait cependant 9,12 milliards de francs à l'Etat en année pleine.

Ce calcul prend notamment en compte les aides au logement. Le gouvernement a considéré que tous les titulaires d'un RMI devraient en bénéficier, ce qui amènera à en verser à 80 000 ménages de plus qu'aujourd'hui. La norme prise en compte dans les ressources des bénéficiaires potentiels du RMI pour calculer le montant de leur allocation sera limitée à 240 francs pour une personne seule, de 480 pour un couple et de 594 pour un couple avec un ou plusieurs enfants. On comptera la même somme pour ceux qui n'ont pas de charges de logement : les propriétaires, ou les personnes logées gratuitement.

Ce calcul devrait assurer un revenu disponible maximum, une

fois déduites les charges de logement, de 1 594 francs pour une personne seule, de 2 335 francs pour un couple, de 2 815 francs pour un couple avec un enfant, de 3 410 avec deux : soit respectivement 53 %, 76,66 %, 88,27 % et 86,33 % du SMIC. Mais ces proportions ne sont que des points de repère : le gouvernement entend bien ne pas fixer le RMI, destiné à satisfaire les besoins les plus immédiats des bénéficiaires, en pourcentage d'un revenu d'activité.

Ainsi le RMI sera-t-il revalorisé deux fois par an en fonction de l'évolution des prix, comme les allocations familiales, et non comme le SMIC, qui peut recevoir des coups de pouce.

En revanche, le gouvernement a été sensible aux demandes de nombreuses associations (familiales, caritatives ou de chômage) qui ont souligné l'importance de l'aide au logement dans la lutte

contre la pauvreté et la précarité. Une des tâches des commissions locales d'insertion sera ainsi d'améliorer la situation des bénéficiaires du RMI habitant dans des logements insalubres ou surpeuplés. L'attribution de l'aide au logement devrait rassurer les propriétaires, notamment les organismes HLM.

Parallèlement, la création du revenu minimum devrait être l'occasion d'une extension (le « bouclage ») des aides au logement (beaucoup de personnes isolées ou de couples sans enfant n'en bénéficient pas encore).

Ce « bouclage » prévu sur quatre ans pour les personnes habitant dans les « logements sociaux » (essentiellement les HLM) par la loi de finances pour 1989 doit être accéléré.

G. H.

PIERRE SERVENT.

La préparation du référendum sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie

Le RPR et l'UDF, divisés sur le vote à formuler expriment des réserves communes sur la procédure

A défaut de pouvoir s'accorder sur une consigne de vote pour le référendum du 6 novembre sur la Nouvelle-Calédonie, les délégations du RPR et de l'UDF, conduites respectivement par M. Jacques Chirac et M. Valéry Giscard d'Estaing, ont souligné, lundi après-midi 10 octobre, au terme de leur réunion au Palais-Bourbon, leurs convergences sur les réserves que leur inspire le recours à la procédure référendaire et sur l'avenir du territoire. Le secrétaire général du RPR, M. Alain Juppé, a estimé que « la réponse à donner le

6 novembre ne sera qu'une péripétie qu'on oubliera vite ».

Le vice-président du CDS, M. Bernard Stasi, partisan du « oui », a repris cette expression à son compte en indiquant que les deux délégations avaient, en effet, « considéré le référendum comme une sorte de péripétie » tout en étant d'accord pour souhaiter qu'au-delà de cette échéance « la Nouvelle-Calédonie puisse poursuivre son évolution économique et sociale dans le cadre de la République ».

Les deux délégations ont désigné par ailleurs les responsables des quatre groupes de travail, dont la constitution avait été décidée lors de leur réunion du 28 juillet dernier : François Bayrou et Michèle Alliot-Marie pour « l'adaptation de notre système éducatif » ; Philippe Séguin et Michel d'Ornano pour « la croissance économique et l'emploi » ; Alain Madelin et Christian de La Malène pour « la préparation de la France » ; et Michèle Berzach et Adrien Zeller pour « la recherche d'une plus grande solidarité ».

L'UDF et le RPR ont examiné le projet de référendum sur le statut de la Nouvelle-Calédonie. Profondément attachés à la paix civile dans le territoire, l'UDF et le RPR approuvent l'esprit des accords intervenus entre le RPR et le FLNKS. Ils rappellent que, lors du référendum du 13 septembre 1987, la population néo-calédonienne a, à une large majorité, confirmé son appartenance à la République française.

Elles ont souligné les bons résultats de l'opposition aux élections cantonales, concrétisées par l'élection de 71 présidents de conseil général appartenant à l'opposition.

L'UDF et le RPR ont examiné le projet de référendum sur le statut de la Nouvelle-Calédonie. Profondément attachés à la paix civile dans le territoire, l'UDF et le RPR approuvent l'esprit des accords intervenus entre le RPR et le FLNKS. Ils rappellent que, lors du référendum du 13 septembre 1987, la population néo-calédonienne a, à une large majorité, confirmé son appartenance à la République française.

Les instances nationales de l'UDF et du RPR se prononceraient respectivement les 14 et 15 octobre sur la réponse qu'elles donneront à la question soumise au référendum. Quelles que soient les positions prises, le RPR et l'UDF réaffirment pour l'avenir leurs objectifs communs : que le vœu des populations soit respecté et que le territoire de la Nouvelle-Calédonie puisse poursuivre son évolution économique et sociale au sein de la République française.

A Canala

Regain de tension

Selon l'Agence kanake de presse (AKP, organe du FLNKS), la région de Canala enregistre un regain de tension. « A l'origine du conflit, indique l'agence, la manière dont les gendarmes mobiles s'y sont pris pour récupérer des matériaux abandonnés et démolir certaines installations d'un ancien campement militaire situé sur une propriété privée revendiquée par les Kanaks, qui sont en train de l'acheter pour le compte d'un groupement ».

La même source précise : « Le campement dans lequel les militaires s'étaient installés au cours des événements du printemps appartenait à la société Ballande. En juin, les soldats se sont retirés, et le groupement Faawiro — personnalité morale reconnue par la loi — a entrepris des négociations avec la société Ballande pour acheter la propriété revendiquée. L'accord était intervenu et les formalités d'achat étaient en cours. L'ancien propriétaire avait même donné son accord pour que les Kanaks occupent dès maintenant les locaux afin d'en reprendre l'exploitation commerciale. C'est dans ce contexte que les gendarmes sont intervenus pour récupérer du matériel que les militaires avaient abandonné sur place. Mais ils l'ont fait en détruisant le reste des installations. Cela n'était pas prévu et a déclenché la colère des nouveaux usagers ».

L'AKP n'exclut pas « que Canala soit de nouveau mobilisée ».

Exclue du Front national

M^{me} Piat affirme que M. Le Pen « s'emploie à tirer son parti vers le bas »

M^{me} Yann Piat n'est plus membre du Front national. Elle ne rendra pas ses mandats de député du Var et de conseiller régional à son mouvement. Non seulement elle votera pour le projet de loi sur le revenu minimum d'insertion (RMI), mais elle choisira un bulletin « oui » à l'occasion du référendum sur la Nouvelle-Calédonie. L'histoire commune de la « filleule » de M. Jean-Marie Le Pen avec le mouvement d'extrême droite s'est achevée le lundi 10 octobre (le Monde du 11 octobre).

Au cours de sa réunion hebdomadaire, le matin, le bureau politique du Front « décide à l'unanimité » l'exclusion de l'unique député rescapé du groupe de 1986, qui siège déjà chez les non-inscrits. L'exécutif du parti d'extrême droite formule quatre griefs : refus de « verser les cotisations dues au mouvement par tous ses élus » ; désertion de « toutes les manifestations du FN » ; accompagnement d'une absence réitérée d'explication devant le bureau politique, création d'un « trouble, surtout auprès des sympathisants et des électeurs du Var » par la critique publique et persistante « des positions du mouvement et de son président » ; « absence lors du vote sur la Nouvelle-Calédonie » à l'Assemblée nationale doublée d'une « approbation de l'extension aux étrangers du revenu minimum d'insertion ».

En clair, M^{me} Piat a trahi en long, en large, en travers. Et à défaut de bûcher, on lui indique le chemin de la porte. Comme ce fut le cas successivement avec MM. Bruno Chauvierre, Yvon Briant, Olivier d'Ormesson et Guy Le Jaouen, démissionnaires du FN après avoir été élus sur ses listes à l'Assemblée nationale ou à l'Assemblée européenne, la direction du parti demande à M^{me} Piat « de rendre ses mandats de député et de conseiller régional aux électeurs du Var ».

En prime, M. Jean-Marie Le Chevallier, parlementaire européen et directeur de cabinet du président du Front national, est nommé chargé de mission exceptionnelle pour le Var afin « de soumettre, dans les meilleurs délais, aux instances diri-

geantes du mouvement une nouvelle organisation de la fédération du Var ». Il est 11 heures, M^{me} Piat a déjà annoncé une conférence de presse à 16 heures au Palais-Bourbon.

Ces quatre arguments sont petits, petits et tout plus minables les uns que les autres », s'empresse de répondre l'exclue devant les journalistes. M^{me} Piat affirme qu'elle voulait conduire le FN « vers le haut » alors que, selon elle, M. Le Pen « s'emploie à le tirer vers le bas ». Elle se montre « touchée par cette exclusion » car « on ne passe pas quelques années de sa vie dans un mouvement sans garder quelques attaches ». Elle reproche au bureau politique de choisir « la politique du pire », et en particulier de « marginaliser un peu plus le Front national en pratiquant une politique d'auto-exclusion », ce qui, pour elle, conduira les électeurs à l'abandonner. Au passage, elle dénonce « la stratégie d'un pseudo-bureau politique qui a atteint son niveau d'incompétence ».

Enfin, un malheur n'arrivant jamais seul, un nouveau secrétaire départemental du Front, M^{me} Rose-Marie Eon-Bazin, responsable dans la Manche, a annoncé, lundi, son intention de rejoindre le Centre national des indépendants (CNI) de M. Yvon Briant.

En revanche, il est « hors de question » pour M^{me} Piat de rejoindre « actuellement une autre formation politique », et le CNI en particulier.

O. B.

Une différence de stratégie

Après un rapide historique de ses désaccords (sa condamnation du calendrier « Durafour-crématoire » de M. Le Pen, son appel en faveur d'un candidat de droite au second tour des cantonales dans le Var et sa prise de position favorable au RMI), M^{me} Piat explique que « les vraies raisons » de son exclusion résident dans « une différence de stratégie » qui l'oppose à son mouvement. « Je m'appuie, dit-elle, sur trois piliers : fermeté de conviction, dialogue et non ultimatum, union de la droite sans exclusion ». Concernant ce dernier point, elle annonce qu'elle conduira une liste « pratiquement composée » d'union de la droite « sans restriction politique » aux élections municipales à Hyères (Var).

Dans la soirée, le bureau du FN de ce département, réuni en assemblée extraordinaire, a réaffirmé son soutien à M. Le Pen.

N'ayant de « devoir que devant mes électeurs », a-t-elle dit,

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LA FORMATION, CLÉ DE L'EMPLOI

Avec notamment des articles de : MICHEL DELEBARRÉ, CLAUDE EVIN, JEAN-ARNOUD GALLARD, ANDRÉ LAUREN.

Envoyer 40 F (timbres à 2 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dobert, 75014 Paris. En spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (50 F d'abonnement) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

Politique

Tandis que M. Pasquini (RPR) approuve le gouvernement

L'Assemblée de Corse débat d'une motion nationaliste

BASTIA
de notre correspondant

« La chance de la Corse, aujourd'hui, c'est qu'un gouvernement nouveau, après trois mois d'existence seulement, décide de mobiliser régulièrement des ministres sur les problèmes d'une seule région. C'est capital. C'est la chance de la Corse ».

L'homme qui s'exprime ainsi devant les journalistes, samedi 8 octobre à Bastia, n'est pas un élu socialiste, mais M. Pierre Pasquini, député RPR de la Haute-Corse, qui a publiquement salué la mise en place du comité interministériel consacré au développement économique, culturel et social de la Corse, dont la première réunion a été organisée à l'hôtel Matignon, jeudi 6 octobre (Le Monde du 8 octobre).

Selon M. Pasquini, la décision de M. Rocard doit inciter tous les Corsais à dialoguer. « Cette décision de créer un comité interministériel coïncide avec une trêve — prolongée — de l'ex-FLNC. Quelles que soient les raisons — que je veux ignorer — de cette coïncidence, je veux apporter ma contribution à la possibilité de prolongation de la trêve... Que chacun ici fasse de même. Moi je suis prêt à discuter avec tous ceux qui voudront bien dialoguer... Tout est négociable, sauf la violence et l'indépendance ».

M. Pasquini a choisi son moment pour parler publiquement. « Non seulement la suspension des actions militaires de l'ex-FLNC est prolongée, mais le gouvernement fait des

gestes significatifs. » Le député RPR dit encore qu'il a le souci de prendre position « avant » le débat que l'Assemblée corse entame, mardi 11 octobre, sur la motion en dix points adoptée le 20 juillet, le jour de la première visite en Corse de M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur (qui a en charge le dossier corse), par les élus du groupe nationaliste à l'Assemblée nationale.

Dans toute l'île, on attend ce débat que les socialistes et un conseiller régional ont unanimement accepté d'avoir. Les questions essentielles qui animent les discussions et les initiatives de dialogue que la Corse connaît depuis cet été y sont contenues, notamment la reconnaissance du peuple corse (1), la moralisation de la vie publique, la refonte des listes électorales ou l'élaboration d'un plan de développement global de la Corse, etc.

Clarification

Chacun sait aussi que ce débat est un des éléments d'appréciation que l'ex-FLNC a retenus pour juger de l'« essentiel » ou de l'« illusoire ». « Nous écouterons avec grande attention ce que diront les uns et les autres », a précisé le porte-parole du Front en annonçant la prolongation de sa trêve le 30 septembre, tout en saluant l'« opportunité » de l'initiative des élus d'A. Ciniola nazionalista.

Le débat à l'Assemblée de Corse permettra aussi aux nationalistes de préciser leur propre conception des thèmes contenus en termes généraux dans leur motion.

Ce sera sans doute le cas pour le thème de la refonte des listes électorales. L'actualité des fraudes dénoncées à propos des nombreux votes par procuration contestés à Bastia le 25 septembre, au cours du premier tour des élections cantonales (et qui ont motivé une plainte contre X du préfet de Haute-Corse et de M. Max Simeoni), devrait permettre aux nationalistes de clarifier leur identité de vues avec M. Joxe sur l'« utilisation exceptionnelle du vote par procuration ». Les nationalistes devraient aussi avancer une distinction entre « nationalité corse et citoyenneté corse », l'une étant la communauté de droits et de destin issue de la Corse ou qui y vit, l'autre étant réduite à l'exercice des droits électoraux.

« La démocratie, c'est de voter là où l'on réside », avait dit le ministre de l'Intérieur lors de son dernier voyage en Corse. Les nationalistes pourraient donc avancer des propositions d'inscription, après refonte des listes, fondées sur les seuls critères du domicile, excluant ainsi du droit à l'inscription sur les listes électorales insulaires les Corsus du continent. « La notion de peuple corse n'est pas en fonction d'une liste électorale », disent certains responsables nationalistes. « Nous ne sommes pas plus corses que nos compatriotes installés sur le continent, mais leur attachement à la Corse ne devrait pas se mesurer à un bulletin de vote », précisent-ils, sachant que « ceux qui défendent avec romantisme la diaspora sont ceux qui profitent de votes dociles de l'extérieur, c'est-à-dire les clans ».

Le débat qui s'engage aujourd'hui à l'Assemblée corse pourrait être l'occasion pour les nationalistes — mais aussi pour les socialistes et certains élus de droite qui ont suivi les « dialogues de l'été » ou qui, comme M. Pasquini, s'interrogent sur le fond — de distinguer entre citoyenneté et nationalité. Une façon peut-être d'aborder un « règlement progressif de la question corse » que préconise l'ex-FLNC et de dépasser le « large consensus en Corse » que M. Joxe a évoqué sur l'île « pour que le gouvernement puisse favoriser la démocratie en Corse ».

MICHEL CODACCIONI

(1) A la sortie du comité interministériel, M. Joxe avait déclaré, à propos du « peuple corse » : « Le président de la République lui-même en a parlé, tout le monde sait qu'il existe (...). Plus que dans d'autres régions de France, les problèmes de culture, les caractères spécifiques des Corsus sont reconnus ».

L'élection des présidents de conseils généraux

Gironde : M. Madrelle (PS) mieux élu que prévu

BORDEAUX
de notre correspondant

C'est un socialiste, M. Philippe Madrelle, qui, comme prévu, a été élu le 10 octobre président du conseil général de la Gironde.

La surprise ne tient pas à cette élection. Le refus de siéger de la droite, le 7 octobre, l'a simplement retardé de trois jours, faute de quorum (le quorum est de 10-10 octobre). Elle vient du score de M. Madrelle. Il recueille, en effet, trente-cinq voix, alors qu'il ne pouvait légitimement en espérer que trente-deux, correspondant aux trente-deux sièges (29 PS, 3 PC) détenus par la gauche girondine contre treize et un par la droite.

Ces trois voix « clandestines » s'ajoutent à la suspicion dans les rangs de l'ancienne majorité départementale, déjà fort secouée par la défaite. Elle se divise désormais en quatre groupes : RPR, CNI, UDF et Entente républicaine et libérale. Sous couvert, cependant, d'un intergroupe des démocrates et libéraux.

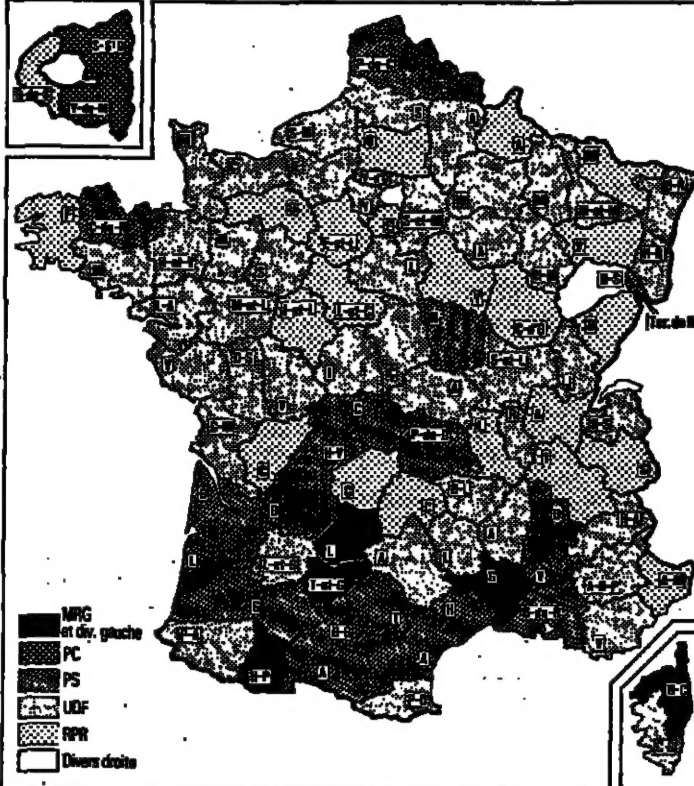
Lundi, sous la pression de cet intergroupe, les dirigeants du RPR ont dû modifier leur stratégie. Ils avaient envisagé de ne pas prendre part à l'élection du président, ni des

autres membres du bureau, et surtout de ne pas présenter de candidat. Mais le débat à huis clos ne fut pas des plus tendus et en définitive, M. Jacques Valade, président RPR sortant, a présenté sa candidature contre M. Madrelle, et il n'a recueilli que vingt-huit voix.

Les premiers soupçonnés d'avoir « trahi » sont les élus qui avaient constitué, le 7 octobre, un groupe autonome d'Entente républicaine et libérale à l'intérieur de l'ancienne majorité (2 PR, 1 CDS, 1 UDF, 1 radical). Ils s'en défendent avec la plus grande vigueur.

Ne s'agit-il pas plutôt, demande l'un d'eux, M. Alain Cazabonne (CDS), d'une « opération dirigée contre nous qui tendrait à suggérer une division pour mieux faire éclater un groupe à peine constitué » ?

D'aucuns, à droite, ne voient dans ces trois suffrages que l'expression d'un « nez-le-hol » dirigé contre M. Valade et émanant de trois élus isolés. A l'appui de cette thèse, une fois passée l'élection du président, et hormis un bulletin blanc lors de l'élection du premier vice-président socialiste, la droite a, comme un seul homme, refusé de prendre part au vote.



Les présidents des conseils généraux

Reste l'hypothèse d'une ouverture en sous-main des socialistes. M. Madrelle, dans son discours inaugural, a plaidé pour « la tolérance et le respect mutuel ». D'autre part, le PS a offert d'office trois places à l'opposition au sein du bureau départemental. Ces trois sièges sont toutefois restés vacants à l'issue de la séance. « Pas question de participer au bureau. Nous nous situons dans une opposition vigilante et constructive », affirme M. Yves Lecaudey, président de l'Entente libérale et républicaine.

En outre, le Parti socialiste a rempli ses engagements vis-à-vis du Parti communiste, lui accordant une vice-présidence et un poste de membre du bureau. Les socialistes démissionnent ainsi, avec le président, dix vice-présidences et deux postes de questeur. Ils ont également cinq postes de secrétaire et un poste de membre du bureau.

GINETTE DE MATHA

Né le 21 avril 1937 à Saint-Sébastien-de-Corsac (Gironde), M. Philippe Madrelle, diplômé de la faculté de lettres de Bordeaux, est enseignant. Conseiller municipal d'Ambarès en 1965, il le demeure jusqu'en 1973, date à laquelle il se fait élire à Carbon-Blanc, où il est maire de cette commune depuis 1969. Président de l'Assemblée départementale en 1976, au sein de laquelle il perd la majorité en 1985, il est remplacé par M. Jacques Valade (RPR). Il entre à l'Assemblée nationale en novembre 1988 en remplacement de René Casagne, socialiste, décédé. Réélu en 1973 et 1978, M. Madrelle abandonne le Palais-Bourbon en septembre 1980, après son élection au Sénat. En 1981, il préside le conseil régional d'Aquitaine jusqu'en avril 1985, et il y est alors remplacé par M. Jacques Chaban-Delmas.

● EURE : Député d'un recours contre l'élection de M. Loncle. — M. Pierre Zuccorri (UDF-PR), battu de deux voix, sur 4 394 suffrages exprimés le 2 octobre dernier, par M. François Loncle (PS), député, dans le canton de Brionne, où le sortant, M. Philippe Pontet (UDF-PR), ne se représentait pas, a déposé un recours auprès du tribunal administratif visant à l'annulation du scrutin. — (Corresp.)

● PUY-DE-DOME : L'opposition refuse l'ouverture. — L'opposition minoritaire au conseil général (vingt-cinq sièges sur soixante et un) a refusé les deux sièges au bureau que lui a proposés la majorité de gauche (32 PS, 1 app. PS et 2 PC), considérant cette offre « comme une amorce au regard de sa représentativité ». Devant ce refus, ces deux sièges ont été « gelés ». — (Corresp.)

La préparation des élections municipales

Le PCF ne veut pas d'accord national avec le PS

M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du Parti socialiste, a indiqué, le lundi 10 octobre, au cours de son point de presse hebdomadaire, que le bureau exécutif du PS sera saisi, le 12 octobre, d'un projet de lettre du premier secrétaire, M. Pierre Mauroy, à la direction du Parti com-

muniste, demandant une « clarification » des relations entre les deux partis dans la perspective des élections municipales. Ce texte devait être soumis, au préalable, aux responsables des différents courants du PS. M. Mauroy devait y indiquer que le secrétariat national du PS, chargé des élections, prendra de premiers contacts avec les dirigeants communistes pour étudier la question des élections municipales.

M. André Lajoinie, membre du PCF, a déclaré, lundi soir, au cours de l'émission « Face au public », sur France-Inter, que les communistes sont prêts à rencontrer les socialistes, mais que « le contrat municipal a été conclu entre les municipalités — les listes d'union — et les électeurs locaux ». « Ce n'est pas un contrat national », a affirmé M. Lajoinie. Pour l'ancien candidat communiste à la présidence de la République, les problèmes d'alliances et de composition des listes PS-PCF « doivent être réglés au niveau local ». « Nous refusons, a-t-il ajouté, au niveau national, de franchir à la place des responsables locaux (...) Pas de « Yalta » municipal autour d'une table ».

La position du PCF est différente de ce qu'elle avait été pour les élections municipales de 1983. Dès juin 1982, en effet, les communistes s'étaient prononcés, lors d'une conférence nationale de leur parti, pour « un accord avec l'ensemble des forces de gauche », accord finalement scellé, avec le PS, six mois plus tard, au terme de plusieurs rencontres entre les responsables nationaux des deux partis.

Plan et emploi

M. Joxe a reçu les préfets de région

M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, a invité, lundi 10 octobre, M. Michel Rocard et quatre ministres à une réunion des vingt-deux préfets de région consacrée au Plan et à l'emploi. M. Roger Fauroux, ministre de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire, a traité du développement économique local avec la mise en œuvre de l'opération-pilote de développement industriel dans les bassins d'emplois. Les autres participants ont fait le point sur les contrats de plan Etats-régions : M. Jacques Chérèque, ministre chargé de l'Aménagement du territoire et des reconversions, a évoqué l'état d'avancement de leur élaboration ; M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat chargé du Plan, a insisté sur les nécessaires cohérences entre ces contrats et le X^e Plan ; M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, a exposé le rôle du FRILE (Fonds régionalisé d'aide aux initiatives locales), susceptible de s'intégrer dans les futurs contrats de plan.

SCIENCES-PO FORMATION

«EUROPE 1992»

22, 23, 24 novembre 1988

- séminaire destiné aux dirigeants et cadres supérieurs
- avec le concours de personnalités du monde économique et administratif français et européen
- Thèmes traités : l'espace sans frontière ; la libre circulation des capitaux et des services ; l'Europe sociale ; ...

programme détaillé et inscriptions :

Institut d'Etudes Politiques de Paris - Service de Formation Continue - 215, Boulevard Saint-Germain 75007 PARIS
Tél. 45.46.50.99 / 45.49.50.98

M. Debré demande une renégociation de l'Acte unique

M. Michel Debré vient de créer une Association pour la défense et le rayonnement du droit français en Europe. A l'occasion d'un colloque, en mai 1989, l'ancien premier ministre veut lancer une campagne tendant à obtenir la renégociation de certaines clauses de l'Acte unique européen. Il s'agit, selon lui, « de défendre la personnalité de la France, représentée par son droit public et privé, et d'éviter qu'il soit bouleversé pour être soumis aux traditions des autres Etats. Il s'agit d'une question de souveraineté ».

M. Debré, au cours d'une conférence de presse le 10 octobre à Paris, a affirmé qu'« aucun juriste, allemand, italien ou anglais, n'accepte que le droit communautaire soit supérieur au droit et aux Constitutions nationales. Or la France a tendance à adopter la position inverse. L'ancien premier ministre adresse ses reproches non seulement au conseil des Communautés, mais aussi à la Cour de justice européenne de Luxembourg, qui s'est arrogée les pouvoirs d'une véritable cour suprême nationale, alors qu'elle ne devait être qu'un organe de régulation. Il estime aussi que les tribunaux français ont trop tendance à poser à la Cour de Luxembourg des « questions préjudiciaires » qui poussent celle-ci à prendre de véritables décisions juridictionnelles s'imposant aux Etats ».

L'académicien cite quelques exemples : les brasseurs allemands refusent toujours l'entrée des bières françaises sur leur territoire, malgré une décision de la Cour, car ils estiment que la législation européenne ne peut s'imposer à celle de l'Allemagne.

En revanche, M. Debré proteste contre une décision de la Cour de justice qui impose à la caisse d'allocation familiale de Savoie de verser les allocations familiales fran-

« L'Europe de la fraude »

Il assure également que, si aucune précaution n'est prise pour la libre circulation des capitaux, « c'est une Europe de la fraude qui sera créée ». M. François Cognot, ancien membre du Conseil constitutionnel, souligne que l'article 99 du traité de Rome modifié par l'Acte unique donne de nouveaux pouvoirs au conseil des Communautés et en contradiction absolue avec l'article 34 de la Constitution française qui définit le domaine de la loi. Pour lui, « la France est donc en état de légitime défense face au droit de veto général et permanent que l'Europe s'est donné sur les législations et même sur les Constitutions des Etats membres ».

M. Michel Aurillac (RPR), ancien ministre, devenu avocat international, juge qu'il faut mettre en garde contre « tout ce que cache l'Acte unique avant son application pour éviter que le droit européen chasse le droit français ». Il souhaite que soit créé un organisme de contrôle et d'alerte et appelle de ses vœux à une plus grande concertation des juristes français représentant l'Etat ou les particuliers devant les instances judiciaires européennes. Les amis de M. Debré estiment que « la prise de conscience de la gravité de la situation législative nationale aux dispositions européennes risque de provoquer une révolte et une contestation de la construction européenne ».

Un combat solitaire

A prise de position de M. Michel Debré ne va pas sans rappeler l'attitude qu'il avait eue lors de la première élection de l'Assemblée européenne de Strasbourg au suffrage universel en 1978. L'ancien premier ministre avait, en janvier 1977, fondé le Comité pour l'unité et l'indépendance de la France en Europe. Il se situait ainsi dans sa ligne politique constante qui avait toujours été fondée sur le refus de la supranationalité.

Partisan résolu de l'Europe des nations, selon la formule prônée au général de Gaulle, M. Debré estime et estime toujours que la construction européenne ne peut se faire qu'à partir d'une coopération entre les Etats. Il avait réussi en 1979 à faire valoir — sinon prévaloir — ses vues auprès de ses amis politiques du RPR et il avait imposé une direction bicoïte — lui-même et M. Chirac — pour la conduite d'une liste au titre que la satisfaction : Défense des intérêts de la France en Europe (DIFE).

« Légitime défense »

Neuf ans après, l'ancien député de la Réunion, devenu membre de l'Académie française reprend avec la même foi le même combat. Mais, aujourd'hui, il l'aborde par un biais plus technique et plus concret à la fois. Cette contestation judiciaire permet à M. Debré de dénoncer le comportement nationaliste, pour ne pas dire égoïste, des différents pays européens qui agissent en ordre dispersé.

Ainsi, il constate que l'Italie, l'Allemagne ou la Grande-Bretagne n'acceptent pas de se soumettre aux arrêts de la Cour de justice européenne lorsque ceux-ci vont à l'encontre de leur droit interne ou de leur Constitution. Il estime en conséquence que la France est en état de « légitime défense » contre

une jurisprudence qui contrarie sa personnalité et qui lui impose des obligations que le législateur national ou le gouvernement de Paris n'aurait pas voulues. Allant au terme de sa logique, M. Debré va donc demander une renégociation de certains articles de l'Acte unique européen.

Deux questions se posent dès lors : l'ancien premier ministre a-t-il les moyens politiques d'aboutir ? — Ne siègerait-il plus au Parlement, n'ayant qu'une autorité atténuée sur le RPR, il peut seulement espérer faire prendre conscience par les « décideurs » de la gravité du danger qu'il dénonce ; l'ancien premier ministre agit-il au nom d'autres forces ? — Son initiative qui n'était pas connue du RPR n'a pas reçu la caution de ce dernier. M. Chirac qui était premier ministre, au moment de la ratification de l'Acte unique européen, n'a jamais demandé la renégociation des clauses contestées par le maire d'Amboise. La présence à ses côtés de M. Aurillac, devenu avocat international, depuis son échec aux élections législatives, ne saurait engager à elle seule le RPR ni même le Club 89 qu'il préside. L'ancien ministre s'est d'ailleurs montré moins catégorique que M. Debré, souhaitant surtout que les positions françaises soient mieux défendues dans le prétoire de Luxembourg.

Toutefois lors des élections européennes de 1989 le RPR défendra un principe voisin de celui de M. Debré : « Faire l'Europe sans défaire la France ».

Il apparaît ainsi que M. Debré poursuit avec obstination un combat solitaire en étant convaincu, comme il le fut naguère pour d'autres croisades — telles que la démographie ou la guerre économique — qu'il aura eu raison tout de même.

ANDRÉ PASSERON

هكذا من الأصل

JUSTICE

Au congrès de l'Union syndicale des magistrats
M. Arpaillange confirme le statut
de juge unique du juge d'instruction

L'Union syndicale des magistrats (majoritaire et modérée), réunie en congrès à Lille du 7 au 9 octobre sur le thème « Etre juge en 1992 », a accueilli le garde des sceaux, M. Pierre Arpaillange. Celui-ci a assuré qu'au cours du vote du budget qu'il indiquerait, les magistrats et a confirmé qu'il n'était pas question dans un avenir proche d'instaurer une collégialité des juges d'instruction.

LILLE de notre envoyée spéciale

La rencontre entre ces magistrats sages que sont les membres de l'USM (1) et le garde des sceaux Pierre Arpaillange aurait pu être grisante. Fichés de ne trouver aucun des leurs dans l'entourage direct du ministre, place Vendôme, mécontents du prochain budget qui prévoit la suppression de deux cents postes de greffiers et de fonctionnaires des tribunaux et oubli des promesses de M. Chalon sur un relèvement des indemnités de magistrats, inquiets du projet de suppression du collège des magistrats qui désigne les représentants du corps à la commission d'avancement et à la commission de discipline, les magistrats de l'USM étaient a priori d'humeur assez rancœur. Mais soucieux de ne pas en rajouter, à un moment où les prisons, domanialement, leur ministre tant de soucis dont il se serait volontiers passé, et guidés par leur naturelle courtoisie, les magistrats de l'USM n'ont pas engagé de polémique. D'autant que M. Pierre Arpaillange a tenu à les rassurer sur les points qui leur tenaient à cœur.

Ainsi, le premier ministre - dont le garde des sceaux a lu une lettre aux congressistes - a assuré que, malgré la rigueur, des sommes seraient débouquées au cours du vote du budget pour permettre une légère révision des indemnités des magistrats. Les projets de MM. Badinter et Chalon en matière d'instruction ne seront pas repris, le juge d'instruction, pour la période à venir, restant un juge unique : le projet de loi que le garde des sceaux vient de remettre au gouvernement à partir des travaux de la commission Delmas-Marty ne prévoyant, en effet, pas de toucher aux prérogatives du juge d'instruction, ni de l'entourer de deux collègues pour décider des mises en détention. Ce texte joue plutôt sur le raccourcissement des délais pour tenter de faire baisser le nombre des détenus provisoires. Toutefois, l'avenir de ce projet de loi, dont on commence à dire qu'il ne sera pas examiné à cette session, reste incertain. Enfin, la suppression du collège des magistrats a été abandonnée.

Au cours d'un long exposé, le ministre de la Justice a défini sa conception de la répression, qui « ne doit être guidée ni par une excessive volonté de générosité sociale, qui ne serait pas payée de retour, ni par

une volonté de rigueur inutile, mais bien par un principe d'utilité sociale ». Soucieux de raccourcir les délais de jugement, malgré un manque criant de moyens pour moderniser les tribunaux, le garde des sceaux ne désespère pas de laisser sa marque sur le fonctionnement de la justice. Il a ainsi annoncé qu'il projetait de réformer le processus de révision des procès, qu'il voulait améliorer le fonctionnement de la commission d'indemnisation des personnes détenues à tort, et cherchait à réduire le nombre de jugements par défaut.

Quant à l'Europe judiciaire, qui, après tout, était le thème du congrès, le garde des sceaux estime que le corps des magistrats y est insuffisamment préparé, ce qui

devrait, avec une formation mieux adaptée, pouvoir s'arranger. Si les magistrats de l'USM n'ont pas manifesté d'enthousiasme après ce discours, ils n'ont pas fait montre d'hostilité, ce qui en ces périodes de turbulences pouvait être considéré comme l'expression d'une certaine sympathie.

AGATHE LOGEART.

(1) L'USM a élu un nouveau conseil syndical, qui doit fixer la composition de son bureau le 22 octobre prochain. Ne souhaitant pas renouveler son mandat, le président, M. Jean-Jacques Gomez (tribunal de grande instance de Paris) sera remplacé par M. Michel Joubert, l'actuel secrétaire général (magistrat à la chancellerie) ; M. Jean-Luc Sauron (juge d'instruction à Fontenay) doit être élu secrétaire général.

Au tribunal de Paris
Un hold-up pour mourir...

Perdre son emploi la veille de Noël et apprendre, le jour de l'an, que sa fiancée a décidé de rompre suffiraient à entamer le moral de l'homme le plus désabusé. C'était donc bien plus que ne pouvait en supporter Patrick Rozé, vingt-six ans, que les experts présentent comme un être fragile et vulnérable souffrant d'un « malaise existentiel ».

Le 5 janvier 1988, Patrick, caviériste à Reims, tenta sa dernière chance. Muni d'un bouquet de fleurs, il essaya de convaincre Valérie de renouer avec lui. Sans succès. Alors il vint mourir, mais d'une manière étrange.

Le jour même, il acheta un pistolet à amorces chez un marchand de jouets et un briquet simulant une grenade. Puis il prit un billet pour Paris, un aller simple.

Arrivé dans la capitale, il se rend sur les Champs-Élysées et prit dans une agence du Crédit lyonnais, l'arme au poing.

Kamikaze de la détresse

A l'employé interloqué, il demande « trois paquets d'argent » sans préciser de somme et la prie d'inscrire « Pour les restos du cœur » sur le premier, « Pour le Croix-Rouge » sur le second et « Pour l'Association Parce-Neige » de Lino Ventura sur le troisième. Devant la stupeur du directeur qui s'étonne de tant d'abnégation, il prend un quatrième paquet et dit deux lettres : l'une est destinée à sa mère, l'autre est adressée à Valérie.

Il demande de l'excuser avant de lui confier : « J'espère que l'on va me tirer dessus, mais le policier n'aura fait que son devoir. »

Le piège qu'il pensait s'être ainsi à lui-même tendu n'a pas fonctionné. Les policiers ont dé-

logué. Le substitut de la section criminelle du parquet, à l'époque M. Laurent Davenas, a obtenu sa reddition. C'est pourquoi Patrick Rozé comparait devant le tribunal de Paris pour répondre du délit de « tentative de vol avec violence » et « séquestration arbitraire », après avoir fribé un renvoi devant la cour d'assises.

« Vous pouvez remercier les policiers de leur sang-froid », a lancé le président, M. Jean-François Périé. Ce n'était pas l'avis de l'employé de banque : « J'ai eu beaucoup plus peur des policiers qui se penchaient sur des cow-boys. J'avais peur qu'ils ne tirent », a déclaré M. Lefèvre. Le propos a manifestement déplu au magistrat : « Ne faites pas d'appréciations personnelles ! C'est pour votre sécurité ».

Libre après avoir subi trois mois de détention provisoire, Patrick, malgré ses vingt-six ans, a gardé une allure d'adolescent. A l'audience, il n'a murmuré que quelques vagues explications avant de fonder en larmes pendant la plaidoirie de M. Caroline Guillemin qui évoquait son désespoir. De son côté, M. Bernard Frévolet suggère que la justice envisage une peine de prison ou tout au moins une sanction originale pour ce « kamikaze de la détresse ». En vain.

Le tribunal s'est borné à diminuer légèrement les réquisitions du ministère public en infligeant à Patrick Rozé une peine, non amnistiable, de dix-huit mois de prison, dont quinze avec sursis et 2000 F de dommages et intérêts au Crédit lyonnais, condamnation qui sera inscrite à son casier judiciaire.

MAURICE PEYROT.

FAITS DIVERS

Iparretarrak revendique trois attentats
au Pays basque français

Dans une communication téléphonique au bureau de l'AFP à Bayonne, un correspondant anonyme a revendiqué, lundi 10 octobre à 17 h 30, au nom d'Iparretarrak (organisation clandestine autonome basque) les attentats commis dans la nuit de dimanche à lundi (le Monde du 11 octobre).

« L'organisation révolutionnaire Iparretarrak revendique les attentats de la nuit dernière », a déclaré en basque une voix masculine ajoutant : « Les prisonniers dehors. Le pays doit vivre. »

Deux bombes de fabrication artisanale avaient explosé, la nuit précédente, devant les bureaux de l'agence nationale pour l'emploi à Bayonne et le poste d'Hasparren. Un troisième engin avait été caché dans une poubelle devant la perception de Saint-Jean-de-Luz, et avait explosé pendant le ramassage des ordures.

D'autre part, dans un communiqué publié lundi, M. Denis Langlois, avocat à Paris, indique qu'une délégation d'élus basques, de députés, de parents de détenus et d'avocats avait été « éconduite », samedi matin 8 octobre, alors qu'elle demandait à être reçue au ministère de la justice à Paris. Selon l'avocat, « la délégation venait dans un but de dialogue et d'apaisement afin de trouver une solution à la situation dramatique des détenus basques dont certains sont en grève de la faim ».

De leur côté, les services de la chancellerie ont précisé qu'un rendez-vous avait été fixé au 25 octobre entre la délégation et M. Philippe Chemin, conseiller technique aux affaires pénitentiaires. Quatre des treize Basques en grève de la faim depuis le 10 septembre ont recommencé à s'alimenter, précisait-on de même source.

Arrêtés
aux Antilles néerlandaises

Deux Français
soupçonnés
de trafic de drogue
sont extradés

Deux ressortissants français et un yougoslave qui étaient détenus depuis le mois de mai dans l'île de Curaçao aux Antilles néerlandaises venaient de faire l'objet, à la demande de la France, d'une mesure d'extradition et sont arrivés à Paris via Pointe-à-Pitre. Il s'agit, pour les Français, de William Perrin, cinquante-huit ans, et Maxime Toscani, trente ans. Ils avaient été arrêtés en compagnie de Frank Groznic, trente et un ans, dans la partie hollandaise de l'île franco-hollandaise de Saint-Martin, située au nord de la Guadeloupe. Trois autres personnes appréhendées en même temps avaient rapidement fait l'objet de mesures d'expulsion.

Différents éléments avaient été retenus contre William Perrin, Maxime Toscani et Frank Groznic. Ils se trouvaient d'abord en possession d'une importante somme d'argent en dollars américains. De faux passeports français ainsi que des passeports vierges avaient été saisis sur eux. Ces éléments, communiqués aux autorités françaises, permirent à celles-ci de considérer que les trois hommes étaient impliqués dans un trafic de drogue important entre les Etats-Unis, les Caraïbes et l'Europe, ce qui justifiait leur extradition.

Les trois hommes ont quitté Curaçao dans la journée de samedi 8 octobre. Après une escale à Saint-Martin, ils sont parvenus à l'aéroport international de Raizet en Guadeloupe et sont arrivés sous escorte à Paris dans la journée de dimanche 9 octobre.

A Saint-Tropez

Le directeur
de la police municipale
impliqué dans
une affaire d'escroquerie

TOULON de notre correspondant

Dans le cadre d'une information ouverte pour escroquerie, des inspecteurs de la police judiciaire ont longuement interrogé, à la fin de la semaine dernière, M. René Bartalucci, chef de la police municipale de Saint-Tropez (Var) jusqu'en juillet dernier et qui a été inculpé au tribunal de Toulon et laissé en liberté sous contrôle judiciaire. Les enquêteurs de la brigade financière, qui opèrent sur commission rogatoire, ont entendu aussi M. Gérard Alm, directeur de Radio-Saint-Tropez, un proche de la municipalité, qui a également été placé sous contrôle judiciaire. Une femme, dont l'identité n'a pas encore été révélée, était mardi 11 octobre, en garde à vue.

Ancien inspecteur de police et responsable du service local des renseignements généraux, en poste à Draguignan (Var), René Bartalucci avait quitté ses fonctions à la fin de l'année 1983 pour devenir directeur du cabinet de M. Jean-Michel Couve, maire de Saint-Tropez. Il jouissait d'une grande estime à ce poste, dont il devait cependant démissionner en juillet dernier, comme pour la façon dont il dirigeait la police municipale. Il avait fondé une association des hauts responsables des polices municipales, dont il était le président national. Le siège social en avait été pourtant installé de façon curieuse dans les locaux de Radio-Saint-Tropez. René Bartalucci aurait ainsi perçu des cotisations de membres bienfaiteurs de la part de nombreux commerçants tropéziens, soucieux d'assurer de bons rapports avec les polices municipales de la ville. En échange, M. Bartalucci leur offrait des cartes de l'association barrées de tricolore.

Quant à M. Alm, il avait été mandaté par M. Bartalucci pour constituer un réseau de démarcheurs en vue de collecter des annonces publicitaires à paraître ultérieurement dans les revues professionnelles. Aucun encart publicitaire n'avait jamais été publié, et certains commanditaires floués avaient déposé des plaintes entraînant une enquête judiciaire. Lors de leurs investigations, les enquêteurs de la brigade financière n'ont retrouvé aucune trace des dons ou des commandes publicitaires, ce qui a conduit à une inculpation de M. Bartalucci pour escroquerie et M. Alm complicité d'escroquerie.

L'affaire agite fort Saint-Tropez, compte tenu des solides amitiés politiques de M. Bartalucci.

JOSÉ LENZINI.

Le Monde
ABONNEZ-VOUS
RE-ABONNEZ-VOUS

LE MONDE
ET SES PUBLICATIONS
Gérez vos abonnements
sur minitel 24 heures sur 24
7 jours sur 7

ABONNEMENTS
36.15 LEMONDE

L'IMMOBILIER C'EST AUSSI UNE QUESTION DE FINANCEMENT.



FNAIM

• 6000 PROFESSIONNELS DANS TOUTE LA FRANCE •

La meilleure vue sur l'immobilier.
RENSEIGNEMENTS ACHAT - VENTE - LOCATION
MINITEL 36.15 CODE FNAIM

Acheter, vendre, louer, expertiser, gérer, c'est l'affaire des professionnels de l'immobilier. Mais l'immobilier, c'est aussi une question de financement. Alors faites appel à l'un des 6000 professionnels de la FNAIM. La FNAIM, avec l'appui de 4 grandes banques spécialisées, LA HENIN, SOFAL, SOVAC, L'UCB, vous offre un service complet dans tous les domaines de l'immobilier, et des conditions de financement privilégiées. Prêts, conseils personnalisés, la FNAIM et ses partenaires financiers sauront trouver la solution la mieux adaptée à votre projet.

Société

La fin du voyage du pape dans l'est de la France

A Metz et Nancy, le pape appelle à la solidarité avec les immigrés et les chômeurs

Pour la quatrième et dernière journée de sa visite en Alsace et en Lorraine, le mardi 11 octobre, le pape devait prononcer un important discours devant les députés du Parlement européen à Strasbourg. Puis le pape devait se rendre en pèlerinage au mont Sainte-Odile pour rencontrer des prêtres et des religieux. La dernière étape, l'après-midi, devait avoir lieu à Mulhouse. A l'après-midi, c'est M. Michel Rocard, premier ministre, qui devait prendre congé du pape. Jean-Paul II a passé la journée du lundi 10 octobre en Lorraine, à Metz et à Nancy.

NANCY
de notre envoyé spécial

Sur sa chaise de bois, à l'intérieur de la cathédrale baroque, son prénom seul était inscrit : Louis.

Détenu à la maison centrale de Toul, il purge une peine pour meurtre de vingt ans. Converti en prison, il était ce lundi 10 octobre au milieu des 273 laïcs, membres normalement élus du synode du diocèse de Nancy qui recevait le pape.

Plus qu'à cette participation quasi-anonyme, Louis avait rêvé à une véritable rencontre de quelques « paroissiens », comme lui de la prison de Toul, avec Jean-Paul II. Ce n'est qu'un dernier moment que les services de sécurité du voyage du pape et l'administration pénitentiaire ont reculé. Informé de l'échec de ce projet, Jean-Paul II a adressé un message à tous ses « frères et sœurs » détenus : « Ma mission est de dire et redire aux hommes à la suite du Christ, que la vie a un sens parce que nous sommes tous aimés de Dieu. »

Les minorités ont été à l'honneur au cours des rassemblements autour du pape à Metz et à Nancy, de nouveau traversés par quelques moments d'émotion. Devant les quarante mille personnes réunies sur la place Carnot à Nancy, où une quarantaine de nationalités étaient représentées, le pape a improvisé dans sa langue natale un long appel à la solidarité envers les travailleurs immigrés. Il avait déclaré peu avant en français : « La foi inspire la façon d'accueillir les étrangers, de respecter les travailleurs immigrés de leur métier, une place équitable dans la vie sociale et professionnelle. »

Dans le même discours à Nancy, comme il l'avait fait le matin à la cathédrale de Metz, Jean-Paul II a aussi fortement souligné les drames sociaux et humains provoqués par la crise de la sidérurgie et l'ampleur des reconversions industrielles dans une région lorraine qui a perdu, en dix ans, trente-cinq mille emplois. « Si la loi ne dicte pas de réponses toutes faites, a déclaré le pape (...), elle suggère de réévaluer le travail humain conformément à la dignité de la personne. Elle invite à soutenir tous ceux qui, aujourd'hui, sont les plus touchés, les déshérités de toute sorte, les nouveaux pauvres dans les divers milieux sociaux. »

DÉFENSE

Quatre garnisons outre-Rhin pour la brigade franco-allemande

Le général de brigade Jean-Pierre Sengenien a pris ses fonctions de commandant de la brigade franco-allemande qui vient officiellement d'être créée et qui stationnera dans quatre garnisons principales outre-Rhin. La constitution de cette unité avait été décidée au début de cette année par le chancelier Helmut Kohl et M. François Mitterrand.

Pour les besoins de cette formation, la France détachera deux régiments et l'Allemagne fédérale prélèvera des effectifs à partir de la 55^e brigade territoriale, qui ne dépend pas du commandement militaire intégré de l'OTAN.

Les garnisons choisies sont situées dans le sud de l'Allemagne. A Böblingen, à une vingtaine de kilomètres au sud-ouest de Stuttgart, seront installés l'état-major mixte de la brigade, un bataillon d'infanterie allemand et un escadron d'éclairage français.

A Dorneschingen, à une cinquantaine de kilomètres à l'est de Fribourg-en-Brisgau, seront cantonnés un régiment d'infanterie et une compagnie du génie ouest-allemande. A Stetten, à quatre-vingts kilomètres au sud de Stuttgart, seront basés un bataillon mixte de commandement et des services, une compagnie ouest-allemande de chasseurs de chars et un centre d'instruction français.

Enfin, à Horb-sur-Neckar, à soixante-dix kilomètres au sud-est de Strasbourg, sera implanté un bataillon ouest-allemand d'artillerie. Mis en place depuis une dizaine de jours, les premiers éléments de la brigade conjointe sont sous les ordres d'un officier général français, le général de brigade Sengenien, qui est assisté d'un colonel ouest-allemand.

En principe, la formation franco-ouest-allemande devrait être complétée pour l'été 1990 afin, ensuite, d'expérimenter des formules d'entraînement, de coopération et d'interopérabilité (la possibilité de manoeuvrer ensemble sur le terrain sans avoir, nécessairement, des matériels standardisés) en Centreeurope.

Outre l'escadron d'éclairage, qui est équipé actuellement de jeeps Peugeot P4 avec des radars RASIT pour des missions de reconnaissance, la France fournira un régiment d'infanterie (monté sur des véhicules de l'avant blindés ou VAB) et un régiment blindé (sur chars AMX-10 RC à roues).

H. T.

REPÈRES

Intempéries

Pluies record dans le nord de l'Isère

D'abondantes pluies d'orage sont tombées sur le nord du département de l'Isère, dans la nuit du 9 au 10 octobre : 107,8 millimètres, alors que la moyenne régionale est de 87 millimètres pour tout le mois d'octobre. Les eaux boueuses ont envahi des champs, des caves, des garages, des usines et des maisons notamment à Bourgoin-Jallieu, La Tour-du-Pin et Saint-Victor-de-Cessieu.

Dès le matin du 10 octobre, la circulation routière est redevenue normale, en revanche, à 16 heures, une seule voie de la ligne Grenoble-Lyon entre Bourgoin-Jallieu et La Tour-du-Pin était ouverte au trafic ferroviaire. « Il n'y a pas eu de plan de secours particulier, car ces intempéries n'ont rien à voir avec ce qui s'est passé à Aïnhoa », a précisé la préfecture de l'Isère.

Environnement

Explosion dans une usine chimique du Rhône

Sept personnes ont été hospitalisées à Lyon, lundi 10 octobre, pour avoir respiré des « substances nocives » à la suite d'une explosion survenue dans l'usine chimique Roussel-Uclaf de Neuville-sur-Saône (Rhône). La suppression du réacteur responsable de l'accident, signalée par le service de secours peu avant 15 heures, avait provoqué un dégagement de vapeurs acides au-dessus de l'usine. Une vingtaine de personnes travaillant dans l'atelier situé à proximité du réacteur avaient alors été évacuées, en attendant la dispar-

sition du nuage chimique par des rideaux d'eau mis en place par les pompiers de l'entreprise. Six des sept employés de l'usine inoccupés par les vapeurs toxiques étaient encore hospitalisés lundi soir, mais leur état n'inspire pas d'inquiétude. L'usine Roussel-Uclaf de Neuville-sur-Saône, qui emploie neuf cent cinquante personnes, est spécialisée dans la chimie fine à destination pharmaceutique et agro-vétérinaire. (AFP.)

Paris

La « nouvelle ambition » pour la Défense de Michel Rocard

Le premier ministre veut que le quartier de la Défense, près de Paris, ne soit « pas seulement un quartier d'affaires ». Dans une lettre de mission qu'il adresse à M. Emile Biassini, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la culture, M. Michel Rocard souhaite que s'engage une réflexion d'ensemble qui donne à ce secteur une « nouvelle ambition ». Le premier ministre fixe deux lignes directrices.

D'une part, la Défense doit pouvoir continuer d'accueillir les sociétés internationales en quête de surfaces importantes de bureaux ; d'autre part, il est indispensable, avant de lancer de nouvelles opérations à dominante de bureaux, « de définir les grandes infrastructures de transport qui éviteront la paralysie de ce secteur » ; indispensable aussi d'être capable de lancer simultanément de nouvelles opérations d'habitat, permettant d'éviter un déséquilibre entre l'habitat et l'emploi à l'ouest de Paris. M. Biassini devra remettre ses propositions avant le fin mars 1989.

Le passage lorrain

NANCY
de notre envoyé spécial

Le peuple de Dieu, lundi 10 septembre, avait un foulard à la main, un pliant à l'autre et convergait sagement vers la place Carnot. Le peuple de Dieu, venu des banlieues de Nancy et de toute la Lorraine, faisait un peu comme si c'était dimanche, ne boudant pas sa fête et l'invitation de « Jean-Paul ».

A quoi tiennent les impressions ? Les Strasbourgeois, samedi et dimanche, étaient apparus majoritairement indifférents et blasés envers le pape. Les Lorrains, eux, semblaient heureux et confiants, ragouillards par une visite brève comme un après-midi d'automne. Mais le soleil était là, assez vif pour chauffer les ors des grilles de la place Stanislas, deux fois empruntées par le « pape-moine » à un train de sénateur, assez encourageant pour arrêter les curieux sur son parcours.

Il faut imaginer une grosse place de ville de province, une place bien rectangulaire. Voilà la place Carnot. Il est 14 heures lorsque les premiers groupes de fidèles y arrivent tout gonflés d'attente. Les policiers ont vite fait de les diriger

vers les enclos dressés à leur intention, à grande renfort de barrières métalliques. Ce sont de vieilles dames serrées dans des imperméables étroits, les cheveux couverts par des fichus tristes, des groupes de mêmes sous l'uniforme scout ; plus tard, viendront les collégiens, les amoureux, ceux qui s'interrogent sur la « cohabitation juvénile » et ceux pour qui c'est tout réfléchi, les hommes de quarante ans, dont on dit pourtant qu'ils ont déserté les églises.

Sécurité oblige, tout le monde est « badgé ». Les paroissiens, depuis plus d'un mois, ont distribué quelque quarante mille invitations. L'attente, les ses de protection sont franchis ; et, sous la conduite d'un maître des cérémonies, la foule, livret en main, s'exerce à un sans-faute en chantant par avance : « OUI, Seigneur, nous croyons. Fais grandir en nous la foi. »

Il y a là des Polonais en plusieurs strates d'immigration, des pauvres et des riches, des jeunes et des handicapés, groupés au pied d'un podium au toit de lin blanc. Ils attendent. Pour le voir, le toucher des yeux, donner surcroît de vie à un visage si souvent contemplé.

« C'est quelqu'un de très chaleureux, de très souriant, assure une lycéenne. Nous avons l'impression qu'il se passe quelque chose. » « Je l'ai vu à moins de 10 mètres, dit l'un, catholique pratiquant ; il a l'air sympathique, même si cela ne veut pas dire grand-chose. On sait que, derrière sa bonhomie, il y a de la fermeté. »

La foule en foulards

Le voir ou l'écouter, bien sûr, pour des centaines de jeunes « sensibilisés par leurs aînés ». Mais, lundi, c'était aussi la récréation. Monsieur le maire, André Rossinot, radical et libre penseur, avait fait les choses en grand quartier libre pour les écoles et petits fanions aux couleurs du Vatican sur tous les autobus. Qui prétendra que les autorités municipales, mais aussi le département, la préfecture et jusqu'à l'armée, les forces vives de la laïcité en somme, n'ont pas tout fait pour que ce succès « célébration de la parole », soit un succès franc et massif ?

Une région entière s'était mobilisée pour le pape et le bon maître de

Nancy pouvait bien rappeler qu'il l'avait invité dès 1982. Jean-Paul II, dont tous les observateurs soulignent qu'il a perdu de son allant depuis une année, semblait alors avoir retrouvé un tonus à l'épave. C'est de sa voix grave de Slave qu'il a interpellé un peuple dévot et curieux en citant l'Evangile : « Pourquoi avoir peur, hommes de peu de foi ? »

Aux fidèles agitant pieusement leurs foulards jaunes, verts, rouges, au-dessus de leurs têtes en chantant « Alleluia », il a parlé chômage et sous-emploi. Aux victimes d'une sidérurgie naufragée, il a fait remarquer qu'il fallait néanmoins respecter et accueillir les travailleurs immigrés. A tous il a aussi rappelé que « la foi ne se résume pas en laisser-aller des mœurs ».

Les simples curieux, cantonnés tout au loin et devenant à peine la silhouette du pape, commencèrent alors à rentrer chez eux. Mais tous les autres — ces religieux et ces Lorrains, ces chevaliers de l'ordre du Saint-Sépulchre en cape blanche de plus bel effet — restèrent groupés autour de Jean-Paul II l'apôtre.

LAURENT GRELSAMER.

Le rêve européen

(Suite de la première page.)

On ne peut pas comprendre, en effet, le rêve européen de Jean-Paul II sans se souvenir de cet héritage spécifiquement polonais et de sa situation sans précédent de « pape slave parmi les Latins et latin parmi les Slaves ».

« C'est la culture qui fonde l'identité et la stabilité d'une nation », disait-il, il y a huit ans, à l'Unesco. « C'est par sa culture, aussi, menacée de dissolution ou d'éclatement, que l'Europe, au seuil du troisième millénaire, trouvera son salut », vient-il d'affirmer à Strasbourg.

Le christianisme a une place privilégiée dans ce défi à relever. La mémoire des sources religieuses communes aux peuples du Vieux Continent est un facteur d'unité. Jean-Paul II souligne aussi la fécondité culturelle du christianisme, dépositaire d'un héritage moral et garant d'une norme transcendantale. Il alerte les Douze sur les risques qu'il y aurait à la reléguer dans la sphère de la vie privée, à « exclure Dieu de la vie publique comme ultime instance de l'éthique ». Certains progrès scientifiques et médicaux, par exemple, sont pour lui mortels.

Le projet européen de Jean-Paul II est-il alors celui d'une restauration chrétienne ? L'histoire du christianisme en Europe ne compte pas que des pages glorieuses. Par ailleurs, l'identification forte en Pologne entre l'Eglise, la nation et la société, n'est pas facilement exportable ailleurs, en France, par exemple, où le régime de la séparation apparaît encore comme une conquête qui date de moins d'un siècle.

Pour autant, l'Eglise n'a plus guère les moyens de revenir à ses situations de pouvoir antérieures. Son autorité morale, aujourd'hui, est le fruit de sa nouvelle liberté. Le combat que mène Jean-Paul II n'est pas politique, mais éthique et culturel. De ce point de vue, dit-il, le chef de l'Eglise n'entreprend pas son rôle. Il est tout à fait à sa place quand il rappelle que l'Europe qui se fait à Strasbourg, à Bruxelles, à Luxembourg, n'est pas toute l'Europe et que la jeunesse ne se mobilisera pas pour une idée qui a enflammé ses pères si on ne donne pas à l'avenir européen un contenu autre que celui des marchandages monétaires et des files de chômeurs.

HENRI TINCO.

Le discours au Parlement européen
« Nul n'imagine qu'une Europe unie puisse s'enfermer dans son égoïsme »

Dans son discours au Parlement européen, Jean-Paul II a déclaré notamment :

« Notre rencontre se situe à un moment privilégié de l'histoire de ce continent, alors qu'un long chemin, non exempt de difficultés, a déjà été parcouru et que s'annoncent de nouvelles étapes décisives qui vont hâter, avec l'entrée en vigueur de l'Acte unique européen, le processus d'intégration patiemment mené au cours des dernières décennies. »

« L'Europe d'aujourd'hui peut certainement accueillir comme un signe des temps l'état de paix et de coopération définitivement installé entre les Etats membres, qui pendant des siècles avaient épuisé leurs forces à se faire la guerre et à rechercher l'hégémonie les uns sur les autres. »

« Signe des temps encore, la sensibilité accrue aux droits de l'homme et à la valeur de la démocratie, dont votre Assemblée est l'expression et veut aussi être le garant. Cette adhésion est d'ailleurs toujours à confirmer pour que prévienne en toutes circonstances le respect du droit et de la dignité de la personne humaine. »

« Signe des temps aussi, croyons-nous, le fait que cette partie de l'Europe, qui a jusqu'ici tant investi dans le domaine de sa coopération économique, soit de plus en plus intensément à la recherche de son âme, et d'un souffle capable d'assurer la cohésion spirituelle. Sur ce point, me semble-t-il, l'Europe que vous représentez se trouve au seuil d'une nouvelle étape de sa croissance, tant pour elle-même que dans sa relation avec le reste du monde. »

« L'Acte unique, qui entrera en vigueur à la fin de 1992, va hâter le processus de l'intégration européenne. Une structure politique commune, émanation de la libre volonté des citoyens européens, loia de mettre en péril l'identité des peuples de la Communauté, sera plus à même de garantir plus équitablement les droits, notamment culturels, de toutes ses régions (...) »

« D'autres nations pourront certainement rejoindre celles qui aujourd'hui sont ici représentées. Mon vœu de pasteur suprême de l'Eglise universelle, veau de l'Europe de l'Est et qui connaît les aspirations des peuples slaves, est autre « poumon » de notre même patrie européenne, mon vœu est que l'Europe, se donnant souverainement des institutions libres, puisse un jour

se déployer aux dimensions que lui ont données la géographie et pas encore l'histoire. Comment ne le souhaiterais-je pas, puisque la culture inspirée par la foi chrétienne a profondément marqué l'histoire de tous les peuples de notre unique Europe, grecs et latins, germaniques et slaves. Malgré toutes les vicissitudes et par-delà les systèmes sociaux et les idéologies ? »

« Les nations européennes se sont toutes distinguées dans leur histoire par leur ouverture sur le monde et les échanges vitaux qu'elles ont établis avec les peuples d'autres continents. Nul n'imagine qu'une Europe unie puisse s'enfermer dans son égoïsme. Parlant d'une seule voix, nous nous unissons, elle sera en mesure, plus encore que par le passé, de consacrer ressources et énergies nouvelles à la grande tâche du développement des pays du tiers-monde, spécialement ceux qui entreprennent déjà avec elle des liens traditionnels (...) »

« Ce qui est à César... »

« Monsieur le président, le message de l'Eglise concerne Dieu et la destinée ultime de l'homme, questions qui ont au plus haut point imprégné la culture européenne. En vérité, comment pourrions-nous concevoir l'Europe privée de cette dimension transcendante ? »

« Depuis que, sur le sol européen, se sont développés, à l'époque moderne, les courants de pensée qui ont peu à peu écarté Dieu de la compréhension du monde et de l'homme, deux visions opposées alimentent une tension constante entre le point de vue des croyants et celui des tenants d'un humanisme agnostique et parfois même « athée » (...) »

« Chez certains, la liberté civile et politique, jadis conquise par un renversement de l'ordre ancien fondé sur la foi religieuse, est encore conçue comme allant de pair avec la marginalisation, voire la suppression de la religion, dans laquelle on a tendance à voir un système d'aliénation. Pour certains croyants, en sens inverse, une vie conforme à la foi ne serait possible que par un retour à cet ordre ancien, d'ailleurs souvent idéalisé. Ces deux attitudes antagonistes n'apportent pas de solution compatible avec le message chrétien et le génie de l'Europe. Car, lorsque règne la liberté civile et que se

trouve pleinement garantie la liberté religieuse, la foi ne peut que gagner en vigueur en relevant le défi que lui adresse l'incroyance, et l'athéisme ne peut que mesurer ses limites devant le défi que lui adresse la foi. »

« Devant cette diversité des points de vue, la fonction la plus élevée de la loi est de garantir également à tous les citoyens le droit de vivre en accord avec leur conscience et de ne pas contredire les normes de l'ordre moral naturel reconnues par la raison. »

« A ce point, il me paraît important de rappeler que c'est dans l'humus du christianisme que l'Europe moderne a puisé le principe — souvent perdu de vue pendant les siècles de « chrétienté » — qui gouverne le plus fondamentalement sa vie publique : je veux dire le principe, proclamé pour la première fois par le Christ, de la distinction de « ce qui est à César » et de « ce qui est à Dieu » (...) »

« Toutes les familles de pensée de notre Vieux Continent devraient réfléchir à quelles sombres perspectives pourrait conduire l'exclusion de Dieu de la vie publique, de Dieu comme ultime instance de l'éthique et garantie suprême contre tous les abus du pouvoir de l'homme sur l'homme. »

« Notre histoire européenne montre abondamment combien souvent la frontière entre « ce qui est à César » et « ce qui est à Dieu » a été franchie dans les deux sens (...) »

« D'autres continents connaissent aujourd'hui une symbiose plus ou moins profonde entre la foi chrétienne et la culture, qui est pleine de promesses. Mais, depuis bientôt deux millénaires, l'Europe offre un exemple très significatif de la fécondité culturelle du christianisme qui, de par sa nature, ne peut être relégué dans la sphère privée. Le christianisme, en effet, a vocation de profession publique et de présence active dans tous les domaines de la vie. Aussi mon devoir est-il de souligner avec force que si le substrat religieux et chrétien de ce continent devait en venir à être marginalisé dans son rôle d'inspirateur de l'éthique et dans son efficacité sociale, c'est non seulement tout l'héritage du passé européen qui serait mis en péril mais aussi l'avenir même de l'homme européen — je dis de tout homme européen, croyant ou incroyant — qui serait gravement compromis (...) »

هكذا من الأصل

Société

Demandant 1 milliard de francs supplémentaire

M. Gillibert lance un plan d'action en faveur des handicapés

Si les cinq millions de handicapés que compte la population française se sentaient amoindris, exclus de la vie économique et même parfois rejetés par une société où la réussite professionnelle, la santé et le culte du corps sont des valeurs dominantes, ils devraient être rassurés. Eux-mêmes, leurs familles et leurs associations sont « à la une ».

Les manifestations médiatiques se succèdent. Mercredi 5 octobre, ils étaient vingt-cinq mille à manifester gaiement dans Paris. Le lendemain, « leur » ministre, M. Michel Gillibert, secrétaire d'Etat chargé des handicapés, répondait à leurs revendications. Il dévoilait devant la presse l'ambitieux plan d'action qu'il avait présenté la veille au conseil des ministres. Deux « premières » coups sur coup après tant d'années de silence honteux et de souffrances cachées ; voilà un retour dans la vie publique comme il n'osait en rêver.

Car c'est bien une « première » que la création, en juin dernier, de ce secrétariat d'Etat. Après que les projecteurs se furent successivement braqués sur les chômeurs, les étrangers, les emprisonnés, les nouveaux pauvres et les victimes de catastrophes en tout genre, les handicapés se sentaient injustement oubliés. Ils sont désormais reconnus, pris en charge.

C'est une autre première que d'avoir fait entrer un handicapé dans l'équipe gouvernementale. Le premier ministre semble avoir misé juste. Agé de quarante-trois ans, père de trois enfants, diplômé d'une école de marketing britannique, M. Michel Gillibert a été victime en 1979 d'un accident d'hélicoptère qui l'a privé de l'usage de ses jambes et partiellement de celui de ses bras. Mais ce tétraplégique est un battant. Il a fondé un Mouvement de défense des handicapés de la vie qui lui a fait rencontrer la plupart des hommes politiques français. Éloquent, télégraphique, il sait ce que plaisir veut dire pour avoir assuré lui-

même durant des mois une émission quotidienne sur Europe 1.

Aujourd'hui, avec ses dossiers de militant et une équipe de vingt conseillers techniques, il est installé dans un ancien hôtel particulier du XVI^e arrondissement dont les majestueux escaliers ont été gommés pour lui par des rampes et des ascenseurs. Le voilà surtout propulsé à la tête d'un réseau de fonctionnaires de terrain, compétents, dévoués et dotés d'un budget annuel dépassant 18 milliards de francs.

Leur bible est la loi-cadre de 1975, complétée en 1987. Elle pose le droit à l'éducation, au travail et à l'autonomie sociale pour tous les Français handicapés. Mais l'appli-

cation de ces textes est entre les mains de trop nombreux services publics.

La décentralisation n'a pas non plus simplifié les choses. Les beaux principes restent encore, pour beaucoup, à mettre en œuvre.

Une politique dynamique

Autrement dit, M. Gillibert doit réveiller les énergies, coordonner les actions, imaginer des solutions concrètes, combler bien des lacunes. Bref, substituer aux pesanteurs administratives et au coup par coup une politique d'ensemble dynamique et à long terme.

Telle est la philosophie des mesures qu'il a fait adopter par le

gouvernement. Elles sont sous-tendues par une idée simple. Les handicapés et les accidentés de la vie sont des citoyens à part entière. Mais chaque instant de leur existence pose un problème spécifique. Leur éducation, leur formation professionnelle, leur santé, leur travail, leurs transports, leur logement et même leurs loisirs demandent des solutions adaptées. Une politique en faveur des handicapés ne peut être sectorielle. Elle est nécessairement horizontale. Aussi bien le plan d'action en dix points de M. Gillibert mobilisera-t-il, outre ses propres services, au moins treize ministères différents.

Appui massif des associations

C'est donc l'ensemble du gouvernement qui se trouve « embarqué » dans une aventure dont le secrétaire d'Etat dit qu'elle ne peut échouer car elle soulève déjà trop d'espérances. « Je mesure mon étonnante responsabilité », avoue-t-il. En arrivant au ministère, le ministre trouve chaque matin cinq cents lettres ; autant d'appels et de manifestations d'espoir qui nous condamnent à réussir.

Outre l'appui massif et souvent l'aiguillon des centaines d'associations qui œuvrent déjà et depuis longtemps pour les handicapés, M. Gillibert peut compter sur de puissants moyens financiers. Si l'on additionne son propre budget et la part de celui du ministère du travail qui est consacrée aux handicapés, le « nerf de la guerre » dont il disposera devrait représenter en 1989 - s'il est voté par le Parlement - 21 milliards de francs, en augmentation de 5 % sur celui de cette année. Dix mesures d'urgence, 1 milliard supplémentaire, des idées pour le long terme et un formidable potentiel d'énergies réveillées, M. Gillibert n'a pas manqué son démarrage.

MARC AMBROISE-RENDU.

Les négociations pour un règlement du conflit des infirmières sortent de l'impasse

Cette semaine pourrait être décisive pour le règlement du conflit des infirmières. Avenue de Ségur, à Paris, les discussions progressent à bonne allure pour trouver une solution de compromis qui satisfasse au mieux les revendications des infirmières et s'orientent vers une refonte de la grille indiciaire dont l'application s'étalerait sur plusieurs années, accompagnée d'une réévaluation immédiate de la prime « Veil ».

Dans les hôpitaux, les infirmières, mais aussi d'autres catégories du personnel, s'insistent dans la grève. Le lundi 10 octobre, on comptait 90 % d'infirmières en grève à l'assistance publique à Paris. En fait, la province ne devait entrer que progressivement, à partir de lundi, dans le mouvement, et le jeudi 13 octobre devrait être le temps fort de la semaine, puisque la coordination et tous les syndicats ont appelé à la grève pour ce jour-là. Cependant les manifestations se feront en ordre dispersé : 11 heures, place de la Bastille pour la coordination et la CGT, à 14 heures, porte de Versailles, pour la CFTD, la CFTC, FO et la CGC.

Les négociations, qui piétinaient vendredi 7 octobre, ont repris lundi sous la forme de groupes de travail entre de hauts fonctionnaires du ministère et des délégations syndicales réduites. Ce mode de fonctionnement, qui permet d'étudier sans engagement de part et d'autre plusieurs solutions, a significativement débloqué la situation. Trois groupes ont été formés : le premier, réuni le lundi, a abordé la question des grilles des salaires ; le second devait se retrouver ce mardi 11 pour étudier les conditions de travail. Le dernier s'occupera mercredi de la formation initiale et continue.

A côté des premières propositions du gouvernement visant à une augmentation de la prime, une bonification d'un an et demi d'ancienneté et un décalage de la grille des infirmières (le Monde du 8 octobre), s'est donc dessiné lundi, une autre solution qui a l'avantage de recueillir les faveurs de la plupart des syndicats. Elle consiste en une

refonte de la grille des salaires des infirmières : hausse globale sur l'échelle indiciaire et tassement de la grille sur une carrière réduite à dix-sept ans.

L'intention est cette fois de faire progresser rapidement sur l'échelle des salaires les infirmières dont la durée de vie professionnelle est actuellement en moyenne de huit ans. Pour les plus anciennes on envisagerait un « chevronnement », c'est-à-dire un glissement sur la grille des surveillantes et surveillantes-chefs, mais cela dans une proportion bien déterminée.

Parallèlement, la prime « Veil », qui est actuellement de 100 F pour l'échelon 1 (première année d'embauche) et de 250 F pour les autres échelons, serait fixée à 350 F pour tout le monde. Dans cette hypothèse, le chiffre avancé serait une hausse immédiate de salaire d'environ 550 F brut, mais pour le premier échelon seulement. La mise en place de cette nouvelle grille se ferait sur plusieurs années, de façon à ne pas grever trop sévèrement le budget de l'Etat : préoccupation du gouvernement et du chef de l'Etat lui-même, qui a de nouveau, lundi 10 octobre, évoqué les conflits sociaux actuels en soulignant qu'il fallait donner « quelques années au gouvernement » pour apporter des solutions sinon les « équilibres de la France » risqueraient d'être détruits.

Lundi soir, la plupart des syndicats parlaient d'avancées intéressantes méritant d'être approfondies ; certains soulignaient cependant le flou concernant les surveillantes et les surveillantes-chefs. La situation des aides-soignantes a, en revanche, été étudiée. Les syndicats proposaient une intégration de plusieurs primes au salaire de base, ce qui permettrait aux aides-soignantes d'obtenir une retraite plus importante. Inquiet des conséquences d'une telle mesure que les quatre millions de fonctionnaires, le ministère a écarté cette idée pour privilégier une solution qui permettrait aux aides-soignantes en fin de carrière de dépasser leur grille pour entrer dans le groupe 4 et même le groupe 5 suivant un quota à fixer.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

Les dix mesures

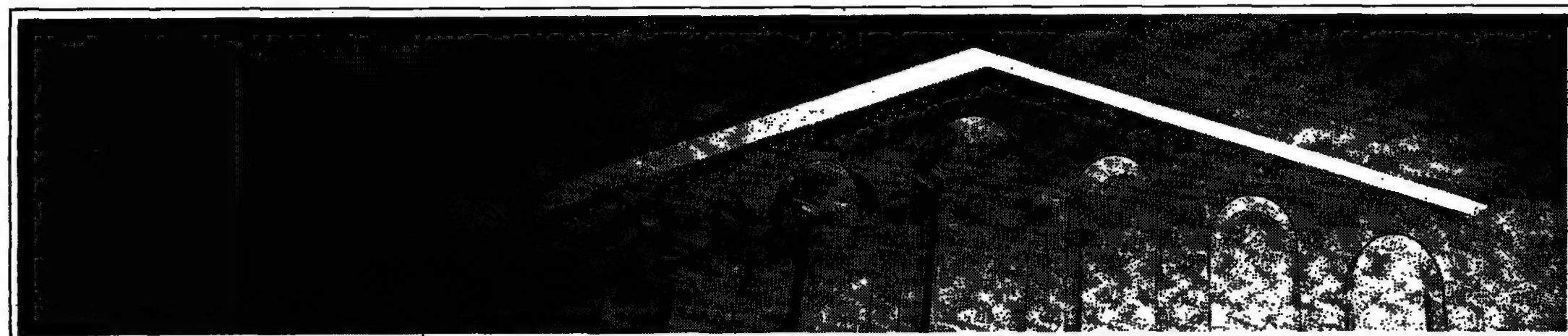
Voici les dix mesures du « plan Gillibert » :

- Mise en route par l'INSERM de recherches sur les « maux quotidiens » des handicapés (accidents, infections, contractures, etc.), sur l'adaptation des thérapeutiques classiques aux maladies chroniques invalidantes, sur les aides techniques et les appareillages spéciaux ;
- Formation du personnel des maternités pour détecter et juguler précocement les conséquences des malformations congénitales ;
- Développement des services de soins et d'éducation spécialisée à domicile pour les enfants handicapés ; modernisation des thérapeutiques et de la pédagogie des établissements médicaux éducatifs (ont treize mille enfants concernés) ;
- Aménagement des postes de travail pour handicapés dans les services publics ; augmentation de mille cent à mille sept cents du nombre des places

créées annuellement dans les centres d'aide par le travail (CAT) ;

- Possibilité pour les appelés de faire leur service militaire dans un organisme ou une association d'aide aux handicapés ;
- Publication d'un guide-barème permettant de mieux évaluer les handicaps des adultes ; réforme des commissions d'orientation et de reclassement professionnel (COTOREP) ;
- Aide financière immédiate aux victimes d'accidents corporels graves et accélération du versement des indemnités ;
- Contrôle systématique des permis de construire de manière à faire appliquer la législation prévoyant que toute construction de plus de quatre étages doit être accessible aux handicapés ;
- Lancement dans toutes les écoles d'une campagne de prévention des accidents ;
- Organisation prochaine d'une exposition internationale d'œuvres de handicapés.

SAINT-GOBAIN LES RÉSULTATS



UNE NOUVELLE PROGRESSION DES BÉNÉFICES AU PREMIER SEMESTRE 1988.

Après une progression annuelle de 90% en 1987, le résultat net du premier semestre 1988 est en hausse de 49% sur le premier semestre 1987 et atteint 1.745 millions de francs.

Augmentation des investissements. Intensification du développement à l'étranger. Productivité accrue. Efforts de gestion. Tous ces éléments expliquent le progrès du Groupe. Et il en est un autre, décisif : la politique d'innovation permanente de Saint-Gobain. En faisant évoluer les matériaux, en modernisant les outils industriels, en imaginant, en créant, Saint-Gobain se donne les moyens de répondre aux demandes du marché international.

C'est son avance technologique qui permet à Saint-Gobain d'affronter l'avenir avec confiance.

SAINT-GOBAIN

NOTRE MÉTIER : LA COMPÉTITION

Culture

ARTS

Octobre à Lyon

Depuis cinq ans, Lyon propose un octobre des arts plastiques que chapeaute le Musée Saint-Pierre art contemporain, et auquel participent chaque année toujours plus

d'institutions et de galeries. Coïncidence : c'est aussi cet automne que la Fondation nationale de la photographie fête son dixième anniversaire.

Une exposition-phare : « L'expérience du monochrome »

La couleur mise à nu

Du musée Saint-Pierre à l'Espace lyonnais d'art contemporain en passant par la basilique de Fourvière, une grande exposition éclatée fait parler la peinture monochrome. Stimulant.

Si l'on croit qu'une peinture sans image apparente, faite de l'étendue d'une seule couleur, ne peut qu'engendrer l'ennui et donc que deux cents peintures répondant à cette définition (provisoire ?) ne sauraient que multiplier cet ennui par deux cents, alors il faut aller à Lyon voir l'exposition qui, sous le titre « La couleur seule, l'expérience du monochrome », montre tout le contraire. On doit cette exposition-phare d'octobre des arts - à qui elle donne cette année une incontestable dimension internationale - à Maurice Besse (1), qui avait envie de la faire depuis longtemps mais n'avait pas trouvé preneur. Il lui a donné une tournure d'inventaire, de Malevitch, dont le *Carré blanc sur fond blanc* est venu du Moma, jusqu'aux jeunes représentants de la « Radical Painting » américaine.

On s'y perd un peu. L'exposition est éparpillée en cinq lieux et huit espaces, sans que chacune d'eux traite d'un aspect particulier de la peinture monochrome, sans qu'une chronologie des œuvres soit respectée vraiment, bien que l'on progresse dans le temps au moins dans les trois salles du Musée Saint-Pierre qui, avec son voisin le Musée des beaux-arts, recèle de grandes richesses monochromatiques.

L'exposition est formidable parce qu'elle rassemble beaucoup d'œuvres exceptionnelles, dont des ensembles forts (Klein, Ryman, Kelly, Richter) ; passionnante parce que l'histoire du monochrome est passionnante, qui pousse la peinture dans ses derniers retranchements pour la rendre manifeste ou la mettre en réserve en temps de crise de la création, comme un bien aussi précieux que le feu pour l'homme de la Préhistoire. Quelque chose pourtant ne va pas. Soit que la définition du champ de l'expérience du monochrome est trop large, qui accepte des peintures tendant vers la mono-

chromie (Rothko) et dans ce cas fait trop d'impasse. Soit qu'elle est trop étroite : elle rejette ce qui est trop conceptuel et pas assez pictural, comme d'ailleurs le monochrome figuratif (sauf Warhol). Sont aussi laquées quelques peintures du côté de la sculpture monochrome (Arp, Kapoor) sans que soient montrés les minimalistes.

Enfin, on pourrait sérieusement discuter de cette proposition de situer la peinture monochrome dans une sorte de descendance de Monet, via le *all over* de Pollock. Ce qui vaut peut-être pour les Américains : Kelly en 1952 peint un vert, en revenant du jardin de Giverny, mais ne vaut pas forcément pour Fontana, Klein ou Manzoni.

Un rêve d'unité

Cela dit, il se peut que l'ensemble de ces « défauts » soit justement ce qui fait qu'on ne décroche pas tout au long du parcours. Une exposition sur le monochrome dur et pur était peut-être impossible. Comme au peintre il est impossible de s'y tenir vraiment, à très peu d'exceptions près, autrement qu'en passant tenté par cette peinture limite quand besoin il y a de se repenser, de faire table rase, de reprendre contact avec la réalité matérielle de la peinture, avec ses ingrédients, les pigments, le support, le format, les dimensions, de s'interroger sur l'acte de peindre la couleur - interroger qu'il nous fait partager, d'ailleurs - ou quand devient irrépressible le désir de réaliser avec le tableau un rêve d'unité, de couleur dans l'espace, d'échappée du tableau, d'immatériel. Le monochrome ou la peinture de bas en haut, du concret à la transcendance, de la sensation colorée à la métaphysique, d'un maximum d'énergie colorée à l'atone.

Le monochrome passe par toutes les couleurs du spectre, en tout cas dans un premier temps, celui des conquêtes, de la recherche de nouveauté. C'est d'abord l'affaire des Russes de la révolution de 1917. Et l'on ne peut que regretter que, en passant au carré de Malevitch, les trois Rodtchenko nommant séparément le bleu, le rouge et le jaune n'aient pu venir comme souhaité.

Car déjà il en mesurerait les formidables divergences qui peuvent amener les artistes à faire de la peinture monochrome. Puis, passé quelque intuitif comme Miro, qui peint en 1924 un *Petit Bleu* à la mesure des ses grands rêves, il faut attendre les années 50 pour que le monochrome devienne pratique plus courante : en réaction bien sûr au trop-plein de gestualité de la peinture antérieure.

Et c'est Rauschenberg qui, en 1952, l'année du vert de Kelly, fait des *Black Paintings* et des *White Paintings*, mais lui ne s'installera pas dans le monochrome alors que Kelly en jouera brillamment, combinant ses couleurs énergétiques à des formats qui cassent l'idée de tableau et renvoient la couleur dans l'espace comme de grands découpages. Mais aussi ? Dans la chapelle du Musée des beaux-arts, les Ryman leur tournent le dos, se confondant presque à la blancheur des murs. Comble de délicatesse et de silence. Présence de l'absence et, quoi qu'il en soit, de la peinture, se blancs relèvent d'une mystique. Telles sont la force et la faiblesse du monochrome : se charger ou se vider, indépendamment des intentions de l'auteur.

Le vrai vide, on le trouve beaucoup autour des années 60, quand le monochrome se répand à travers l'Europe : dont on n'a trop que faire parfois, sauf pour rappeler le phénomène du degré 0 de tous les langages. Et faire apprécier d'autant mieux l'œuvre tendue de Richter, qui, partant du gris comme seule couleur ne « représentant rien », ne laisse aucune chance au monochrome d'être perçu autrement que comme une présence concrète et matérielle de la peinture (et non plus de la couleur) avec pour faire image le désespoir et la vanité de la peinture.

Le chef-d'œuvre inconnu

Entre l'ELAC et la crypte de la basilique de Fourvière sont réparties les nouvelles générations. A Fourvière, ce serait plutôt le monochrome kitsch, avec couleur lourde et enflure des représentants de la radical painting américaine (Thurz, Hafif, Marioni, Sims) mais on y trouve aussi une pointe de rouge de Bertrand, comme un sacré-

œur dans la chaise de plomb, et une proposition intellectuellement amusante de Remi Zaugg, avec recouvrement de surfaces marron boueux, douteux, laissant apparaître dans un coin le titre de chacun des tableaux : *Peinture d'après le portrait d'un peintre d'après el Greco de Picasso*. Par la dérision, il nous donne une certaine idée du chef-d'œuvre inconnu.

A l'ELAC, les propositions sont plus diversifiées. Le monochrome est surtout donné comme aïné de jeu de déconstruction de la surface plane, et de regroupements de fragments. Le monochrome s'émiette : avec Cragg et Mac Collum. C'est un tas de charbon avec Venet (dont c'est une pièce ancienne). Un pénéttrable de Soto (autre pièce ancienne). Georges Brecht nomme le vert dans un tableau rouge et le rouge dans un tableau vert. Kaba-kov peint un bleu en réservant les coins pour écrire dans l'un que c'est un ciel, dans l'autre que c'est un mer, dans le troisième que c'est un lac. Le monochrome est démythifié.

GENEVIÈVE BRECHETTE.

(1) Directeur de l'Institut d'histoire de l'Art de Genève.

★ « La Couleur seule, l'expérience du monochrome », Musée Saint-Pierre art contemporain, 16, rue E-Herriot, salles 1, 2, 3 (jusqu'au 5 décembre).

★ Palais des beaux-arts, place des Terreaux, salles 4, 5 (jusqu'au 5 décembre).

★ Crypte de la basilique de Fourvière, salle 6 (jusqu'au 25 novembre).

★ Maison de Lyon (environnement de Gerhardt Meza), salle 7 (jusqu'au 5 décembre).

★ ELAC, Centre d'échanges de Par-rache, salle 8 (jusqu'au 25 novembre).

Les dix ans de la Fondation nationale de la photographie

Lumière sur les années 50

Ouverte, chaleureuse, amicale, la Fondation nationale de la photographie à Lyon souffle ses dix bougies et fait le point sur ses activités.

Logée dans la maison même d'Antoine Lumière, père d'Auguste et de Louis, toute en fresques, vitraux, lambris et bois cirés, la Fondation nationale de la photographie est l'un des endroits les plus accueillants consacrés à l'image fixe.

La grande salle du rez-de-chaussée (400 mètres carrés) a reçu ces dix ans cent mille visiteurs en dix ans. Une collection de deux mille sept cents pièces a été constituée. La trentaine de catalogues et monographies publiées sont consultables à la bibliothèque (trois mille ouvrages), abritée avec la médiathèque dans l'ancien atelier monumental.

Malgré cette abondance de chiffres et de noms, l'identité de la Fondation reste floue. Son action est mal connue. A cela, deux raisons majeures. D'abord, la minorisation

la pénaliser alors que commence à être connue l'importance de ceux qu'elle a tirés d'oubli. Pourtant, depuis cinq ans, la Fondation ne doit sa survie qu'au volontarisme de Sonia Bove. Réparti entre l'Etat (70 %) et la Ville (30 %), son budget annuel est de 1 430 000 francs. Il a été amputé de moitié en 1985 et 1986. « Je demande la reconnaissance du travail réalisé », dit Sonia Bove. « Nous avons une originalité. La décentralisation doit exister. Je souhaite avoir les moyens de développer notre action. Ma revendication est simple : retrouver le budget



« Plongez » par Lothar Rübelt

Michel Guy l'a créée en 1976. Elle a été inaugurée deux ans plus tard avec l'exposition « La lumière et la couleur ». Première institution officielle de ce type, son action porte d'abord sur la défense du patrimoine et l'aide à la création sous forme de bourses et de commandes passées à de jeunes photographes.

En dix ans, la Fondation, que préside Bertrand Eveno, a présenté quatre-vingt-deux expositions. Des grands noms (Klein, Kertész, Lartigue, Brassai, Ronis) aux panoramas collectifs (Viva, L'école de Paris, Life, la DATAR, l'agence Vu), en passant par les ensembles thématiques (autochromes, photos de théâtre, calotypes) et les jeunes créateurs (Tosani, Garrell). Nombre d'entre elles circulent en France et à l'étranger.

de Lyon au regard de Paris. Ensuite, la vocation même de la Fondation qui est de privilégier les hommes avant les œuvres. Et surtout de défendre la photographie française classique, de 1930 à 1960. C'est à Lyon qu'ont été (re)découverts Denise Colomb, Fernand Michaux, Roger Pic, René-Jacques, Maurice Tabard, Emmanuel Sougez, Alexandre Trauner, Raymond Voinquel, Pierre Boucher, Ito Josué, tous ces artisans photographes dont les travaux jalonnent à des titres divers l'évolution de la photo française.

Avec des bas et des hauts, la Fondation a assuré cette mission avec patience et passion, sans éclat, sans tapage, sans esprit de concurrence. Mais, à l'image de la période du passé qu'elle défend, son action est indispensable. Il est donc injuste de

de 1982, soit 2 400 000 francs.

Preuve de dynamisme, la Fondation organise pour son anniversaire une exposition tonique, et très publique, centrée sur un sujet peu exploré : le sport. Tant pour leur valeur documentaire qu'esthétique, Jean-Claude Gaubert a réuni deux cent-trente œuvres et quarante-huit auteurs, prises entre 1920 et 1960. Sautant du ballon libre à la course landaise, elle comporte une foule d'indémodables de Brassai, Kertész, Boucher, Lothar Rübelt ou Lothar Jock. Ce copieux ensemble sera présenté à Paris en 1989 par la Mission photographique du patrimoine.

P. R.
★ « Visions du sport », photographies 1920-1960. Fondation nationale de la photographie, 25, rue du Premier-Film, Lyon, jusqu'au 4 décembre.

VENTES

Dessins et lettres de Baudelaire

Pour une fois, Paris vole la vedette à Londres ou à New-York avec la vente « Baudelaire » qui se tiendra à Drouot le mercredi 12 octobre. On se souvient de la dispersion de quelques deux-cent-vingt lettres de Baudelaire il y a six ans, provenant de la collection d'Armand Godéy, un poète d'origine cubaine vivant en Suisse. La Bibliothèque nationale avait préempté plus de 40 % des pièces. Celles qui seront dispersées par M^{re} Buffetaud proviennent du même fonds. Elles sont exceptionnelles : un ensemble considérable de poèmes, lettres et dessins de l'auteur des *Fleurs du mal*. En particulier, le manuscrit de *Mon cœur me dit*, clou de la vente, estimé à 2 millions de francs. La Bibliothèque nationale sera certainement sur les rangs pour acquérir ces 93 feuillets. En effet, il n'existe pas, en dehors de celui-ci, de manuscrit complet de Baudelaire. Celui des *Fleurs du mal* et du *Spleen* ont sans doute été détruits après publication.

Les dessins du poète, maintes fois publiés, seront également convoités, comme cet autoportrait satirique à l'encre de Chine où il se caricature louchant désespérément sur un sac de 10 millions de francs qui s'envole à tire d'ailes. Il devrait trouver preneur pour 60 000 francs. Autoportrait encore, tout aussi célèbre, annoté de sa main : « Tout le bas du visage, mauvais, pas assez galoche. Trop de hachures ». Son prix : près de 250 000 francs. Portraits de Jeanne Duval (entre 50 000 et 250 000 francs), sa compagne crétole, et la « Petite folle monstrueuse aux yeux verts » du poème *La soupe aux mauges*, qui sera également vendue autour de 30 000 F.

Sont quinze poèmes manuscrits des *Fleurs du Mal* sont à l'honneur

actuelle connus, alors que Baudelaire en a écrit plus de cent cinquante. Ceux qui nous sont parvenus ont été envoyés par l'auteur à ses amis ou à la presse. « Le Vin des chiffonniers », inspiré des dessins de Daumier, a été retrouvé dans les papiers du créateur de Ratapoll après sa mort. Il est aujourd'hui évalué à près de 100 000 F. Baudelaire, toujours en mal d'argent, essayait sans relâche de faire publier ses œuvres dans des magazines. « Portraits de maîtresses » (30 000 F), « Assommoirs les pauvres » (25 000 F), « Mademoiselle Bis-touri » (35 000 F), tous tirés du *Spleen de Paris*, aucun n'a été publié dans les revues de son vivant. Il ira même jusqu'à poser sa candidature à l'Académie française. Gustave Flaubert, peu convaincu du bien fondé de sa demande, intervien-

dra pour lui. « Le premier devoir d'un ami est d'obliger son ami. Donc, sans rien comprendre à votre lettre, je viens d'écrire à Sandeau en le priant de voter pour vous » écrit-il. Et d'ajouter : « Malheureux, vous voulez donc que la coupole de l'Institut s'écroule. Je vous rêve entre Villmain et Nisard ». Cette lettre écrite par son propre fils Barbara et qui fut reprise en 1955 par Steichen dans *Family of man*.

Victor Hugo, que Baudelaire jugeait dévotement, est également représenté dans cette vente avec un précieux carnet de notes et d'ébauches, qui lui servira pour la rédaction des *Misérables*. Il y consigne des notes sur les barricades, Waterloo et Camborne, ses réflexions sur la souveraineté de l'homme, du peuple, sur les droits de la femme, des esquisses sur le personnage de Fantine et, plus prosaïquement, des comptes personnels. La Bibliothèque nationale, qui possède déjà un frère jumeau de ce carnet, pourrait compléter sa collection déjà riche. Son prix : entre 150 000 et 200 000 F.

Même si le marché des autographes et manuscrits demeure confidentiel, principalement en raison de leur fragilité, il n'en a pas moins connu un succès grandissant auquel le mythe de l'indéfini a été sacrifié. Mais « Ce qui intéresse les gens aujourd'hui, ce ne sont plus deux lignes et une signature, mais une œuvre significative », explique M^{re} Buffetaud. Les amateurs français et les grandes institutions internationales comme le centre Baudelaire de Vanderbilt, à Nashville, Tennessee, devront jouer mercredi une partie serrée avec la Bibliothèque nationale et le Louvre.

ALICE SEDAR.

César à la Croix-Rouge

Après bien des déboires, le Centre du sculpteur César a enfin reçu l'hospitalité du carrefour de la Croix-Rouge, à Paris. L'œuvre, assemblage de pièces métalliques fondues en bronze, a été inaugurée le lundi 10 octobre en présence du ministre de la culture, M. Jack Lang, et de M^{re} de Panafieu, adjointe au maire de Paris chargée de la culture. La sculpture devait initialement trouver place au pied de la tour Montparnasse, puis avait été installée devant le Grand Palais avant de trouver une adresse que l'on peut espérer définitive.

هكذا من الأصل

Culture

ARTS

Garouste au Centre Pompidou et à la Fondation Cartier

Le syndrome fin-de-siècle

Qui est Garouste ?
Le restaurateur de la
grande peinture
ou son contempteur
le plus habile
et le plus séduisant ?

Il y a un mythe Garouste, celui d'un artiste à l'intelligence critique hors du commun - c'est très vrai, - d'un décorateur extrêmement aigro et recherché - c'est vrai - et d'un peintre qui se serait imposé comme le champion de sa génération sur le marché - c'est assez vrai. Il y a une doctrine « officielle » sur Garouste : il aurait entrepris de restaurer la « grande peinture » et de réhabiliter le « métier ». Et puis il y a la peinture et la sculpture, de Garouste. Danger : le mythe et la flatteuse réputation de l'artiste nuisent à leur contemplation. Il se pourrait même qu'une faveur publique trop pressée ne demande plus aux œuvres de d'être « des Garouste », fragments matériels de la gloire de leur auteur qui renvoient à sa légende et récapitulent les éléments de son style. Autre danger.

Car il existe une manière de Garouste, dont la rétrospective parisienne narre elliptiquement l'histoire et dont l'exposition de Jouy-en-Josas réalise l'apothéose

brillante et théâtrale. Un peintre fait ses débuts à la fin des années 60 dans un genre curieusement plus proche du surréalisme que de l'abstraction alors de rigueur. On le retrouve à la fin des années 70, après un intermède « conceptuel ». Il peint à nouveau, il revient à la figure, dit-on. Ses toiles d'alors sentent le baroque, Chirico et le symbolisme. Puis les formes se dissolvent et le dessin s'évanouit à mesure que la matière picturale prend du poids et de l'évidence. Les Garouste récents, tableaux ou compositions sur toile flottante, ont en commun un soupçon de trait et complexité d'élaboration.

Audace des couleurs

Tout cela fait grand effet. Ces morceaux de bravoure laissent d'un bel éclat. Magnifique travail, en vérité. Pâtes, demi-pâtes, jus, transparences, glacis, vernis, couleurs qui tombent juste, imperfections parfaitement au point, fiente désolée : quel talent, cher maître ! On ne « triture » pas mieux la matière au joli temps de Gustave Moreau et de Paul Baudry. Et quelle audace de couleurs ! Ce ne sont que variétés de bruns, du brun roux au brun noir, vieux roses tirant sur le mauve, verts amande,

bleus changeants, couleurs toutes difficiles à manier et à marier.

Fort bien, mais après ? L'œuvre en elle-même, pourquoi l'a-t-on peinte, dans quel dessein qui ne soit pas de pures virtuosités et démonstrations de force ? Quelques allusions à d'érudites mythologies, un peu de *Divine Comédie* transposée, c'est bien peu pour intéresser, quoi qu'en dise l'artiste lui-même. Des esquisses de monstres incomplets, des visions qui évoquent plus souvent Dali que Flusli, cela ne fait pas une inspiration, mais, tout au plus, un système de référence entre symbolisme et surréalisme. L'addition des lignes, le brouillage de la construction, l'effacement des figures par les frotis, qui ont leur élégance, ont aussi la vertu plus douteuse d'évacuer tout essai de sens. Deux solutions alors, qui ne sont pas incompatibles : Garouste, quoi qu'il se veuille, est un décorateur et non un peintre, ou, qu'il le veuille ou non, un conceptuel paré des velours du « grand peintre ».

Dans le premier cas, il ne peut échapper à la fatalité de l'adresse. Metteur en scène, peintre de rideaux, toiles de fond et plafonds, il cède à l'entraînement de sa facilité, qui est évidente, et frôle le pompérisme. Cette interprétation a le mérite d'expliquer l'immense succès de sa peinture, qui « flatte » l'œil, comme on dit, et ne dérange

pas l'esprit. Rien ne serait plus instructif, et sans doute plus souhaitable, que de lui confier la représentation du *Vaisseau fantôme* et de *Capriccio*. Comme Derain, auquel il fait tant songer par ses procédés, Garouste triompherait à l'opéra.

A moins que son œuvre ne soit habitée, comme celle de Derain encore, par la certitude qu'elle n'est qu'artifice. La virtuosité, l'exhibitionnisme maniéré du savoir-peindre avouerait alors par la parodie et l'excès le malaise d'un artiste essentiellement sceptique. Ses icônes ne seraient si ardues que parce qu'elles seraient dédiées au vide, vide irrémédiable et définitif. Peinture conceptuelle, peinture duchampienne, si l'on peut dire. Ces pompes seraient funèbres et Garouste l'ordonnateur solennel d'une messe à la mémoire de la peinture morte qui aurait les musées pour théâtre et ses tableaux pour faire-part.

Mais quelle peinture est morte ? Toutes ? Sûrement pas. Les paves de Garouste célèbrent un deuil qui est essentiellement celui de leur auteur. En attendant autre chose ou faute de mieux ?

PHILIPPE DAGEN.

* Centre Georges-Pompidou, galeries contemporaines, jusqu'au 27 novembre. Et Fondation Cartier, Jouy-en-Josas, jusqu'au 18 décembre.

DIGRESSIONS, par Bernard Frank

Tout va très bien, madame la marquise !

1 Un deuil

Je ne parlais plus assez de politique si j'en croyais certains lecteurs : depuis avril ou mai je m'enfermais dans mon doux cocon littéraire. Pour un peu, et si j'aimais la gâchette, je serais l'un des responsables de l'abstention de plus de la moitié du corps électoral ! C'est la victoire de nos préférences et son étendue qui nous a coupé le souffle. Nous ne pensions pas être si nombreux à souhaiter que M. Chirac restât maire de Paris. Ce fut ça, notre programme commun. Devant la déconformation de cette droite que les électeurs tentent de consoler avec les moyens du bord, mais il semble aujourd'hui, tant le mal est profond, que même la majorité des voix n'arriverait pas à la requinquer, nous ne pouvons que garder un relatif silence comme devant un deuil. Oui, la France se sent veuve de sa droite, qu'elle soit extrême ou modérée.

Il fallait être M. Chirac flanqué de Balladur et Pasqua pour transformer un trois sans atout qui semblait dans la poche en 1986 en un contrat lourdement chuté. Le taux record des abstentions vient surtout de là, et non de la multiplication des scrutins. Quand dans un tournoi l'un des challengers joue à ce point mal, et que les qu'en soient les raisons, le public finit par se désintéresser du jeu. En plus de sa maladresse, M. Chirac a souffert d'être le chef d'un parti qui n'a plus de raisons d'être. On ne peut pas prétendre gouverner la France au nom du général de Gaulle lorsqu'on est né en 1932 et que l'on avait huit ans au moment de l'Appel du 18 juin 1940. Et ce ne sont pas les deux acolytes déjà cités, ni M. Séguin, ni M. Chaban-Delmas - toujours prêt - ni M. Juppé, ni M. Noir, ni l'amiral de Gaulle, ni les petits-enfants du général qui peuvent remédier à cet état de fait. Il me semble qu'avant de claironner qu'à l'aube du vingt et unième siècle, la gauche et la droite sont des notions périmées, on pourrait plutôt s'étonner qu'il y ait encore un RPR près de vingt ans après la mort du général.

Faut-il que nous soyons conservateurs, que nous aimions nos caves et nos greniers et les cartes postales jaunies et les vieilles bouteilles vides pour qu'un Français sur cinq vote pour un rassemblement dont le programme est de préserver des situations acquises à l'ombre du grand homme. Et que Paris, la ville-lumière, soit une capitale « gaulliste ». Imagine-t-on un Londres où les élus, le lord-maire seraient « chuchilliens » ? Ce n'est pas le souvenir de de Gaulle qui nous irrite dans le RPR, c'est que Chirac et les siens se soient servis, se servent du nom du général comme d'un plus pour prendre leur revanche sur le clan qui leur avait chipé la magistrature suprême en 74 et la présidence du gouvernement en 76. La droite a perdu les élections qui comptent et elles les perdent encore tant qu'elle se crispent au chignon pour la présidence de la République. Au fond, elle ne se fait pas d'illusions : elle se dit qu'aucun de ses candidats n'est digne d'être président et elle préfère les envoyer bouler à tour de rôle plutôt que de voir l'un l'emporter sur l'autre.

Depuis que le Parti communiste n'est plus dans la course, ce parti qui par le passé inspirait à l'origine de rassemblements frileux, la droite a perdu sa seule idée, et sa

nécessité d'être n'est plus aussi claire. Parallèlement, c'est la droite qui joue les justiciers, les combinaisons décolorées que fustigeait le général sous la Quatrième République et c'est la gauche, quand on n'y regarde pas de près, qui semble être le symbole de la légitimité, qui défend la lettre et l'esprit de la Cinquième République ! Alors pourquoi parler de politique ? Elle se fait très bien sans nous, sans notre grain de sel. M. Mitterrand est un bon président de la République, qui a pris du champ, et les sondages après l'élection l'en récompensent, et M. Rocard est bien ce premier ministre dynamique et qui connaît son affaire que les Français souhaitent. Si tout marchait en France aussi bien que le gouvernement, il n'y aurait plus de problèmes, plus de chômeurs, plus de déficit, nous serions la nation la plus heureuse du monde. Pour le moment, sans vouloir notre merveilleux tandem, nous ne sommes pas la plus malheureuse.

Quant aux esprits chagrins, je leur conseille la lecture de *Paysages de campagne* de Philippe Alexandre (Grasset, 78 F). L'éditorialiste de RTL ne partage pas l'optimisme relatif de ses compatriotes. Ce qu'il se dit de nos hommes politiques, qu'ils soient dans l'opposition, au gouvernement ou ailleurs, ne lui inspire guère de confiance. Le président par exemple est un homme de soixante-douze ans forcément « enrivré » par la victoire, qui dispose de tous les pouvoirs et qui est coupé du pays par une cour de flatteurs. Les chefs de l'opposition ont montré avec éclat leurs limites. Bref, à l'exception peut-être de l'éditorialiste de RTL, Philippe Alexandre ne se fait pas d'illusions sur personne. Mais son livre se lit facilement.

2 Vertus de l'amateur

Si l'on voulait vraiment être un bon critique littéraire - et je crois que mes confrères seraient assez de mon avis - il faudrait être tout le temps en vacances, ne lire que pour son plaisir et ne parler de ses lectures que le moins possible. Autrement dit les protéger, et avant tout de son propre commentaire. Ce qui nuit à la lecture, c'est de savoir qu'elle n'est pas innocente, que l'on va devoir en parler. Les idées qui vous viendraient naturellement, qui viennent à tout lecteur qui n'est pas critique, s'évanouissent dès qu'on les attend en professionnel.

Remarque, c'est la même chose pour un écrivain. Quels bons livres n'aurait-il pas écrits, son imagination en fouille, s'il n'avait pas eu la fâcheuse idée de transformer en méditation, en devoir, ce qui était la partie naturelle de son esprit. Pendant un mois, j'ai eu la chance de recevoir des livres, d'en lire beaucoup sans me dire que j'avais des comptes à vous rendre. C'est de ce chétif mois, de son souvenir, que me viendra tout le savoir de l'année.

Je vous dois bien des bribes. De Brice Couturier et Guy Konopnicki, j'ai lu *Réflexions sur la question gay* (Lieu commun - 85 F), qui est une plaisante idée qui doit beaucoup à Sartre comme l'indique le titre. L'idée m'a semblé meilleure que son exploitation. Mais si vous n'êtes pas ennemi des brasseries et de leurs

franches nourritures, cette pochade vous égayera.

J'ai l'impression de vous avoir déjà signalé le *Voyage d'un professeur allemand* en Edoardo de Ludwig Boltzmann (traduit de l'allemand par Ulrike Bockstrop et Didier Aviat, présentation de Jean-Paul Scholtecker - Actes Sud, 100 F). Ce physicien autrichien né à Vienne le 20 février 1844 est mort à Durno, près de Trieste, le 5 septembre 1906. Il est l'un des créateurs de la théorie cinétique des gaz. « Il inspira, me dit-on, les travaux de Planck sur la théorie des quanta ainsi que ceux de Gibbs et d'Einstein en mécanique statistique. » Ce voyage est le récit d'un séjour de Boltzmann en Californie à l'université Berkeley. Il ne dura malheureusement qu'une quarantaine de pages, le reste étant consacré (une centaine de pages) à des sujets plus savants : sur les principes de la mécanique, sur l'importance de la théorie, sur l'aéronautique, sur les rayons de Röntgen ou à des hommages à d'éminents disparus tels que Loschmidt (autre physicien autrichien) ou Joseph Stefan (id.), enfin à une conférence donnée à Vienne en 1905 devant la société des philosophes et qu'il aurait voulu intituler « Où il est démontré que Schopenhauer n'est rien d'autre qu'un philosophe ignorant, de peu d'esprit, un fauteur d'inepties qui, par un fatras de paroles vides de sens, a indéniablement, et de fond en comble, détraqué les cervelles ». Ces mots, Ludwig Boltzmann les a recopiés dans un texte de Schopenhauer, mais en l'occurrence il s'adressait à un autre philosophe !

On l'a compris, Boltzmann, tout physicien qu'il soit, est un esprit savoureux qui a le mérite de transformer tous les sujets qu'il traite en prose fruitée, en idées claires. Il s'est d'ailleurs suicidé à l'âge de soixante-deux ans, ne se croyant entouré, nous dit Scholtecker, que d'ennemis. Et c'est vrai que son franc-parler ne lui avait pas valu que des amis dans le monde des sciences et de la philosophie. L'on n'avait pas découvert, à son grand dam, les vertus des sels du lithium qui régularisent nos humeurs. Il ne me reste plus qu'une trentaine d'ouvrages à vous signaler, croyez bien que j'y manquerai pas.

3 Une fine fourchette

Roger Pourtau qui est mon voisin de banlieue et souvent mon camarade de table dans les meilleurs restaurants de France, vient de publier les *Fins Mets de l'histoire* (préface de Joël Robuchon. Dessins de Joan Scharzbart. Editions de l'Humanité Messidor, 130 F). De la soupe au dessert, « au chapitre des douceurs, je vais rester extrêmement discret car je suis de ces gourmets dont Grinod de la Reynière disait qu'ils ont toujours échoué le dîner avant leur dessert, et de qu'ils mangent par devoir n'est que poésie », nous remontrons avec lui l'histoire de la gourmandise française. C'est un livre succulent qui vous fera monter l'eau à la bouche. Il en faut du talent pour décrire dans les dix premiers romans de *Maurice, la Robe prétextée*, cette phrase plaisante et qui sert d'épigraphie : « Je supposais que l'orgie consistait à manger des huîtres et des écrevisses, à boire du champagne jusqu'à n'en pouvoir plus et à verser le reste dans le piano à queue. »

La Monde • Mercredi 12 octobre 1988 15

ORCHESTRE DE PARIS

Directeur Musical Daniel Barenboim
Directeur Général Pierre Vozzinsky
SALLE PLEYEL 20 H 30

12, 13 octobre
Witold Lutoslawski, direction
Krystian Zimerman, piano
Etienne Péclard, violoncelle
Lutoslawski, Chain 3,
création en France
Concerto pour violoncelle
Concerto pour piano,
création en France

26, 27 octobre
Herbert Blomstedt, direction
Gil Shaham, violon
Weber, *Obéron*, *Ouverture*
Mendelssohn,
Nielsen,
Symphonie n° 4 « L'Inextinguible »
RENSEIGNEMENTS - LOCATION
SALLE PLEYEL : 45 63 07 96

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

Unique récital
**KEITH
JARRETT**

Récital de la pianiste
Françoise
DELAAGE

Mozart, Chopin,
Wagner, Liszt
TIBIA KWARTET
Quatuor de flûtes
KURHAL, DAWN MANNHEIM
HRSANDE
FRITS CELS

SOIRÉE BACH
ORCHESTRE ANTIQUA
MUSICA DE PARIS
Dir. : Jacques
ROUSSEL
Sol. : TERESA
ZYLIS-GARA

supplément
J.-M. Fournier Prod.
Quatuor
TAKACS
Damen
KORONZAY, alto
HAYDN, MOZART
BRAHMS

3, 7, 14, 19, 21, 28
novembre 20 h 30

QUATUOR
ALBAN BERG
Intégrale
des quatuors à cordes
BEETHOVEN
THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
47 20 36 85



ORCHESTRE COLONNE
Lundi 17 octobre à 20h30
TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES
**PHILIPPE
ENTREMONT**
**JOUE
ET DIRIGE**
MOZART - BEETHOVEN
47 20 36 37

SALLE PLEYEL
ALBERT SARFATI

présente
DIMANCHE 6 NOVEMBRE 1988 A 20 H 30

GEWANDHAUSORCHESTER DE LEIPZIG

Direction : **KURT MASUR**
WEBER - MATTHIAS - BEETHOVEN

Location Salle Pleyel - Agences et 3 FNAC
Par téléphone : 45 63 88 73 de 13 h à 18 h - 45 61 06 30 de 9 h à 18 h

ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE

Lucia Masetti, Directeur musical

SAMEDI 15 OCTOBRE
20 h 30 THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

Dans le cadre du cycle Daniel-Lesur/Acanthes

DANIEL-LESUR Andrea del Sarto,

POULENC Gloria,

LANDOWSKI Symphonie n° 4,
(création, commande de Radio France)

MICHELLE LAGRANGE, soprano
CHEUR DE RADIO FRANCE
Direction : **GEORGES PRÉTRE**

PRIX DES PLACES : 65 - 105 - 175 F LOCATION OUVERTE A :
MAISON DE RADIO FRANCE - TÉL. 42 30 15 16
THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES - TÉL. 47 20 36 37

Radio France

GALERIE ALBERT LOEB

CABALLERO

du 22 septembre au 29 octobre

12, rue des Beaux-Arts 75006 Paris - Tél. 46 33 06 87

GALERIE CLAUDE BERNARD
7-9, Rue des Beaux-Arts, 75006 PARIS
Tél. : (1) 43 26 97 07

YURI KUPER

Peintures récentes

21 septembre - 29 octobre

Culture

JAZZ

Ahmad Jamal au Grand Rex

L'art subtil du silence

Ahmad Jamal, Johnny Griffin, James Moody et Diane Shuur au même programme, chacun entouré des meilleures « pointures ». En jazz, les tournées des stars sont un vieux rêve.

Il y a deux dans l'histoire du piano moderne à être frappés d'une légende ténace : Ahmad Jamal et Phineas Newborn. Pas pour les mêmes raisons d'ailleurs, mais avec les mêmes résonances : un rien d'émotion, un poil d'incertitude, l'ombre de la folie, quelques disparitions, une biographie curieusement trouée. La vie des musiciens de jazz.

Pittsburgh sur l'Ohio, en Pennsylvanie, est une pépinière de musiciens. Mystères de la métallurgie et de la sidérurgie. Art Blakey, Ray Brown, Paul Chambers, Kenny Clarke sont nés à Pittsburgh. Mais la ville a surtout été prolifique en pianistes : Earl Hines, Errol Garner, Mary Lou Williams, Dodo Marmarosa et Horace Parlan viennent de Pittsburgh. Ahmad Jamal aussi, qui y est né en 1930.

En trio, Ahmad Jamal a inventé un style d'échange mystérieux, une délicatesse très elliptique et un équilibre des voix sans précédent. Certains de ses disques, comme

But Not For Me, ont connu un succès considérable dans le jazz. Son exigence rythmique, les orages qu'il fait naître et retomber en inversant le rôle des mains, son art subtil du silence annonçaient un des musiciens de prédilection de Miles Davis. Carissément, il est aussi devenu très vite un sujet de polémique (ainsi, certains artistes plus que d'autres...). Il a déclenché des passions. Et il a traversé des périodes plus noires que la musique.

Une nuit de juillet 1973 consacrée aux plus grands pianistes du moment (Piano Night au Festival de Newport à New-York), un homme seul, les cheveux coiffés à l'afro - c'était la mode - d'épaisses lunettes noires sur le nez, campait sur les marches de Carnegie Hall. En protestation silencieuse, il tenait une pancarte qu'il avait rédigée lui-même : *Une nuit de piano sans Ahmad Jamal ? Il y a des relents de Watergate dans le business de la musique.*

FRANCIS MARMANDE.

★ Tournée Philip Morris : Ahmad Jamal; Johnny Griffin, Bobby Hutcherson, George Mraz, Kirk Lightsey et Kenny Washington; James Moody, Chris Faller, Hank Jones, Dave Holland et Billy Higgins; Diane Shuur. Au Grand Rex, le 13 octobre, à 20 h 30. A Bordeaux, le 14 octobre, à 21 heures. Au Zénith de Montpellier, le 15 octobre, à 21 heures.

VARIÉTÉS

Renaud au Zénith

La fraternité exigeante

Le chanteur offre son plus beau spectacle entre trois saluts à Johnny Clegg (Jonathan), Coluche (Putain de camion) et sa fille Lolita (Il pleut).

Renaud est de retour au Zénith avec comme décor de son nouveau spectacle un arbre géant comme ces chênes centenaires plantés au milieu d'une clairière mystérieuse bordée par des coquelicots. Renaud revient « nature » avec une dynamique intacte, ses coups de cœur, ses coups de gueule et une insolence qui, plus que jamais, sous-tend la fraternité. Renaud prend de nouveau plaisir à jouer avec la spontanéité, la fantaisie, à multiplier les libres propos, à livrer des gags d'humour froid avec ses complices musiciens qu'il appelle les « croque-notes ».

Rien n'est ici truqué, calculé. Le chanteur qui se définit dans un rire comme « rien-du-toutiste », renoue constamment avec la vie dans un mouvement sans fin, avec une exigence à l'égard de soi.

Amoureux fou de la chanson depuis toujours, Renaud a exploré le patrimoine au gré de coups de foudre, de rencontres avec un auteur dont il a alors fait le « tour » : après Aristide Bruant, Montchus, Frelé, il a ainsi découvert, il y a dix ans, le Tretet de la Folle Complainte et de Débit de lait, débit de l'eau, et il connaît par cœur le répertoire de

Georges Brassens. Mémoire vivante de la chanson populaire, il a été, paradoxalement, d'autant plus à l'aise pour s'envoler de ses propres ailes, marquant seulement cette connaissance passionnée par un érudition musicale, donnant à ses chansons la forme d'une valse, d'une java, d'une gigue ou d'une ballade plus ou moins rockifiée.

Renaud frappe vite et touche juste. Ses chansons sont comme les branches du chêne : sans le moindre nœud, riches de sève et propres à résister aux modes et au temps. Elles sont si authentiques, si raisonnables dans leur délire parce qu'elles traduisent la perfection les contradictions de notre vie. Elles portent la chronique d'un événement (les Chagrinards), tracent un portrait (Jonathan), un pamphlet (hier Miss Marie, aujourd'hui Triviale), poursuivent : « Question littéraire : / Qui a écrit que les hommes naissent libres, égaux ? / Libres mais devant les bourgeois ? / J'en sais rien, j'donne ma langue au chat ». Elles sont si folles, si « Souffle-moi / Souffle-moi », une caricature (Chanson déguisée), un monologue (Il pleut, Me jette pas), un dialogue (Pierrot) ou une interpellation à l'ami disparu (Putain de camion, écrite au lendemain de la mort de Coluche).

Renaud imagine ses chansons comme de petits scénarios, avec une tension dramatique et une chute inattendue, parfois en forme de pirouette. Il joue avec les mots, le non-sens, bouscule la syntaxe, invente des expressions (hier encore Louise-Léon, Marche à l'ombre ; aujourd'hui me langue au chatrin) et s'assure à des règles de construction rigoureuse jusqu'à aboutir à un miracle, à une évidence.

Nouvelles chansons (Rouge-gorge, Jonathan, Triviale, poursuive, Me jette pas) et anciens succès (Doudou s'en fou, Mistral gégé et la comptine ballade Morgane de toi) forment le répertoire d'un chanteur en pleine maturité, heureux de se retrouver sur une scène superbement éclairée par les fines harmonies de couleurs de Jacques Rouveyrolis.

CLAUDE FLÉOUTER.

★ Zénith, 20 h 30.

danse
20 h 30
18.19 octobre
BOUVIER /
OBADIA FRANCE
21.22 octobre
dim. 23 à 14 h 30
MATHILDE
MONNIER FRANCE
LOC. 42.74.2277
2 PLACE DU CHATELET

Rendez-vous
DU 14 AU 26 OCTOBRE
MAGUY MARIN
COUPS D'ETATS
48 99 18 88

Communication

Changement à la tête de la rédaction de FR 3

La valse des responsables va-t-elle s'arrêter ? Cette question hante tous les couloirs de FR 3. La démission-surprise, samedi 8 octobre, de Gérard Saint-Paul, directeur adjoint de l'information nationale, a été suivie par la nomination, tout aussi inattendue, lundi, de Gérard Decq au poste de directeur de la rédaction nationale. C'est-à-dire de « Soir 3 », du « 19-20 » et de l'agence d'images Info Vidéo 3 que Gérard Decq dirigeait jusqu'ici. Dans la foulée, Jean-Claude Perspère, rédacteur en chef de « 19-20 », a été contraint de laisser sa place à Yves Dubois, hier encore

rédacteur en chef du bureau régional d'information de Lorraine.

Reste un grand point d'interrogation : le maintien ou le départ de l'actuel directeur de l'information de FR 3. « M. Christian Bernadac reste en fonctions », commente-t-on officiellement au siège de la chaîne. Mais nul n'ignore que le président de celle-ci, M. René Han, a cherché à plusieurs reprises à prendre langue avec un ancien de la société, passé depuis à Antenne 2, Henri Samier. Joint au téléphone, ce dernier « se refuse à tout commentaire ».

C'est dans ce contexte que devait se tenir, mardi 11 octobre, un comité central d'entreprise consacré notamment à l'emploi et au mode de fonctionnement d'une chaîne en pleine crise d'identité. Doit-elle accélérer sa mutation culturelle entreprise depuis son mariage de raison avec la SEPT ou retrouver sa vocation régionale, comme le souhaitent nombre de ses responsables ? Une vocation qui n'est pas exempte d'ambiguïté comme le souligne une enquête, menée de Strasbourg à Toulouse en passant par Limoges, sur les multiples visages de la télévision régionale.

A quoi sert la télévision régionale ?

Dans son village du nord de l'Alsace, la mère de Joseph Bonnewitz, le curé de Saverne, ne manquerait le journal régional pour rien au monde. Dialectophone depuis sa naissance, M. Bonnewitz, quatre-vingts ans, comprend à peine le français, mais elle surprend là les rares images de son « pays ». Il lui suffit d'ailleurs de patienter quelques instants pour entendre la langue maternelle qui lui est familière : à 19 h 30, alors que toutes les stations régionales de France, à l'exception de FR 3-Corse, relaient à nouveau les programmes de Paris, FR 3-Alsace garde jalousement l'antenne pour une demi-heure d'émission en dialecte. Belle victoire pour une langue quasiment bannie à la fin de la deuxième guerre mondiale, pour cause de racines allemandes.

Est-ce là la vocation de FR 3, cette « télévision de proximité » dont parlent abondamment tous les documents de la chaîne ? Certainement, répond Georges Traband, un des seuls directeurs de station à officier dans sa région d'origine. « La TV est un média actuel, pluriel. Il serait aberrant que FR 3 ne s'exprime pas dans le parler significatif de l'Alsace. Après tout, le dialecte a droit de cité dans la rue. Pourquoi ne l'aurait-il pas à la télévision ? »

Certains font malgré tout grise mine. Alsaciens d'adoption, ils ont pris goût à la région sans pour autant en apprendre la langue et dénoncent à mi-voix ce « patriotisme » local qui frise parfois l'exclusion. Est-ce bien là, disent-ils, la politique « ouverte » et « dynamique » que prônent les stations de FR 3. Les dialectophones eux-mêmes s'irritent parfois de ce miroir « alsaco-alsacien » que leur tend FR 3. « Les émissions en dialecte me font penser à du folklore de bas étage », tonne Jean-Paul Hamman avec un fort accent alsacien. « Elles donnent l'image faussée et rétrograde de la région ».

Président de la chambre d'agriculture d'Alsace, Jean-Paul Hamman est également maire d'Ittenheim, une petite bourgade située à 12 kilomètres de Strasbourg. Là-bas, tout le monde ou presque parle le dialecte, mais on ne se reconnaît pas, affirme Jean-Paul Hamman, dans les syntagmes « caricaturales » de ces émissions. « Essayez de conduire un tracteur avec le costume régional !, lance-t-il en riant. Il faut soit enlever le costume, soit descendre du tracteur. Et moi, je préfère rester sur le tracteur. » C'est d'ailleurs une question de dialecte qui a fait de la région d'origine de Jean-Paul Hamman, dans les syntagmes « caricaturales » de ces émissions. « Essayez de conduire un tracteur avec le costume régional !, lance-t-il en riant. Il faut soit enlever le costume, soit descendre du tracteur. Et moi, je préfère rester sur le tracteur. » C'est d'ailleurs une question de dialecte qui a fait de la région d'origine de Jean-Paul Hamman, dans les syntagmes « caricaturales » de ces émissions.

Rien que pour la météo

Et pourtant tous y tiennent. Ferochement. Les déclarations de Françoise Giroud dénonçant en FR 3 un « boulot dont les gouvernements n'ont pas le droit de se débarrasser » en ont fait bonde plus d'un. Paris, encore Paris. Ignorance et mépris. La présence d'une télévision régionale ? « C'est tellement évident », lâche dans un soupir Claude Soucheau, le président du Centre régional des jeunes agriculteurs (CRIA) du Limousin. Un silence. Que dire de plus ? FR 3 fait partie du paysage. « A Paris, je vois les hommes politiques nationaux. Très bien. Mais ici il nous faut voir aussi les hommes politiques de la région, comme les problèmes économiques de la région. C'est une simple question de bon sens. » Tous reconnaissent d'ailleurs aisément à FR 3 des qualités. Economiques pour le secrétaire général de la chambre régionale du commerce et de l'industrie du Limousin-Poitou-Charentes, Dominique Demartel, qui salue l'effort de diffusion des informations en provenance des entreprises réalisées par FR 3. « La station contribue à développer une culture économique locale, souligne-t-il. Aujourd'hui, les messages industriels ou agricoles passent incontestablement mieux. »

Philippe Avril, réalisateur de films indépendant à Strasbourg, distant, au départ, vis-à-vis de cette télévision « pantouflarde et routinière », admet volontiers que les temps ont changé. FR 3-Alsace n'a-t-elle pas accepté de produire un « portrait inattendu de Strasbourg à l'aube du deuxième millénaire », tourné - à des heures impossibles - par Alain Guillaume et

Georges Pasquier, qui utilisaient le matériel Bétacam de la station en toute liberté. « Il s'agit d'un film original aux images nocturnes et blanches, qui est parfois un peu surprenant. FR 3 a pourtant joué le jeu jusqu'au bout. On ne peut que s'en réjouir. »

La météo, à elle seule, suffit à faire l'unité en faveur des télévisions régionales. Entendre pour la dixième fois de la journée qu'il pleut alors qu'il fait un temps superbe, tout cela parce que le présentateur est à Paris, voilà qui suscite Eric Fabre, conseiller régional communiste et directeur d'une agence de communication. « Cela paraît idiot, mais c'est très important. » Certains taux d'écoute soulignent également, s'il le fallait, le besoin d'informations régionales : « Quercy Rouergue actuels » (ORA), le journal diffusé tous les jours par FR 3-Midi-Pyrénées, franchit régulièrement le seuil des 30 % d'audience (1). « Il y a une attente réelle », souligne Jean-Marie Belin, le directeur de la station sans FR 3, toute cette population serait privée d'informations concernant sa région. »

L'évidence est là. Chaque nation a sa télévision. Chaque région peut donc faire de même. Une simple question d'échelle. « Les gens ont besoin de voir leurs mœurs, leurs entreprises, leurs paysages », ajoute Dominique Demartel, le secrétaire général de la chambre régionale de commerce et d'industrie de Limousin-Poitou-Charentes. « Ils vivent ici. Ils veulent donc qu'on leur parle de chez eux. »

Et voici résumée en quelques mots la « TV de territoire » définie par le turbulent directeur des programmes de FR 3-Midi-Pyrénées, Izzy Morgensztarn. « Il faut se placer dans une optique d'aménagement du territoire », explique-t-il. « Nous avons l'eau, le gaz, l'électricité, il nous faut la télévision ! On ne le voit ou non, les gens habitent quelque part. C'est sur cette notion de territoire purement géographique qu'il faut s'appuyer. »

Le « régionalisme » est bien loin, dans la tête d'Izzy Morgensztarn comme dans celle de bien d'autres. FR 3-Midi-Pyrénées a une émission en occitan, FR 3-Limousin-Poitou-Charentes, un animateur, Panazo, qui s'exprime parfois en patois, mais l'essentiel est ailleurs. La culture, l'histoire régionale ? Soit. Mais pas forcément pour exalter avec force le passé commun de toute une population. Nulle trace, dans la plupart des émissions de ce genre, de ce « passé » un peu vieillot dont on accuse souvent les régionalistes purs et durs. Il s'agit tout bonnement de faire connaître une région à ses habitants. Qu'ils viennent d'ici ou d'ailleurs.

Voyez « Par monts et par vaux », une séquence de trois minutes diffusée tous les jours, entre 12 et 13 heures, par FR 3-Limousin-Poitou-Charentes. L'équipe sillonne les sept départements des environs à la découverte d'itinéraires nouveaux ou de lieux mal connus. Sans pour autant faire vibrer la fibre régionaliste locale. « Evitons de chercher notre identité seulement dans le passé », note Eric Fabre, à Limoges. « La télévision doit puiser dans l'histoire, certes, mais elle doit surtout être un élément bâtisseur des nouvelles identités régionales. C'est elle qui peut nous parler du quotidien des habitants, de l'avenir de la région, de ses changements. Et c'est elle qui contribuera à sa manière à nous raconter l'histoire récente d'une région au temps de la décentralisation. »

L'instrument de la décentralisation

Une télévision à l'égard des autres institutions, emportée dans un tourbillon qui comprend aussi bien l'aménagement du territoire que les réelles responsabilités locales, ou la décentralisation économique. Le hasard ou des découpages, qui n'en est sans doute pas un, a d'ailleurs bien fait les choses. La superficie couverte par FR 3-Limousin-Poitou-Charentes correspond parfaitement aux frontières de certaines des institutions régionales : la Sécurité sociale, les Eaux et forêts, les douanes, la caisse régionale d'assurance maladie du Centre-Ouest, ou la chambre régionale de commerce et d'industrie. « FR 3, le vrai regard sur la région », proclament les affiches de FR 3-Midi-Pyrénées qui ont envahi Toulouse. Peut-être ce « vrai » regard émane-t-il tout simplement de ces fron-

tières, qui, selon le mot de Jean-Marie Belin, donne naissance à une télévision faite « par et pour les gens d'ici ».

Certains sont malgré tout frappés d'impénitence : irrités, avec Jean Cabot, le directeur du centre régional d'information jeunesse (CRLJ) de Toulouse, par cette télévision régionale « en tranches » servie tous les soirs à 19 h 10, au beau milieu du « 19-20 » de FR 3. « Nous sommes cantonnés dans notre petit horizon, et il ne faut plus en bouger », lance-t-il. « Je n'arrive pas à le digérer. J'ai parfois l'impression que nous sommes enfermés dans un ghetto comme s'il nous était interdit de regarder au-delà de nos frontières régionales. » La hantise du repli sur soi taraude certains. Pour quel, disent-ils, ne pas sortir de nos murs ? La télévision serait-elle moins régionale pour autant ? « Nous disposons d'une capacité de production », souligne Marc Belin, le directeur du Parvis, un centre de développement culturel installé à Tarbes. « Il faut la frapper. Que ce soit par l'intérieur ou par l'extérieur, pour importer ! C'est ici que les choses se passeront, et c'est ainsi que nous créerons une véritable télévision régionale. »

Sortir de ses frontières

Car le marque d'une telle station ne se reconnaît ni aux costumes régionaux, ni aux références historiques, ni au parler du patois. On peut sortir de ses frontières et rester soi-même, note d'ailleurs Izzy Morgensztarn, qui n'aime guère s'embarasser de régionalisme. « Regardez les télévisions étrangères », dit-il. « Lorsque nous avons vu les premières émissions de la 5 qui étaient enregistrées en Italie, nous avons tous eu un sentiment d'étrangeté. Il n'y avait rien de particulièrement italien, on parlait français, et pourtant ces émissions « faisaient » terriblement italien. Les programmes que nous fabriquons ici, dans la région Midi-Pyrénées, nous ressemblent malgré nous. Que nous parlions de la Chine ou du Nigeria. » Et de plaider en faveur d'une Europe des télévisions régionales amorcée, à FR 3-Midi-Pyrénées, à travers des émissions telles que « TBM » (Toulouse-Barcelone-Montpellier), réalisée en collaboration avec la chaîne catalane TV3, la Radio-Télévision belge francophone (RTBF) et la télévision yougoslave, ou « Pyrénées-Pirines », un magazine mensuel trilingue (français, catalan, castillan) coproduit par six télévisions françaises et espagnoles.

FR 3-Alsace fait de même en travaillant régulièrement avec Südwestfunk, la télévision du land de Bade-Wurtemberg toute proche. Une recomposition audiovisuelle de cet « espace rhénan » auquel les Alsaciens tiennent tant. « Heine un Drewe », diffusée tous les soirs sur les deux chaînes, est ainsi définie comme « une émission dialectale transfrontalière ». Le parler du pays de Bade n'est en effet pas très éloigné du dialecte alsacien.

Mais les prophètes de cette télévision régionale dite de territoire prêchent parfois dans le désert. Qui, en région, se soucie réellement du devenir européen de FR 3 ?

La station est là, bien sûr. Ils s'en félicitent, c'est vrai, mais leur attente reste confuse, brouillée, souvent insaisissable. Faut-il transformer le découpage actuel de FR 3 ? Quelle place offrir à cette « expression régionale » qui suscite tant de malentendus ? Les stations devraient-elles cesser d'être des chaînes généralistes de service public ? Faut-il modifier l'importance des productions nationales faites en région ?

Toutes questions qui laissent les décideurs des régions vaguement indifférents. Ils ne souhaitent jamais voir disparaître FR 3, mais son destin leur importe peu : le sort des stations régionales paraît abandonné aux spécialistes des médias ou aux dirigeants de la chaîne. Les télévisions régionales répètent pourtant qu'elles décident sans peine un besoin, une attente, qui fait de FR 3 une station en laquelle les habitants des régions se reconnaissent. Sans pour autant la défendre ou l'interroger.

ANNE CHEMIN.

(1) Sondage par téléphone effectué en temps réel du 22 février au 2 mars 1988 sur les huit départements de Midi-Pyrénées, avec l'aide de l'INSEE et de la Sofra.

Le 68^e congrès du Syndicat national des journalistes
La formation des journalistes et la protection des sources au cœur des débats

TOURS de notre correspondant

An scilicet de l'acte unique européen, la formation des journalistes français représente pour le Syndicat national des journalistes (SNJ) une des priorités de la profession, un véritable plan de bataille, a estimé le syndicat, au cours de son 68^e congrès national réuni du 6 au 8 octobre à Amboise (Indre-et-Loire), doit être mis en œuvre pour combler le retard accusé dans ce domaine sur certains pays européens.

Il passe à la fois par la concertation avec les organisations syndicales représentatives des différents pays de la CEE et la prise en compte de leurs propositions par les auto-

rités européennes. L'acte unique pour le SNJ constitue l'occasion pour la profession d'instituer un code déontologique commun à tous les journalistes de la CEE. Cette immense tâche qu'on constate le gouffre qui sépare les statuts des journalistes d'un pays à l'autre.

Les langues étrangères sont au cœur du débat. En 1993, il ne suffira pas à un journaliste de maîtriser parfaitement une langue pour travailler dans le pays de son choix, ont aussi indiqué au congrès les représentants des écoles de journalistes et Jean Germain, directeur du cabinet d'André Laignel, secrétaire d'Etat à la formation professionnelle. La maîtrise des langues devra s'accompagner d'une connaissance des cultures locales. Le Centre de for-

mation des journalistes (CFJ) de Paris s'efforce déjà de mettre en place des études européennes qui pourraient être sanctionnées par un master européen de journalisme.

Le congrès a mis aussi l'accent sur une nécessaire législation accordant aux journalistes la protection de leurs sources. Mais sans en faire pour autant des citoyens au-dessus de la loi. M. Michel Debré, maire d'Amboise, qui a rendu une visite surprise aux congressistes, a indiqué ne pas être opposé au vote d'un tel texte.

Le rattrapage des salaires, autant que les conditions d'exercice du métier (dans le climat « d'affaires » introduit dans l'audiovisuel par la privatisation) ont aussi occupé les travaux du SNJ. Les syndicalistes ont salué la grève des jour-

nalistes du service public de l'audiovisuel et dénoncé la « stérilisation » d'un système salarial qui aggrave les inégalités, y compris dans la presse écrite. Ainsi, pour le SNJ, la grève récente du *Journal du Centre* a illustré l'abus des emplois précaires (pigistes, contrats à durée déterminée), qui avait notamment justifié le refus de signature de la révision de la convention collective.

Le congrès a renouvelé ses instances et confirmé à sa tête François Boissarie (*Le Figaro*) au poste de premier secrétaire ; les secrétaires généraux sont Pierre Delmange (*Le Havre Libre*), Claude Durieux (retraité), ancien journaliste au *Monde*, Jean-Pierre Garnier (FR 3 Bretagne) et Daniel Gestot (FR 3 Midi-Pyrénées).

ALEXIS BODDAERT.

مكتبة من الأصول

THEATRE OUVERT

Spectacles

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

A TA SANTÉ, DOROTHÉE. Renaissance (42-08-18-50).
L'EX-FEMME DE MA VIE. Splendid Saint-Martin (42-08-21-95).
SUPER MATTHIEU. Edgar III (43-20-85-11), 21 h 30.
ANI CA RIRA, CA RIRA, CA RIRA. Le Cerveau de la République (42-78-44-45), 21 h.
MÈRE COURAGE ET SES ENFANTS. Boulogne-Billancourt, Théâtre de Boulogne (46-60-44), 20 h 30.
ELOUWATT. Palais des Glaces (Petit Palais) (42-03-11-36), 20 h 15.
VOYANCE. École de Paris (42-78-44-45), 21 h.
SOPHOMÈNE. Théâtre national de Chaillot, Théâtre Gérard Philou (47-27-81-15), 20 h 30.
LA DAME DE BAYREUTH. Théâtre moderne (45-39-39-39), 20 h 15.
REVELLE-TOI, PHILADELPHIE. Théâtre national de la Colline, Grande salle (43-66-43-60), 20 h 30.
LES DÉLICES DU BAISER. Comédie italienne (43-21-22-22), 20 h 30.
L'ANNONCE DE MATTHIAS. Essai de Paris, Salle II (42-78-44-45), 21 h.
LOUIS JOUVET, LE PATRON. Palais-Royal (42-97-59-81), 14 h 30.
LE PANTALON. Épiques-Scènes (Espace Lamiré) (43-26-66-66), 20 h 30.
L'OMBRÉ DE LA VALLÉE. Centre Mandapa (45-89-01-60), 21 h.
LES TROIS SŒURS. Spectacle en langue allemande. Théâtre des Américains (47-21-18-81).
HENRY BRULARD. MA VIE. Cité internationale universitaire. La Rose (45-89-38-69).
MINETTI. Bologny. Maison de la Culture. Petite salle (48-31-11-45).
LE PLUS HEUREUX DES TROIS. Poche Montparnasse (45-48-92-27).

Les autres salles

AMANDIERS DE PARIS (43-66-43-17). Bulle ou la voix de l'océan : 20 h 30.
ARLEQUIN (RESTAURANT-THÉÂTRE) (45-89-43-22). *O le Molière et la Crique* : 20 h.
ARTISTE-ATHLÈTES (48-06-36-02). *Le Tintin au pays* : 20 h 30.
ARTISTE-HERBERT (43-67-23-23). *Les Enfants du Soleil* : 20 h 30.
ATELIER (46-06-49-24). *Baby Boom* : 21 h.
ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27). *Salle C. Bismarck* : 18 h 30. *Salle Louis Jovet*. Simple spectacle compliqué, Festival d'automne à Paris 1988 : 19 h.
BOUFFES PARISIENS (42-96-60-34). Une absence : 20 h 30.
CAPÉ DE LA DANSE (45-57-05-35). Notes en duo : 20 h. *O Burs (La Trilogie du mythe)* : 22 h.
CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-28-34). *Théâtre* : 20 h 30.
CARTOUCHE (43-74-24-08). *Trakalini* : 20 h 30.
CARTOUCHE THÉÂTRE DE LA TEMPÊTE (43-28-36-36). *Salle I. Cami, drames de la vie courante* : 20 h 30.
CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). *Ab ! Ca rira, ça rira, ça rira* : 21 h.
CENTRE MANDAPA (45-89-01-60). *O l'Ombré de la vallée* : 21 h.
CINO DIAMANTS (45-80-51-31). *L'Orange* : 20 h 45.
CIRQUE D'HIVER (42-66-20-75). *As-tu* : 20 h 30.
CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). *La Galerie, Le Second Surpris de l'Amour* : 20 h 30.
LA RESERVE. *O Henry Brulard : ma vie* : 20 h 30.
COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-11). *Reviens dormir à l'école* : 21 h.
COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). *Voltaire's Folies* : 21 h.
COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). *O Les Délices du baiser* : 20 h 30.
COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). *Salle Richelieu.* *O Le Legs n'est pas le Jeu de l'Amour et du hasard* : 20 h 30.
DAUNOU (42-61-69-14). *Monstère Mère* : 21 h.
DEUX ANES (46-06-10-26). *Le Côté du père François* : 21 h.
DIX-HUIT THÉÂTRE (42-26-47-47). *Le Gardien* : 20 h 30.
EDGAR (43-20-85-11). *Les Rebutés* : 20 h 15. *Nous on fait ça on nous dit de faire* : 22 h.
EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-49). *Glenngary Glen Ross* : 21 h.

ESSAIEN DE PARIS (42-78-44-42). *Salle A. Voyage* : 21 h. *Salle B. Parnais* : 18 h 30. *O L'Amour de Molière* : 21 h.
PONTAINE (42-74-74-40). *L'Homme prudent* : 21 h.
GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-60-18). *Noces* : 20 h 45.
GARRE (45-55-55-55). *THE ENGLISH THEATRE OF PARIS* (43-26-43-51). *Signal* : 21 h.
GAUVE-THÉÂTRE (SALLE GAUVEAU) (45-43-20-30). *O Le Naufrage* : 19 h.
GRAND HALL MONTORGUEIL (42-96-04-06). *Le Mère blanc* : 20 h 30.
GUICHET MONTPARNASSE (43-27-88-61). *O Eau seule le savoir* : 18 h 45.
GYMNASÉ MARIE-BELL (42-46-79-79). *L'Ange gardien* : 20 h 30.
HUCHETTE (43-26-38-99). *La Cantatrice chauve* : 19 h 30. *La Leçon* : 20 h 30.
LA BASTILLE (43-57-42-14). *Temporalement épuisé* : 19 h 30. *Le Crinoid*. Festival d'automne à Paris 1988 : 21 h.
LA BRUYÈRE (48-74-76-99). *Les Amis* : 20 h 30.
LE GRAND EDGAR (43-20-90-09). *Valéry* : 20 h 15.
LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). *Théâtre noir.* *Le Petit Prince* : 20 h. *Mort à crédit* : 21 h 30. *Théâtre romain.* *Contes épiques arabes du XIVe siècle* : 20 h. *Pour un son* : 21 h 30.
MADELEINE (42-65-07-23). *La Foire d'empoigne* : 21 h.
MAISON DE L'AMÉRIQUE LATINE (45-22-97-00). *O Les Cent Ans d'Amal* : 18 h 30.
MAISON DE LA POÉSIE (42-36-27-53). *O Pierre Gamarra lectures rencontres* : 20 h 30.
MARAI (42-78-03-53). *Le Grand Invité* : 20 h 30.
MARIE STUART (45-08-17-80). *Le Mont-Parnais* : 18 h 30. *Sept Contes* : 21 h.
MARIGNY (PETIT) (42-25-20-74). *Si c'est pas Montparnasse, j'en vais pas* : 21 h.
MATHURINS (42-65-90-04). *La Femme à contre-jour* : 21 h.
MICHEL (42-65-35-02). *Pysma pour six* : 21 h 15.
MICHOÏÈRE (47-42-95-23). *Ma cousine de Varsovie* : 20 h 45.
MONTPARNASSE (43-22-77-74). *Le Secret* : 21 h.
NOUVEAU THÉÂTRE MOUFFETARD (43-31-11-99). *Paris accordéon Fêtes d'automne du Ve arrondissement* : 20 h 30.
NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). *Le Grand Stendard* : 20 h 30.
ODÉON (43-25-70-32). *Les Ediles* : 20 h 30.

cinéma

La cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24). *Retour à l'oubli* (1938). *d'Henri Dossin*. 16 h ; *The First of the Few* (1942, v.a.), de Leslie Howard, 19 h ; *La Révolte des Pêcheurs* (1934, v.a.), d'Erwin Piscator, 21 h 15.
SALLE GARANCE, CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-37-29). *Rélicie*.
VIDÉOTHÈQUE DE PARIS (46-26-34-36).
 Paris : un arrondissement par jour : 17 arrondissements : *Paris-Périphérie* (1984) de Chantal Macher, Laites béton (1984) de Serge Le Perno, 14 h 30 ; 18 arrondissements : *En haut de la tour* : *Stella chante Petite fille de François Mitterrand* (1988) de E. Matelon, Montmartre en couleur (1946) de Jean-Claude Bernard, Petite Fille en froid (1966) de J. Daquin, Les Bontés de sept heures (1971) de F. Martin, 16 h 30 ; 19 et 20 arrondissements : *Gosses de Belleville* : *Jour de classe* (1972) de J. J. Gosses, *Le butte* (1963) de M. Delbez, 18 h 30 ; la Ville : *Le Sang des bêtes* (1948) de Georges Franju, *Ouverture de la Cité des sciences* (1986) de Jean-Pierre Dougnac, *Ché Piss* (1987) d'Henri Poirier, *Passage de Flamin* (1978) d'Alain Rancourt, *Le Pont du Nord* (1980) de Jacques Rivette, 20 h 30.

Les exclusivités

A GAUCHE EN SORTANT DE L'ASCENSEUR (Fr.). *Rez.* 2 (42-36-33-93) : Gaumont Ambassade, 9 (43-59-19-08) : Pathé Français, 9 (47-70-13-83) : Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37) : Gaumont Convention, 15 (48-28-45-27).
ADA DANS LA JUNGLE (Fr.). *Forum* Horizon, 1 (45-08-51-57) : Pathé Hautes-Fr., 6 (46-31-79-38) : Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-92-82) : Pathé Français, 9 (47-70-33-88) : Fauvette, 13 (43-21-56-36) : Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) : Convention Saint-Charles, 15 (45-75-79-79) : Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01) : Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).
LES AILES DU DESIR (Fr.-All., v.a.). *Les Amis* : 20 h 30.
LES ANNÉES SANDWICHES (Fr.). *Cinéma*, 6 (46-33-10-07).
AU REVOIR LES ENFANTS (Fr.-All.). *Studio des Ursulines*, 9 (43-26-19-09).
BAGDAD CAFÉ (A., v.a.). *Gaumont Les Halles*, 1 (40-26-12-12) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) : 14 Juillet, Odéon, 6 (43-25-59-83) : Lucernaire, 6 (45-44-57-34) : v.f. : George V, 8 (45-62-41-66) : Trois Parvenues, 14 (43-20-30-19).
EMMANUELLE 6 (**). (Fr.). *George V*, 8 (45-62-41-66).
ENCORE (**). (Fr.). *Studio 43*, 9 (47-70-63-40).
LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.a.). *Cluny Palace*, 5 (43-54-07-76) : UGC Ermitage, 6 (45-63-16-16).
FRANTIC (A., v.a.). *George V*, 8 (45-62-41-66).
LES GENS DE DUBLIN (A., v.a.). *Utopia Champollion*, 5 (43-26-84-65).

ODÉON (PETIT) (43-25-70-32). *Taile de fer* : 18 h 30.
OLIVIER (48-74-42-62). *Je ne suis pas Rappaport* : 20 h 45.
OFFICE NATIONAL SUISSE DU TOLLISME (47-42-43-45). *La Provo du Transibérien et de la petite Jeanne de France* : 10 h, 14 h 30 et 20 h 15.
OPERA. *PALAIS GARNIER* (47-42-53-71). *O Jules César* : 19 h 30.
PALAIS DES GLACES (PETIT PALAIS) (48-03-11-36). *Kilowatt* : 20 h 15. *O Les Vamps* : 21 h 30.
PALAIS ROYAL (42-97-59-81). *O Louis Jouvet*, le grand Rencart du Palais Royal : 14 h 30. *Elle le spectacle continue* : Raymond Devos : 20 h 30.
POCHE-MONTPARNASSE (45-48-92-97). *Salle I. O Le Plus heureux des trois* : 21 h.
PORTÉ SAINT-MARTIN (46-07-37-53). *Téor* : 20 h 30.
RANELAGH (42-88-44-44). *L'Etrange* : 20 h 30.
RENAISSANCE (42-08-19-50). *A la santé, Dorothee* : 20 h 45.
ROSEAU-THÉÂTRE (42-71-30-20). *Le Lait* : 20 h 30.
SAINT-GEORGES (48-74-43-47). *Drôle de couple* : 20 h 30.
SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93). *L'Ex-Femme de ma vie* : 20 h 30.
SQUARE RELIANE (43-79-90-00). *Baroque* : 17 h 30.
THÉÂTRE DE DIX HEURES (43-64-35-90). *O Paradiers, n'ont de Va donc mettre au lit tes ratures* : 20 h 30. *Brassens*, Bré : 22 h.
THÉÂTRE DE L'EST PARISIEN (43-64-35-90). *O Résistible Association d'Arturo Uti* : 20 h 30.
THÉÂTRE DE L'OMBRÉ QUI ROULE (43-26-29-61). *Le Monologue de Molly Bloom*, d'après Ulysses : 21 h.
THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). *Salle II. O Salomé* : 20 h 30.
THÉÂTRE DU BEL AIR (43-46-91-93). *Les Baux et Forés* : 20 h 30.
THÉÂTRE MODERNE (43-59-39-39). *O L'Ex-Femme de ma vie* : 20 h 30.
THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15). *Théâtre Gérard Philou* : 20 h 30.
THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-60). *Grand* : 20 h 30.
THÉÂTRE RENAUD-BARRAULT (42-56-60-70). *Grande salle. Le Retour au désert. Festival d'automne à Paris 1988* : 20 h 30.
TINTAMARRE (48-57-33-82). *Barthélemy* : 19 h. *Les majorettes se cachent pour mourir* : 21 h 30.
TOURTOUR (48-57-82-48). *Identités* : 20 h 30.
TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). *Rifioles dans les labours* : 21 h.
VARIÉTÉS (42-33-09-92). *Le Saut du lit* : 20 h 30.

GOOD MORNING VIETNAM (A., v.a.). *Forum Horizon*, 1 (45-08-51-57) : 14 Juillet, Odéon, 6 (43-25-59-83) : Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-92-82) : UGC Biarritz, 9 (45-62-40-40) : 14 Juillet, Bastille, 11 (43-57-90-61) : 14 Juillet, Beaugrenelle, 13 (45-75-79-79) : Biennelle Montparnasse, 15 (45-44-57-34) : v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) : Fauvette, 13 (43-21-56-36) : Mistrail, 14 (45-39-52-43) : Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) : Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).
LE GRAND BLEU (Fr., v.a.). *Publics Champs-Élysées*, 8 (47-20-76-23) : Kinoparadise, 15 (43-06-50-50) : v.f. : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) : Rex (Le Grand Rex), 2 (42-36-83-93) : Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) : Les Montparnasse, 14 (43-27-55-77).
LE GRAND CHEMIN (Fr.). *Lucernaire*, 6 (45-44-57-34) : George V, 8 (45-62-41-66).
LA GUERRE D'ANNÉE (A., v.a.). *Forum Orient Express*, 1 (42-33-42-26) : Elysées Lincoln, 6 (43-59-92-82) : v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52).
HAÏSPRAY (A., v.a.). *Épée de Bois*, 5 (43-57-57-47).
HOMEROV (A., v.a.). *Forum Orient Express*, 1 (42-33-42-26) : Épée de Bois, 5 (43-57-57-47) : UGC Randonnée, 6 (45-74-94-94) : Le Triomphe, 6 (45-62-45-76).
L'HOMME QUE J'AI TUÉ (A., v.a.). *Utopia Champollion*, 5 (43-26-84-65).
HOTEL TERMINUS (Fr., v.a.). *Le Saint-Germain-des-Prés*, Salle G. de Beaugrenelle, 6 (43-22-87-27) : Elysées Lincoln, 6 (43-59-92-82) : Sept Parvenues, 14 (43-20-32-20) : Convention Saint-Charles, 15 (45-75-79-79) : Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).
INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÉTÉ (A., v.a.). *Cinéma*, 6 (46-33-10-07) : Trois Parvenues, 14 (43-20-30-19).
IRONWEED (A., v.a.). *UGC Odéon*, 6 (43-25-10-30) : UGC Biarritz, 9 (45-62-40-40) : v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94).
LA LECTRICITÉ (Fr.). *Forum Arc-en-Ciel*, 1 (42-97-53-74) : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) : Pathé Hautes-Fr., 6 (46-33-10-07) : Sept Parvenues, 14 (43-20-32-20) : Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-87-35-43) : UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) : Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) : Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) : UGC Opéra, 9 (45-74-95-40) : Les Nations, 12 (43-43-04-67) : UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) : UGC Clichy, 18 (45-22-47-94) : Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).
LA LOI DU DESIR (**). (Esp., v.a.). *Les Trois Luxembourgs*, 6 (46-33-10-07).
MASQUERADE (A., v.a.). *Forum Horizon*, 1 (45-08-51-57) : Saint-Michel, 9 (43-26-79-17) : Publics Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23).
MÈRE TERESA (Brit., v.a.). *Épée de Bois*, 5 (43-57-57-47).
MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.a.). *14 Juillet*, Odéon, 6 (43-25-59-83).
MIDNIGHT RUN (A., v.a.). *Cité Beaugrenelle*, 13 (45-75-79-79) : UGC Biarritz, 9 (45-62-40-40) : UGC Ermitage, 6 (45-63-16-16) : La Bastille, 11 (43-57-90-61) : 14 Juillet, Beaugrenelle, 13 (45-75-79-79) : UGC Maillot, 17 (47-48-06-06) : v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) : UGC Montparnasse, 14 (43-20-12-06) : UGC Opéra, 9 (45-74-95-40) : Les Nations, 12 (43-43-04-67) : UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) : UGC Clichy, 18 (45-22-47-94) : Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).
LA PETITE AMIE (Fr.). *Pathé Marignan-Concorde*, 9 (43-59-92-82).
PIÈGE DE CRISTAL (A., v.a.). *Forum Horizon*, 1 (45-08-51-57) : UGC Danton, 6 (42-25-10-30) : UGC Normandie, 6 (45-63-16-16) : Rex, 2 (42-36-83-93) : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) : Pathé Opéra, 9 (47-42-56-31) : UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) : UGC Clichy, 18 (45-22-47-94) : Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).
PRÉSIDENT (A., v.a.). *George V*, 8 (45-62-41-66) : Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-92-82) : Sept Parvenues, 14 (43-20-32-20) : Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-87-35-43) : UGC Opéra, 9 (47-42-56-31) : Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).
PUBLICORÉ (Fr.). *Épée de Bois*, 5 (43-57-57-47).
QUELQUES JOURS AVEC MOI (Fr.). *Forum Orient Express*, 1 (42-33-42-26) : UGC Danton, 6 (42-25-10-30) : UGC Normandie, 6 (45-63-16-16) : Mistrail, 14 (45-39-52-43) : UGC Biarritz, 9 (45-62-40-40) : UGC Opéra, 9 (47-42-56-31) : UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) : UGC Clichy, 18 (45-22-47-94) : Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).
SALAM BOHAY 1 (Indo-Fr., v.a.). *Gaumont Les Halles*, 1 (40-26-12-12) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) : Cité Beaugrenelle, 13 (45-75-79-79) : Biennelle Montparnasse, 15 (45-44-57-34) : v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) : UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) : UGC Clichy, 18 (45-22-47-94) : Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).
LA RECONSTITUTION (de Bernard Noël). *Gaumont Opéra*, 2 (47-42-60-33) : UGC Opéra, 9 (47-42-56-31) : UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) : UGC Clichy, 18 (45-22-47-94) : Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

90-811 : Gaumont Parnasse, 14 (43-25-30-40) : v.f. : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33).
SAMMY ET ROSIE S'ENVOIENT EN L'AIR (Brit., v.a.). *Cinéma*, 6 (46-33-10-07).
SAVANNAH (Fr.). *Utopia Champollion*, 5 (43-26-84-65).
TERRE SACRÉE (Fr., v.a.). *Laites*, 6 (42-78-47-86).
TROIS SŒURS (Il.-Fr.-All., v.a.). *Cité Beaugrenelle*, 13 (45-75-79-79) : Pathé Hautes-Fr., 6 (46-33-10-07) : Gaumont Ambassade, 9 (43-59-19-08) : Les Trois Balzes, 9 (45-61-10-60) : La Bastille, 11 (43-54-07-76) : Gaumont Parnasse, 14 (43-25-30-40) : v.f. : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) : Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37) : Gaumont Convention, 15 (48-28-45-27).
UN MONDE À PART (A., v.a.). *Gaumont Les Halles*, 1 (40-26-12-12) : Cité Beaugrenelle, 13 (45-75-79-79) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-10-07) : UGC Odéon, 6 (43-25-10-30) : UGC Biarritz, 9 (45-62-40-40) : UGC Opéra, 9 (45-74-95-40) : UGC Clichy, 18 (45-22-47-94) : Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).
UN PRINCE A NEW YORK (A., v.a.). *Forum Orient Express*, 1 (42-33-42-26) : George V, 8 (45-62-41-66) : Pathé Marignan-Concorde, 9 (43-59-92-82) : UGC Opéra, 9 (47-42-56-31) : UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) : Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) : Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) : UGC Opéra, 9 (45-74-95-40) : Les Nations, 12 (43-43-04-67) : UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) : UGC Clichy, 18 (45-22-47-94) : Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).
LAUTRE NUIT. Film français de Jean-Pierre Limonin : *Forum Arc-en-Ciel*, 1 (42-97-53-74) : Les Trois Balzes, 9 (45-61-10-60) : Sept Parvenues, 14 (43-20-32-20) : Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) : Miramar, 14 (43-20-32-20) : Gaumont Convention, 15 (48-28-45-27) : Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01).
LEINCESTE. LA CONSPIRATION DES OREILLES BOUCHEES. Film français de Carole Roussopoulos, v.a. : *L'Entrepre*, 14 (45-43-41-63).
LE REPAS DU DRAGON. Film allemand de Jan Schütte, v.a. : *Forum Arc-en-Ciel*, 1 (42-97-53-74) : Saint-André-des-Arts II, 6 (43-26-80-25) : Biennelle Montparnasse, 15 (45-44-57-34).
STORMY MONDAY. Film anglo-américain de Mike Figgis, v.a. : *Gaumont Les Halles*, 1 (40-26-12-12) : Saint-Michel, 9 (43-26-79-17) : Gaumont Ambassade, 9 (43-59-19-08) : Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) : v.f. : Breagne, 6 (42-32-57-77) : Pathé Français, 9 (47-70-33-88) : Fauvette, 13 (43-21-56-36) : (43-31-60-74) : Gaumont Convention, 15 (48-28-45-27) : Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) : Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).
LE TEST. Film français d'Aran Zacharias, v.a. : *Studio de la Harpe*, 5 (42-34-25-52).
LE TOCIN DE TCHERNOMYL. Film soviétique de Rolan Serganov, v.a. : *Studio 43*, 9 (47-70-63-40).

L'ANNÉE DERNIÈRE À MARIENBAD (Fr.). *Pathé*, 9 (43-54-15-04).
LES ARISTOCRATES (A., v.f.). *Cinéma*, 6 (46-33-10-07).
ASSASSINS ET VOLEURS (Fr.). *Reflex Logos II*, 9 (43-54-42-34).
AUTOPSIE D'UN MEURTRE (A., v.a.). *Utopia Champollion*, 5 (43-26-84-65).
LE BAL DES VAMPIRES (A., v.a.). *Accatone (ex Studio Cujas)*, 5 (46-33-86-86).
BAMBE (A., v.f.). *Cinéma*, 6 (46-33-10-07).
LA BELLE ENSORCELEUSE (A., v.a.). *Action Ecoles*, 5 (43-25-72-07).
BIENVENUE MR CHANCE (A., v.a.). *Accatone (ex Studio Cujas)*, 5 (46-33-86-86).
BIRDY (A., v.a.). *Studio Galand*, 5 (43-54-72-71).
BRADDOCK (**). (A., v.f.). *Hollywood Boulevard*, 9 (47-70-63-40).
BRAZIER (Brit., v.a.). *Studio Galand*, 5 (43-54-72-71).
CERTAINS L'AIMENT CHAUD (A., v.a.). *Action Christine*, 6 (43-29-11-30).
LES COMPÈRES (Fr.). *Club*, 9.
CRUISING (**). (A., v.a.). *Accatone (ex Studio Cujas)*, 5 (46-33-86-86).
LES DAMNÉS (**). (Il.-A., v.a.). *Accatone (ex Studio Cujas)*, 5 (46-33-86-86).
DIRTY DANCING (A., v.a.). <

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté du samedi-matin. Signification des symboles : **P** : Programmé dans le Monde radio-télévision • **C** : Film à éviter • **On peut voir** : Ne pas manquer • **à** : Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 11 octobre

TF 1

20.40 **Cinéma** : le Cavalier électrique ■ Film américain de Sydney Pollack (1979). Avec Robert Redford, Jane Fonda, Valérie Perrin. Un ancien champion de rodéo est devenu l'homme-éponge d'une marque de céréales et s'exhibe dans des spectacles publicitaires. Un jour, à Las Vegas, il s'aperçoit que le cheval qu'il doit monter a été drogué. Il s'enfuit avec lui vers les montagnes et les plaines de l'Utah. Un sujet très original, un ton satirique et une œuvre de qualité. **22.40 Magazine** : Ciel mon mardi ! Présenté par Christophe Dechavanne. Invité : André Dussolier. 6.10 Journal et Météo. 6.30 Magazines : Livres en tête. 6.40 Documentaire : Histoire des inventions. 1.30 Feuilleton : Les Mousquetaires et les Pions. 1.55 Documentaire : Les stellers du réve. 2.45 Documentaire : Histoires naturelles. 4.35 Musique. 4.40 Documentaire : Histoires naturelles.

A 2

20.35 **Cinéma** : Mon oncle Benjamin ■ Film français d'Edouard Molinaro (1969). Avec Jacques Brel, Claude Jade, Rosy Varte. En 1750, à Clamecy, un médecin de campagne, ami des pauvres, ennemi des riches, amoureux de bon vin et de jolies filles, essaie d'échapper au mariage et s'attire une mauvaise affaire avec un marquis. Adaptation sous forme de récit pittoresque d'un roman de Claude Tillier. **22.15 Flash d'informations**. 22.45 Documentaire : Brel, entre autres. 23.00 Documentaire : Histoire des inventions. 1.30 Feuilleton : Les Mousquetaires et les Pions. 1.55 Documentaire : Les stellers du réve. 2.45 Documentaire : Histoires naturelles. 4.35 Musique. 4.40 Documentaire : Histoires naturelles.

FR 3

20.30 **Cinéma** : la Loi selon Harry ■ Film américain de Bruce Geller (1973). Avec James Coburn, Michael Sarrazin, Trish Van Devere. Un jeune voleur débutant et la jeune fille qu'il a essayée de dévaliser deviennent les élèves de deux détectives professionnels qui leur apprennent tout les trucs du métier. Ce curieux film, à la fois « documentaire » et « fable sociale » sur l'Amérique des années 70, est resté, jusqu'à présent, inédit en France. **22.20 Journal**. **22.45 Télévision régionale**.

CANAL PLUS

20.30 **Cinéma** : Association de maléfices ■ Film français de Claude Zidi (1986). Avec François Cluzet, Christophe Malavoy, Jean-Pierre Buisson. **22.10 Flash d'informations**. **22.15 Cinéma** : l'Assommoir d'après Zola ■ Film américain de Michael Cimino (1983). Avec Mickey Rourke, John Lone, Ariane (v.o.). **0.25 Cinéma** : Fox à tuer ■ Film américain de David Semel (1986). Avec Klaus Kinski, Talia Balsam.

Mercredi 12 octobre

TF 1

13.30 **Météo** et **Bourse**. 13.40 **Feuilleton** : Côte Ouest. 14.35 **Cinéma** : Dorothée après l'école. 17.45 **Série** : Chien 13.35 **Arts de recherche**. 18.50 **Feuilleton** : Santa-Barbara. 19.20 **Jeu** : La roue de la fortune. 19.50 **Tirage** du Tac-O-Tac. 20.00 **Journal**, **Météo** et **Tapis vert**. 20.40 **Tirage** du Loterie. 20.45 **Variétés** : Sacre sacré. Émission présentée par Jean-Pierre Foucault. 22.35 **Documentaire** : De Gaulle en l'éclair de Jean Labit, d'après l'œuvre de Jean Lacouture. 3. Déniches algériennes. 23.35 **Journal** et **Météo**. 23.55 **Variétés** : Wix qui peut. De 0.40 à 0.57 **Rediffusions** : 0.40 Documentaire : Histoire des inventions. 1.30 Feuilleton : Les Mousquetaires et les Pions. 1.55 Documentaire : Les stellers du réve. 2.50 Documentaire : Histoires naturelles. 4.30 **Musique**. 4.50 Documentaire : Histoires naturelles.

A 2

13.45 **Feuilleton** : Jours de gloire. 14.30 **Magazine** : Champs des glaces. 17.15 **Magazine** : Graffiti 5-15. 17.55 **Série** : L'homme qui tombe à pic. 18.45 **Jeu** : Des chiffres et des lettres. 19.05 **INC**. 19.10 **Saguenay 98**. Opération Éverest, présentée par Didier Régier et Alain Valentin. 19.30 **Flash d'informations**. 19.35 **Plaisir de rire** : La baby-sitter. 20.00 **Journal** et **Météo**. 20.35 **Téléfilm** : Maudie. 20.40 **Journal** et **Météo**. 21.10 **Journal** et **Météo**. 21.15 **Journal** et **Météo**. 21.20 **Journal** et **Météo**. 21.25 **Journal** et **Météo**. 21.30 **Journal** et **Météo**. 21.35 **Journal** et **Météo**. 21.40 **Journal** et **Météo**. 21.45 **Journal** et **Météo**. 21.50 **Journal** et **Météo**. 21.55 **Journal** et **Météo**. 22.00 **Journal** et **Météo**. 22.05 **Journal** et **Météo**. 22.10 **Journal** et **Météo**. 22.15 **Journal** et **Météo**. 22.20 **Journal** et **Météo**. 22.25 **Journal** et **Météo**. 22.30 **Journal** et **Météo**. 22.35 **Journal** et **Météo**. 22.40 **Journal** et **Météo**. 22.45 **Journal** et **Météo**. 22.50 **Journal** et **Météo**. 22.55 **Journal** et **Météo**. 23.00 **Journal** et **Météo**. 23.05 **Journal** et **Météo**. 23.10 **Journal** et **Météo**. 23.15 **Journal** et **Météo**. 23.20 **Journal** et **Météo**. 23.25 **Journal** et **Météo**. 23.30 **Journal** et **Météo**. 23.35 **Journal** et **Météo**. 23.40 **Journal** et **Météo**. 23.45 **Journal** et **Météo**. 23.50 **Journal** et **Météo**. 23.55 **Journal** et **Météo**. 24.00 **Journal** et **Météo**. 24.05 **Journal** et **Météo**. 24.10 **Journal** et **Météo**. 24.15 **Journal** et **Météo**. 24.20 **Journal** et **Météo**. 24.25 **Journal** et **Météo**. 24.30 **Journal** et **Météo**. 24.35 **Journal** et **Météo**. 24.40 **Journal** et **Météo**. 24.45 **Journal** et **Météo**. 24.50 **Journal** et **Météo**. 24.55 **Journal** et **Météo**. 25.00 **Journal** et **Météo**. 25.05 **Journal** et **Météo**. 25.10 **Journal** et **Météo**. 25.15 **Journal** et **Météo**. 25.20 **Journal** et **Météo**. 25.25 **Journal** et **Météo**. 25.30 **Journal** et **Météo**. 25.35 **Journal** et **Météo**. 25.40 **Journal** et **Météo**. 25.45 **Journal** et **Météo**. 25.50 **Journal** et **Météo**. 25.55 **Journal** et **Météo**. 26.00 **Journal** et **Météo**. 26.05 **Journal** et **Météo**. 26.10 **Journal** et **Météo**. 26.15 **Journal** et **Météo**. 26.20 **Journal** et **Météo**. 26.25 **Journal** et **Météo**. 26.30 **Journal** et **Météo**. 26.35 **Journal** et **Météo**. 26.40 **Journal** et **Météo**. 26.45 **Journal** et **Météo**. 26.50 **Journal** et **Météo**. 26.55 **Journal** et **Météo**. 27.00 **Journal** et **Météo**. 27.05 **Journal** et **Météo**. 27.10 **Journal** et **Météo**. 27.15 **Journal** et **Météo**. 27.20 **Journal** et **Météo**. 27.25 **Journal** et **Météo**. 27.30 **Journal** et **Météo**. 27.35 **Journal** et **Météo**. 27.40 **Journal** et **Météo**. 27.45 **Journal** et **Météo**. 27.50 **Journal** et **Météo**. 27.55 **Journal** et **Météo**. 28.00 **Journal** et **Météo**. 28.05 **Journal** et **Météo**. 28.10 **Journal** et **Météo**. 28.15 **Journal** et **Météo**. 28.20 **Journal** et **Météo**. 28.25 **Journal** et **Météo**. 28.30 **Journal** et **Météo**. 28.35 **Journal** et **Météo**. 28.40 **Journal** et **Météo**. 28.45 **Journal** et **Météo**. 28.50 **Journal** et **Météo**. 28.55 **Journal** et **Météo**. 29.00 **Journal** et **Météo**. 29.05 **Journal** et **Météo**. 29.10 **Journal** et **Météo**. 29.15 **Journal** et **Météo**. 29.20 **Journal** et **Météo**. 29.25 **Journal** et **Météo**. 29.30 **Journal** et **Météo**. 29.35 **Journal** et **Météo**. 29.40 **Journal** et **Météo**. 29.45 **Journal** et **Météo**. 29.50 **Journal** et **Météo**. 29.55 **Journal** et **Météo**. 30.00 **Journal** et **Météo**. 30.05 **Journal** et **Météo**. 30.10 **Journal** et **Météo**. 30.15 **Journal** et **Météo**. 30.20 **Journal** et **Météo**. 30.25 **Journal** et **Météo**. 30.30 **Journal** et **Météo**. 30.35 **Journal** et **Météo**. 30.40 **Journal** et **Météo**. 30.45 **Journal** et **Météo**. 30.50 **Journal** et **Météo**. 30.55 **Journal** et **Météo**. 31.00 **Journal** et **Météo**. 31.05 **Journal** et **Météo**. 31.10 **Journal** et **Météo**. 31.15 **Journal** et **Météo**. 31.20 **Journal** et **Météo**. 31.25 **Journal** et **Météo**. 31.30 **Journal** et **Météo**. 31.35 **Journal** et **Météo**. 31.40 **Journal** et **Météo**. 31.45 **Journal** et **Météo**. 31.50 **Journal** et **Météo**. 31.55 **Journal** et **Météo**. 32.00 **Journal** et **Météo**. 32.05 **Journal** et **Météo**. 32.10 **Journal** et **Météo**. 32.15 **Journal** et **Météo**. 32.20 **Journal** et **Météo**. 32.25 **Journal** et **Météo**. 32.30 **Journal** et **Météo**. 32.35 **Journal** et **Météo**. 32.40 **Journal** et **Météo**. 32.45 **Journal** et **Météo**. 32.50 **Journal** et **Météo**. 32.55 **Journal** et **Météo**. 33.00 **Journal** et **Météo**. 33.05 **Journal** et **Météo**. 33.10 **Journal** et **Météo**. 33.15 **Journal** et **Météo**. 33.20 **Journal** et **Météo**. 33.25 **Journal** et **Météo**. 33.30 **Journal** et **Météo**. 33.35 **Journal** et **Météo**. 33.40 **Journal** et **Météo**. 33.45 **Journal** et **Météo**. 33.50 **Journal** et **Météo**. 33.55 **Journal** et **Météo**. 34.00 **Journal** et **Météo**. 34.05 **Journal** et **Météo**. 34.10 **Journal** et **Météo**. 34.15 **Journal** et **Météo**. 34.20 **Journal** et **Météo**. 34.25 **Journal** et **Météo**. 34.30 **Journal** et **Météo**. 34.35 **Journal** et **Météo**. 34.40 **Journal** et **Météo**. 34.45 **Journal** et **Météo**. 34.50 **Journal** et **Météo**. 34.55 **Journal** et **Météo**. 35.00 **Journal** et **Météo**. 35.05 **Journal** et **Météo**. 35.10 **Journal** et **Météo**. 35.15 **Journal** et **Météo**. 35.20 **Journal** et **Météo**. 35.25 **Journal** et **Météo**. 35.30 **Journal** et **Météo**. 35.35 **Journal** et **Météo**. 35.40 **Journal** et **Météo**. 35.45 **Journal** et **Météo**. 35.50 **Journal** et **Météo**. 35.55 **Journal** et **Météo**. 36.00 **Journal** et **Météo**. 36.05 **Journal** et **Météo**. 36.10 **Journal** et **Météo**. 36.15 **Journal** et **Météo**. 36.20 **Journal** et **Météo**. 36.25 **Journal** et **Météo**. 36.30 **Journal** et **Météo**. 36.35 **Journal** et **Météo**. 36.40 **Journal** et **Météo**. 36.45 **Journal** et **Météo**. 36.50 **Journal** et **Météo**. 36.55 **Journal** et **Météo**. 37.00 **Journal** et **Météo**. 37.05 **Journal** et **Météo**. 37.10 **Journal** et **Météo**. 37.15 **Journal** et **Météo**. 37.20 **Journal** et **Météo**. 37.25 **Journal** et **Météo**. 37.30 **Journal** et **Météo**. 37.35 **Journal** et **Météo**. 37.40 **Journal** et **Météo**. 37.45 **Journal** et **Météo**. 37.50 **Journal** et **Météo**. 37.55 **Journal** et **Météo**. 38.00 **Journal** et **Météo**. 38.05 **Journal** et **Météo**. 38.10 **Journal** et **Météo**. 38.15 **Journal** et **Météo**. 38.20 **Journal** et **Météo**. 38.25 **Journal** et **Météo**. 38.30 **Journal** et **Météo**. 38.35 **Journal** et **Météo**. 38.40 **Journal** et **Météo**. 38.45 **Journal** et **Météo**. 38.50 **Journal** et **Météo**. 38.55 **Journal** et **Météo**. 39.00 **Journal** et **Météo**. 39.05 **Journal** et **Météo**. 39.10 **Journal** et **Météo**. 39.15 **Journal** et **Météo**. 39.20 **Journal** et **Météo**. 39.25 **Journal** et **Météo**. 39.30 **Journal** et **Météo**. 39.35 **Journal** et **Météo**. 39.40 **Journal** et **Météo**. 39.45 **Journal** et **Météo**. 39.50 **Journal** et **Météo**. 39.55 **Journal** et **Météo**. 40.00 **Journal** et **Météo**. 40.05 **Journal** et **Météo**. 40.10 **Journal** et **Météo**. 40.15 **Journal** et **Météo**. 40.20 **Journal** et **Météo**. 40.25 **Journal** et **Météo**. 40.30 **Journal** et **Météo**. 40.35 **Journal** et **Météo**. 40.40 **Journal** et **Météo**. 40.45 **Journal** et **Météo**. 40.50 **Journal** et **Météo**. 40.55 **Journal** et **Météo**. 41.00 **Journal** et **Météo**. 41.05 **Journal** et **Météo**. 41.10 **Journal** et **Météo**. 41.15 **Journal** et **Météo**. 41.20 **Journal** et **Météo**. 41.25 **Journal** et **Météo**. 41.30 **Journal** et **Météo**. 41.35 **Journal** et **Météo**. 41.40 **Journal** et **Météo**. 41.45 **Journal** et **Météo**. 41.50 **Journal** et **Météo**. 41.55 **Journal** et **Météo**. 42.00 **Journal** et **Météo**. 42.05 **Journal** et **Météo**. 42.10 **Journal** et **Météo**. 42.15 **Journal** et **Météo**. 42.20 **Journal** et **Météo**. 42.25 **Journal** et **Météo**. 42.30 **Journal** et **Météo**. 42.35 **Journal** et **Météo**. 42.40 **Journal** et **Météo**. 42.45 **Journal** et **Météo**. 42.50 **Journal** et **Météo**. 42.55 **Journal** et **Météo**. 43.00 **Journal** et **Météo**. 43.05 **Journal** et **Météo**. 43.10 **Journal** et **Météo**. 43.15 **Journal** et **Météo**. 43.20 **Journal** et **Météo**. 43.25 **Journal** et **Météo**. 43.30 **Journal** et **Météo**. 43.35 **Journal** et **Météo**. 43.40 **Journal** et **Météo**. 43.45 **Journal** et **Météo**. 43.50 **Journal** et **Météo**. 43.55 **Journal** et **Météo**. 44.00 **Journal** et **Météo**. 44.05 **Journal** et **Météo**. 44.10 **Journal** et **Météo**. 44.15 **Journal** et **Météo**. 44.20 **Journal** et **Météo**. 44.25 **Journal** et **Météo**. 44.30 **Journal** et **Météo**. 44.35 **Journal** et **Météo**. 44.40 **Journal** et **Météo**. 44.45 **Journal** et **Météo**. 44.50 **Journal** et **Météo**. 44.55 **Journal** et **Météo**. 45.00 **Journal** et **Météo**. 45.05 **Journal** et **Météo**. 45.10 **Journal** et **Météo**. 45.15 **Journal** et **Météo**. 45.20 **Journal** et **Météo**. 45.25 **Journal** et **Météo**. 45.30 **Journal** et **Météo**. 45.35 **Journal** et **Météo**. 45.40 **Journal** et **Météo**. 45.45 **Journal** et **Météo**. 45.50 **Journal** et **Météo**. 45.55 **Journal** et **Météo**. 46.00 **Journal** et **Météo**. 46.05 **Journal** et **Météo**. 46.10 **Journal** et **Météo**. 46.15 **Journal** et **Météo**. 46.20 **Journal** et **Météo**. 46.25 **Journal** et **Météo**. 46.30 **Journal** et **Météo**. 46.35 **Journal** et **Météo**. 46.40 **Journal** et **Météo**. 46.45 **Journal** et **Météo**. 46.50 **Journal** et **Météo**. 46.55 **Journal** et **Météo**. 47.00 **Journal** et **Météo**. 47.05 **Journal** et **Météo**. 47.10 **Journal** et **Météo**. 47.15 **Journal** et **Météo**. 47.20 **Journal** et **Météo**. 47.25 **Journal** et **Météo**. 47.30 **Journal** et **Météo**. 47.35 **Journal** et **Météo**. 47.40 **Journal** et **Météo**. 47.45 **Journal** et **Météo**. 47.50 **Journal** et **Météo**. 47.55 **Journal** et **Météo**. 48.00 **Journal** et **Météo**. 48.05 **Journal** et **Météo**. 48.10 **Journal** et **Météo**. 48.15 **Journal** et **Météo**. 48.20 **Journal** et **Météo**. 48.25 **Journal** et **Météo**. 48.30 **Journal** et **Météo**. 48.35 **Journal** et **Météo**. 48.40 **Journal** et **Météo**. 48.45 **Journal** et **Météo**. 48.50 **Journal** et **Météo**. 48.55 **Journal** et **Météo**. 49.00 **Journal** et **Météo**. 49.05 **Journal** et **Météo**. 49.10 **Journal** et **Météo**. 49.15 **Journal** et **Météo**. 49.20 **Journal** et **Météo**. 49.25 **Journal** et **Météo**. 49.30 **Journal** et **Météo**. 49.35 **Journal** et **Météo**. 49.40 **Journal** et **Météo**. 49.45 **Journal** et **Météo**. 49.50 **Journal** et **Météo**. 49.55 **Journal** et **Météo**. 50.00 **Journal** et **Météo**. 50.05 **Journal** et **Météo**. 50.10 **Journal** et **Météo**. 50.15 **Journal** et **Météo**. 50.20 **Journal** et **Météo**. 50.25 **Journal** et **Météo**. 50.30 **Journal** et **Météo**. 50.35 **Journal** et **Météo**. 50.40 **Journal** et **Météo**. 50.45 **Journal** et **Météo**. 50.50 **Journal** et **Météo**. 50.55 **Journal** et **Météo**. 51.00 **Journal** et **Météo**. 51.05 **Journal** et **Météo**. 51.10 **Journal** et **Météo**. 51.15 **Journal** et **Météo**. 51.20 **Journal** et **Météo**. 51.25 **Journal** et **Météo**. 51.30 **Journal** et **Météo**. 51.35 **Journal** et **Météo**. 51.40 **Journal** et **Météo**. 51.45 **Journal** et **Météo**. 51.50 **Journal** et **Météo**. 51.55 **Journal** et **Météo**. 52.00 **Journal** et **Météo**. 52.05 **Journal** et **Météo**. 52.10 **Journal** et **Météo**. 52.15 **Journal** et **Météo**. 52.20 **Journal** et **Météo**. 52.25 **Journal** et **Météo**. 52.30 **Journal** et **Météo**. 52.35 **Journal** et **Météo**. 52.40 **Journal** et **Météo**. 52.45 **Journal** et **Météo**. 52.50 **Journal** et **Météo**. 52.55 **Journal** et **Météo**. 53.00 **Journal** et **Météo**. 53.05 **Journal** et **Météo**. 53.10 **Journal** et **Météo**. 53.15 **Journal** et **Météo**. 53.20 **Journal** et **Météo**. 53.25 **Journal** et **Météo**. 53.30 **Journal** et **Météo**. 53.35 **Journal** et **Météo**. 53.40 **Journal** et **Météo**. 53.45 **Journal** et **Météo**. 53.50 **Journal** et **Météo**. 53.55 **Journal** et **Météo**. 54.00 **Journal** et **Météo**. 54.05 **Journal** et **Météo**. 54.10 **Journal** et **Météo**. 54.15 **Journal** et **Météo**. 54.20 **Journal** et **Météo**. 54.25 **Journal** et **Météo**. 54.30 **Journal** et **Météo**. 54.35 **Journal** et **Météo**. 54.40 **Journal** et **Météo**. 54.45 **Journal** et **Météo**. 54.50 **Journal** et **Météo**. 54.55 **Journal** et **Météo**. 55.00 **Journal** et **Météo**. 55.05 **Journal** et **Météo**. 55.10 **Journal** et **Météo**. 55.15 **Journal** et **Météo**. 55.20 **Journal** et **Météo**. 55.25 **Journal** et **Météo**. 55.30 **Journal** et **Météo**. 55.35 **Journal** et **Météo**. 55.40 **Journal** et **Météo**. 55.45 **Journal** et **Météo**. 55.50 **Journal** et **Météo**. 55.55 **Journal** et **Météo**. 56.00 **Journal** et **Météo**. 56.05 **Journal** et **Météo**. 56.10 **Journal** et **Météo**. 56.15 **Journal** et **Météo**. 56.20 **Journal** et **Météo**. 56.25 **Journal** et **Météo**. 56.30 **Journal** et **Météo**. 56.35 **Journal** et **Météo**. 56.40 **Journal** et **Météo**. 56.45 **Journal** et **Météo**. 56.50 **Journal** et **Météo**. 56.55 **Journal** et **Météo**. 57.00 **Journal** et **Météo**. 57.05 **Journal** et **Météo**. 57.10 **Journal** et **Météo**. 57.15 **Journal** et **Météo**. 57.20 **Journal** et **Météo**. 57.25 **Journal** et **Météo**. 57.30 **Journal** et **Météo**. 57.35 **Journal** et **Météo**. 57.40 **Journal** et **Météo**. 57.45 **Journal** et **Météo**. 57.50 **Journal** et **Météo**. 57.55 **Journal** et **Météo**. 58.00 **Journal** et **Météo**. 58.05 **Journal** et **Météo**. 58.10 **Journal** et **Météo**. 58.15 **Journal** et **Météo**. 58.20 **Journal** et **Météo**. 58.25 **Journal** et **Météo**. 58.30 **Journal** et **Météo**. 58.35 **Journal** et **Météo**. 58.40 **Journal** et **Météo**. 58.45 **Journal** et **Météo**. 58.50 **Journal** et **Météo**. 58.55 **Journal** et **Météo**. 59.00 **Journal** et **Météo**. 59.05 **Journal** et **Météo**. 59.10 **Journal** et **Météo**. 59.15 **Journal** et **Météo**. 59.20 **Journal** et **Météo**. 59.25 **Journal** et **Météo**. 59.30 **Journal** et **Météo**. 59.35 **Journal** et **Météo**. 59.40 **Journal** et <

ons « services »

هكذا من الأصل

Le Monde

SCIENCES ET MEDECINE

Déluges de Nîmes

La cité, réputée sèche et torride, a, plusieurs fois au cours des siècles, failli être emportée par les eaux.

DANS le dixième livre de ses *Centuries*, Nostradamus prédit : « Nîmes, eaux si hautement débordèrent qu'on croira Deucalion renaitre. Dans le colosse, la plupart fuiront ».

Ce colosse, c'est sans doute la tour Magne, qui est le point culminant de la ville. Ainsi donc cette cité, qui apparaît au premier abord comme sèche, sinon torride l'été, cette cité qui n'a ni fleuve, ni rivière, porte en elle depuis des siècles la légende de l'annonciation et de la menace des eaux.

Comme si une sorte de mémoire collective connaissait les réseaux hydrauliques qui cerrent la ville et qui courent sous elle. Ce n'est pas par hasard que Nîmes tient son nom de Nemaeus, divinité celtique, sans doute guérisseuse, à laquelle sa fontaine est consacrée. La source de la fontaine, pour Nîmes, c'est la vie : sans elle, pas de ville primitive ; sans elle, pas de sanctuaires romains importants ; sans elle, du Moyen Âge au dix-huitième siècle, pas d'industries textiles ; et sans elle, pas de jardin de la Fontaine, dont Voltaire disait qu'il était l'un des plus beaux lieux d'Europe. Mais sans elle aussi, point de saignée.

Tout s'organise autour de ce paisible bassin d'eau verte au pied d'une colline, elle-même dernière avancée du plateau calcaire qui occupe tout le nord de Nîmes. Rien de mystérieux : il s'agit

d'une source de type vauchusien, en relation avec le bassin de retenue souterraine et un vaste réseau de galeries enfouies, qui recueillent les pluies des garrigues sur 10 à 15 kilomètres au nord et au nord-ouest de la ville.

Dès le dix-huitième siècle, on connaissait le système de siphons,

de fissures plus ou moins larges et d'avens qui l'alimentent. Il y a moins d'un mois, une partie de ce système avait été asséchée pour permettre aux Gardois de visiter les entrailles de leur dieu, le temps d'un week-end.

Cette source a donc un débit directement lié aux précipitations les plus proches. Il peut varier d'une heure à l'autre, au gré des orages. Dans ces occasions, les Nîmois ont coutume d'aller se pencher au-dessus des parapets pour voir si « la Fontaine est arrivée ». C'est grâce à cette source aussi que purent s'installer le long du cours d'eau, dans une rue qui s'appelle à présent rue Nationale,

les teinturiers, les cardes, les fileurs de laine, de coton, de chanvre et de soie. L'eau de la source fut pendant longtemps l'énergie même de la ville et permit l'établissement des grandes fortunes textiles et la montée d'un capitalisme nîmois en majorité protestant.

Plus secrètement, la source alimente en profondeur un réseau de puits et envahit parfois les caves de certains commerçants du boulevard Victor-Hugo ou de la rue Générale-Perrier.

CHRISTIAN LIGER.

(Lire la suite page 20.)



LES GÈNES NOURRICIERS DE L'INRA

L'INAUGURATION en présence du président de la République du nouveau centre de biotechnologies de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) à Jouy-en-Josas (Yvelines), vendredi 7 octobre, a été le point d'orgue d'un projet né il y a cinq ans dans le cadre du programme mobilisateur national « Essor des biotechnologies », « Jouy 2000 », dont la construction et l'équipement ont coûté près de 100 millions de francs, accueillera dans ses laboratoires près de deux cent cinquante personnes. Réparties pour une petite moitié en chercheurs, pour l'autre en techniciens et ingénieurs, toutes bénéficieront d'une technologie de pointe : synthétiseurs d'acides nucléiques et de peptides, microscopes électroniques, trieur de cellules, pour ne citer que les appareils les plus sophistiqués.

L'objectif ? Comme le précise M. Guy Paillet, directeur général adjoint de l'INRA, il s'agit avant tout de mettre en œuvre « un véritable esprit d'entreprise dans l'animation de l'ensemble des laboratoires ». Ce pour « stimuler l'innovation » en regroupant, autour de l'utilisation des micro-organismes, des cellules ou de leurs constituants qui sont les biotechnologies, des équipes appartenant à des disciplines très différentes. Bref, dynamiser la recherche en production animale, avec en ligne de mire la maîtrise des grandes fonctions biologiques, reproduction et alimentation.

Ce nouveau centre de l'INRA privilégiera très nettement la recherche fondamentale. A commencer par l'étude des fonctions physiologiques de la reproduction, un pôle de recherche traditionnel à Jouy-en-Josas, et que le génie génétique éclaire aujourd'hui sous un angle nouveau. En pénétrant au cœur même des cellules, les sondes moléculaires permettent en effet d'accéder directement

aux gènes qui contrôlent la synthèse et la libération des hormones impliquées dans la reproduction, ou encore de décrypter le fonctionnement des récepteurs cellulaires sur lesquels ces hormones viennent se fixer.

Un autre terrain d'étude

Toujours grâce aux progrès de la biologie moléculaire, la recherche et l'identification des gènes présentent un intérêt pour l'agronomie, comme par exemple la prolificité, la qualité de la viande porcine, ou encore les caractéristiques et les proportions des protéines du lait, sont aujourd'hui possibles. Se profile ainsi la création future d'animaux « transgéniques », c'est-à-dire aux gènes manipulés et transmissibles à leur descendance. En collaboration avec des industriels français et étrangers, les chercheurs de l'INRA tentent notamment de transformer les glandes mammaires en... usines biologiques pour les rendre capables de produire, à la place des protéines du lait, d'autres molécules d'intérêt alimentaire ou pharmaceutique.

Enfin, les scientifiques ont mis à leur programme la maîtrise génétique de la résistance aux maladies infectieuses et la mise au point de vaccins, dirigés contre les parasites et les virus intestinaux des animaux d'élevage. La recherche en génétique bactérienne, quant à elle, sera renforcée par l'arrivée à Jouy-en-Josas de nouvelles équipes, répondant ainsi au vœu exprimé par de nombreux professionnels de l'agro-alimentaire. Une manière de souligner que l'INRA n'oublie pas les impératifs des agriculteurs et des industriels, même si les recherches menées dans son nouveau centre se situent résolument en amont de leurs préoccupations directes.

CATHERINE VINCENT.

Le deuxième souffle du cœur artificiel

Les Américains relancent leurs travaux sur le cœur artificiel, selon eux « techniquement et cliniquement nécessaires ».

par Didier Lapeyre (*), O.H. Frazier (**) et P. Marion (***)

Il y a six ans, nous avions annoncé l'utilisation imminente des premières prothèses cardiaques en chirurgie humaine, et nous avions avancé les projections raisonnables que l'on pouvait faire, en l'état des recherches, quant à l'avenir à court terme de cette nouvelle possibilité thérapeutique.

Nous avons entendu quelques réactions critiques. A l'aube de l'an 2000, Prométhée n'était-il pas en train de se déchaîner et de préparer à l'humanité accablée par le progrès une nouvelle horreur technologique ? Ces prévisions ont pourtant été confirmées par ce que nous avons vu, et depuis lors, avec une rapidité surprenante, le concept du remplacement de la fonction cardiaque par un système mécanique prothétique s'est banalisé.

La première implantation du cœur Jarvik 7 sur Barney Clarke par William De Vries en décembre 1982 a suscité dans le public un grand espoir et a eu une immense répercussion médiatique. Elle était le résultat de vingt-cinq années de recherche et d'un travail expérimental considérable.

(*) Directeur du programme Cœur artificiel, Texas Heart Institute, Houston.

(**) Directeur du programme de transplantation cardiaque, Texas Heart Institute, Houston.

(***) Professeur honoraire à l'université de Lyon, ancien président de l'Académie de chirurgie.

qui démontrait la faisabilité du cœur artificiel. Malgré un succès technique indiscutable, le matériel utilisé devait cependant montrer très vite ses limites chez les cinq malades appareillés de façon définitive.

En effet, dans cette configuration d'utilisation permanente, la morbidité s'avérait lourde, faite d'hémorragies, d'embolies, d'infection, d'insuffisance rénale et de défaillance polyviscérale, sans compter les contraintes psychologiques majeures liées à un mode d'activation externe encombrant et bruyant qui enlevait au malade toute espérance de réhabilitation véritable.

A point nommé, la transplantation cardiaque allait donner une autre justification à l'utilisation du cœur artificiel. En effet, à peu près au même moment, cette technique retrouvait un second souffle du fait de la meilleure maîtrise du rejet immunologique (1).

Depuis lors, la qualité des résultats s'améliore régulièrement. Les listes d'attente s'allongent. Les équipes de transplantation déplorent que des malades meurent parce qu'un donneur n'a pas pu être trouvé à temps. Le support temporaire de la fonction cardiaque par le cœur artificiel devient dans ces cas une possibilité thérapeutique de sauvetage.

Au cours de ces quatre dernières années, la plupart des équipes de transplantation cardiaque n'ont donc pas hésité à l'utiliser. A ce jour, on relève déjà plus de cent cinquante observations

cliniques dans le monde, et il est donc déjà possible de faire un premier bilan.

Tout d'abord, le concept même de remplacement temporaire de la fonction cardiaque par le cœur artificiel dans l'attente d'une greffe paraît, d'ores et déjà, discutable pour une question de fond.

Les malades arrivés au stade où le support mécanique de la circulation sanguine devient indispensable pour leur survie sont dans un état précaire. Ces malades ne peuvent être transplantés avec une chance réelle de succès que si l'on parvient à améliorer leur état. Si le cœur artificiel permet souvent de rétablir une condition circulatoire satisfaisante, malheureusement son fonctionnement expose aux complications déjà citées, dont le risque augmente avec la durée d'application. Les résultats de la transplantation cardiaque après utilisation du cœur artificiel sont donc beaucoup moins bons que ceux que l'on observe lorsque la transplantation a pu être faite en première intention.

Certes, sur la dernière série mondiale, un tiers des malades ont pu être sauvés grâce au cœur artificiel. Les deux tiers qui sont morts ont emporté cependant avec eux de façon prématurée un organe précieux, et la perte d'un cœur greffé signifie aussi la mort d'un autre malade en attente qui aurait pu pourtant en profiter de façon plus avantageuse. Il existe là pour les transplantateurs un dilemme : la survie possible de quelques cas désespérés entraîne implicitement la mort de quelques autres qui le sont moins ou qui risquent de le devenir... Au bout du compte, et tous transplantés confondus, l'utilisation temporaire du cœur artificiel diminue le nombre des bons résultats.

En attendant le cœur artificiel idéal, les cliniciens seront donc amenés à réserver son utilisation à

des situations exceptionnelles, notamment à des malades qui figurent déjà sur une liste d'attente de transplantation et chez lesquels n'a été décelée aucune affection extra-cardiaque pouvant compromettre le succès de la greffe.

La réalisation de cœurs artificiels plus performants à utilisation temporaire n'est cependant pas la solution adaptée au problème du manque de donneurs. Tout au plus pourrait-elle conduire à l'embouteillage sur les listes d'attente, à des délais de plus en plus longs et, à la limite, à une situation absurde où la transplantation cardiaque ne pourrait plus être faite qu'en deuxième intention et dans de moins bonnes conditions.

En effet, une étude récente du National Institute of Health, organisme américain de la santé, montre que la transplantation cardiaque ne pourra jamais couvrir tout au plus 15 % à 20 % des besoins. Le maximum des transplantations possibles pour les Etats-Unis se situerait autour de 2 500 par an, chiffre qui devrait déjà être atteint en 1991. Il manquerait donc au minimum 12 500 donneurs par an dans ce pays.

La transplantation d'organes d'animaux - veaux, porcs ou singes - pose un problème immunologique gigantesque. Le professeur Jean Dausset, prix Nobel de médecine, le rappelait récemment. En dehors de ce problème immunologique, il faut aussi noter que la durée de vie de ces animaux est plus courte que celle de l'homme. Cette durée de vie est commandée par la programmation génétique. Même si tous ces problèmes biologiques fondamentaux pouvaient un jour être élucidés et maîtrisés, il n'est pas certain que cela soit une solution

moins onéreuse et plus éligante que l'utilisation d'un cœur artificiel permanent.

Au cours de ces quinze dernières années, les organismes fédéraux de la santé aux Etats-Unis ont donné la priorité à une solution séduisante qui consiste non pas à remplacer le cœur mais à l'aider par un ventricule mécanique d'appoint implanté dans l'abdomen, raccordé au cœur malade par deux tubes prothétiques et qui prend en charge en le court-circuitant une partie ou la totalité du travail du ventricule gauche.

Il apparaît aujourd'hui que ce concept d'assistance ventriculaire gauche repose sur des bases physiopathologiques incertaines et

que, dans la meilleure des hypothèses, il ne peut s'appliquer qu'à un petit nombre de malades. En effet les récentes données physiologiques et expérimentales montrent que le fonctionnement cardiaque est plus complexe qu'on ne le pensait lorsqu'il fut imaginé dans le début des années 70.

Dans le muscle cardiaque les deux ventricules sont intégrés en une seule entité fonctionnelle. La nature n'a conçu qu'un seul cœur, et non pas deux ventricules séparés capables de fonctionner indépendamment l'un de l'autre.

(Lire la suite page 21.)

(1) La cyclosporine, de façon instable, a bouleversé le traitement du rejet immunologique des greffes.

Pocket Mémor Philips
Votre Bloc-Note Electronique

Vous parlez peut-être plus vite que vous écrivez. Alors, pourquoi ne pas enregistrer vos notes, vos idées et vos correspondances sur Pocket Mémor Philips. Il enregistre instantanément et vous pouvez l'utiliser n'importe où. Pocket Mémor Philips - votre bloc-note électronique.

Philips - La Spécialité de la Clarté

Pour de plus amples renseignements, appelez votre revendeur habituel ou écrivez la carte ci-dessous.

Nom	Prénoms
Société	Adresse
Cadre postal	10

THY 71, Org. Grande Diffusion S, Square René Hyspanne - 75745, Paris Cedex 15. LMA 7

PHILIPS

Criquets : l'Afrique dévorée

L'invasion généralisée des acridiens, fléau prévisible et redouté, se répand sur la moitié nord de l'Afrique.

Il y a un mois, « toutes les conditions étaient réunies pour que l'invasion généralisée de la moitié nord de l'Afrique par les criquets pèlerins (*Schistocerca gregaria*) commence très prochainement » (le Monde du 13 septembre). Cette prédiction des experts français du PRIFAS (1) est en train de se réaliser. Depuis quelques jours, le Soudan, la Mauritanie et le Sénégal, sur lesquels s'abattent des essaims voraces, ont lancé des appels à l'aide. Le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, la Libye, le Nigeria et l'Arabie saoudite se préparent à une invasion qui risque d'être plus grave que celle que la plupart de ces pays ont subie pendant l'automne de 1987.

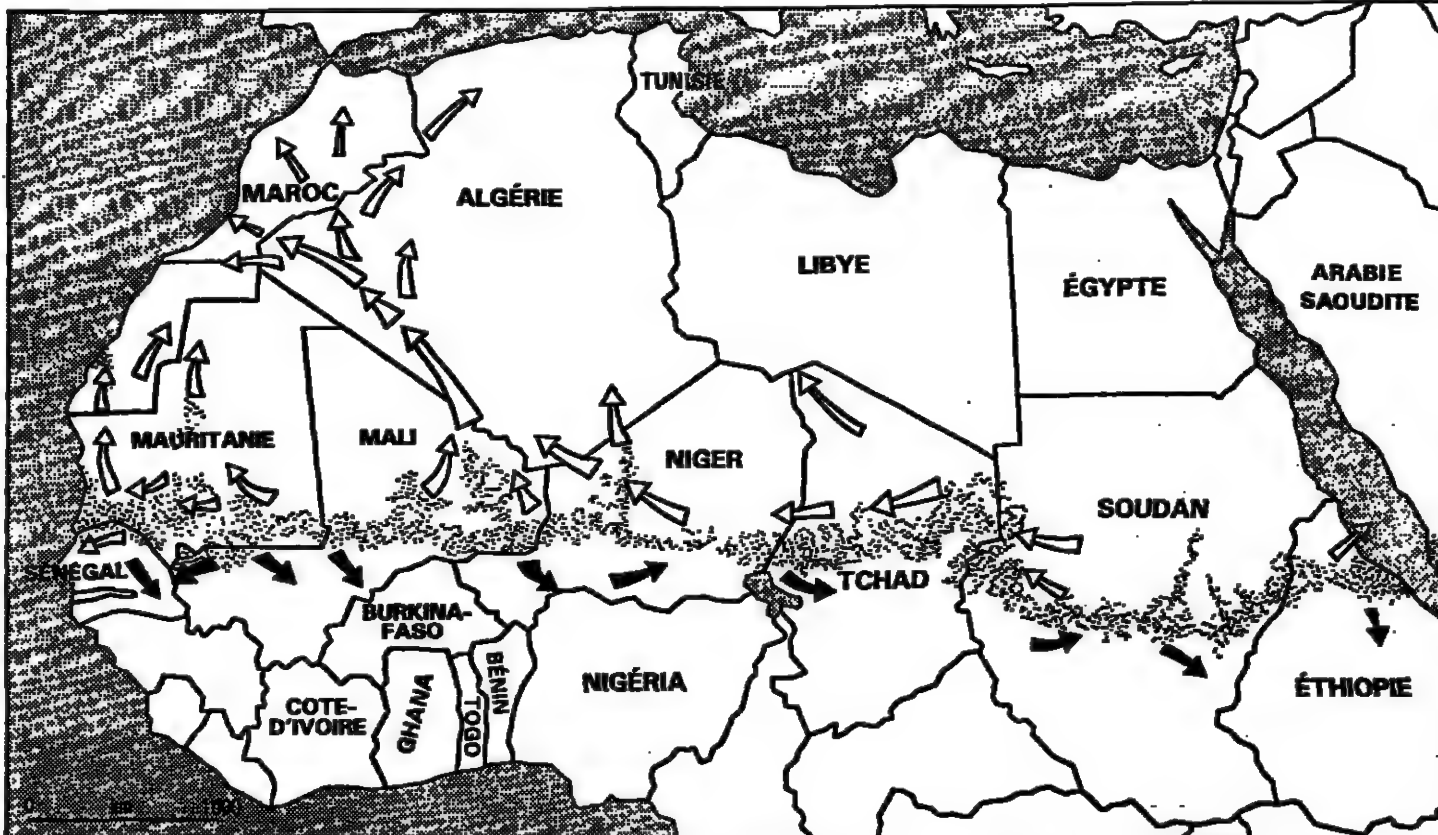
Bien que l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le PRIFAS aient tiré la sonnette d'alarme depuis 1986, la communauté internationale vient seulement d'admettre que les criquets pèlerins sont, à des stades différents, présents un peu partout dans la moitié nord de l'Afrique et qu'il faut vite passer d'une stratégie générale, seule apte à prévoir — éventuellement — le cours des choses. Les 13 et 14 octobre, au siège de la FAO à Rome, les pays donateurs vont se réunir pour définir une stratégie cohérente face à une situation qui devient de plus en plus complexe.

La situation actuelle est, en effet, très différente de celle de l'année dernière. En 1987, les criquets pèlerins, qui avaient pullulé en Éthiopie au tout début de l'été, étaient passés au Soudan, puis dans les massifs montagneux sahariens. À l'automne, ils étaient au Niger, au Mali, dans le sud de

l'Algérie et du Maroc, en Mauritanie. En février 1988, ils parvenaient dans le Maghreb. En mai dernier, ils sont « redescendus » vers le Sahel puis sont revenus au Tchad, au Soudan et dans le nord de l'Éthiopie. Pendant tout leur périple, ils ont laissé derrière eux des individus et des œufs en nombre important.

Actuellement, deux zones — on pourrait dire deux fronts — sont particulièrement menaçantes : celle du Sahel où les criquets pèlerins en sont à leur deuxième cycle de reproduction depuis le début (vers juin) d'une saison des pluies particulièrement abondante ; celle du Maghreb où les insectes vont arriver et se multiplier dans les quinze jours grâce aux pluies d'automne. En outre, dans un ou deux mois, le Burkina-Faso et le nord des pays riverains du golfe de Guinée (Côte-d'Ivoire, Bénin, Togo, Nigeria) pourraient, à leur tour, être touchés.

Toutefois, l'abondance de la végétation au Sahel pourrait, paradoxalement, constituer un piège où se prendrait une partie des criquets pèlerins. Les insectes sont, pour le moment, dans la zone des pâturages qui tapissent le nord du Sahel. L'herbe étant omniprésente, les essaims ont explosé en petits groupes couvrant quelques hectares ou quelques dizaines d'hectares, soit — peut-être — seulement 10 % du territoire concerné. Sur ces cibles, très dispersées, on compte plusieurs milliers de larves et plusieurs centaines d'individus ailés par mètre carré. Ces cibles pourraient être traitées une par une par hélicoptère ou petit avion. Surtout pas par des avions gros-porteurs qui



Évolution probable de la localisation des essaims de criquets pèlerins (*Schistocerca gregaria*) à la fin de septembre 1988. Localisation des sites (première génération du Sahel) et des larves (deuxième génération du Sahel). Flèches blanches : Déplacements probables des sites disponibles (première génération) en octobre 1988. Flèches noires : Déplacements probables des sites disponibles (deuxième génération) à partir de novembre 1988 et pendant les mois suivants. Source : PRIFAS.

« arroseraient » forcément toute la zone, exemptée de criquets pèlerins à 90 %, rappelle-t-elle.

Le garde-manger du Sahel

En outre, il faut espérer qu'une bonne partie des criquets pèlerins, prospérant dans le Sahel des pâturages, resteront sur place, où ils ont à manger à satiété, et n'émigreront pas ailleurs. De toute façon, si des criquets pèlerins s'envolent dans un mois ou deux vers le Sahel du Sud, celui des cultures, celles-ci seront alors récoltées et la saison sèche sera très dommageable aux essaims.

En revanche, il est quasi certain qu'une partie des insectes ailés du Sahel vont s'envoler pour le Maghreb dans une dizaine de jours. Au passage, ils s'ajouteront à ceux qui sont nés en Mauritanie. On en a d'ailleurs déjà vu dans l'extrême Sud marocain. D'autres iront aussi vers le Maghreb via le Mali et le Niger. Si les essaims ne sont pas trop nombreux, les pays du Maghreb, bien équipés, devraient être en mesure de les détruire en partie. Rappelons que, l'année dernière, ces pays ont combattu les criquets pèlerins avec une bonne efficacité.

Malheureusement, une partie des criquets pèlerins soumis au meilleur traitement possible en

réchappent toujours. On aura donc dans les prochains mois à faire face à une situation très diffuse beaucoup plus difficile à contrôler que celle où on a affaire à des concentrations d'insectes bien localisées. Il faut éviter à tout prix le saupoudrage — dans tous les sens du terme — des zones infestées. Or il est difficile aux pays donateurs et à la FAO de ne pas saupoudrer lorsque les demandes d'aide affluent de tous côtés. Certes, il est très urgent d'agir. Mais la FAO et les pays donateurs doivent impérative-

ment et très rapidement réfléchir avant de choisir sur quelle stratégie globale ils doivent fonder leur action.

YVONNE REBEYROL

(1) Anciennement Programme de recherches interdisciplinaires français sur les acridiens du Sahel, actuellement Acridologie opérationnelle — Ecoforces internationale, une des unités de recherche du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD). Malgré le changement de nom, le sigle PRIFAS continue à être utilisé pour désigner cette unité de recherche.

Demain

L'ENZYME « VERTE »

Des chercheurs de l'Institut de biologie moléculaire et du département de chimie et de biochimie de l'Université de Californie, à Los Angeles, viennent de déterminer la structure moléculaire tridimensionnelle de l'enzyme dénommée Rubisco. Cette enzyme, dont le nom entier est « ribulose-1,5-biphosphate carboxylase-oxygénase », est fondamentale car elle déclenche le processus de photosynthèse. Il a fallu à l'un des chercheurs, David Eisenberg, dix-huit ans d'efforts pour élucider la structure de cette enzyme, découverte en 1947, et composée de 37 792 atomes. La photosynthèse, que l'on a appelée le « moteur de la vie », est un processus chimique par lequel les plantes vertes synthétisent du sucre glucose à partir du gaz carbonique de l'air. Sucre qui est la source d'énergie de tous les organismes vivants de la biosphère.

La connaissance de la structure intime de l'enzyme Rubisco peut avoir d'importantes répercussions sur l'agriculture. Par des moyens de génie génétique susceptibles de modifier sa structure, il serait possible d'améliorer le rendement de la photosynthèse, donc d'augmenter la vitesse de croissance des plantes. Ce qui permettrait de combler peut-être une partie des besoins alimentaires d'une humanité toujours en expansion.

Déluges de Nîmes

(Suite de la page 19.)

L'un des paris et l'une des difficultés de la construction de la médiathèque-Musée d'art contemporain, conçue par Norman Foster face à la Maison carrée, fut de vaincre ce tissu hydraulique omniprésent : et l'une des imprudences d'autres promoteurs fut de creuser, plus près encore du canal principal, un parking, qui prétendait endiguer la poussée constante des eaux primitives. Les deux chantiers sont à présent noyés et pleins comme des bols.

Le cours historique des eaux

Le grossissement soudain de la source n'explique cependant pas à lui seul le cataclysme. Un autre phénomène s'y est ajouté, qui est celui des cadereaux. Un cadereau, c'est un lit de rivière à travers les garrigues : rivière sans eau et sans source, qui n'est là que pour recueillir occasionnellement les pluies d'orage. C'est le système des oueds : secs la plupart du temps, comme un vulgaire fossé, il peut, en quelques minutes, devenir un torrent boueux qui, d'affluent en affluent, dévale vers la plaine. Nîmes — la Nîmes du dix-neuvième siècle — était encadrée de deux cadereaux principaux à l'ouest et à l'est : celui de la route d'Alès et celui de la route d'Uzès. Lorsqu'un violent orage éclate sur les garrigues du nord, une partie des eaux s'engouffrent dans les fissures et avens, va alimenter la source, et l'eau dégringole vers la plaine par les cadereaux qui, dans leur état naturel, traversaient vignes et olivettes sans grand dommage.

L'urbanisation, les murs des villas, les contreforts des péripériques, les buses par lesquelles on les a forcés à passer il y a trente ans, lorsque la ville s'est étendue, ont changé tout cela : lors d'orages ordinaires, le système

suffit à absorber l'essentiel des eaux. Ce 3 octobre 1988, on a eu affaire à un orage arrêté pendant huit ou neuf heures au-dessus de la ville et de ses garrigues. La source de la Fontaine a grossi très largement : ce ne pouvait être que catastrophique. Mais les cadereaux arrivés aux limites de Nîmes se sont trouvés devant des voies prévues, ont cherché leur chemin naturel vers la plaine. Mais, cette fois-ci, à travers des villes, puis des rues et des avenues. Le cadereau de l'ouest a dévasté le cimetière protestant, refusé d'entrer dans les buses, pris deux avenues majeures, emportant jusqu'à des semi-remorques. C'est lui qui, en dégringolant dans la Fontaine, en a arraché les parapets et y a précipité des dizaines de voitures en grossissant les eaux de la source. Ensemble, cadereaux et sources ont dégringolé dans les canaux, les ont fait sauter et se sont répandus dans le centre-ville, retrouvant, là encore, des pentes médiévales : l'eau a descendu le boulevard Victor-Hugo vers les ruines, comme elle le faisait avant le long des romparts et de la rue Nationale où elle avait fait la prospérité des artisans nîmois.

Le pire est que, de l'autre côté, à l'est, un autre cadereau se précipitait dans les mêmes conditions et pour les mêmes raisons, sur les rues les plus populaires et les plus pauvres : le quartier Richelieu. Et plus encore : ces deux courants se rejoignaient, noyant le quartier de la route d'Alès.

La catastrophe nîmoise est atterrante, bouleversante mais elle n'est pas étonnante. Cette menace de l'eau sur une ville sèche s'est historiquement renouvelée plusieurs fois. En 1403, « les pluies et les débordements des eaux firent des dégâts et un ravage considérable dans le pays. On s'en ressente à Nîmes si fortement que la conservation y était

générale ». En 1557, le parallélisme avec le phénomène actuel est frappant : mêmes cours d'eau, mêmes dégâts. « Le 9 octobre, il tomba une si grosse pluie, mêlée de grêle, d'éclairs et de tonnerre, depuis une heure ou deux après 8 heures du matin, que la ville fut presque inondée. On croit même qu'elle aurait été ruinée de fond en comble si cette pluie avait duré six ou sept heures de plus. L'impétuosité des eaux, qui venaient à grands flots du chemin de Saive et des collines qui sont au nord-ouest de Nîmes, démolit les murailles en divers endroits. Le moulin situé dans les fossés, à l'entrée de la porte de la Madeleine, fut abattu, ainsi que le pont sur lequel on passe le fossé pour y entrer. Les eaux montèrent jusqu'à 6 pieds au-dessus du rez-de-chaussée dans la cour du collège. Les champs du territoire de Nîmes furent couverts de pierres et de ruines d'édifices abattus par la pluie, que les torrents entraînaient. »

Et encore, il y a un peu plus de cent ans, en 1868 : « Le samedi 12 septembre, un épouvantable orage se déchaîna sur la ville, transformant nos torrents en rivières furieuses ; les cadereaux d'Uzès et d'Alès subirent une crue formidable. Ces derniers grossirent encore par l'avenue, par où s'échappe le trop-plein de réservoir souterrain. La source devint d'une violence extrême. Trois enfants tentèrent de la traverser après le cimetière protestant ; l'aîné tenta l'aventure en portant le plus jeune sur son dos, mais ayant trébuché, il fut entraîné avec son fardeau et les deux enfants périrent noyés. »

Comme le dit un historien : c'est alors que l'on se rappelle les prédictions de Nostradamus.

CHRISTIAN LIGER (*).

(*) Auteur de Nîmes sans vis, éd. Ramsay, 376 p., 165 F.

ÉTOILE FIDÈLE

Le monde des étoiles est d'une infinie diversité. À côté d'objets « moyens » sous tous rapports — le Soleil a le bon goût d'en être et c'est sans doute heureux pour nous, — il existe toutes les pathologies imaginables. Le travail d'une équipe française vient de jeter quelques lueurs sur d'assez mystérieuses étoiles que les astronomes classent dans la catégorie « Be », mais qu'ils pourraient nommer « étoiles-geysers ». Chacune de ces étoiles expulse de temps à autre un nuage de gaz qui flotte autour d'elle puis se disperse. Le phénomène est lent : les phases nuageuses peuvent durer plusieurs années et sont séparées par des périodes encore plus longues de calme.

En étudiant à l'observatoire de Haute-Provence l'étoile Pliône, une des étoiles visibles à l'œil nu de l'amas des Pléiades, puis en réanalysant des observations anciennes, trois astrophysiciens (1) ont montré que la phase d'activité qui vient de s'achever est étrangement semblable à celle que l'étoile a connue trente ans plus tôt. La coïncidence n'est pas que dans l'apparence. Certaines mesures redonnent exactement le même valeur. Ainsi le nuage a des fluctuations régulières de vitesse, dont la période est de cent trente-six jours. Cette période se retrouve identique au cours des deux phases actives, alors que rien d'observable ne lui correspond dans l'intervalle. Cette régularité inexplicable — non que les astrophysiciens manquent d'imagination, au contraire, en raison d'un trop-plein de causes potentielles — accentue la ressemblance de Pliône avec certains géysers dont les jillissements sont mystérieusement rythmés.

Cela fait exactement un siècle que l'étoile Pliône a commencé d'être étudiée. L'analyse spectroscopique de sa lumière a montré l'existence autour d'elle d'une couche de gaz relativement froid (10 000 degrés contre 15 000 ou 20 000 à la surface de l'étoile). Ce nuage a disparu vers 1908. Une nouvelle éjection de gaz a commencé en 1939 et a pris fin en 1954. Un troisième nuage s'est formé en

1973. Il s'est atténué depuis deux ans et sa disparition est proche. La masse de gaz éjecté par l'étoile a pu être évaluée. En 1976, au maximum du phénomène, l'étoile « crachait » à chaque seconde 6 milliards de tonnes de matière, et l'on a mesuré des vitesses de 330 kilomètres par seconde.

Le mécanisme de ce jillissement n'est pas connu. La force centrifuge y contribue certainement, car Pliône, comme les autres étoiles-geysers, tourne très rapidement sur elle-même, sans doute en moins d'un jour. La température élevée de la surface engendre une pression de radiation importante qui peut aussi intervenir dans l'éjection. En tout cas, cette pression empêche le nuage de retomber sur l'étoile et cause peu à peu sa dispersion dans le vide interstellaire. Des phénomènes magnétiques pourraient également jouer un rôle. Aucune de ces causes ne peut rendre compte du mystérieux rythme de cent trente-six jours. Une hypothèse serait que Pliône fasse partie d'un système double et soit associée à un compagnon invisible qui créerait des marées dans le nuage de gaz. Divers arguments militent contre l'existence de ce compagnon. Une explication plus plausible serait la présence d'ondes de surface, sortes de gigantesques vagues dont le nuage éjecté ne serait que les embruns. De telles vagues ont été mises en évidence sur d'autres étoiles. Les cent trente-six jours mesureraient le rythme de cette houle stellaire.

On ne peut actuellement en dire plus. Pliône est redevenue calme et ne dévoile plus son activité secrète. Peut-être un nouveau nuage se reformera-t-il vers la fin du siècle. Peut-être d'autres étoiles montreront-elles des régularités analogues. Pour dire la lumière viendra-t-elle d'une tout autre direction. En astronomie, il convient de laisser le temps au temps.

MAURICE ARVONNY.

(1) MM. Ballereau, Chazelle et Mekkes, unité Evolution stellaire et galactique, CNRS et Observatoire de Paris-Médoc.

MÉDECINE

Dopage : l'opium du sport

Peut-on désormais envisager des Jeux olympiques sans dopage ? Les spécialistes français de la médecine sportive commentent l'intention du CIO de mener une lutte sans merci contre ce fléau.

Il y a les optimistes qui, tel le docteur Jean-Pierre de Mondenard (1), pensent que, en y mettant le prix, le CIO parviendra à ses fins ; les prudents qui, comme le docteur Jean-Pierre Costeau, médecin des équipes de France de tennis, estiment qu'il faudra du temps pour qu'athlètes et dirigeants admettent la nocivité réelle du dopage ; les sceptiques qui, comme le docteur Bruno de Lignières, endocrinologue attaché à l'hôpital Necker, pensent qu'il est illusoire d'arriver un jour à détecter tous les produits dopants dans l'organisme des athlètes et que, plutôt que de vouloir réprimer, mieux vaudrait peut-être informer plus complètement les athlètes sur les risques d'une préparation trop intensive.

Si tous les médecins ne sont d'accord, ni sur les effets du sport de haute compétition sur l'organisme ni sur la définition qu'il convient de donner au mot dopage, tous en revanche admettent que le recours à des produits dopants est une pratique aujourd'hui très répandue. Pour un Ben Johnson convaincu de dopage à Séoul, combien d'autres athlètes ont échappé aux contrôles de la commission médicale du CIO ? C'est Edwin Moses lui-même, double champion olympique du 400 mètres haies, qui dans un article publié par *Newsweek* affirme que 50 % des sportifs de haute compétition auraient dû, si les tests de contrôle étaient suffisamment performants, être déclarés positifs.

Dans certains sports, on le sait, le recours à des produits dopants est quasi officiellement institutionnalisé. C'est le cas en particulier aux Etats-Unis des grands sports professionnels comme le hockey, le basket, le football ou le baseball. Dans d'autres disciplines, c'est l'hypocrisie qui prévaut : le dopage est officiellement interdit, mais tout le monde sait que nombreux sont les coureurs qui se dopent. Le cyclisme fait à n'en pas douter partie de cette catégorie. Concernant les «grands» sports olympiques, comme l'athlétisme ou la natation, la situation est un peu plus complexe. Il est souvent difficile de faire la part entre préparation sportive intensive et recours à des produits dopants. Néanmoins le dopage, par exemple des lanceurs de poids, est un secret de polichinelle. « Simplement », explique le docteur Cousteau, ils ne se font pas prendre. Il s'agit essentiellement d'athlètes des pays de l'Est. Or là-bas il faut savoir que la médecine du sport est considérée comme une spécialité médicale à part entière. Il faut cinq ans d'études supplémentaires pour acquérir le diplôme. A charge ensuite pour ces hyperspécialistes de permettre aux sportifs qu'ils suivent d'échapper à tous les contrôles.

Sportifs ou professionnels

D'une manière générale, tout est affaire de timing. Les sportifs de haute compétition, sachant qu'ils risquent en cas de victoire d'être contrôlés aux Jeux Olympiques, arrêtent suffisamment tôt la prise de produits dopants — anabolisants en particulier — pour avoir le temps de les éliminer. « Ben Johnson n'avait pas dû suffisamment respecter ces délais », explique le docteur Cousteau.

D'autres athlètes préfèrent avoir recours à des produits ne figurant pas sur la liste du CIO. Ces substances, comme par exemple l'hormone de croissance ou l'érythropoïétine, figureront certainement sur la liste des produits interdits par le CIO en vue des Jeux de Barcelone, mais à Séoul on pouvait en prendre en toute impunité. « Cela dit, ajoute le docteur Cousteau, rien ne prouve que ces produits puissent avoir un quelconque effet sur le niveau de performances des athlètes. En revanche, on peut être certain de leurs effets nocifs pour l'organisme.

Dès lors, on peut se demander s'il ne serait pas préférable d'autoriser le dopage pour les seuls athlètes de haute compétition, à condition qu'ils bénéficient d'un

entourage médical très compétent. Certains médecins, comme le docteur François Bellocq, sont partisans d'une telle formule. Selon eux, un apport hormonal artificiel est indispensable à l'athlète et, à condition d'être administré sous surveillance médicale, il n'est pas dangereux de prescrire des anabolisants, des corticostéroïdes ou de la testostérone. Leur philosophie : faire de ces athlètes des professionnels dont la fonction première est de battre des records du monde. Et non pas, comme le déclarait récemment le docteur Bellocq à l'Express, « des champions qui marchent au steak purée ».

Cette position extrémiste, mais qui a su séduire de nombreux athlètes, est, on s'en doute, vivement dénoncée par de nombreux médecins. « Imaginons que l'on autorise le dopage pour les seuls sportifs de haut niveau », explique le docteur Cousteau. Leur environnement médical hyperpharmacisé leur permettra peut-être de n'avoir pas trop à souffrir par la suite des effets néfastes de ces produits. Mais que se passera-t-il après, inmanquablement ? Les sportifs moins cotés, les plus jeunes, désireux d'accéder à ce club très fermé auront recours à des formes de dopage « sauvages », moins bien contrôlées. Et ce sera une véritable catastrophe.

Que veut le CIO ?

Interdire le dopage, donc. D'abord et avant tout parce qu'il nuit à la santé des sportifs, qu'il est la négation même du sport. Mais est-ce seulement possible ? « Tout le monde serait très certainement soulagé si on était capable d'épingler tous les tricheurs », explique le docteur de Lignières. Le problème est que dans les faits cela n'est pas possible. Le recours, par exemple, à des hormones naturelles rend illusoire un tel dépistage systématique. Et puis, enfin, j'aimerais qu'une bonne fois pour toutes on se mette d'accord sur ce qu'est le dopage. Le sport de haut niveau est responsable chez certains athlètes de l'apparition d'anomalies hormonales.

Dès lors, poursuit le docteur de Lignières, pourquoi aurait-on le droit de compenser chez les sportifs des pertes hydriques ou vitaminiques, mais pas le droit de compenser des déficits hormonaux ? « Je connais, dit-il, des athlètes qui sont morts faute de ne pas avoir comblé ces déficits. En quelque sorte, morts de ne pas s'être dopés. » Selon le docteur de Lignières, on ne devrait parler de dopage qu'à partir du moment où le produit absorbé par l'athlète peut l'aider à améliorer ses performances et est nuisible pour sa santé. Selon lui, la répression n'apportera pas les bienfaits escomptés. « Cette attitude a beau se révéler inefficace depuis des années, rien n'y fait : l'espoir officiel repose entièrement sur des contrôles plus nombreux, plus coûteux et des sanctions plus lourdes. » Et, pendant ce temps, on en profite pour ne pas s'interroger sur les risques potentiels du surentraînement et des cadences infernales de la préparation intensive.

Pour sa part, le docteur Cousteau, d'accord en cela avec Edwin Moses, estime qu'il faudrait avant tout multiplier les contrôles, non pas tant au moment des grandes compétitions que dans l'interval, à l'entraînement. Les contrôles inopinés devraient, selon lui, dissuader de nombreux athlètes d'avoir recours à des produits dopants. En Norvège, cela se pratique depuis 1977. On remarquera d'ailleurs que depuis cette date le nombre de grands champions norvégiens est en forte diminution.

Et finalement tout le problème n'est-il pas là ? Tant que l'on continuera à faire des sportifs des héros nationaux, tant que les pays s'affronteront à coups de classements et de tableaux de médailles, peut-on espérer voir disparaître le dopage ? Au terme de la première semaine des Jeux de Séoul, le faible nombre de médailles obtenues par les athlètes français était vécu

comme une honte, un véritable drame national. Mais chauvinisme et nationalisme ne sont pas tout. Les énormes enjeux financiers véhiculés dorénavant par le sport font le reste. La sponsoring encourage le dopage. Et rien n'indique que ce phénomène doive s'arrêter. Le CIO peut-il lutter contre cela, et d'ailleurs le veut-il ? Les téléscripteurs sont-ils prêts dans quatre ans à Barcelone à suivre une finale du 100 mètres dont le temps du vainqueur serait supérieur à 10 sec ? Un concours du lancer du poids à moins de 20 mètres trouverait-il des spectateurs ?

Il y a quelques années, le docteur de Lignières écrivait : « Finalement, les responsables médicaux paraissent surtout préoccupés de préserver aux yeux du public l'image saine et joyeuse du sport. Ce spectacle sportif est le tranquillisant numéro un de la majorité silencieuse, celui qui permet de supporter les plus mauvaises nouvelles et, comme tel, il est surabondamment diffusé (2). » Même si le sport n'est pas qu'un opium du peuple, c'est d'abord parce qu'il est une drogue collective que ses champions en arrivent à se doper.

FRANCK NOUCHI.

(1) On pourra lire avec intérêt l'ouvrage *Dopage et dopage* auquel a participé le docteur de Mondenard, édité par la revue *Quel Corps* (Chiron Diffusion, 128 F).

(2) Sur ce thème, on ne saurait trop conseiller la lecture du livre décapant *Home sportifs* de Philippe Simonnot (Ed. Gallimard, 82 F).

SECTEURS DE POINTE

Le cœur artificiel

(Suite de la page 19.)

Les études physiologiques plus affinées d'aujourd'hui ont bien mis en évidence qu'une partie importante du travail du ventricule droit est effectuée par le ventricule gauche et que celui-ci, inversement, ne peut fonctionner correctement que si la fonction droite est bien conservée... L'expérience clinique confirme cette étroite interdépendance : sur les malades appareillés avec le seul ventricule auxiliaire, le maintien de la fonction droite est le point le plus délicat et conditionne son bon fonctionnement.

Les promoteurs de l'assistance gauche ont fait valoir que son champ d'application pourrait être plus étendu si la décision d'appareillage était posée moins tardivement. Il faudra cependant attendre longtemps avant que le clinicien se décide à utiliser d'emblée ce procédé radical. Il préférera au préalable épuiser tous les moyens médicamenteux actuellement à sa disposition, d'autant que ceux-ci permettent des suris confortables pendant une durée qu'il est toujours impossible de prévoir avec certitude. Dans le meilleur des cas, chez le malade porteur du seul ventricule auxiliaire, le fonctionnement du ventricule droit restera toujours un facteur aléatoire et cette incertitude pèse lourdement sur l'intérêt du concept.

Après plus de vingt ans de recherche et d'expérimentation, et déjà plusieurs centaines d'observations cliniques assez décevantes, le chirurgien cardiaque reste prudent sur l'avenir de cette méthode. Le ventricule auxiliaire apparaît comme une solution trop lourde pour la plupart des malades qui ne souffrent que d'une insuffisance gauche isolée. Il est à l'évidence insuffisant pour les défaillances cardiaques globales termi-

nales aiguës ou chroniques, qui sont en pratique la grande majorité.

La nécessité d'un cœur artificiel permanent, totalement implantable, n'est donc pas contestable. L'inquiétude qu'il a suscitée dans certains esprits ne peut se justifier que par la crainte d'avoir à subir un jour une technologie insuffisamment performante et asservissante, qui retarderait la mort plutôt qu'elle n'améliorerait la vie. Fort heureusement il n'y a pas de place dans l'arsenal thérapeutique pour une machine de ce genre. En pratique, un tel procédé ne peut s'imposer en chirurgie que s'il peut offrir au malade une réelle chance de réhabilitation.

La réalisation d'un cœur artificiel acceptable en clinique humaine constitue donc un défi : il doit se présenter comme une alternative mécanique à la transplantation cardiaque, alternative compétitive à la fois au niveau de ses performances, de sa fiabilité, de sa durée de vie, de sa sécurité, de son remplacement éventuel, des soins que requièrent son alimentation en énergie et sa maintenance et enfin de son coût.

Est-ce un rêve de visionnaires ? Est-ce une réalisation qui dépasse les capacités technologiques de notre temps ?

Les experts de l'Institut national de la santé ont répondu à cette question dans leur motion au Sénat américain le 19 mai dernier. Le cœur artificiel est « techniquement faisable, cliniquement nécessaire et, aujourd'hui, opportuniste ».

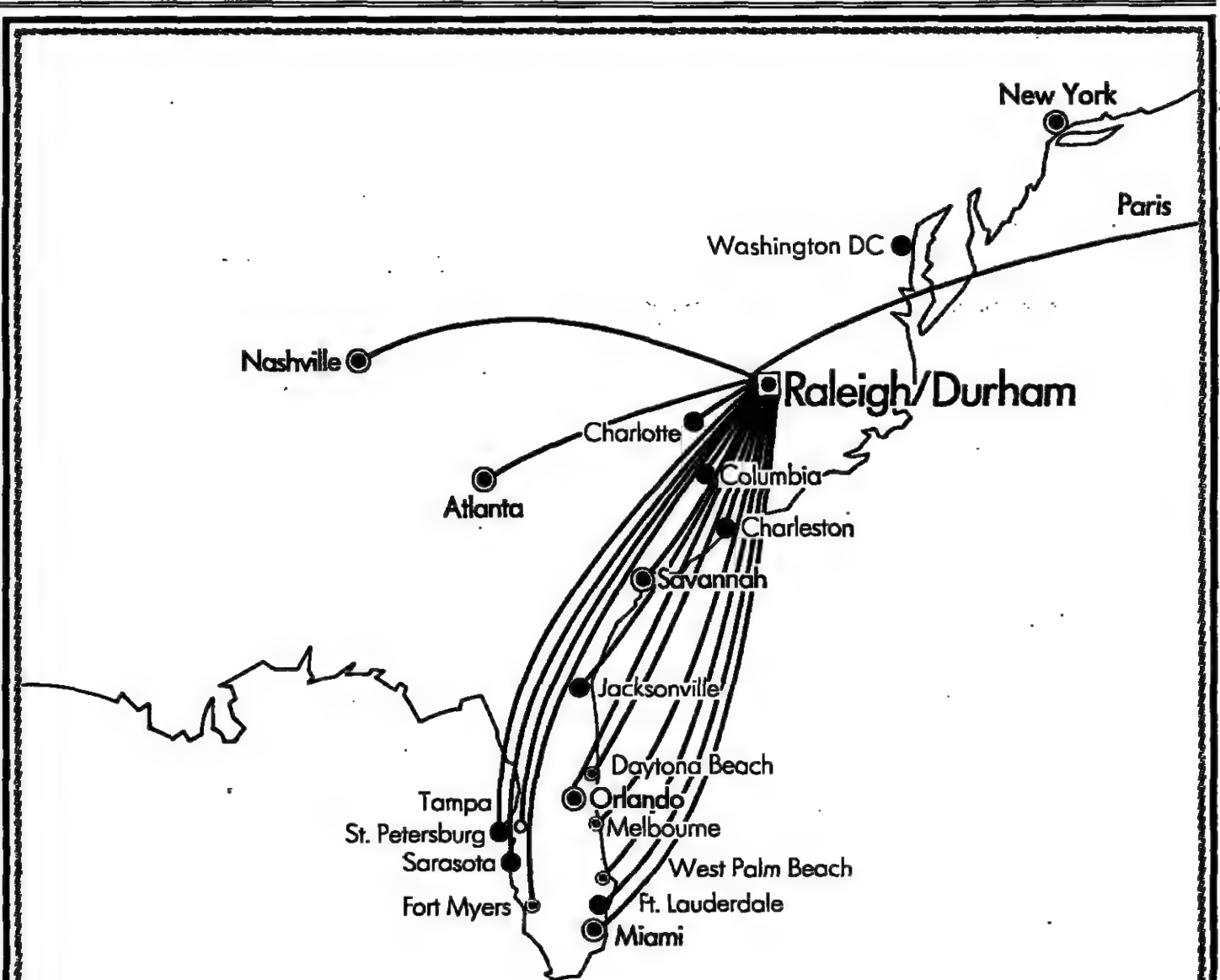
En réalité les vraies difficultés sont surtout liées à la nature complexe particulière de cette réalisation qui fait appel à des compétences fort éloignées les unes des autres : il s'agit d'un développement trans-

disciplinaire, dans lequel chaque spécialiste doit prendre en compte les contraintes des autres. C'est ainsi qu'il a été difficile, jusqu'à une époque récente, de réunir les acquis de ces disciplines diverses dans un plan de développement cohérent qui fasse la synthèse des besoins fondamentaux et établisse un degré de priorité pour des impératifs différents qui souvent interfèrent les uns sur les autres et parfois s'opposent.

Néanmoins, malgré ces vicissitudes, ici comme ailleurs les erreurs ont été plus fécondes que les succès. La technologie du cœur artificiel émergeant dans le domaine industriel, le problème de l'organisation des développements techniques est devenu une question fondamentale. Quatre nouveaux programmes se mettent en place aux Etats-Unis. Les premiers essais cliniques sur l'homme sont prévus en 1995.

Le cœur artificiel prend donc un nouveau départ. L'implantation chronique sur l'homme du ventricule auxiliaire est imminente. Cette solution, bien qu'insuffisante sur le plan clinique, ouvre néanmoins la voie sur le plan technologique. Il est maintenant possible d'apercevoir le but. « Dans les grands voyages, comme le dit Confucius, le premier pas est toujours le plus long. » Bien que le travail qui reste à faire soit à l'évidence considérable, il est aujourd'hui certain que le défi sera relevé et que nous pourrions voir dans un avenir assez proche des malades appareillés avec un cœur artificiel dans des conditions de confort et de sécurité aussi bonnes, sinon meilleures, que celles de la transplantation cardiaque.

DIDIER LAPEYRE,
O. H. FRAZIER
et P. MARION.



POUR QUE VOUS COMPRENIEZ L'INTÉRÊT D'UN VOL QUOTIDIEN PARIS-RALEIGH/DURHAM, NOUS VOUS AVONS FAIT UN DESSIN.

Non, Raleigh/Durham n'est pas une marque de vélo de course ni le nom de la dernière station balnéaire en vogue.

Raleigh/Durham est tout simplement la plaque tournante qu'American Airlines a choisie pour vous permettre de gagner tout le Sud-Est des Etats-Unis, plus facilement que vous ne l'avez jamais fait.

Au départ de Paris-Orly, nous vous proposons chaque jour un vol sans escale pour Raleigh/Durham. A partir de Raleigh/Durham, nous assurons plus de 100 vols par jour vers 52 destinations (certaines correspondances étant effectuées avec notre partenaire régional American Eagle).

Et si c'est la Floride qui vous tente plus particulièrement, nous y desservons 11 villes dont

Orlando, le fief du "Disneyworld". A Raleigh/Durham, les formalités d'immigration ne sont plus un problème. Nous y avons notre propre terminal et vous serez les seuls passagers transatlantiques à y atterrir.

Alors, si vous allez dans le Sud-Est des Etats-Unis, passez par Raleigh/Durham.

Réervations et informations : contactez votre agence de voyages ou appelez-nous au (1) 42.89.05.22. En province, contactez notre agent général Loisin SA.



هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 12 octobre 1988 23

SECTEURS
DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

NOS SUCCES

**1987 : - ADOPTION DU SYSTEME
AXE 10 EN FRANCE
(commutation Publique)**

**- MET, CHEF DE FILE D'UN
CONSORTIUM RACE
(Commutation Large Bande)**

**1988 : - CHOIX DU RADIOTELEPHONE
NUMERIQUE PAN EUROPEEN
(MATRA - MET - ERICSSON)**

Avec l'AXE, MET dispose aujourd'hui d'une technologie présente dans 72 pays (1.500 centraux en service, 23 millions de lignes installées ou en commande).

En coopération étroite avec MATRA et ERICSSON, spécialistes de technologies de pointe, MET élargit son programme de DEVELOPPEMENTS TECHNIQUES portant sur le système de commutation AXE 10, en particulier pour son application à la radiotéléphonie numérique, l'un des secteurs promis à la plus forte expansion dans les années 1990.

Dans le cadre de ces projets, nous offrons à des

INGENIEURS GRANDES ECOLES

- l'opportunité d'acquies des compétences dans des technologies avancées et évolutives,
- la participation à la réalisation de LOGICIELS concernant notre système de commutation.

Pratique de l'anglais souhaitée.

Pour un premier contact, nous vous remercions d'adresser votre lettre de candidature avec C.V. + photo à Mr Jean-Paul DURAND, Direction du Personnel - 18, avenue Carnot 91348 MASSY cedex

MET

MATRA ERICSSON TELECOMMUNICATIONS

Jeunes Electroniciens votre stratégie : nos grands programmes !

Nous sommes régulièrement sollicités par la Défense des Etats modernes, concevons et réalisons pour eux des systèmes très sophistiqués de radiocommunication (réseaux stratégiques et tactiques, émetteurs récepteurs protégés, systèmes aéroportés, terminaux tactiques, ...). Notre compétence, associée à d'évidentes perspectives de développement de marché nous amènent à étoffer nos équipes projets.

Vous êtes Ingénieur Electronicien, votre première expérience vous a familiarisé aux activités d'études dans un environnement système. Nous souhaitons vous confier la responsabilité de projets en rapport direct avec nos grands programmes.

Votre réussite dans l'un de ces postes sera le garant de votre évolution ultérieure vers d'autres domaines : techniques, affaires, marketing, commerciales.

Notre Conseil établira les premiers contacts. Adressez-lui votre dossier de candidature et votre niveau de rémunération en précisant la référence 772 M.

ALPHA CDI. 181 AV. CH. DE GAULLE

92200 NEUILLY SUR SEINE



ALPHA CDI

Ingénieurs logiciel de base

Les talents de nos collaborateurs, les qualités de nos matériels et le dynamisme de notre croissance nous ont imposé au sein du club des grands constructeurs de systèmes informatiques. Nous recherchons aujourd'hui des Ingénieurs Logiciel de Base.

Dans l'une des équipes chargées de concevoir nos nouvelles machines, vous aurez à développer et mettre en oeuvre des logiciels systèmes sur nos produits à base de microprocesseurs 32 bits 80386.

Nul doute que votre formation supérieure - Grande Ecole d'Ingénieurs ou Universitaire - de solides notions d'organisation des systèmes d'exploitation, une expérience du système UNIX probantes seront bien investies dans nos structures.

Nous y accueillerons en priorité des candidats jeunes, justifiant d'une première pratique d'au moins 2 ans dans nos domaines, dotés de l'enthousiasme nécessaire pour une intégration réussie dans notre entreprise.

Notre Conseil établira les premiers contacts. Adressez-lui votre dossier de candidature et votre niveau de rémunération en précisant la référence 808/M.

ALPHA CDI. 181 AV. CH. DE GAULLE

92200 NEUILLY SUR SEINE



ALPHA CDI

La carte MODEM vous connaissez...

Nous en sommes l'un des leaders et nous doublons chaque année notre chiffre en France et à l'étranger. Pour toujours maintenir notre avancée technologique, nous associons à notre équipe très performante, un nouvel

INGENIEUR RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Il bénéficiera d'une large autonomie et d'un équipement LABO de pointe (20% de notre chiffre en R & D) pour concevoir, mettre en oeuvre et réaliser les produits de demain.

Vous alliez de solides connaissances de base en ELECTRONIQUE et MICRO-INFORMATIQUE à une expérience minimum de 3 ans dans une spécialité voisine de la nôtre. Imaginatif et passionné, vous vous impliquerez à fond dans les missions qui vous seront confiées. Poste basé en toute proche banlieue Ouest. Merci d'inscrire avec C.V. + prétentions + enveloppe à votre adresse sous réf. P/MO1 à



michel jouhannaud conseils
182, rue de Vaugirard, 75015 PARIS

PARIS-LILLE



Société Novespace
Filiale du Centre National d'Etudes Spatiales
recherche

JEUNE INGÉNIEUR

(2-3 ans d'expérience ou débutant)
Grande école + formation complémentaire
en Médecine, Biologie ou Pharmacie.

Pour prendre en charge le développement de l'activité de promotion de la microgravité industrielle dans ce secteur au sein d'une petite structure.

Anglais courant impératif.

Envoyer C.V. et prétentions à NOVESPACE
Direction Technique - 15, rue des Halles, 75001 PARIS.

Nos succès, nos talents nous valent d'être présents dans le club des grands constructeurs de systèmes informatiques. Pour faire face à notre remarquable progression, nous recherchons un :

Ingénieur Développement Télécommunications Réseaux

Vous prenez en charge l'étude et le développement de produits de transmission de données ou de réseaux locaux pour nos nouvelles gammes mini-ordinateurs.

Etude des technologies nouvelles, du logiciel de base sur différents systèmes d'exploitation, développement d'applications, élaboration d'un produit fini... vous êtes encore très présent ! Au sein d'une équipe, vous êtes responsable de projets et vous disposez d'une logistique technique et administrative.

Avec une formation supérieure informatique, débutant ou doté d'une première expérience dans le domaine des télécommunications (développement de protocoles X25, SNA LUS-2, DSA, émulation VIP, QUESTAR, 3270, ETHERNET, STARLAN), vous nous intéressez. D'autant que vous êtes plein d'enthousiasme et d'autonomie... qualités indispensables pour intégrer une équipe très motivée, avec laquelle vous concevrez nos produits de demain. Réf. 810 M.

Ingénieurs Electroniciens Architecture Systèmes

Vous participez à la conception et au développement des produits nouveaux pour notre gamme de mini-ordinateurs.

Vous étudiez tous les aspects de l'utilisation des composants dans l'élaboration d'un produit : prospective, standardisation, approvisionnement et prix. Vous connaissez bien sûr les méthodologies et techniques nouvelles (CAO), circuits personnalisés... Au sein d'une équipe, vous êtes responsable de projets dans leur ensemble, vous disposez vous aussi d'une logistique technique et administrative.

De formation supérieure électronique, doté d'une première expérience en conception de micro ou mini-ordinateurs, en architecture de système, vous êtes aussi un excellent praticien des nouvelles technologies : unité centrale à base de microprocesseurs, coupleurs de périphériques, coupleurs disques et télécommunications, mémoires dynamiques, affichage graphique. Réf. 809 M.

Notre Conseil établira les premiers contacts. Adressez-lui votre dossier de candidature et votre niveau de rémunération en précisant la référence du poste choisi.

ALPHA CDI. 181 AV. CH. DE GAULLE

92200 NEUILLY SUR SEINE



ALPHA CDI

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

catia

La réussite technologique...

Hauts technologies, fiabilité, qualité, accès à l'expertise, c'est ce que vous offre CATIA, un des leaders sur le marché de la CAO.

Ingénieurs développement

Diplômés d'écoles supérieures ou d'ESAT d'informatique, écoutez-vous avant une première expérience, vous serez à l'aise. Venez rejoindre nos équipes de développement pour collaborer à nos projets informatiques d'avenir, dans les domaines de la CAO, de la gestion de données, de la gestion de la production. Une mission qui mettra en valeur vos compétences en : génie logiciel, informatique système et bases de données, connaissance de machines, réseaux, systèmes d'exploitation, programmation, etc.

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à : **CATIA SYSTEMES S.A.**, 24125 av. du 26 de Gijón, 92150 Suresnes.

 **dassault systems**

SNR INGENIEURS

Groupe international + 1er producteur de roulements en France vous offre, dans le cadre de sa logistique commerciale centralisée, **LA PERSPECTIVE STIMULANTE**.

RESPONSABLE LOGISTIQUE

basé sur Paris (banlieue Sud)

VOUS RECHERCHER :

- le management autonome d'une équipe de 20 collaborateurs,
- la rigueur de gestion et la souplesse commerciale,
- une évolution passionnante dans un contexte de performance.

VOUS ETES :

- Ingénieur grande école (Arts et Métiers...),
- homme de dialogue et pragmatique,
- manager confirmé,
- professionnel de la logistique (expérience approfondie dans les domaines de : la gestion de stocks, la gestion des transports internationaux, l'informatique,
- la comptabilité clients et fournisseurs,
- une expérience acheteur/vente à l'export sera un atout),
- à l'aise dans les contacts internationaux (maîtrise de l'anglais comme 2ème langue impérative)
- âgé de 30 à 40 ans.

Merci d'adresser rapidement votre dossier de candidature à : **PROFIL TRAINING S.A.**, 22, rue du Pont-Neuf, 75001 PARIS. Pour en savoir plus : MINITEL : Tél. 16 (1) 45.08.41.48.

Les pros du progiciel

SEMA GROUP, issu de la fusion de SEMA-METRA (France) et de CAP GROUP (Grande-Bretagne), est aujourd'hui le premier groupe de Services Informatiques véritablement européen. METRAPACK, filiale de SEMA GROUP, a pour vocation de distribuer des progiciels de gestion et poursuit une politique active de développement. Nous proposons aux meilleurs d'entre vous, après une formation à nos activités et à nos méthodes, d'exprimer tout leur potentiel dans les postes suivants :

- Ingénieurs commerciaux**
Responsables du développement des ventes de votre secteur, votre action s'appuie sur une base installée existante et sur un support technique efficace. Réf. MM.04
- Ingénieurs progiciels**
Vous intervenez en appui de la force commerciale. Vous assurez la formation des utilisateurs et vous êtes responsables du suivi des clients qui vous sont attribués. Réf. MM.05
- Ingénieurs de réalisation**
Vous renforcez notre équipe de développement et de support technique. Vous êtes en contact permanent avec la clientèle. L'utilisation de nos outils valorisera votre expérience. Réf. MM.06

Notre appartenance à SEMA GROUP et notre propre expansion ainsi que vos qualités relationnelles et vos ambitions vous offriront des opportunités de carrière à la mesure de vos résultats.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en mentionnant la référence du poste souhaité à **Sylviane NICOLAS - METRAPACK**, 16-18, rue Barbès - 92126 MONTROUGE CEDEX

SEMA GROUP

INGENIEUR - CHEF DE PROJET

Sofrecom

Avec la maîtrise de plus de 600 projets techniques dans 80 pays, notre société (rattachée au Groupe France Câbles et Radio) réalise 97 % de son CA à l'export. Elle intervient dans le domaine de l'ingénierie et du conseil en Télécommunications.

De formation Ingénieur ou équivalent, vous avez une expérience certifiée du développement et de la mise en place de produits, et des connaissances UNIX, XENIX, LANGAGE C, SCOB, INFORMIX, ORACLE, PROGRESS.

An son d'une équipe de réalisation de produits informatiques, vous élaborerez les spécifications et formerez les utilisateurs (informaticiens et exploitants). Vous participerez aux missions d'implémentation à l'étranger. Anglais courant exigé, espagnol souhaité.

Merci d'adresser votre candidature (CV, photo et prétentions) sous la réf. SP 1 à notre Conseil Léon LAGOUGE, STERIA SELECTION, 147, rue de Courcelles, 75017 PARIS.

steria+ sélection

Doter la FILIERE HORTICOLE d'une BANQUE DE DONNEES. Un CHALLENGE à ne pas manquer !

Vous voulez être

L'INGENIEUR BANQUE DE DONNEES

(Poste basé à RUNGIS M.I.N.)

qui aura en charge le lancement et le développement de cette banque, vous êtes diplômé(e) MIAGE ou DESS Banque de Données ou de formation équivalente, vous avez une première expérience de projets télématiques, vous voulez mettre en œuvre vos qualités d'animation, de communication et de coordination.

Alors écrivez (CV, lettre manuscrite, photo) sous la réf. 01/28.185/23 à notre consultante : Monique BERTOLA, APEC - 51, bd Brune - 75689 PARIS cedex 14

**COMITE NATIONAL
INTERPROFESSIONNEL
DE L'HORTICULTURE
FLORALE ET ORNEMENTALE
ET DES PAYSANES**

CNIH

ECP, ENSEEITH, ENSERG, ENSIMAG, IEG, MINES, SUPELEC...

Ingénieurs commerciaux, c'est en bougeant qu'on devient managers !

Ingénieurs commerciaux, les défis de nos marchés (matériels et équipements pour la maîtrise de l'énergie électrique) sont les challenges de votre métier depuis 5 ans au moins et vous souhaitez aller plus loin sur un secteur que vous connaissez bien : la distribution publique, les installateurs ou la clientèle directe.

Vos atouts : accélération des innovations, technologies de pointe, stratégie commerciale ambitieuse... une agence MG implantée au cœur d'une région (postes à pourvoir à Orléans, Paris, Dijon et Mulhouse notamment) bénéficie de la puissance d'un groupe international et performant.

Vos défis : concurrence accrue, clientèle de professionnels industriels, installateurs, EDF... MG prend le "parti du client".

Votre évolution professionnelle : vos compétences, votre dynamisme ainsi que vos capacités managériales feront la différence pour vous permettre d'accéder à des postes de responsables en agence ou en région.

Manager d'aujourd'hui et de demain, découvrez ce que sera votre avenir, sous le signe de la compétence et du dialogue.

Merci d'adresser votre candidature, sous référence 1 FLA 126, au Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres - Merlin Gerin - 38050 Grenoble Cedex.

la maîtrise de l'énergie électrique

MERLIN GERIN

Pour 21 000 personnes (2 500 ingénieurs et cadres), travaillant à l'échelle mondiale à débiter l'ère de l'électricité intelligente. Le groupe réalise 10 milliards de C.A. dont 50 % à l'international.

Conception & Devis

Automatiquement un n°1

Nous vous proposons de prendre la direction du Département Conception-Devis de notre Entreprise située en Rhône-Alpes, filiale d'un Groupe International. Vous collaborerez avec nos ingénieurs des ventes lors de l'établissement des propositions et produirez des devis techniques et financiers pour des systèmes automatisés.

Concevoir des machines spéciales qui intègrent des robots tels IBM, ADEPT, ASEA... des techniques de pointe telles vision, soudure laser, etc... voilà le savoir-faire de notre Société. Nos clients sont des industriels de l'automobile, de la mécanique, de l'électronique et de la construction de matériel électrique et électromécanique.

Ingénieur mécanicien, à l'aise avec les automatismes, vous êtes un homme d'études qui allez à l'essentiel, capable de prendre des risques... bien calculés, dosant solutions techniques innovantes et bon sens. Votre équipe "marche avec vous" car vous êtes convaincant et dynamique. Ecrivez vite aux consultants de SIRCA Rhône-Alpes, Le Britannica C, 20 boulevard Eugène Deruelle - 69432 LYON Cedex 03, sous référence 103 451 M, en envoyant votre CV et une photographie.

Sirca Rhône-Alpes
Prestataire - Ingénieur - Mécanicien

Membre de Syntec

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

... Le Monde • Mercredi 12 octobre 1988 25

SNR INGENIEURS

INGENIEUR
CHEF DE PROJET

SECTEURS
DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

SYSECA

Tel. 49 11 73 32

Plein essor... pour INGENIEURS COMMERCIAUX

Société de service et d'ingénierie en informatique (1 200 collaborateurs, dont 85 % d'ingénieurs), nous progressons, depuis 20 ans, dans un univers de technologie de pointe et de compétition.

Dynamique et créatif, vous développerez de façon optimale des activités dont vous aurez l'entière responsabilité. Nous souhaitons confier à des ingénieurs commerciaux confirmés, des grands comptes et d'importants secteurs de clientèle qu'ils développeront dans les domaines des SYSTEMES DE COMMUNICATION et du GENIE LOGICIEL. Nos références vous intéressent. Communiquez-nous les vôtres. Vous nous apporterez votre expérience du service informatique d'au moins 4 à 5 ans. Nous saurons vous associer et vous intéresser à notre réussite.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 396 315, Bureaux de la Colline - 92213 SAINT CLOUD CEDEX.

SYSECA
SELECTION

INGENIEUR INFORMATICIEN

QUAND LA CROISSANCE EST AU MENU ON NE S'ENNUIE PAS

Au GROUPE SEGIN nous sommes déjà 800 à réaliser de grands projets. Avec une forte volonté de croissance (+ 35 % par an) et de développement européen nous confions aux grands comptes du secteur tertiaire notre leadership dans la gestion et l'ingénierie des grands flux de données (Monétique, Télématique).

Parmi les toutes premières SSI françaises nous conquérons de nouvelles parts de marché en ingénierie et logiciels et multiplions nos succès sur les grands projets.

Ingénieur Grande Ecole, débordant de fort potentiel ou expérimenté (+ de 5 ans) dans l'animation d'une équipe de développement logiciel, vous mettez en avant votre compétence technique comme base de votre réussite.

Vous pourrez exprimer votre potentiel dans les domaines suivants :

• Développement sous Unix

• Réseaux et Télématique

• Systèmes d'Information

• Ingénierie Monétique

• Systèmes Experts.

Pour un premier contact, adressez votre candidature sous réf. 10837 à Guy MACAREZ - Direction des Ressources Humaines - GROUPE SEGIN - 3, Rue Bellini - PARIS LA DEFENSE 11 - 92800 PUTEAUX ou rencontrez-nous au prochain salon PROSEARCH les 21 et 22 Octobre (Stand K5).

GROUPE SEGIN
MONETIQUE-TELEMATIQUE-INGENIERIE INFORMATIQUE

VOUS ÊTES PASSIONNÉS DE PÉDAGOGIE L'ENSEIGNEMENT ASSISTÉ PAR ORDINATEUR VOUS INTERESSE ALORS VENEZ REJOINDRE NOTRE ÉQUIPE

Nous recherchons URGENT

2 INFORMATIENS

niveau MIAGE ou équivalent, même débutants (réf. 101).

2 DIPLOMÉS MAÎTRISE DE GESTION

connaissant l'informatique, un an d'expérience (réf. 102).

2 D.U.T. INFORMATIQUE

même débutants (réf. 103).

Env. c.v., lettre manuscrite, photo et présent. s/n° 8 809.

LE MONDE PUBLICITÉ

5, rue Monttessuy, 75007 PARIS.

catia ...au service des entreprises

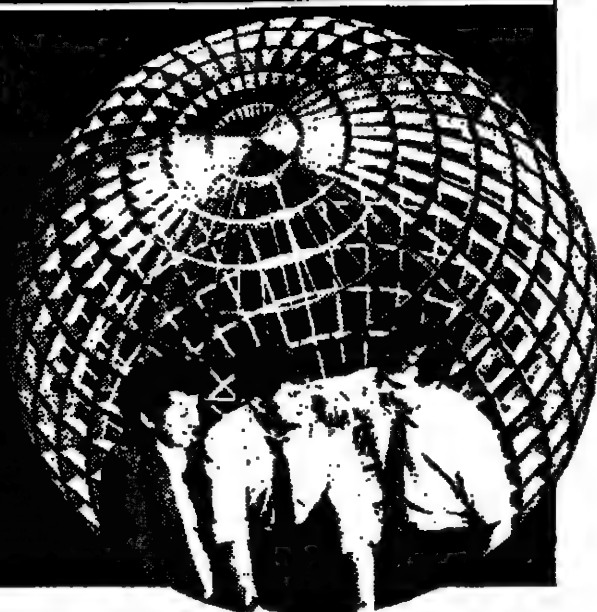
DASSAULT SYSTEMES, c'est aussi l'actualité de l'entreprise et le premier de services sur mesure en réponse aux exigences de nos clients dans plus de 30 pays.

Ingénieurs technico-commerciaux

Ingénieurs et techniciens, débutants ou première expérience industrielle, maîtrisant l'anglais et le logiciel Catia, vous assurerez dans les domaines de l'ingénierie, du Bâtiment et de la Mécanique : l'analyse des besoins, la démonstration et la mise en œuvre de nos solutions CAD. Informations et conseils : Envoyez-nous sous réf. 102, votre photo, CV, nous saurons vous proposer un poste à l'un de nos salons et de vos qualités personnelles. DASSAULT SYSTEMES, SRH, 24-26, av. du Général Gaulle, 92150 Suresnes.



dassault systemes



sep

Les nouveaux espaces

INGENIEURS EXPERIMENTES

VOTRE VOCATION EST AERONAUTIQUE ET SPATIALE.

Participez à nos réalisations d'aujourd'hui et à nos projets d'avenir aux dimensions internationales (Aéronautique, Espace, Défense...).

Nous vous confierons à Vienne (Eure, 1 heure de Paris) ou Villers-Cotterêts (banlieue sud de Paris) des responsabilités dans les fonctions suivantes :

• **ETUDES ET DEVELOPPEMENTS :**
études d'ensembles de systèmes propulsifs • conception, préparation et exploitation d'essais • conception fonctionnelle de sous-systèmes moteurs.

• **SPECIALISTES :**
dynamique de systèmes • hydroaérodynamique • combustion • mécanique des fluides • POGO • aérothermochimie • thermique.

• **QUALITE :**
assurance qualité systèmes propulsifs et sous-systèmes • études de sécurité-faillibilité • assurance qualité exécution d'essais.

Ces postes sont à pourvoir très rapidement, la pratique de l'anglais est nécessaire.

La taille de la Société et du Groupe SNECMA permet une réelle évolution de carrière.

Merci d'adresser lettre, CV et prétentions sous référence JNB/8 à SNECMA, département Encadrement, 2, boulevard Victor, 75724 PARIS CEDEX 15

Groupe
SNECMA

Offre forte IBM : conseillez les décideurs.

Votre motivation pour le Conseil et la Vente est forte ; aptitude à communiquer, ambition, sens de la méthode, esprit de synthèse, talent pour négocier et convaincre sont vos qualités. Ce sont aussi celles qui sont nécessaires pour représenter notre Compagnie à un haut niveau, dans les domaines les plus variés : Administrations, Industries, Commerces, Services...

JEUNES DIPLOME(E)S
D'UNE GRANDE ECOLE
D'INGENIEURS OU DE
COMMERCE

(Bac + 4 minimum)

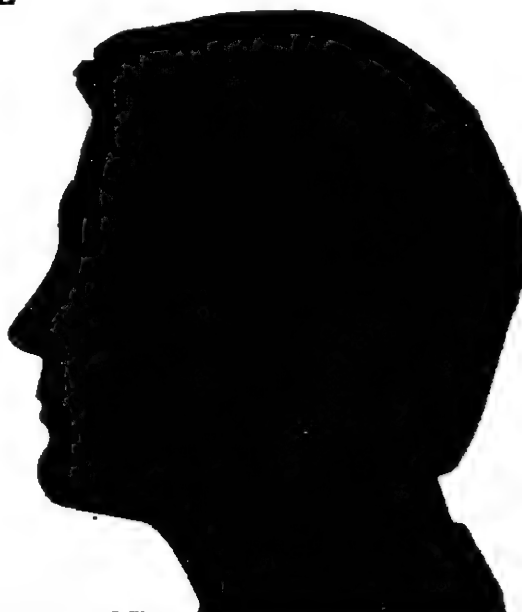
après une formation réputée et rémunérée, nous choisirons avec vous l'activité la plus adaptée à votre projet professionnel. Vous deviendrez

INGENIEUR
COMMERCIAL ou
INGENIEUR TECHNICO-
COMMERCIAL.

Ces postes sont à pourvoir à PARIS et en PROVINCE, avant la fin de 1988.

Que vous soyez débutants ou forts d'une première expérience professionnelle, nous vous remercions d'adresser votre lettre de candidature, CV détaillé et photo sous référence S11 à :
IBM FRANCE - Département Recrutement - 5, Place Vendôme 75001 PARIS.

Nous rembourserons vos éventuels frais de déplacement.



IBM

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Un groupe industriel de notoriété internationale qui conçoit et fabrique des biens d'équipements mécaniques évolués, commercialisés dans le monde entier, renforce ses équipes d'études et de mise en œuvre de nouveaux équipements :

DIPLOMES GRANDES ÉCOLES OU UNIVERSITÉS

Vous débutez ou avez acquis une première expérience.

De formation généraliste, vous vous passionnez pour les calculs scientifiques et les technologies les plus avancées : architecture mécanique, analyses vibratoires, mesures-essais, développement de logiciels.

Vous avez le sens des contacts et le goût de l'innovation.

Vous prendrez une part active à l'évolution de nos performances industrielles en intégrant des développements en mécanique, informatique et automatismes.

Merci d'adresser lettre, C.V., photo et numéro de téléphone à :
E.F. 5303, 136, avenue Charles-de-Gaulle,
92522 NEUILLY CEDEX.

Florian Mantione Institut

LITTORAL MEDITERRANEE

Spécialisés dans l'ETUDE et la REALISATION de SYSTEMES à base de MICROPROCESSEURS 16-32 Bits

Intéressant :
L'ESPACE, L'ARMEMENT (TERRESTRE, NAVAL, AERIEN) et
L'INDUSTRIE DE POINTE.

Nous recherchons :

INGENIEUR HIGH TECH

ENSEEIGH - ENSEA - ENSP - ESE - ESIM - ISEP - ISEN etc.
25/35 ans environ, vous êtes passionné par votre métier et vous souhaitez avoir les moyens de vous impliquer dans notre entreprise par votre tempérament, votre talent et vos connaissances pour mener de A à Z les missions dont vous aurez la responsabilité.
Une définition de fonction sera adressée aux candidats présélectionnés qui auront adressé leurs : lettre manuscrite, CV, photo à notre conseil François DURAND, sous réf. PA1083.
FLORIAN MANTIONE INSTITUT, 30 rue E. Marcel, 75001 PARIS.
Confidentialité garantie.

AL/MARSEILLE - BORDEAUX - CLERMONT-FR - GRENOBLE - LA REUNION - LA ROCHELLE - LYON - MONTPELLIER - PARIS - TOULOUSE

Mobil pour son CENTRE DE RECHERCHE de
Notre Dame-de-Gravenchon (Seine-Maritime)

INGENIEUR CHIMISTE

Débutant ou première expérience industrielle avec, si possible, formation complémentaire ENSPM ou thèse de Docteur-Ingénieur.

Cet ingénieur participera aux programmes de Recherche et de Développement de nouveaux produits de haute technologie (en particulier des lubrifiants) dans le cadre de projets internationaux.

Il aura, rapidement, à prendre des responsabilités importantes dans les essais et dans les applications auprès des industriels et chez les constructeurs.

Ce poste lui permettra d'acquies une compétence diversifiée et de haut niveau qu'il pourra, alors, valoriser par une carrière évolutive dans les différentes activités de notre Société (en France ou à l'étranger).

Bien naturellement, ceci entraîne la pratique de l'anglais courant et la mobilité géographique.

Prière d'adresser dossier complet (lettre manuscrite, C.V., etc.) sous réf. 41672 à MOBIL OIL FRANCAISE Service Recrutement - Tour septentrion, 92081 PARIS-LA DEFENSE CEDEX 09.

Mobil
Avancez avec nous.

INGENIEUR D'AFFAIRES

SUPELEC, CENTRALE, LES MINES

Homme de contact, bon négociateur, vous saurez nous apporter votre expérience commerciale, et vos connaissances techniques dans une mission riche où vous participerez à la promotion, et à la commercialisation de Systèmes de Sécurité. Les besoins spécifiques de cette clientèle de haut niveau nécessite des compétences techniques, une disponibilité, une implication permettant d'aller à la source des prescripteurs et de prendre avec succès le parti pris du client.

Une fonction qui tant en France qu'à l'étranger vous permettra de valoriser vos compétences et de réussir avec nous.

Nous étudierons avec attention et discrétion votre candidature (lettre, CV, photo, et prétentions) sous référence IAS à CONTESSA PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

**A
LA
POINTE
DES
TECHNIQUES**



**QUAND UN JEUNE
PROFESSIONNEL DE
L'INFORMATIQUE
A ENVIE DE BOUGER
NOUS LUI OFFRONS
UN RÔLE DE
PREMIER PLAN...**

INGÉNIEURS D'ÉTUDES



génie informatique

Filiale d'un important groupe informatique, spécialisée dans le Conseil et l'Ingénierie Informatique, nous recherchons des ingénieurs d'études avec lesquels nous allons réaliser un objectif ambitieux : doubler notre chiffre d'affaires sur les trois prochaines années. De formation supérieure, vous possédez une

première expérience sur grands systèmes temps réel.

Rencontrez-nous, nous vous donnerons les moyens d'enrichir vos compétences techniques et les responsabilités que vous attendez.

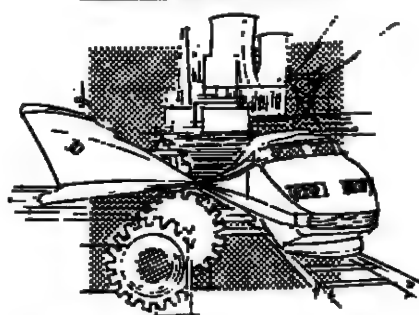
Vous êtes convaincus que nous avons ensemble un grand rôle à jouer ?

Alors merci d'écrire sous référence M/1210 à Michelle ZIGLIARA 55, Quai de Grenelle 75015 PARIS.



LE SAVOIR PARTAGÉ

ALSTHOM



INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Vous êtes ingénieur de Grandes Ecoles Electrotechniques et/ou Electroniques et une expérience de quelques années constitue un avantage certain.

Au sein de notre division robotique et matériaux, et dans le cadre de l'extension de notre activité, vous serez chargé de la VENTE des produits de l'établissement PARVEX.

Votre activité se développera dans les applications des SERVOMOTEURS et leur COMMANDE, pour les domaines de la ROBOTIQUE, des MACHINES et INSTALLATIONS AUTOMATISEES.

Après formation aux produits, le budget de vente qui vous sera confié sera de l'ordre de 10MF.

Les postes à pourvoir sont situés en France, mais une bonne connaissance : de l'anglais et/ou allemand vous permettra d'évoluer dans notre implantation internationale.

Merci d'adresser curriculum vitae, photo et lettre manuscrite au Service du Personnel, s/réf. 50223 à l'attention de M. Galmiche, B.P. 249 - 21007 Dijon Cedex.



CGE

NICE - COTE D'AZUR

COMPOSANTS ELECTROMECANQUES
600 PERSONNES

Notre société fait partie d'un groupe leader ayant une forte image de marque dans la conception et la fabrication de composants électromécaniques. Elle recrute :

2 Chefs de projets

Nouveaux produits

En prise directe avec le Directeur Général, vous aurez à coordonner tout le processus de mise en fabrication de nouveaux produits (cahier des charges, études, moyens, délais, essais, prix de revient). C'est sur vous que reposera l'industrialisation de produits technologiquement fiables et surtout rentables. Vous êtes ingénieur de Grande Ecole (AM de préférence ou équivalent), vous avez déjà une expérience industrielle de 4 à 5 ans acquise dans un service technique et/ou de production si possible dans une unité de moyennes séries. Vous connaissez évidemment la faisabilité d'un produit industriel nouveau. réf. 145.

Mécanisation

Vous aussi en prise directe avec le Directeur Général, vous aurez un rôle majeur avec le développement des nouveaux produits. Mais c'est sur la mécanisation que portera l'essentiel de votre action. Dialoguez avec tous les services de l'usine dont vous aurez besoin pour orienter le choix des investissements techniques et des moyens de fabrication, vous aurez une influence déterminante sur la rentabilité des produits fabriqués.

Cette fonction-clé ne peut être confiée qu'à un ingénieur de grande école (AM), très bon mécanicien, très au fait des réalités concrètes liées à l'organisation industrielle des moyens de production. Vous avez une expérience diversifiée (bureau d'études, méthodes, fabrication) de 5 ans minima acquise dans des industries électromécaniques. réf. 146.

Ces 2 postes offrent des conditions attractives dès le départ ainsi que des perspectives de développement de carrière, soit dans notre société, soit dans notre groupe.



Guy Postel

Adresser votre CV, photo, en précisant vos prétentions, la référence du poste choisi, ainsi qu'un numéro de téléphone à GUY POSTEL CONSEIL, BP 19, 06480 LA COLLE SUR LOUP, qui vous contactera rapidement et confidentiellement.



Notre groupe en expansion (1,7 milliard de CA) recrute un

Chef de projet

— Recherche et développement —

rattaché au Responsable "RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT" du groupe. Nous lui confierons la réalisation des essais, l'analyse des résultats, l'approche du prix de revient, la rédaction de rapports d'essais et de dossiers techniques.

De formation ingénieur ENITA, UTC, ENSBAH..., complétée par deux années d'expérience professionnelle dans le domaine des circuits de préférence, vous saurez démontrer les qualités de rigueur, créativité et motivation nécessaires pour prendre en charge à terme la mise au point d'une ligne de produits nouveaux.

Poste basé temporairement (9 mois) à GRENOBLE puis à MARSEILLE définitivement.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 91063 à MEDIA-SYSTEM, 44 Bd Longchamp, 13001 MARSEILLE, qui transmettra.

هكذا من الأصل

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Jeunes ingénieurs

Sud-ouest



AVIONS MARCEL DASSAULT - Cet important constructeur aéronautique recherche, pour son usine de Biarritz (1.600 personnes) dont les activités très diversifiées sont principalement orientées vers la mise en œuvre de matériels composés, deux jeunes ingénieurs débutants, de formation grande école: ECP, SUP AERO, ENSAM, ou équivalent. Ils débiteront par une mission en bureau d'études de deux ans à l'usine de Bordeaux pour ensuite s'orienter vers une fonction de production à l'usine de Biarritz. Ces postes sont évolutifs pour des candidats de valeur. Ecrire à Arlette BIEBUYCK, qui transmettra directement les réponses à notre client, en précisant la référence B/T2048M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

2 bis, avenue Fiala - 31400 TOULOUSE - Tél. 61.52.34.15
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Jeune ingénieur

Chef de projet

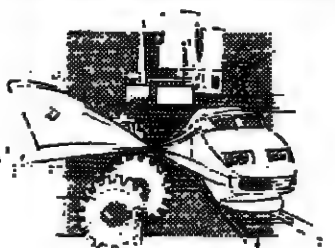
Rhône-Alpes - Un groupe de 1000 salariés, leader européen dans la construction d'équipements industriels, lance avec une ambition mondiale, en partenariat avec une société agro-alimentaire de forte notoriété, un nouveau concept de matériel. Après une phase de découverte et de formation au savoir-faire agro-alimentaire, le chef de projet se verra confier la définition et la mise au point de la machine, de la réalisation d'un prototype à la faisabilité industrielle en petites/moyennes séries et à la phase d'industrialisation. Ce poste s'adresse à un jeune ingénieur débutant ou ayant acquis une première expérience, de formation généraliste (Centrale, Arts et Métiers, ENSIA...) à forte dominante mécanique et/ou agro-alimentaire, désireux de s'investir totalement, avec une grande autonomie d'action, dans la conduite d'un projet ambitieux. La société présente de très larges possibilités d'évolution pour un candidat de valeur. Ecrire à F. PHILIBERT en précisant la référence A/3059M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

78, Bd de la République - 69100 VILLEURBANNE - Tél. 78.59.50.43
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

ALSTHOM



INGENIEUR D'AFFAIRES

De formation ECP, ETP, AM ou équivalent, vous avez entre 30 et 40 ans, vous avez acquis une expérience d'environ 5 ans dans la gestion de projet et en mains incluant une part importante de travaux de génie civil.

Vous avez le sens des rapports humains et du commandement.

La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Courts déplacements en France et à l'étranger à prévoir.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo) à ALSTHOM Etablissement SCAM - M. GOLFIER 40, rue Jean Jaurès, 93176 BAGNOLET Cedex.

CONTEXTE

Cet important ensemble industriel français occupe une place de leader dans son secteur d'activité. Grâce aux investissements importants engagés ces dernières années, il s'est doté des outils les plus modernes à l'échelle mondiale. Le développement de ses activités l'amène à rechercher deux ingénieurs qui débiteront leur carrière à l'usine de Dunkerque:

Ingénieur projets automatismes

Sous la responsabilité du chef des études et au sein d'une petite équipe, il se verra confier la conduite de projets d'automatismes et d'informatique industrielle. Par ailleurs, il aura la mission de sensibiliser les différentes directions aux grandes lignes de développement de l'informatique de process. Ce poste s'adresse à un ingénieur (AM, IDN, HRI, UTC...) possédant si possible une spécialisation en informatique industrielle, et pouvant justifier d'une première expérience de la conduite de projets acquise dans l'industrie de process ou dans une société de services. La candidature d'un débutant particulièrement motivé peut éventuellement être envisagée. La connaissance de l'anglais est un atout. Réf. A/4959M.

Ingénieur entretien

Rattaché au chef des services techniques et animant une équipe d'environ 30 personnes (techniciens et ouvriers), il sera chargé d'assurer la maintenance d'un atelier de production, de veiller à l'amélioration du matériel et au renouvellement des équipements. Ce poste intéresse un ingénieur (AM, IDN, HRI, ENSHGG...) possédant des compétences en électrotechnique, automatismes, mécanique, thermique ou spécialiste de l'un des domaines précités. Il possèdera une première expérience industrielle ou pourra être débutant. Réf. A/4960M.

Pour ces postes, la rémunération proposée sera fonction de l'expérience et des compétences offertes. La gestion de carrière des cadres de ce groupe permet d'envisager de réelles perspectives d'évolution pour des candidats de valeur. Ecrire à Françoise ORANGE en précisant la référence du poste choisi. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

19, Résidence Flanerie - 59170 CHIEUX - Tél. 20.72.52.25
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTIC



LE DÉPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE RECRUTE POUR LA DIRECTION DES SERVICES DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT UN ATTACHÉ ANALYSTE PAR MUTATION

CONDITION : • appartenir au cadre d'emploi d'Attaché Territorial.

DES INGÉNIEURS

• dans les spécialités suivantes : informaticien/analyste, cartographe, hydraulicien, génie sanitaire.

PAR DÉTACHEMENT

CONDITION : • être titulaire du grade d'Ingénieur dans la fonction publique.

PAR CONCOURS SUR TITRES

CONDITIONS : • être âgé de moins de 40 ans au 1^{er} janvier 1988, être de nationalité française, être titulaire de l'un des diplômes ou titres figurant à l'annexe I du statut particulier des Ingénieurs du Cadre départemental.

PAR CONCOURS SUR ÉPREUVES

CONDITIONS : être âgé de moins de 40 ans au 1^{er} janvier 1988, être de nationalité française.

SALAIRE NET MENSUEL DE DÉBUT DE CARRIÈRE : 7 832,48 F.

PRIME ANNUELLE : 28.000 F. CLOTURE DES INSCRIPTIONS :

• VENDREDI 21 OCTOBRE 1988, le cachet de la poste faisant foi.

ADRESSER LE DOSSIER DE CANDIDATURE COMPRENANT :

• Un curriculum vitae, la photocopie du diplôme, une photographie d'identité, deux enveloppes timbrées portant son adresse à : MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL, HOTEL DU DÉPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE, Direction du Personnel Départemental - Recrutement, avenue du Général-de-Gaulle, 94000 CRÉTIL.

POUR LE CONCOURS SUR ÉPREUVES RETIRER LE DOSSIER D'INSCRIPTION A LA DIRECTION DU PERSONNEL DÉPARTEMENTAL, Pâtes 002, 2, r. Tirard, 94000 CRÉTIL (M^{re} Crétel-Université). Tél. 43-99-84-00, p. 84.12 ou 64.12.

Compagnie Générale d'Informatique

DIPLOMÉS D'ÉTUDES SUPÉRIEURES SCIENTIFIQUES

Nouvelles technologies et passion d'entreprise. Les deux domaines vous passionnent ? Vous souhaitez qu'ensemble ils constituent les axes de votre évolution de carrière.

Le Groupe CGI propose à 300 jeunes comme vous un avenir dans l'informatique appliquée au management des grandes entreprises

Après une formation de quelques semaines aux activités, aux méthodes et aux outils spécifiques de CGI (MERISE, PACBASE, SIGAG, P), vous rejoindrez une de nos équipes opérationnelles.

Vous participerez à ses activités de mise en œuvre de systèmes et d'applications informatiques liées à la gestion de l'organisation ou au développement des grandes sociétés qui constituent notre clientèle.

Vos missions successives d'importance croissante, vous permettront d'acquies de nouvelles compétences dans plusieurs métiers de l'informatique et de renforcer votre sens des responsabilités.

Vous pourrez ainsi bénéficier des nombreuses opportunités de carrière offertes par le développement du Groupe CGI, l'un des premiers de son secteur (2000 personnes) progressant en rythme de 30% par an importante implantation internationale, leader européen du Progiciel.

Adressez rapidement votre CV et photo, sous la référence 04/MA-065 à Madame D. JAMET.

CGI, 50 rue du Château-des-Sablons, 75004 PARIS Cedex 13.

PACBASE et SIGAG sont des marques déposées de CGI.

Compagnie Générale d'Informatique
L'énergie créative

40/001

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

REPRODUCTION INTERDITE

I NGENIEURS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ AGRO-ALIMENTAIRE, filiale d'un des premiers groupes internationaux recherche pour ses unités de production des

CHARGES D'ORGANISATION INDUSTRIELLE (Centrale, Mines, Ponts et Chaussées, Arts et Métiers, Insa)

Débutants (ou avec un an d'expérience) venez tester vos capacités en choisissant d'intégrer une équipe d'organiseurs.

Analyse, diagnostic, conception de schéma directeur, mise en œuvre des solutions proposées et suivi des applications : telle est la mission que nous vous proposons.

A court terme, elle représente le tremplin idéal pour évoluer au sein du Groupe, notamment à l'étranger si votre parfaite maîtrise de plusieurs langues (de préférence Anglais et Espagnol) vous le permet.

Si vous possédez comme atout supplémentaire le goût du génie mécanique, alors n'hésitez plus !

Envoyez votre lettre de candidature avec C.V., photo et prétentions, sous référence 12311/LM, à HYPERBOLE - 104, rue Réaumur - 75002 PARIS, qui nous transmettra votre dossier.

INGENIEUR D'AFFAIRES LIGNES THT



CGEE ALSTHOM c'est l'entreprise électrique, le contrôle industriel et l'assistance technique, soit 22 000 personnes dans le monde dont 8 000 ingénieurs et techniciens.

Notre Direction Régionale Sud-Ouest située à TOULOUSE recherche un INGENIEUR DEBUTANT diplômé d'une Grande Ecole, ENSAM, INSA, ESTP, ENSM...

Votre mission :

- contacts commerciaux,
- devis et négociations,
- organisation, suivi des études et des chantiers,
- gestion des affaires.

Merci d'adresser votre candidature, en précisant la réf. 1210, à T. de Beaurepaire - CGEE ALSTHOM 13, rue Antonin-Raynaud - 92309 LEVALLOIS PERRET Cedex.



Les moyens pour gagner

UNE ACCELERATION CONTROLÉE :

EN
3 ANS :

Nous avons gagné 100 places par an au classement par C.A. des 500 Sociétés Françaises d'informatique les plus performantes.

Nous sommes hautement profitables depuis notre création.

Nous sommes près de 200 ingénieurs implantés en France, en Europe, aux U.S.A.

Et pourtant, nous investissons et restons indépendants.

Nous recherchons des INGENIEURS GRANDES ECOLES, performants et efficaces, que cette dynamique motive.

Pour aller ensemble, plus loin, plus vite,...

Si vous êtes X, Centraien, Sup aéro, Sup Télécom, Sup Elec, INSA... et si vous avez de 2 à 15 ans d'expérience en informatique, nous vous invitons à nous rejoindre comme :

CHEF DE PROJET OU CONSULTANT - (Ref. 91)

INGENIEUR DE CONCEPTION - (Ref. 92)

INGENIEUR DE REALISATION - (Ref. 93)

INGENIEUR METHODE - (Ref. 94)

Pour tous ces postes, il est souhaitable d'avoir la connaissance d'un domaine technologique de pointe (aéronautique, espace, télécommunications, défense, nucléaire, marine, productique, recherche).

Les compétences techniques nécessaires sont parmi les suivantes :

- Langages : ADA, C, LTR,
- Système d'exploitation : UNIX, VMS
- Matériels : VAX, SUN, HP, MICROPROCESSEURS
- SGBD : ORACLE, INGRES.
- Techniques de communication et réseaux.
- La maîtrise de l'anglais parlé est un atout supplémentaire.

Les postes sont à pourvoir principalement à Paris, mais aussi à Bordeaux, Toulouse, Aix, Grenoble et Brest.

Si aller plus loin, plus vite ensemble vous motive, alors adressez votre lettre manuscrite et votre CV en précisant la réf. choisie à DECISION INTERNATIONAL - Service du Personnel - 112, rue de Paris 92100 BOULOGNE.

L'INTELLIGENCE INFORMATIQUE

Telemecanique

les solutions de progrès

14.000 personnes - C.A. consolidé : 6,7 milliards de F.
LEADER EUROPÉEN DES CONSTITUANTS
POUR AUTOMATISMES INDUSTRIELS
Pour étoffer son équipe Marketing, sa division Pneumatique crée à l'établissement d'Evreux (27) un nouveau poste de

INGENIEUR CHEF DE PRODUITS

Placé sous l'autorité du Directeur du Marketing Produits et Projets en liaison permanente avec les opérationnels et la Direction Technique.

- Il assiste techniquement le réseau Commercial.
- A l'écoute du marché, il analysera la concurrence et définira le cahier des charges des produits nouveaux.
- Il établit les flux économiques et gère les projets en phase de développement.

INDISPENSABLE

28-30 ans - INGENIEUR diplômé type INSA, ENSI ou similaire. Première expérience souhaitée de pneumatique ou automatique avec mise en application sur le terrain.
Anglais pratiqué apprécié - Mobilité

DISCRETION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. dét., rémunér. et photo ss réf. 8897 à

sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

ecopol

Société Française de pointe en :
fiabilité et sécurité des systèmes industriels

se développe et recrute

plusieurs ingénieurs grandes écoles

DEBUTANTS OU PREMIERE EXPERIENCE

Options, stages ou première expérience en automatismes, contrôles de procédés et informatique industrielle constituent un atout important.

La mission proposée implique la prise en charge rapide d'affaires dans le domaine des techniques avancées (armement, spatial) et des systèmes de production.

Des responsabilités en matière de développement technique et commercial pourront être rapidement offertes.

Merci d'envoyer C.V., sous référence PHL 10-M à ECOPOL 26, rue du Château des Rentiers, 75013 Paris.

OFFICE D'EQUIPEMENT HYDRAULIQUE de la Corse

RECRUTE

INGENIEUR HYDRAULICIEN

Profil : formation supérieure hydraulique, informatique industrielle et électromécanique (ENSEIH Toulouse ou ENSHM de Grenoble).

Mission : étude et réalisation, rénovation, amélioration sur ouvrages d'exploitation et stations de pompage existantes. Etude et mise en place réseau de télésurveillance. Maintenance générale des ouvrages et optimisation. Encadrement personnel électro-mécaniciens.

Poste à pourvoir : à BASTIA (Haute-Corse) au plus tôt.

Rémunération : 130 à 160 KF/an.

Adresser curriculum vitae + photo à :
O.E.H.C. - Service du personnel,
Avenue Paul-Giacobbi, 20601 BASTIA.



CAISSE
NATIONALE
DE
CREDIT AGRICOLE

LA DIRECTION DE L'IMMOBILIER ET DU TOURISME
recherche pour ses filiales

INGENIEUR INFORMATICIEN

DEBUTANT

Il(elle) sera chargé(e) de participer à l'étude et à la réalisation de logiciels et devra dialoguer avec aisance avec les divers utilisateurs. Sa formation devra être impérativement la MIAGE et deux années d'expérience en informatique de gestion seraient appréciées.

Adressez votre lettre avec CV détaillé, photo et rémunération à UNIGER (IMO/FT), 31, Quai de Grenelle 75738 Paris Cedex 15.

هكذا من الأملي

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

chef de projet produits nouveaux

OPTRONIQUE PARIS

Nous sommes filiale d'un des plus importants groupes industriels français. Nous développons et produisons des matériels optomécaniques et optiques laser. Vous êtes chargé de conduire un important projet en développement laser pour une application industrielle. Vous êtes aidé d'une équipe d'une vingtaine de personnes et de nos différentes Directions «Etudes, Commerciale, Marketing». Vous serez par ailleurs en relation permanente avec nos clients dans toutes les phases d'avancement du projet. Ingénieur Grandes Ecoles, ESSE ou équivalent, vous avez une dizaine d'années d'expérience et des compétences en laser et électrotechnique que vous avez pu mettre au service d'une expérience où les impératifs liés à l'industrialisation étaient prépondérants. Au-delà de vos compétences techniques, nous recherchons avant tout, une personnalité apte à superviser un tel projet. Créatif, vous êtes également excellent animateur. Votre ascendant et vos talents relationnels vous permettront avec votre équipe de faire aboutir votre projet depuis la réalisation de prototypes jusqu'à l'industrialisation.

Merci d'adresser C.V. et prétentions à notre Conseil qui vous garantira la plus stricte confidentialité, sous référence DP 100.
2, rue Louis David - 75782 PARIS CEDEX 16
11, rue Victor Hugo - 69002 LYON

COCEPLAN

CPOAC
Groupe BOSCH

Haute Savoie
(Composants Hydrauliques et Pneumatiques)

Recherche

Pour son service Méthode

INGENIEUR ELECTROMECHANICIEN

Il sera l'animateur d'une section industrialisation dont le souci primordial sera d'améliorer constamment le processus de fabrication, ce qui impliquera analyse et suivi du circuit de production, contrôle et amélioration de la productivité, proposition de solutions d'automatisation, participation aux choix des investissements.

Profil : Jeune ingénieur type AM-NSA, etc. 3 à 5 ans d'expérience. Un poste identique est à pourvoir à notre usine de RUMILLY (Haute Savoie).

Pour son service Logistique

CHEF DE GROUPE

Il assurera, avec une équipe de 9 personnes, la gestion de production d'une gamme de Vannes Pneumatiques et Hydrauliques.

Profil : Ingénieur débutant (AM, NSA, ENI, etc.) ou DUT, BTS ayant 3 à 5 ans d'expérience en gestion de production de type MRP.

Pour ces deux postes, Allemand indispensable, un stage de 6 mois à 1 an en Allemagne dans les Usines du Groupe est à prévoir.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions à :
CPOAC - Direction du Personnel, BP 37, 74131 BONNEVILLE CEDEX.

TELIC
ALCATEL

Etudes et Développement à Strasbourg

Dans son nouvel ensemble industriel, la Direction Etudes et Développement de Strasbourg s'est donnée les moyens de répondre à tous les défis techniques de la communication d'entreprise. 300 ingénieurs et techniciens y développent actuellement des systèmes de communication multiservices RNIS et une large gamme de terminaux associés. Ils mettent en œuvre des technologies avancées : commutation et transmission numériques, vidéo, micro-informatique, systèmes à architecture répartie, logiciel temps réel, logiciel de base, langages de haut niveau, environnement de génie logiciel, technologie VLSI. Ils disposent d'outils et de moyens d'aide à la conception très performants, constitués de stations de travail (Sun, Apollo) et d'un réseau de conception intégré (CAE, CAO et VLSI). Conscients de l'enjeu, ils sont ainsi armés face à une concurrence internationale vive, mais stimulante.

Faites connaissance !

INGENIEURS D'ETUDE ELECTRONICIENS

Rejoignez le N°1 de la communication d'entreprise
Filiale CGE - 15.000 personnes
9 milliards de francs de Chiffre d'Affaires

Débutants

Vous êtes diplômé d'une grande école avec une spécialité en électronique. Vous approfondirez vos connaissances dans des techniques de pointe, en participant avec nos équipes à l'étude de projets importants. Ces études s'appuient sur des outils et des méthodes d'aide à la conception particulièrement performants.

Confirmés

Diplômé d'une Grande Ecole, vous avez acquis une première expérience dans la conception de systèmes ou produits électroniques et vous avez de bonnes connaissances en logique et/ou en analogique. Vous pourrez enrichir votre expérience en prenant la responsabilité d'animer une équipe d'ingénieurs et de techniciens ou en participant à la conception de nos produits en tant qu'ingénieur système.

Créatif, vous êtes intéressé par le développement de nos projets. Pour miser sur l'enjeu Télec, adressez votre candidature sous Réf. JB/M à M. Camille LEJEUNE, Direction des Ressources Humaines, TELIC ALCATEL, 1 route du Docteur Albert Schweitzer, 67408 Illkirch Cedex.

VOCATION MEDIA

Vos talents de manager pour une électronique de qualité

Filiale d'un grand groupe international, présente dans 110 pays, notre société, leader mondial en électronique professionnelle réalise 50 % de son CA à l'exportation. Nous recherchons pour notre Direction Industrielle le RESPONSABLE DU SERVICE CONTRÔLE/REGLAGE SOUS-ENSEMBLES. Vos compétences techniques, vos qualités de manager et votre expérience de l'encadrement sont indispensables pour animer, coordonner et contrôler l'activité d'une équipe de 15 personnes. Rattaché au Directeur de Production, vous aurez également à développer les méthodes et moyens de contrôle réglage et assurer la gestion des sous-ensembles contrôlés par votre service.

Vous assurerez cette mission dans le cadre d'une politique croissante de qualité totale. A environ 30 ans, ingénieur diplômé électronicien (Supélec, Suptélec...) avec connaissance HF, vous bénéficiez de quelques années d'expérience dans un environnement similaire. L'Anglais est nécessaire. Nous comptons sur votre sens de l'adaptation et votre réel dynamisme et saurons vous proposer une évolution enrichissante au sein de notre société.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 39257 à MEDIA SYSTEM, 6/8, Impasse des Deux Cousins, 75017 Paris qui transmettra.

CHARGÉ D'ÉTUDES

Organisme financier régional d'un réseau d'établissements de crédit (200 agences), lié à un groupe financier national de premier plan, recrute un chargé d'études.

MODÉLISATION ET SYSTEMES D'INFORMATION

A environ 25-30 ans, de formation économique et scientifique (ISUP, IESEG, ENSAE), vous avez de préférence une expérience de quelques années de la modélisation et de l'analyse de données. Vous serez chargé, à l'aide d'un Infocentre, de consolider les données nécessaires à la mise au point des outils de gestion et de prévision des différents départements de notre société (financier, marketing...). La pratique d'un LAG (SAS ou autre) sera appréciée. Ce poste requiert une capacité réelle à concevoir et mener à terme un projet dans le cadre d'un environnement bancaire plurifonctionnel. Pour en savoir plus, contactez les collaboratrices d'ALLO-CARRIERES au 45.02.15.74, du lundi au vendredi de 9h à 17h (précisez la réf. 841/UM), ou envoyez votre candidature en indiquant la réf. 841/UM à MEDIA P.A. - 53, av. Victor Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

45.02.15.74

TEXAS INSTRUMENTS

Pour renforcer notre centre européen d'ingénierie, la DIVISION SYSTEMES INDUSTRIELS de TEXAS INSTRUMENTS souhaite intégrer un

INGENIEUR AUTOMATICIEN
SUPPORT TECHNIQUE EUROPEEN

Ingénieur électronicien ou automatique, vous avez acquis une solide connaissance des automates programmables et des applications industrielles dans la fabrication et le contrôle de processus. Votre sens de la coordination vous permettra d'assurer efficacement l'assistance technique auprès des différentes opérations européennes de TEXAS INSTRUMENTS, ainsi qu'une liaison permanente avec les centres de conception et de fabrication implantés aux Etats-Unis. Une pratique professionnelle de l'anglais est donc indispensable pour ce poste. Basé à Villeneuve-Loubet, près de Nice, vous êtes disponible pour des déplacements de courte durée à l'étranger.

Bernard TISON vous prie de lui adresser votre candidature (photo jointe) sous réf. EISD/1088/IM, à TEXAS INSTRUMENTS FRANCE, 8/10 avenue Maurice Saulnier, 78141 Velizy-Villacoublay cedex.

TEXAS INSTRUMENTS

LIVE
INGENIEURS DÉBUTANTS
GRANDES ÉCOLES ET UNIVERSITAIRES

Lorsque plusieurs établissements bancaires s'associent autour d'un GIE pour faire naître une société d'informatique, il y a toutes chances pour que ses moyens, ses dimensions et ses perspectives soient à la mesure de l'importance des Banques concernées.

PRENEZ LE DÉPART D'UNE CARRIÈRE OUVERTE SUR TOUS LES MÉTIERS DE L'INFORMATIQUE ET DE LA BANQUE

Très vite, après quelques semaines de formation à nos techniques et aux outils informatiques utilisés (grands systèmes IBM et important parc de terminaux), vous prendrez en charge des missions opérationnelles de réalisation de projets. La diversité et l'importance croissante de ces missions, les contacts nombreux qu'elles entraîneront, vous permettront de renforcer en permanence vos compétences et votre sens des responsabilités. Notre développement rapide vous ouvrira, à chaque étape, les opportunités correspondantes.

Merci d'adresser lettre, C.V. et photo, sous la référence LIVE/754, à notre Conseil.

UNILOG Conseil en Recrutement
9 rue Alfred de Vigny - 75008 Paris
Membre de SYNTHEC Informatique

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

DECROIX
Textiles

Paris Ouest - Nous sommes un groupe de sociétés de haute renommée (400 personnes - 300 Millions de C.A.), spécialisées dans la création et la fabrication de tissus et de papiers peints pour la décoration.

Notre informatique est actuellement sous-traitée sur le DPS 7 d'une autre entreprise du groupe SA DECROIX. Prévoyant la refonte de notre système d'information, nous avons décidé de nous doter de notre propre structure informatique. Ceci nous amène à recruter un

■ Concepteur - Futur Responsable informatique

Après l'étude de l'existant, vous vous impliquerez dans la conception puis la mise en oeuvre de notre système d'information : choix du matériel et des sous-traitants, pilotage de la réalisation, aide à la mise en place auprès des utilisateurs.

Ce poste s'adresse à un chef de projet, de formation supérieure, souhaitant valoriser une expérience d'environ 5 ans dans un contexte où ses capacités d'initiatives comme ses qualités de dialogue et d'adaptation seront essentielles.

Nicole LE MEUR vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous la référence MNL/DT/CO à

ORDIS

CAP GEMINI SOGETI

L'Expertise Informatique

Votre talent commercial au service de votre région

CAP SOGETI SYSTEMES est le partenaire des grandes entreprises dans les secteurs du Tertiaire, de l'Industrie et de l'Administration et intervient dans tous les domaines d'expertise informatique : Schéma Directeur, Conseil, Etudes et Réalisation.

Ingénieurs commerciaux

Grande Ecole d'Ingénieur ou de Commerce vous avez une solide expérience professionnelle dans le domaine commercial (acquise en SSL ou chez un constructeur). Vous êtes un passionné d'informatique et votre maturité commerciale vous permettra de prendre en charge le développement d'une clientèle de haut niveau.

Les postes sont à pourvoir dans nos agences de : NANTES, RENNES : secteurs Banques, Assurances, Grandes Administrations.

NANCY - METZ : secteurs Industriel et Tertiaire.

LILLE : secteur Industriel. Pour ce poste une bonne connaissance de l'informatique industrielle est indispensable. Appui d'un grand groupe informatique, agences à taille humaine, formation adaptée, projets d'avenir : à vous de jouer maintenant la carte de votre évolution.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la ville choisie à Françoise Doubreau, CAP SOGETI SYSTEMES, 14-20, rue Lenche, 75015 Paris.

CAP SOGETI SYSTEMES

Responsable Industrialisation Usinage

AM - INSA - ENI

en Bourgogne

Nous sommes la filiale de deux Groupes internationaux et produisons des Biens d'Équipement Grand Public de très haute technicité aux marques réputées. Le jeune ingénieur généraliste ou mécanicien que nous recherchons a une première expérience d'encadrement d'une équipe au sein d'un Service Méthodes Industrialisation ou Production si possible dans une Entreprise pratiquant l'usinage de très grande précision (armement, spatial, automobile, horlogerie, aéronautique...). Il fera évoluer les moyens techniques de production, méthodes et process et assurera les relations avec l'ensemble des Services de Production, Achats, Logistique, etc... Les contacts fréquents avec les fournisseurs machines (Japon, Suisse, etc...) la participation aux salons et autres manifestations techniques nécessitent une parfaite connaissance de l'anglais. Le candidat retenu ne rencontrera aucun problème d'intégration au sein d'une équipe jeune, ouverte, dynamique et soudée. Le poste est situé à proximité d'Auxerre.

ORION vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) s/réf. 810639/M

ORION
Unionne et L'Entreprise

CEP SYSTEMES

(120 personnes, 35 % de croissance annuelle)

Nous sommes une société de services spécialisée dans la qualité et la maîtrise des risques dans les domaines de la Haute Technologie et de l'Informatique (nucléaire, spatial, aéronautique, défense...). Nous recherchons :

CONSULTANTS EXPÉRIMENTÉS en :

• ASSURANCE QUALITÉ - QUALITÉ TOTALE

Profil : Ingénieurs généralistes diplômés.

Lieu : Paris et Marseille.

(Réf. 1.GM)

• QUALITÉ LOGICIEL - GÉNIE LOGICIEL

Profil : Ingénieur informaticien diplômé avec une expérience de développement : niveau chef de projet.

Lieu : Paris.

(Réf. 2.GM)

• SURETÉ DE FONCTIONNEMENT SYSTEMES PROGRAMMÉS

Profil : Ingénieur électronicien diplômé Grande Ecole avec une expérience de développement logiciel temps réel.

Lieu : Paris.

(Réf. 3.FB)

• SURETÉ DE FONCTIONNEMENT SYSTEMES ELECTRONIQUES

Profil : Ingénieur électronicien (ENSERG, ENSEIHT...). Débutant accepté.

Lieu : Toulouse.

(Réf. 4.FB)



Merci d'adresser votre candidature sous référence choisie à CEP SYSTEMES - Madame E. LANGLOIS - 34, rue Rennequin - 75017 PARIS.

manager un service logiciel

Grand Groupe industriel, nous créons le poste de
RESPONSABLE SERVICE LOGICIEL

Vous serez le manager d'une entité de 70 à 80 ingénieurs logiciel qui apporteront leurs compétences à la réalisation de grands projets. Dans un environnement de techniques avancées, électronique et informatique, vous piloterez votre service comme une SSL interne dont vous êtes le patron. Vous gèrerez les coûts et délais, planifierez la

charge de travail, veillerez au respect des spécifications. Attentif aux hommes, ingénieurs et chefs de projets, vous vous souciez de leur formation et de leur promotion. Vous planifierez et structurerez votre activité à moyen terme. Ingénieur de Grande Ecole, vous présenterez un parcours professionnel de 10 ans ou plus en SSL ou chez un système.

Saisissez l'occasion d'évoluer...

Merci d'adresser votre candidature sous réf. B 825 à notre Conseil 315, Bureau de la Colline - 92213 SAINT-CLOUD CEDEX.

SYSECA
SELECTION

Chez Digital, leader mondial des réseaux informatiques et des systèmes intégrés d'information, la Formation n'est pas un vain mot. En y consacrant 21 % de notre masse salariale, nous poursuivons deux objectifs : développer le potentiel de notre personnel et satisfaire nos clients en leur fournissant le savoir-faire nécessaire à l'utilisation de nos produits.

Ingénieurs formation logiciel

Réseaux - Systèmes - Bureautique - Bases de Données

Au delà de votre maîtrise de la technique, vous souhaitez transmettre un savoir en perpétuelle évolution et révéler vos qualités d'animateur. La conception, l'organisation et l'animation de cours techniques, à une population internationale - clients ou personnel Digital, répondent à vos aspirations et vous maintiennent au «top niveau» de cette technologie.

De formation écoles d'Ingénieurs ou universitaires, vous avez une expérience de 2 à 5 ans dans des services études, développement, support... Votre maîtrise de l'anglais est indispensable. Les postes proposés ne sont pas statiques : en fonction de votre évolution personnelle et professionnelle, vous pourrez envisager d'autres opportunités au sein de Digital.

Merci d'adresser votre candidature, sous référence MON 577, en précisant la spécialité de votre choix à M.C. SAN QUIRCE - DIGITAL EQUIPMENT FRANCE - 2, rue Gaston Crémieux - BP 136 - 91004 EVRY CEDEX.

Digital : un choix de société

digital



CENTRE TECHNIQUE DU BOIS et de l'AMEUBLEMENT
Centre de recherche et d'appuis techniques recrute un

INGENIEUR

AUTOMATISME

Dans un environnement technologique de haut niveau, vous êtes chargé des développements en automatisme (automates et microprocesseurs).

Vous développez des technologies nouvelles spécifiques et vous participez à la réalisation des contrats européens en matière de transitique.

Agé d'environ 30 ans, vous possédez une première expérience acquise dans le domaine de l'industrie.

Votre sens des responsabilités, votre dynamisme et vos qualités relationnelles vous permettent de travailler en équipe seront autant d'atouts pour envisager une rapide évolution de carrière.

Ce poste est basé à PONT A MOUSSON et de fréquents déplacements de courte durée sont à prévoir.

Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à l'attention de Jean-Paul LEGO - Pôle Productique, rue Blenod, 54700 MAIDIÈRES.

Schlumberger

Industries

LANCEZ
VOS
NOUVELLES
FABRICATIONS
ELECTRONIQUES

SCHLUMBERGER INDUSTRIES est le premier fabricant mondial dans les domaines des cartes à mémoire, des systèmes de paiement électronique, des compteurs d'électricité, d'eau et de gaz, des systèmes de défense...

Notre Unité industrielle de Pont Audemer (Eure), chargée de fabriquer pour SCHLUMBERGER des équipements électroniques de haute technologie, renforce son équipe d'industrialisation par un

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

Électronicien

Débutant ou ayant une première expérience industrielle, vous prendrez une part active au lancement de nouvelles fabrications (choix des technologies et des composants, architecture des produits, développement des outils de test, mise en fabrication, suivi technique...).

Ces premières fonctions vous prépareront à d'intéressantes évolutions au sein de SCHLUMBERGER.

Merci d'adresser lettre, C.V. et photo, sous référence MT/1310, au Service du Personnel

SCHLUMBERGER INDUSTRIES
Division Techniques et Productions
125, rue de Paris
91300 Mussy

هكذا من الأصل

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

SECTION D'ETUDES ET FABRICATIONS DES TELECOMMUNICATIONS

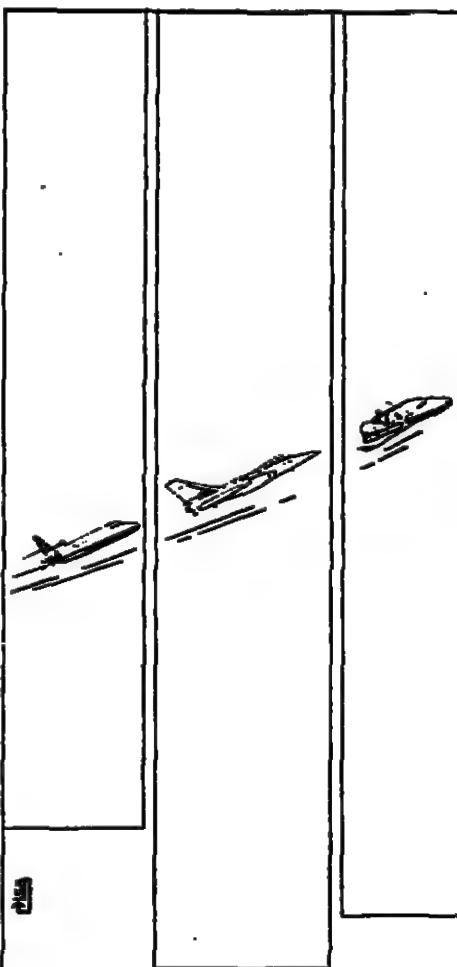
La SEFT, c'est 600 personnes, plus de 120 ingénieurs, dont la mission est de lancer et de mener toutes les actions permettant de satisfaire les besoins de l'Armée de Terre en équipements et systèmes d'armements complexes dans les domaines suivants :

INFORMATIQUE
ELECTRONIQUE
TELECOMMUNICATIONS

Faisant partie de la branche Armements Terrestres du Ministère de la Défense (soit 15 unités représentant un potentiel humain de plus de 20 000 personnes), notre vocation est de piloter les études et la réalisation de projets que nous confions à de grands industriels sous-traitants.

Parmi les récents projets que nous avons menés à bien... le réseau de télécommunication RITA (adopté Outre-Atlantique).

Pour faire face au développement constant de nos activités, nous recherchons de jeunes ingénieurs appelés à s'intégrer dans plusieurs de nos départements.



L'aéronautique fait appel aux technologies les plus évoluées et nous nous devons d'être en avant-garde.

Notre Centre Informatique Scientifique situé à SAINT CLOUD a en charge de puissants moyens de calcul allant de l'IBM 3090 à l'ordinateur individuel. Ces moyens sont utilisés par l'ensemble de nos bureaux d'études.

Pour aider les utilisateurs, nous recherchons

deux jeunes ingénieurs informaticiens

DEBUTANTS, OU POSSEDANT UNE COURTE EXPERIENCE

Leurs missions :
• pour l'un, participer au développement d'un projet d'outil général de création de sorties graphiques (connaissance de FORTRAN appréciée). (Réf. 37.49/II/946)

• pour l'autre, travailler sur des stations autonomes sous UNIX et devenir un spécialiste de ces systèmes. (Réf. 37.50/II/947)

Adresser C.V. + photo + salaire actuel sous réf. respective à A.M.D.-B.A., Service du Personnel, 78, Quai Marcel Dassault 92214 Saint-Cloud.

de l'air à l'espace

AVIONS MARCEL DASSAULT - BREGUET AVIATION

SAINT-GOBAIN

SAVOIE. Au sein du groupe, nous sommes le leader européen de la fibre de verre pour les matériaux composites avec 5 000 personnes, 6 divisions dans le monde et 27 Milliards de francs de CA.

Nos ateliers pilotes assistent nos clients pour l'étude et le développement de leurs futurs produits et procédés. Ils recherchent un

INGENIEUR DEVELOPPEMENT PLASTURGIE

Au sein d'une petite équipe vous étudiez l'existant (produits, procédés, méthodes de caractérisation et de qualification) et le faites évoluer. L'acquisition de ce savoir-faire dans la transformation des thermo-plastiques vous permettra d'initier (voire de diriger) la mise au point de nouveaux produits et procédés.

Ingénieur plasturgiste, Grande Ecole option matériaux ou universitaire (MST Sciences des Matériaux), vous souhaitez développer vos compétences dans le domaine des composites et vos qualités personnelles d'animateur d'équipe dans un groupe qui offre de réelles perspectives de carrière.

Notre conseil Joël BERNARD traitera en toute confidentialité votre dossier adressé sous référence 403 L 120 M.

centor 17, rue Louis Gablet 49626 VILLERMANNE CEDEX

JEUNES INGENIEURS ELECTRONICIENS (ESME, INSA, ESIGELEC, ISEP, TELECOMM...)

Débutants, vous cherchez malgré tout à ne pas vous enfermer dans la technique car par tempérament vous êtes généralistes...

Dans cette perspective, nous vous proposons d'assurer la conduite d'une ou de plusieurs de nos affaires dont vous aurez la charge complète.

A ce titre nous vous confierons :

- l'étude des caractéristiques techniques de matériels et systèmes d'armement en fonction des besoins exprimés,
- le suivi des consultations que vous lancerez auprès des industriels chargés des études et de la fabrication,
- l'organisation et l'analyse des essais effectués en laboratoires et sur le terrain,
- l'animation et la coordination à tous les niveaux (technique, financier, juridique) de ces projets.

UN TREMPLIN
POUR VOTRE
CARRIERE

Jeune diplômé d'une Ecole d'ingénieur...

VOUS SOUHAITEZ NE PAS VOUS ENFERMER DANS LA TECHNIQUE...

Vous êtes de par votre formation un généraliste mais vous restez malgré tout orienté électronique, informatique ou télécommunications...

Vous appréciez la diversité dans le travail, les contacts à tous niveaux...

Vous cherchez à exprimer votre sens de l'initiative et votre goût pour l'autonomie...

Nous souhaitons vous rencontrer.

Merci d'adresser votre dossier complet (C.V. et prétentions), à Thierry HURET - Responsable du Recrutement SEFT 18, rue du Docteur-Zamenhoff 92131 ISSY-LES-MOULINEAUX

GESTION DES APPROS : L'AFFAIRE D'UN JEUNE INGENIEUR...



FRIGORIFER, filiale du n°1 mondial de la climatisation - CARRIER - s'est spécialisée dans la réfrigération et la climatisation de transports. Elle est soutenue par un rythme d'expansion très rapide, réalisant aujourd'hui un CA de 600 MF, s'est dotée de moyens importants, notamment dans l'informatique.

La mission proposée s'articule autour de deux axes. Elle est très bien représentée par la fonction des appros et stocks (70%). Quant à l'aspect achats, il exige des qualités de négociateur, en français et en anglais.

Les exigences du poste : une Ecole d'Ingénieur, si possible électronique, une première expérience réussie de la gestion, des appros et des stocks, pour le compte, idéalement, d'un constructeur auto, ou au moins d'un grand fournisseur mondial. Un tel contexte vous a forcément familiarisé à la G.P.A.O.

Maniez l'intérêt que vous avez pour ce poste, basé tout près de Rouen, dans un courrier que vous adresserez à notre Conseil sous réf. 642 L.M.

SODERHU 36 rue de Lisbonne 75008 PARIS.



Dans les domaines des Communications et de l'Informatique, de la Défense et des Transports, la CSEE fait de la SECURITE un métier. Elle emploie 2500 personnes dont 550 ingénieurs et cadres. Aujourd'hui, elle développe son Département RESEAUX ET SYSTEMES INFORMATIQUES implanté à ORSAY (91). Ce département répond aux besoins de communication de données à grande échelle en proposant des solutions indépendantes des constructeurs. Il recherche des

PROFESSIONNELS RESEAUX

TECHNIQUE : • LOGICIEL de communication • LOGICIEL Centre de Gestion • MARKETING réseaux • CHEF DE PROJET déploiement d'un grand réseau

COMMERCIAL : • PROSPECTION Grands Comptes • APPEL D'OFFRE grands systèmes • VENTE solutions réseaux • SUPPORT technico-commercial produits

Si vous avez de solides connaissances de l'environnement TELECOMS (protocole OSI, messagerie X400, RFA, RNIS...) et/ou une forte culture X25, vous saurez avec nous construire votre réussite. Votre évolution sera assurée dans le cadre d'une politique volontariste de responsabilisation et de gestion prévisionnelle des carrières, s'appuyant sur la formation et la mobilité. La Lecture courante de l'anglais est le niveau minimum requis pour tous les postes.

Merci de nous adresser votre candidature (lettre, CV, poste envisagé, goûts et motivations, salaire actuel et/ou souhaité, à CSEE, Direction des Relations Humaines et de la Communication, 99, avenue Aristide Briand 92542 Montrouge Cedex.



Ensemble créons un avenir plus sûr

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

ORGANISATEUR BANCAIRE

Organisme financier régional d'un réseau d'établissements de crédit (200 agences), lié à un groupe financier national de premier plan, recrute un organisateur bancaire et technologies nouvelles.

ET TECHNOLOGIES NOUVELLES

Ingenieur ou diplômé d'Ecole de Commerce ou d'Université, vous avez acquis au cours de vos 4 à 5 années d'expérience, une bonne connaissance de la Banque, en menant des missions d'audit ou d'organisation liées à l'informatique et la bureautique. Vous avez 30 ans, une véritable passion pour les technologies nouvelles et aujourd'hui, vous souhaitez valoriser votre expérience. Vous avez déjà conçu et mené à terme un projet dans le cadre d'un environnement bancaire plurifonctionnel. Nous vous proposons de mener des études en vue d'améliorer la productivité et la qualité de nos services bancaires. Au-delà de votre réel intérêt pour les problèmes d'organisation et de management, c'est votre esprit rigoureux et réactif qui vous permettra de réussir pleinement dans ce poste. Pour en savoir plus, contactez les collaborateurs d'ALLO-CARRIERES au 45.02.15.74 du lundi au vendredi, de 9h à 17h (précisez la réf. 840/LM), ou envoyez votre candidature en indiquant la réf. 840/LM à ALLO-CARRIERES - 53, av. Victor Hugo 75116 PARIS, qui transmettra.

45.02.15.74

INSTALLEZ VOTRE REUSSITE !

Notre société, leader dans un domaine en pleine croissance faisant appel à des techniques de pointe avancées, investit également dans les hommes.

RESPONSABLE UNITE D'INSTALLATIONS

Nous vous proposons de rejoindre une équipe dynamique se dotant des moyens d'investir dans de nouveaux projets. Nos produits destinés au marché National et International font l'objet d'une très forte exigence de qualité et nous accordons à l'installation un rôle de premier plan. Garant de l'animation, de l'organisation et d'une gestion optimum de ce Service (100 personnes). Vous développerez la fonction à partir de vos compétences en électronique, électromécanique, informatique. A 30 ans environ, vous êtes diplômé d'une Grande Ecole d'Ingenieur (ENSI, ISE, Arts et Métiers), et vous possédez une expérience confirmée de ce type de fonction dans une unité industrielle. Nous vous offrons l'opportunité d'un poste destiné à évoluer. Merci d'adresser votre dossier de candidature complet, sous référence CSI à CONTESSA PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Simulation légère et formation assistée par ordinateur

sont les spécialités d'Autoteur, unité autonome de Framatome, qui crée et commercialise des systèmes de formation à base de simulation utilisant : bases de données, éditeurs graphiques, et inscription sur images vidéo. Nous recherchons pour renforcer l'équipe développement de logiciels

Ingenieurs de développement

Jeunes ingénieurs Grande Ecole qui avez acquis une première expérience d'environ 2 ans en développement sur micro et maîtrisez bien le langage C, nous vous proposons de venir nous rejoindre pour participer au développement de notre produit (infographie, animation, réseaux locaux,

interface homme machine...) et contribuer à l'évolution de notre environnement technique. Si vous êtes intéressés, écrivez-nous vite sous réf. BS.14.10 FRAMATOME, Service des Ressources Humaines, Département Recrutement, Tour Fiat, Cedex 16, 92084 Paris-La Défense.

FRAMATOME

LE FUTUR EN TÊTE

L'Europe, déjà une réalité pour un jeune ingénieur chimiste.

Génie chimique, matériaux

Le Laboratoire Européen Colles, Mastics et Revêtements, dans le cadre de son Centre Technique de Rueil-Malmaison (92) renforce son équipe.

Possédant le sens du contact, vous aurez un rôle d'assistance technique :

- à la Clientèle et aux Services Ventes et Marketing en Europe: vous participerez au lancement de nouveaux produits et assurerez la formation technique.
- en Laboratoire (essais, analyses).

Ce poste nécessite de courts mais fréquents déplacements en Europe et une parfaite maîtrise de l'anglais (l'allemand serait très apprécié, ainsi qu'une première expérience).

Merci d'adresser lettre, CV, photo, et prétentions sous réf. 111/MMG à Monique GERMAND - 3M FRANCE Bd de l'Osse - 95006 CERGY PONTOISE Cedex.

C.A. : 8 Milliards - 7 000 personnes - Leader sur le marché du Tabac en France

JEUNES INGENIEURS

AM - ICAM - ECAM - ou équivalent

MAINTENANCE

Prenez dès aujourd'hui des responsabilités et participez à l'encadrement de nos unités de production (équipements très rapides intégrant des automatismes poussés). Postes à pourvoir à : Strasbourg, Nantes, Morlaix, Riom.

GENIE ELECTRIQUE

Vous participerez aux études et au développement d'appareils de mesure sophistiqués. Expérience d'un an dans le domaine des microprocesseurs souhaitée. Poste à pourvoir au Centre de recherche d'Orléans Les Aubrais.

Merci d'écrire avec CV, photo et prétentions en précisant la ville et le poste choisi à : Ph. VINCHON - CENAS - TOUR NEPTUNE Cedex 20 - 92086 LA DEFENSE.

CENAS

bioMérieux

Instruments et réactifs de laboratoire

recherche pour étoffer l'encadrement de ses services de REPARTITION

PHARMACIEN

ou

INGENIEUR

Biochimie - Agro-alimentaire

+ DESS de QUALITOLIE ou EQUIVALENT

Vous serez chargé de contribuer à l'optimisation de l'outil de production et des procédures en vigueur, selon les Bonnes Pratiques de Fabrication.

Vous possédez obligatoirement une expérience similaire de quelques années dans un secteur d'activité proche (biologie, pharmacie, agro-alimentaire).

Pour ce poste basé à LYON, merci d'envoyer lettre manuscrite + C.V., photo et prétentions à J.C. ALERINI bioMérieux - 69280 MARCY L'ETOILE.



INSTITUT FRANCAIS DU PETROLE

Centre de recherche pétrole et dérivés, plus de 1800 collaborateurs dont 650 ingénieurs et cadres recherche pour sa Direction des Moyens Techniques, siège à Rueil-Malmaison (92) on

INGENIEUR D'ETUDES DIPLOME

quelques années d'expérience

Directement rattaché au responsable du Service Mesures et Automatismes, il sera intégré à une équipe qui a pour missions :

- la conception d'appareillages prototypes
- leur réalisation et mise au point.

Le candidat aura une bonne connaissance de la MESURE de l'ELECTRONIQUE et de l'INFORMATIQUE INDUSTRIELLES (AUTOMATES PROGRAMMABLES, MICRO PROCESSEURS) de l'ANGLAIS TECHNIQUE.

Adresser CV, photo et prétentions sous référence 41691 à CONTESSA PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

JEUNE INGENIEUR D'ETUDES Contre Mesures Terrestres

Etienne LACROIX
LES BRUNES 51.

Au sein du DEPARTEMENT ARMEMENT à Muret, sont conçus, fabriqués et commercialisés des PRODUITS PYROTECHNIQUES MILITAIRES et civils RAGI.

La Division CONTRE-MESURES, recherche et développe DES LEURRES PASSIFS à usage en contre-pyrrotechniques.

Cet ingénieur est chargé de mener à terme l'exécution de Contrats d'Etudes de LEURRES destinés à l'auto-protection de cibles terrestres.

Rattaché au Responsable Développement, il analyse les besoins exprimés, met en forme les spécifications, suit l'avancement des dossiers en faisant participer les services impliqués : R&D, Protos, Qualité, Industrialisation.

Production... Il collabore avec l'Ingénieur Commercial qui pilote les Affaires CONTRE-MESURES "TERRE". A ce titre, il tient les objectifs de coûts de revient, et les délais. Vis-à-vis des Clients, il respecte strictement les clauses techniques définies et les plannings.

Profil : titulaire d'un diplôme d'INGENIEUR, vous vous intéressez à la PYROTECHNIQUE. Vous avez une première expérience, même courte, d'ingénieur d'Etudes qui vous a rendu autonome, créatif, et performant.

Vous maîtrisez parfaitement l'ANGLAIS et utilisez l'INFORMATIQUE. Le poste est basé à MURET, mais il nécessite des déplacements.

Merci d'adresser votre dossier : lettre manuscrite, CV (photo), et salaire souhaité sous référence M 8101, à Cabinet LAUTREC LEPY

* Division Recrutement - 35 rue des Coulelliers - 31000 TOULOUSE.

Déclaration et réponse garanties.

marie-francoise lautrec lepy

Conseiller d'Entreprise, Toulouse

JEUNES INGENIEURS possédant de 1 à 3 ans d'expérience en ENVIRONNEMENT VAX/VMS.

La connaissance de RDB et RALLY est nécessaire et appréciée.

Rejoignez-nous car le challenge qu'apporte une jeune SSII vous intéresse.



Nos activités :

- dans le monde VMS :
- la prestation LOGICIEL.

VOTRE PREMIERE MISSION : Intégration dans une équipe de l'un de nos clients (grande banque internationale) pour la conception, le développement d'applicatifs et leurs mises en place auprès des utilisateurs.

Lieu de travail : Centre de PARIS.

Merci d'adresser lettre de candidature + CV + photo à

SATURNE INFORMATIQUE

5, rue Pasteur - 92500 RUEIL-MALMAISON.

هكذا من الأصل

**SECTEURS
DE POINTE**

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

La Compagnie Générale Maritime, premier transporteur français, à la tête d'une flotte moderne et d'un parc de 60.000 containers, implantée sur les 5 continents, recherche pour sa Direction de l'Organisation et des Systèmes d'Information

**UN ANALYSTE
DÉBUTANT**

Dans le cadre du schéma Directeur des Systèmes d'Information, au sein de l'équipe chargée des Systèmes Commerciaux, le candidat retenu aura pour missions :

- analyser les demandes des utilisateurs,
- participer aux spécifications fonctionnelles,
- développer, tester et mettre au point les outils dont la réalisation lui est confiée,
- maintenir à niveau la documentation applicative dans le respect des normes et outils de la CGM.

Ce poste conviendrait à un jeune diplômé de l'enseignement supérieur en informatique de gestion (MAGE, etc.), aimant travailler en équipe et souhaitant acquérir la pratique d'outils modernes de conception et de développement (MÉRISÉ-MEGA, etc.).

Lieu de travail : LE HAVRE



Prendre d'adresser dossier de candidature à CGM Tour Wintherthur
Cédex 18
92085 PARIS LA DÉFENSE



BEECHAM PHARMACEUTIQUE

Nous sommes la filiale française performante d'un important groupe international aux activités diversifiées (36 000 personnes). Notre effectif en France atteint 800 personnes pour un C.A. voisin du milliard de francs. Pour faire face à un très important programme d'investissements (dont une nouvelle usine à construire), nous souhaitons intégrer au sein de notre Direction Industrielle (300 personnes) un :

JEUNE INGENIEUR PROJETS

• Rattaché au Responsable Ingénierie et l'assistant dans ses diverses missions (investissements, gros entretien, réparations et travaux neufs), vous aurez pour missions principales :

- La préparation des projets d'investissements relatifs aux équipements de production, tant sur le plan technique qu'économique (études de rentabilité, choix de matériel, implantations, recherches fournisseurs...);
 - La rationalisation et l'optimisation de notre outil industriel en consultant et en assistant les Responsables de Production et Maintenance de nos 3 unités (avec notamment la mise en place d'un système de gestion de maintenance informatisé).
- Vous êtes Ingénieur Généraliste, type AM, INSA ou équivalent, avec une bonne connaissance de l'anglais et disposez d'une 1ère expérience industrielle (2 à 3 ans).
- Ce poste est à pourvoir dans une société à forte croissance (20 % par an en moyenne), dans un contexte de travail dynamique et une ville agréable des Pays de Loire (Mayenne).
- Si vous souhaitez saisir une opportunité de carrière, merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 21783 H à :

EGOR OUEST ATLANTIQUE
15, rue Charles Morisset - 44000 NANTES

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA PORTUGAL UNITED KINGDOM BRASIL

**MUTUELLE ASSURANCE
ARTISANALE DE FRANCE**

Venez rejoindre notre Entreprise (4000 personnes), l'une des plus performantes dans son domaine.
Equippée de 3000 PS2 connectées via réseau X25 privé à IBM 3090 sous MVS/XA/IMS/DB2 et BULL DPS90 sous GCOS8 TPE, nous recherchons dans le cadre d'un plan de rénovation globale des applications, pour renforcer les compétences de son DÉPARTEMENT INFORMATIQUE à NIORT (80 km de l'océan !)

INGENIEUR SYSTEME IBM

- qui participera à la définition de l'architecture des systèmes et aura de larges possibilités d'évolution.
- Ce poste nécessite une expérience de 4 ans minimum en MVS et connaissance d'au moins un des sous-systèmes VTAM, CICS, IMS. (réf. 1002 IS)

ANALYSTE D'EXPLOITATION IBM

- qui prendra en charge la gestion des supports magnétiques et l'automatisation de l'exploitation.
 - La pratique du JCL et utilitaires MVS est indispensable.
 - La connaissance HSM ou OPC est souhaitable.
 - Ce poste s'adresse à un candidat niveau DUT ou équivalent avec, si possible, trois ans d'expérience. (réf. 1002 AE)
- Merci d'adresser votre lettre manuscrite de candidature + CV + photo et prétentions (en précisant la référence choisie) à Evelyne PENALBA - SERVICE RECRUTEMENT MAAF - CHABAN DE CHAURAY 79036 NIORT CEDEX.

INFORMATICIEN DE GESTION HF



Nous sommes une banque jeune et dynamique, créée en 1985 avec la Société Générale. Nous intervenons sur un marché porteur qui nous assure d'intéressantes perspectives de développement : la Fonction Publique. Nous recherchons aujourd'hui notre Informaticien de Gestion.

Véritable bras droit de notre Directeur de la Division "Organisation Informatique", vous aurez en charge la gestion de nos systèmes d'informations et l'informatisation de notre banque sur mini-ordinateurs. Vous participerez à la gestion de certains de nos produits et à la mise en place de notre gestion propre sur micro-ordinateurs. Vous assurerez également les relations avec nos différents partenaires (circuits d'informations et informatiques).

Nous confierons ce poste très formateur à un candidat âgé d'environ 28 ans, ayant une formation universitaire informatique (DUT, MAGE...). Une expérience de 3 ans minimum en SSI et une connaissance des gros systèmes sont indispensables.

Cette offre est de nature à intéresser un candidat de valeur : • un poste évolutif car lié à une informatisation de pointe • une rémunération selon votre expérience.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions sous réf. IDG à Jean-Michel PIADÉ - Service du Recrutement - SOCIÉTÉ GÉNÉRALE - 7, rue Caumartin - 75009 PARIS, qui transmettra.



L'expansion de notre usine d'assemblage de machines électroniques (imprimantes) filiale du groupe japonais SEIKO-EPSON nous amène à rechercher un

Ingénieur Electronicien Débutant

A fort potentiel mécanique, futur Responsable du service technique

- Il sera chargé :
- de l'élaboration des spécifications techniques des composants, des produits et des outils de fabrication,
- de la recherche et de l'homologation des fournisseurs,
- de la gestion des dossiers de fabrication, des données techniques de base et des nomenclatures.

Nous souhaitons rencontrer un Ingénieur diplômé d'une Ecole supérieure d'électronique ou électrotechnique, débutant excellent et motivé, ayant effectué des stages significatifs en secteur industriel. Il pourra prétendre, grâce à ses qualités de rigueur, de précision et de détermination, à une nomination rapide à ce poste-clé au sein de la Direction de la production.

L'anglais écrit et parlé est notre langue de travail quotidienne en environnement très international.

Lieu de travail : Bonneuil-s/Marne (94) - RER.

Notre Conseil vous remercie de lui adresser votre candidature sous référence 58 17203 M qu'il traite confidentiellement.



EQUIPES ET CARRIERES
4, rue de la Blatance 75008 PARIS

SFENA GROUPE AEROSPATIALE

Des programmes prestigieux
Airbus, Ariane, Rafale, Diadème...

**INGENIEURS
SYSTEMES
PRODUITS**

SFENA, leader en équipements aéronautiques a acquis une compétence mondialement reconnue dans le domaine des systèmes de pilotage, de visualisation et de tests automatisés. Vous êtes Ingénieur, issu d'une grande école, débutant ou première expérience. Devenez Responsable au sein de votre activité Systèmes/Produits. Vous coordonnerez le développement de tout ou partie d'un système avionique (guidage, pilotage, conduite de vol, gestion de vol, visualisation), en étroite collaboration avec les aviateurs pour analyser, définir les spécifications, suivre leurs développements et leurs validations. Votre connaissance de l'anglais sera un atout supplémentaire. Prenez dès maintenant des responsabilités !

Adresser votre candidature (lettre, CV, photo) en précisant la réf. 100 à SFENA, Gestion des Cadres, Aérodrome de Villacoublay, BP 59, 78141 Vélizy-Villacoublay.



SFENA

NOUS SOMMES LE CERVEAU DES TÊTES BIEN FAITES

**Responsable
marketing produit**

■ Filiale d'un grand groupe international, présente dans 110 pays, notre société, leader mondial en électronique professionnelle, réalise 30 % de son CA à l'exportation.
■ L'évolution constante de notre domaine d'activité nous incite aujourd'hui à créer ce poste. Vous aurez en charge : l'analyse marché du domaine, la définition des nouveaux produits à développer et la justification économique de ces développements.
■ Nous souhaitons confier cette mission stratégique

à un ingénieur électronicien diplômé (supélec, Supélec...) d'environ 30 ans, ayant acquis une formation marketing et/ou une expérience de trois ans dans le marketing produit industriel.
■ Véritable homme de communication, passionné de marketing, votre esprit de synthèse, la taille de votre entreprise et son secteur d'activité vous permettront une évolution de carrière intéressante. Merci d'adresser votre candidature sous référence 39352 à Média-System, 6/8 Impasse des Deux Cousins, 75049 Paris Cedex 17.

Promouvoir et intégrer notre chaîne CFAO en France et à l'étranger.

N°1 FRANÇAIS DE LA PRODUCTIQUE, RENAULT AUTOMATION (1800 personnes dont 600 Ingénieurs et Cadres) dispose du savoir-faire et de l'expérience que nécessite la maîtrise de la productivité et de la compétitivité et renforce le potentiel de son service CFAO.

INGENIEUR COMMERCIAL

Vous développez les ventes de nos logiciels de modélisation surfacique (Unisurf), volumique (Euclid) et d'usinage (Surfact) constituant une chaîne de CFAO intégrée.

De formation ingénieur, votre réussite dans la vente de logiciels de CFAO ou de produits de haute technologie similaires fonde votre crédibilité technique et commerciale.

INGENIEUR SUPPORT LOGICIEL

Vous jouez un rôle d'expert technique auprès des ingénieurs commerciaux et des clients. Vous participez à l'installation des logiciels sur les sites, formez et assistez les utilisateurs.

Ingénieur mécanicien de formation, vous avez de solides compétences en informatique et une première expérience d'un système CFAO en tant qu'utilisateur.

Ces deux postes, basés en banlieue Ouest de Paris, impliquent de nombreux déplacements en France et à l'étranger et donc, la maîtrise de l'anglais.

Merci d'adresser lettre, CV, photo et rémunération sous référence 88.16 à la Direction du Personnel - RENAULT AUTOMATION - Centre Party 2 - BP 70 - 78152 LE CHESNAY CEDEX.

Renault Automation

2 JEUNES INGENIEURS

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



Ingénieurs, vendez l'hyperfréquence

Division du leader français de la distribution électronique et informatique, nous concevons, produisons et commercialisons des diodes et dispositifs à ferrites. Responsables de l'ensemble de la démarche commerciale, nos ingénieurs des ventes interviennent aussi dans la phase d'analyse des besoins des clients et le suivi de la réalisation et de l'implantation des produits. Nos clients, équipementiers militaires et professionnels, sont exigeants, nous choisissons les meilleurs d'entre vous ! Ingénieur en électronique qui possédez une première expérience technique ou technico-commerciale, donnez une impulsion à votre carrière en rejoignant un battant de l'électronique. Merci d'adresser votre candidature sous réf. B.162.88 à notre Conseil Critère - 12, rue Pergolèse 75116 PARIS.



ANALYSER, GÉRER, CONTRÔLER LES COÛTS CHEZ RENAULT : UNE PRIORITÉ.

JEUNES INGÉNIEURS ÉCONOMISTES



Diplômé d'une grande école d'ingénieurs ou de 3^e cycle universitaire, possédant, si possible, une formation complémentaire à la gestion, vous avez la responsabilité d'élaborer et de synthétiser les informations nécessaires à l'établissement des prix de revient de nos futurs produits. En relation avec les bureaux d'études, les fabricants et les fournisseurs, vous menez les études d'optimisation des coûts et développez des moyens d'analyse qui donnent à notre direction générale la possibilité de décisions plus rapides et plus fiables. Hommes et femmes de communication et de rigueur, votre exigence professionnelle vous permet d'être rapidement reconnu et vous ouvre de larges possibilités d'évolution dans les filières de management organisationnel et technique au sein du groupe. Nous vous remercions d'adresser votre CV et une lettre manuscrite, sous réf. DPR, à Marc Nassif, RENAULT, Direction Ingénieurs et Cadres, 12, place Bir-Hakeim 92108 Boulogne-Billancourt.

RENAULT. LA RAGE DE GAGNER.



JEUNE CHEF DE GROUPE DE PROJETS IBM 38

DANS UN CONTEXTE INTERNATIONAL

Numéro un mondial et national des techniques de fixation, nous confirmons encore cette position par une forte progression de nos résultats. Notre filiale française qui comprend près de 600 personnes, dispose d'un IBM 38, bientôt remplacé par un AS/400, avec un réseau de plus d'une centaine d'IBM-PC. Rattaché au Responsable Informatique, à notre siège social situé dans la banlieue Sud de Paris, vous assumez la responsabilité d'une partie importante de nos développements. Avec la petite équipe que vous animez, vous concevez et réalisez, en particulier, les applications de comptabilité et de logistique. Votre habitude des échanges internationaux, compte tenu des relations permanentes que vous assurez avec notre maison mère, favorise votre évolution dans notre groupe.

Vous êtes âgé(e) de 28 ans minimum et titulaire d'un diplôme d'ingénieur, de préférence. Vous avez également, au cours d'au moins quatre ans d'expérience en informatique de gestion, conçu et réalisé des projets dans l'environnement d'un IBM 38 (COBOL). La connaissance de MERISE est souhaitable, la maîtrise de l'anglais indispensable.

Nous vous remercions d'écrire, sous réf. M/4144, à notre conseil, Hélène REFREGIER, qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.

SERTI SELECTION 66, rue de Pondieu - 75008 PARIS



Société d'ingénierie à vocation internationale INTER G renforce l'équipe de son Département ECONOMIE-AMENAGEMENT et offre deux postes de haut niveau.

INGENIEUR CHEF DE PROJET CONFIRME

De formation supérieure (Grande Ecole + formation économie, Université) et responsable de l'expérience des contrats avec les institutions internationales. Il prend en charge des études économiques et d'aménagement d'ensemble.

JEUNE INGENIEUR D'ETUDES

(X, Mines, Ponts, E.C.P.,... + formation en économie).

Ces ingénieurs devront pouvoir concevoir et réaliser des modèles économiques complexes.

Ces deux postes sont basés en proche banlieue parisienne et comportent de courts déplacements à l'étranger. La connaissance de l'anglais est indispensable, celle de l'espagnol sera appréciée.

Adresser C.V. à
INTER G - Direction du Personnel
133, Rue Salvador Allende
92000 NANTERRE

ISOVER SAINT-GOBAIN N°1 EUROPEEN DE L'ISOLATION

Nous recherchons pour notre Centre Recherches et Développement situé dans l'Oise (60) un

Ingénieur produits nouveaux IVE

Votre mission sera le développement de nouveaux produits dans le cadre de la diversification recherchée par la branche Isolation.

De formation Mines, Centrale, P.C., Chimie Paris, vous avez 3 à 4 ans d'expérience en matière de développement de nouveaux produits.

En plus de vos compétences techniques, vous avez un sens inné des relations humaines, de l'autonomie : vous parlez anglais couramment.

Des déplacements de courte durée sont à prévoir.

Si vous vous sentez concerné et attiré par les perspectives d'évolution de notre Groupe, merci d'adresser sous référence 88109 lettre de candidature, C.V., photo et prétentions à notre Conseil qui vous garantira réponse et confidentialité.

Madame Claude FAVEREAU - 58, avenue de Suffren - 75015 PARIS



L'Entreprise Industrielle

Dans le cadre de l'expansion de ses activités, L'EI (11000 personnes, 5 milliards de CA, 5 Directions Régionales et 100 Centres de travaux en France). Domaines d'intervention très diversifiés : Travaux Electriques (3ème groupe en France) Génie Civil, Bâtiment, Génie Climatique.

INGENIEURS DEBUTANTS

Nous vous offrons une carrière d'Ingénieur d'Affaires avec la responsabilité technique, commerciale, financière et humaine des marchés qui vous seront confiés.

Formation à dominante électrotechnique et automatismes ETP/ME, ENSI, INSA/Génie Electrique, HEI, ESME, ESIGELEC... ou généraliste ENSAM, IDN, ECAM...

Pour nos services : Installations Electriques Industrielles, Automatismes.

Formation à dominante BTP :

ETP/TP/B/TOPO, INSA ou ENSI / GC

Pour nos services : Génie Civil, Bâtiment, Assainissement, Electrification Rurale, Génie Climatique, Epuration, Tuyauteries Industrielles.

Une trentaine de postes à pourvoir sur toute la France.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à
L'ENTREPRISE INDUSTRIELLE
Madame JEUNOT - 29, rue de Rome - 75008 PARIS.

Un ingénieur pour commercialiser des systèmes de péage et de régulation de trafic urbain pour le n° 1 de la profession

Filiale (effectif : 2.000 - CA : 1,2 milliard de Francs) de l'un des tout premiers groupes industriels français, nous recherchons pour notre "Division Transports" un ingénieur Commercial qui viendra renforcer une structure légère et autonome. Celui-ci sera chargé de commercialiser auprès d'importantes municipalités, de Sociétés d'Economie Mixte et de grandes Entreprises publiques et privées des systèmes de régulation du trafic urbain, de péage d'autoroutes, d'aide à l'exploitation de transports urbains et au péage de transports publics. Agé d'environ 32 ans, il a une formation supérieure (Ecole d'ingénieurs ou université) plutôt orientée électronique et/ou informatique et a une bonne expérience des collectivités locales acquise si possible dans la vente. Il devra être à même de négocier des contrats importants auprès d'interlocuteurs de haut niveau. Le poste est basé en banlieue sud de Paris.

Votre dossier de candidature (CV + prétentions) parviendra à notre Conseil sous la réf. 9248/LM



YVES KERNEVEZ CONSULTANTS
6, avenue Franklin-Roosevelt - 75008 PARIS

SOCIÉTÉ POUR L'INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
spécialisée dans la réalisation de
logiciels spécifiques de qualité, recherche pour ses agences de
PARIS (réf. 01), PONTAISE (réf. 02), NICE (réf. 03)

INGÉNIEURS INFORMATIENS EXPÉRIMENTÉS

De formation grande école, vous avez une expérience de 2 à 5 ans en informatique. Nos activités : système, scientifique, contrôle de processus et conseil. Vous aurez pour mission de réaliser et de diriger des projets pour nos clients, dans le cadre de prestations de qualité. Votre motivation, votre sens du contact, votre disponibilité, ainsi que votre implication au sein de notre société, vous ouvriront de larges perspectives d'avenir dans une structure jeune (âge moyen 32 ans), souple et dynamique, ainsi qu'une rémunération motivante.

Merci d'adresser CV + lettre manuscrite à
Société pour l'informatique industrielle -
83/85, bd Vincent Auriol, 75013 PARIS
Monsieur CHARIKH, en précisant la
référence de la région
qui vous intéresse
Tél. : 45 83 14 46.

هكذا من الأصل

SECTEURS
DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Jeune INGENIEUR
EN ORGANISATION

Pfizer, filiale française d'une des premières multinationales américaines de l'industrie pharmaceutique, réalise un C.A. de 1000 Mfr avec 1000 collaborateurs.

Reportant au Directeur de la Division Technique, vous avez un rôle de conseil et réalisez des études dans les différents domaines de la gestion industrielle.

Votre mission principale est de concevoir et de définir les sources et les systèmes d'informations de la Division.

Dans ce cadre, vous contribuez aux choix des moyens informatiques qui sont mis en place. Vous réalisez également les systèmes dans l'élaboration des cahiers des charges informatiques, et dans la définition des procédures.

Par ailleurs, vous contribuez par des études appropriées à la mise en œuvre des projets visant à réduire les coûts de production.

Les responsabilités de ce poste impliquent de nombreuses relations fonctionnelles avec les deux usines du groupe et les autres divisions de l'établissement, en particulier avec le département informatique.

Jeune ingénieur généraliste (1 à 3 ans d'expérience), vous êtes motivé par les problèmes de gestion et d'organisation en milieu de production.

Vous êtes autonome et vous possédez à la fois de grandes qualités relationnelles et des aptitudes pédagogiques.

Anglais indispensable.

Si cette offre vous intéresse, veuillez adresser votre candidature, c.v., photo et prétentions sous/réf. 6394 aux Laboratoires PFIZER, Service du Personnel, 55 rue de Paris, 91401 Evry Cedex.



SCIENCE ET PASSION DE LA VIE

bioMérieux
Instruments et réactifs de laboratoire

recherche pour l'implantation en banlieue lyonnaise d'une nouvelle unité de production

INGENIEUR
DE FABRICATION

Responsable d'une équipe de 40 personnes, vous serez chargé d'optimiser les performances de l'outil de production, tout en étant vigilant à la qualité et au respect des Bonnes Pratiques de Fabrication.

Diplômé d'une école d'ingénieur (génie chimique, biochimique, agro-alimentaire ou même généraliste), vous possédez au moins 5 ans d'expérience dans une fonction similaire, dans le domaine de la fabrication de produits biologiques, pharmaceutiques, agro-alimentaires.

Merci d'envoyer lettre manuscrite + C.V., photo et prétentions à J.C. ALERINI - bioMérieux 69280 MARCY L'ETOILE

HOBART

La référence mondiale
- qualité, technologie, gamme -
pour l'équipement professionnel
de collectivité

LA PUISSANCE ET
L'IMAGINATION

INGENIEUR
HARD SOFT MICRO

Jeune Ingénieur électronicien vous allez développer et adapter une nouvelle génération de systèmes de pesage-emballage-étiquetage automatique destinés au secteur de la grande distribution.

C'est une équipe à constituer autour d'un projet européen dirigé par la France et vous permettant d'exploiter toutes vos compétences en 8088, langages C et Fort et softs de communication.

Un bon départ dans un groupe mondial n° 1 en Europe.

Envoyer votre dossier à :

Cie HOBART - DRT
BP 68 - 77312 MARNE-LA-VALLEE
Cedex 2.

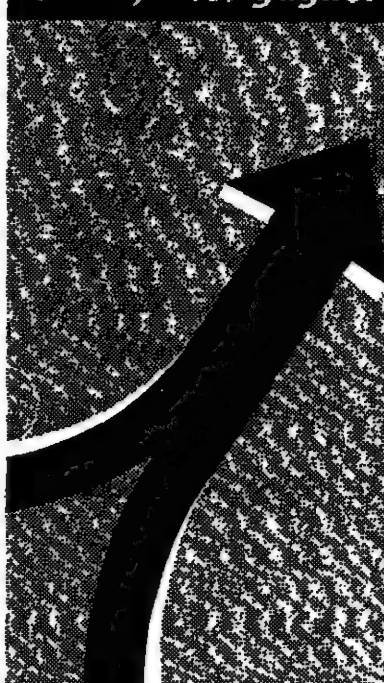
Pour assurer son expansion et accompagner son développement, importante société aéronautique filiale d'un groupe de réputation internationale recherche :

1 INGENIEUR SYSTEMES

- Bonnes connaissances équipements embarqués (VHF, HF, UHF, L. PA instruments de bord électromécanique et EFIS), pour intégration de systèmes sur avions.
- Anglais courant indispensable.

Envoyer candidature manuscrite, c.v., photo et prétentions s/n° 8794, LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montparnasse, 75007 PARIS.

S'unir, c'est gagner



ALLIEZ HIGH TECH ET MANAGEMENT !

THOMSON SINTRA ACTIVITES SOUS MARINES, filiale du groupe THOMSON, conçoit et développe des systèmes de détection sous-marine répondant aux exigences technologiques les plus avancées. Leader européen dans ce domaine, première société exportatrice au monde en matière de lutte sous-marine, nous recherchons les talents les plus ambitieux sur un marché où la concurrence est vive. Ce succès, nous le devons à une optimisation de notre processus de fabrication. Dans ce contexte, nous renforçons le département PRODUCTION de notre établissement d'ARCUEIL et nous recherchons des :

INGENIEURS DE PRODUCTION

En liaison directe avec les services techniques et les services de production, vous intervenez pour chaque affaire dans les domaines électronique, mécanique, câblage, pour :

- Conseiller et orienter les bureaux d'études vers de nouveaux modes opératoires en respectant les impératifs de coût/qualité/délais, pour des productions de petites séries.
- Réaliser les dossiers de définition des processus de fabrication.
- Et participer à la mise en œuvre d'une GPOA ainsi qu'à l'optimisation des systèmes de CAO.

Ingénieur de formation A & M ou équivalent, vous avez acquis une première expérience industrielle d'au moins 2 ans. Dans un contexte d'ateliers intégrés fonctionnant d'une manière autonome, vous évoluerez très rapidement à des fonctions de management.

Cette perspective vous intéresse ?

Alors, adressez votre CV avec photo et rémunération sous la référence 3298 à notre Conseil Danielle Jalbert CORT - 65, avenue Kléber - 75116 PARIS.



THOMSON

"du design
à la réalisation
de pré-séries"



la performance comme état d'esprit

Chef du service études

Centrale, ENSAM, INSA...

Concevoir le packaging des ordinateurs, développer des circuits imprimés et réaliser les pré-séries de validation... c'est la triple activité du service Etudes que vous animerez. Votre mission : assurer l'industrialisation des produits plasturgie, électronique et mécanique.

Vous prendrez en charge la réalisation des outillages, la définition des gammes de fabrication/process, la recherche et la supervision des sous-traitants européens. Vous coordonnerez ainsi l'activité de vos nombreux interlocuteurs : agence de design, équipes de développement, service méthodes, production, sous-traitants.

Un diplôme grande école confirmé par 3 à 5 ans d'expérience industrielle (ou design) vous ont permis de mettre en pratique vos connaissances en mécanique et plasturgie. Vous possédez un anglais courant et êtes à même d'encadrer une petite équipe.

Si cette opportunité vous intéresse, veuillez adresser CV, photo et prétentions, sous référence 49M, à Annick Hellegouarc'h, SMT GOUPIL, 3, rue des Archives 94000 Créteil.

CSEE
DIVISION TRANSPORT

La Division Transport, basée à Chilly-Mazarin (91), recherche pour son département SYSTEMES DE COMMANDE CENTRALISEE

INGENIEUR

maîtrisant depuis 4 à 5 ans le domaine des SYSTEMES INFORMATIQUES TEMPS REEL ET TELECOMMUNICATIONS.

Sa mission, dans le cadre de grands projets, consistera, en liaison avec les services techniques de la Division, à définir et à évaluer les solutions techniques et à coordonner leur réalisation. Une bonne aisance dans les relations commerciales (clients, partenaires, fournisseurs) ainsi que le goût du challenge seront les garants de son intégration dans une équipe autonome et de haut niveau. Le poste évolutif offre, à terme, la responsabilité de Chef de Projet pour laquelle la maîtrise de l'anglais est nécessaire.

Les candidats intéressés sont invités à adresser leur candidature (CV, photo, prétentions) à CSEE - M. Pétain - Chef du Personnel - ZI de la Vigne-aux-Loups - rue Denis Papin 91380 Chilly-Mazarin.



Ensemble créons un avenir plus sûr

DECouvrez LA DIMENSION CREDIT LYONNAIS

INGENIEUR TELECOM
X, SUP TELECOM...

Nous disposons d'un groupe de télécommunications que nous souhaitons adapter à l'évolution technologique et à l'arrivée du RNIS.

Votre expérience confirmée dans un poste similaire vous permettra de définir notre stratégie de télécommunications et d'en assurer la mise en œuvre.

Votre parfaite maîtrise des techniques récentes, votre habitude à animer une équipe d'ingénieurs alliée à votre facilité relationnelle feront de vous notre collaborateur privilégié.

Poste basé à Paris - La Défense.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence Diag 2 M au CREDIT LYONNAIS - Recrutement Cadres - 25, rue du 4 Septembre 75002 PARIS.



CREDIT LYONNAIS

LE POUVOIR DE DIRE OUI

Nous sommes un groupement d'entreprises régionales. Notre secteur d'activité : le câblage et raccordement d'abonnés pour France Télécom. Nous recherchons notre :

DIRECTEUR
D'EXPLOITATION

pour prendre en charge nos différents portefeuilles de l'île de France au Languedoc-Roussillon.

Vous avez valorisé votre formation d'ingénieur par une expérience constructive d'environ 5 ans.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à

CMB Conseils 9, rue J.B. Lallemand 21006 DIJON

Débutants,
et si vous pensiez
carrière informatique ?

Un groupe parisien de sociétés de services et d'ingénierie en informatique, nous avons su depuis près de vingt ans conquérir une excellente réputation auprès de grands organismes du secteur public et privé et sur des marchés très vastes et diversifiés, tout en maintenant des entreprises à dimension humaine.

Aujourd'hui, nous recherchons de jeunes collaborateurs « possédant plusieurs années d'études supérieures scientifiques ou en gestion » dépourvus des obligations militaires « libres rapidement ».

Vous n'avez pas de connaissances particulières en informatique, nous vous formerons intégralement à la technique et à nos méthodes et vous permettrons de connaître une véritable évolution au sein de notre groupe. Pour un premier contact, merci d'adresser une lettre manuscrite avec CV détaillé + photo, sous réf. M 1110, à Carrière Informatique, 129, rue de Turenne 75003 Paris, qui transmettra.

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Responsable télécommunications

PROVINCE

RM APR 10

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE D'ORIGINE FRANÇAISE

Implantée en Province et dans de nombreux pays, notre croissance s'appuie sur les techniques informatiques et télécommunications les plus avancées.

VOTRE MISSION : Responsable de la conception et du développement de nos réseaux Télécom, vous devrez mettre en œuvre l'interrelation permanente entre plus de 100 sites informatiques hétérogènes et ouvrir nos capacités de communication vers le monde entier.

Vous assurerez la gestion de nos moyens techniques et humains.

VOTRE PROFIL : Formation supérieure (Ingénieur Grande Ecole ou équivalent). Expérience réussie d'au moins 5 ans dans le domaine des télécommunications (SNA, X25, Decnet, Ethernet, intégration voix-données, etc.).

Parfaitement bilingue anglais, vous faites preuve d'une bonne mobilité géographique. Capacités d'animation d'équipe et de dialogue avec les utilisateurs.

Merci d'envoyer CV + photo + prétentions à Reine-Marie Halbout en précisant la référence.

CAP SOGETI SELECTION

Tour Mafé, 207 rue de Bercy, 75012 Paris



La direction
des constructions
et armes navales de
CHERBOURG

Etablissement Industriel
de l'Etat
(5000 personnes)
recherche

Un INGENIEUR EN HYDRODYNAMIQUE ET ACOUSTIQUE

Fonctions : Au sein du Bureau d'Etudes de la D.C.A.N. de CHERBOURG, chargé du développement des sous-marins à propulsion nucléaire, cet Ingénieur aura la charge de conduire les études et expérimentations et d'édicter les règles visant à la réduction des bruits générés par la circulation des fluides dans les différents réseaux hydrauliques et de ventilation. Ces travaux le conduiront à travailler en liaison étroite avec les autres groupes du Bureau d'Etudes mais également avec les différents centres d'études et sociétés compétents en la matière.

Profil :
- Diplôme d'Ingénieur en Génie Mécanique de l'U.T.C. de COMPIEGNE.
- D.E.A. en acoustique,
- une expérience professionnelle dans la spécialité serait bien appréciée.

La rémunération sera déterminée en fonction des diplômes détenus et de l'expérience acquise.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo, rémunération actuelle) à :
DIRECTION DES CONSTRUCTIONS ET ARMES NAVALES - Chef de Section Personnel - BP. 10 - 50115 CHERBOURG NAVAL

«Le temps, c'est de l'argent»

GSI TECSI, Paris, 15 h 11.

Prendre le temps pour gagner en efficacité : un privilège.

INGENIEURS en Informatique Industrielle

GSI : une des toutes premières sociétés de service en Europe. GSI TECSI, 250 ingénieurs et consultants représentant l'axe technologies avancées de GSI. Les terrains d'action quotidiens de la division industrie sont :

- SYSTEMES TEMPS REEL
- TELECOMS ET RESEAUX
- GÉNIE LOGICIEL ET I.A.

Si vous souhaitez participer à notre forte croissance, adressez votre dossier de candidature sous la référence JMA 50 à : M. AMORE, GSI TECSI, 6, cours Michelet, 92064 PARIS LA DEFENSE cedex 52, téléphone : 47 78 13 30.

**gsi
tecsi**

Le privilège des Technologies Avancées

POINTS CADRES 73-35-01-85

recherche pour entreprises importantes d'Auvergne

- 1 DIRECTEUR D'USINE 400 KF + (Ingénieur + expérience similaire).
- 1 RESPONSABLE METHODES 180 KF (Ingénieur mécanicien).
- 1 RESPONSABLE INFORMATIQUE 190 KF + (MIAGE + sans expérience).
- 1 INGENIEUR ELECTRICIEN 200 KF + (anglais courant).
- 2 INGENIEURS ELECTRICIENS 165 KF (INSA/SUPELEC).

Merci d'env. c.v., lettre, photo à ANPE CADRES, 4, r. du 8-Mai, 63000 Clermont-Ferrand.

RESPONSABLE PRODUITS H/F à la direction export

Sté industrielle du secteur thermique proche ORLÈANS, nous faisons partie d'un groupe français implanté dans le monde, dont la progression du C.A. est constante (40% du C.A. à l'export).

Homme produit de marketing, vous devrez assurer le développement de notre gamme de produits à l'international. Proche de nos filiales et de notre réseau export, vous synthétiserez auprès de la direction générale toutes informations sur les marchés. Vous soutiendrez notre réseau de distribution par des actions promotionnelles. Vous travaillerez en liaison avec les achats, et les services techniques des usines.

Poste évolutif, ouvert à un homme de formation technique, ou technico-commerciale, alliant ouverture à la technique et sens marketing.

Expérience en thermique souhaitable.

Langues : Français-Allemand ou Anglais-Allemand. La langue française devra être rapidement maîtrisée.

Merci d'adresser C.V., et lettre manuscrite à notre Conseil J. LANCIAL sous la réf. M/10

J.L. Consultant

Conseil en Ressources Humaines
125 127 rue du Faubourg Saint-Hippolyte 45000 Orléans

Société Multinationale - 99.000 personnes dans le monde dont 4800 en France. Dans le cadre de sa diversification en

MAINTENANCE MICRO MULTIMARQUES

MICRO-INFORMATIQUE • PÉRIPHÉRIQUES • RESEAUX MULTIPROCESSEURS

nous recherchons pour être présent au lancement et participer au développement de cette filiale

INGENIEURS COMMERCIAUX

2 à 3 ans d'expérience de la vente de maintenance auprès de Grands Comptes.

Pour en savoir plus, consultez le dossier d'information sur MINITEL (71 48 75 10 10 code TCM).

FORSE Consultants - Michel TAPPERT - 33, av. de Segur 75007 PARIS

GROUPE INTERNATIONAL COMPOSANTS ELECTRONIQUES PROFESSIONNELS

recherche

POUR SA DIRECTION MARKETING

CHEFS DE PRODUITS

La fonction placée en interface entre la production et le commercial implique une formation technique de haut niveau (INGENIEUR) et une bonne connaissance du marché de l'électronique professionnelle et des circuits commerciaux. L'INGENIEUR diplômé (spécialité électronique - électrotechnique), votre vie professionnelle vous a déjà permis de compléter vos acquis techniques par une expérience réussie dans une activité commerciale.

Maîtrise de la langue anglaise exigée.

Postes basés dans le SUD/EST Méditerranéen.

Envoyer C.V., photo et prétentions s/réf. 11105 à ORC-Pierre Lichau 10, rue de Louvois 75002 PARIS qui transmettra.

Un journaliste télécoms ?

Cela n'existe pas !

Aussi nous sommes prêts à en former un, pourvu qu'il possède déjà (de préférence) une première expérience professionnelle, à la suite d'une formation supérieure Télécoms ou Informatique.

S'il nous convainc, en plus, de sa passion pour l'écriture, de sa curiosité intellectuelle et de son goût pour les contacts, il est le candidat idéal que nous souhaitons rencontrer : autonome et parfaitement bilingue en anglais technique.

Venez écrire avec nous l'aventure des télécommunications en adressant votre dossier à Télécoms International, Gérard Bidal, 185, avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly-sur-Seine.

**TÉLÉCOMS
INTERNATIONAL**

Quartier Porte Champerret
TRES IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE CONSEILS JURIDIQUES ET FISCAUX
cherche

INFORMATICIEN CONFIRME HF

- Il devra personnellement :
- prendre en charge la responsabilité de projets d'organisation interne sur micro-ordinateurs en liaison avec les différents cadres de la Société,
- assurer la formation des utilisateurs (déplacements en province),
- réaliser l'évolution des programmes déjà existants (analyse, programmation et mise au point).
- Il lui faut :
- formation supérieure (BAC + 4) orientée comptabilité et gestion,
- expérience informatique minimum 5 ans en comptabilité et gestion,
- habitude des relations humaines (hiérarchiques et commerciales),
- expérience d'organisation en contexte informatique.

Ecrire avec CV et prétentions à : FIDUCIAIRE DE FRANCE, l'attention de Monsieur DARNAUT - 2 bis, rue de Villiers 92009 LEVALLOIS PERRET.

Groupe
Quantum

Dans le cadre du développement de son département

INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

INGENIEURS INFORMATIENS

GRANDE ECOLE OU EQUIVALENT.

PDP - VAX - M 68000 - I 8086 - RSX - VMS - RTX - UNIX

Langages : PASCAL - C - ASSEMBLEUR.

INGENIEURS SYSTEME

GRANDE ECOLE OU EQUIVALENT.

VAX et IBM.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo) à QUANTUM 17, rue Victor Duruy 75015 PARIS - Tél. 42.50.61.29.

هكذا من الأصل

Un parfum d'autonomie!

DIRECTEUR DE MAGASIN HF

700 personnes, 600 MF CA, 38 magasins.
Filiale d'un groupe international, en moins de 10 ans nous avons imposé un nouveau mode de distribution des produits de beauté, d'hygiène et de soins. Vous êtes responsable d'un département ou d'un magasin appartenant à une chaîne spécialisée. Véritable manager, vous savez motiver et dynamiser une équipe. Gestionnaire, vous développerez votre centre de profit en grande autonomie.

Postes à pourvoir : Brest - Avignon - Région Parisienne.
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle à SEPHORA - Service Recrutement, sous réf. 8814 - 64, avenue P. Grenier - 92100 BOULOGNE.

SEPHORA

GRUPE EUROPEEN DE CONSEIL

Notre métier est l'amélioration de la productivité administrative, industrielle et commerciale dans de grandes entreprises européennes. Nous recherchons des

CONSULTANTS CONFIRMES (H/F)

décidés, suite à une expérience valorisante de notre métier, à s'investir personnellement et aptes :
— soit à évoluer rapidement dans la direction d'une équipe d'intervention,
— soit à assurer un rôle de FORMATEUR (cadres et maîtrise).

Nous demandons :

- une formation universitaire,
- une mobilité géographique au minimum sur toute la France,
- une aptitude à la communication,
- une excellente présentation.

Rémunération motivante.

Les candidatures (lettre manuscrite, CV, photo, rémunération) seront admises sous la Réf. EM 90 à : Nathalie Pellerin - Concentra - 65 bis, rue Jauréguiberry - 75017 PARIS

SECTEURS DE POINTE

FININFO LE PILOTE INFORMATIF

FININFO SOCIÉTÉ D'INFORMATIQUE FINANCIÈRE EN PLEINE EXPANSION RECHERCHE POUR COMPLETER SON ÉQUIPE COMMERCIALE :

INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

LEURS PROFILS :

- Etudes Supérieures (BAC + 5) ou Ecole Commerciale
- Débutants ou première expérience
- Dynamiques, motivés, créatifs.

LEURS MISSIONS :

- Recherche de nouveaux clients
- Démonstration des produits
- Formation des utilisateurs
- Suivi clientèle.

Merci d'envoyer votre dossier complet (lettre manuscrite + CV + photo) à Laurence LOCATELLI - FININFO - 4, rue Ventadour 75001 PARIS.

PME performante

de renommée internationale, leader dans son secteur recherche pour proche banlieue Sud

INGÉNIEUR ETUDE ELECTRONIQUE

(Domaine traitement numérique du signal)

pour étude et développement d'une nouvelle génération de matériels embarqués sur avion. Connaissances DSP exigées, de préférence TMS 320. Expérience 68000, Langage C et Temps Réel appréciée. Ecrire sous référence 4806 à Lévi Tournay Assoc. 31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris Cedex 02 qui transmettra.

SSCI en pleine expansion

BUREAUX PORTO D'ORLÉANS

équipe dynamique cherche

pour réaliser, maintenir et diffuser la nouvelle génération de ses logiciels distribués à plusieurs centaines d'entreprises

- 1. INGÉNIEUR CHEF DE PROJET système d'exploitation UNIX, SGSD, INFORMIX.
- 2. ANALYSTES PROGRAMMEURS expérimentés SGSD INFORMIX.
- 2. ANALYSTES PROGRAMMEURS expérimentés MSDOS et COBOL.

Env. C.V., photo et prêt à SINCER, BP 99, 92123 Montrouge Cedex.

Spie Construction UNE FORCE QUI COMPTE

Réunir les compétences de 4500 collaborateurs, échanger les expériences et les savoir-faire de 39 agences ou filiales, additionner leurs forces pour développer produits, techniques et méthodes : nos ambitions se concrétisent aujourd'hui par un CA de 4 MdF et une croissance annuelle de 20 %. Spie Construction, filiale Bâtiment de Spie Batignolles, c'est aujourd'hui une force qui compte ! Pour vous

- **INGÉNIEURS**
Travaux - Etudes de prix - Méthodes
- **GESTIONNAIRES**
DEBUTANTS OU CONFIRMES
- **CHEFS DE SERVICES COMPTABLES**

C'est l'occasion de participer à notre aventure, de faire jouer à plein votre sens de l'initiative. Dans une structure dynamique, forte de son appartenance à un groupe pluridisciplinaire de 1er plan, à la vocation régionale, nationale et internationale, vous pourrez évoluer, changer de métier et vivre une carrière à... (bonnes) surprises !

Postes à pourvoir en Région Parisienne et en Province.

Prenez contact avec nous - par téléphone (1) 42 61 82 81 de 8 h 30 à 18 h 30 (samedi de 10 h à 13 h) - par minitel 3616 CVCOM ou adressez votre candidature à :

René VALLAT, Direction des Ressources Humaines de Spie Construction
Parc de Saint Christophe - 10 Avenue de l'Entreprise - 95863 CERGY-PONTOISE

Spie Construction

Groupe Spie Batignolles



Coopers
& Lybrand
associés

40 000 professionnels, 500 bureaux, 100 pays

Consultants en Organisation Industrielle

Ingénieur Grande Ecole, vous avez une expérience réussie de 5 à 10 ans en Entreprise Industrielle et/ou Cabinet de Conseil.

Vous maîtrisez les techniques de base :

- GPOA
- Juste à temps
- Qualité Totale

Mais vous êtes convaincu que votre réussite reposera avant tout sur :

- votre capacité à appréhender globalement des situations complexes,
- votre engagement total au service de nos clients.

Nos bureaux sont à Paris et à Lyon. Ecrivez à Philippe HAMEAU

PARIS

27, RUE MARBEUF - 75008 PARIS

LYON

177, RUE GARIBOLDI - 69003 LYON

JEUNES INGÉNIEURS GENERALISTES

*Devenez aujourd'hui
opérationnels en usine!*

Cette société (1 800 personnes, 2 Milliards de F de CA, 30 % à l'export) fait partie de l'un des plus grands groupes industriels français. Elle est spécialisée dans l'étude et la réalisation de produits techniques (en moyenne et grande série) à base métallurgique, destinés à des marchés industriels et professionnels (engineering, transformation mécanique, construction et T.P.). Ses perspectives de croissance, ses résultats économiques en forte expansion, la conduisent à développer ses structures industrielles, en créant plusieurs postes opérationnels sur site.

Rattaché au Directeur d'Usine, et dans le cadre d'une très large délégation, vous prenez en charge une fonction d'exploitation complète : responsabilité totale d'une équipe de production (80 à 100 personnes), de méthodes et de process ; responsabilité technique sur le plan des procédés, des investissements, et participation aux études produit ; responsabilité de la gestion (abalement des coûts de fabrication, des prix de revient usine, etc.). Ces fonctions nécessitent une réelle motivation pour l'ANIMATION, la FORMATION et le DEVELOPPEMENT des hommes. Elles évolueront à moyen terme vers des Directions d'Usine.

Pour ces postes de haut niveau, nous souhaitons rencontrer des jeunes INGÉNIEURS GENERALISTES CONFIRMES (2 ans d'expérience) qui ont déjà une première expérience industrielle. Opérationnels de tempérament, modernes et ouverts sur le plan du management, ils seront fortement motivés par une mission évolutive sur le terrain.

Les postes sont basés dans des villes moyennes de l'Est de la France. Les conditions offertes sont attractives.

Nous vous remercions d'adresser lettre de candidature et CV complet sous Réf. M 131 C à notre Conseil NEMESIS, 10 rue de Richelieu 75001 Paris, qui traitera votre dossier dans la plus stricte confidentialité.

NEMESIS

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

FAIRE DU CONSEIL SANS « DONNER DE CONSEIL »

Les CONSULTANTS de SMC Internationale sont tout sauf des « conseillers ». Lorsqu'une entreprise les appelle, ils commencent par écouter et observer. Pour cela, ils doivent aller sur le terrain et savoir dialoguer à tous les niveaux. Avec les directeurs et avec les ouvriers.

Deuxième étape : la préconisation. Fouillée, précise et argumentée, c'est la moindre des choses. Mais assortie, c'est l'essentiel, de propositions concrètes. De propositions d'ACTION susceptibles de concrétiser les possibilités de progrès.

Troisième phase : celle où le consultant se trouve au pied du mur, puisqu'il s'agit de transformer l'approche théorique en résultats tangibles.

On l'a compris, les consultants de SMC s'engagent dans des missions de longue durée. Et ils ne quittent pas le terrain avant d'avoir prouvé l'efficacité des solutions retenues et mises en œuvre en commun.



SMC Internationale

Prenez contact avec nous :

- par téléphone (1) 42 61 82 81 de 8 h 30 à 18 h 30 (le samedi de 10 h à 13 h)
- par minitel 3616 CVCOM ou adressez votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) sous réf. 6258 à SMC Internationale - 1 bis, rue du Petit Clamart 78140 VELIZY



Qualités essentielles de ces hommes et de ces femmes : dons de conviction, ténacité, mobilité, humilité. Leur profil : INGENIEURS dotés d'une première expérience.

Pour le reste, il ne faut succomber à aucun stéréotype. Vous êtes peut-être un futur consultant de premier ordre (si votre modestie vous en faisait douter, n'oubliez pas qu'il s'agit là d'une qualité importante pour un consultant).

CHEF DE PRODUCTION

PARIS

Cette unité de plus de 400 personnes fait partie d'un réseau national et d'un groupe important. Pour accéder au Directeur du Département, participer aux études et développements (industrialisation/logistique), superviser l'organisation de l'exploitation, de même qu'assurer les relations avec les partenaires sociaux, nous recherchons un Ingénieur (AM - CNAM - ENSI ou similaire) âgé de 35 ans environ. Nous lui voulons une expérience de la production impliquant de la logistique très mécanisée tout en conservant une main d'œuvre de manipulation. Nous espérons un sens poussé de l'initiative et une forte expérience des relations sociales. Nous assurons sa formation à nos spécificités, sa capacité de compréhension et d'assimilation devra le rendre opérationnel dans les meilleurs délais. Ce poste, évolutif à moyen terme, requiert patience, adaptabilité, souplesse, rigueur et esprit novateur. Cette opportunité devait répondre à vos motivations. Pour en savoir plus, notez Conseil Michel BARREY, attend votre dossier sous référence 703 RA 05/ M. Il vous documentera avant de vous rencontrer.



25, rue Henri Mounier
75009 PARIS

Banque de dépôts, Paris-9^e

recherche

CADRE COMPTABLE

numéro 3 dans un service de 25 personnes.
Niveau souhaité, DECS ou école de gestion.
Une première expérience bancaire est demandée.

Ecrire Directeur comptabilité et contrôle de gestion
B.P. 242.09, 75427 Paris Cedex 09.

LE SAVOIR-FAIRE EN ACTION

**WESTFALIA
SEPARATOR**

Ingénieur technico- commercial

Export Afrique

Nous sommes un groupe multinational d'origine Ouest Allemande présent sur les cinq continents. Notre vocation est la fabrication et la commercialisation de systèmes de centrifugation et de séparation.

Notre développement dans le monde (1,8 milliard de France de C.A., 4000 personnes) et en France (220 millions de C.A., 300 personnes) nous conduit à renforcer notre équipe commerciale.

Ingénieur technico- commercial

France

Vous avez une excellente connaissance de l'Afrique acquise par votre expérience commerciale d'une dizaine d'années sur ce continent. Votre anglais est courant. Vous êtes disponible pour des déplacements représentant 40 % de votre temps.

Réf. 52.1889 LM

Agé d'environ 35 ans, diplômé d'études supérieures (niveau bac + 4), vous avez une expérience réussie de la vente de biens d'équipement industriels et si possible aux industries alimentaires (amidonneries, filouteries et sucreries). Bonnes connaissances de l'Allemagne.

Réf. 52.1870 LM

Pour ces deux postes, nous vous proposons une formation en France et en R.F.A., l'appui de nos ingénieurs à la fois en avant vente et en S.A.V., un large éventail d'applications de très haut de gamme, une structure à taille humaine et une ambiance de travail valorisante.

Intrigué par ces postes, adressez CV, photo et rémunération actuelle à MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru, 75008 PARIS en précisant la référence choisie sur la lettre et sur l'enveloppe.

Mercuri Urval

Le Département Recrutement d'une des toutes premières SSII connaît une forte croissance qui l'amène, pour répondre aux exigences de la clientèle interne, à renforcer l'équipe de CONSULTANTS.

Consultant Recrutement Informatique

Paris
Réf. : JP 720

Cette équipe, composée de véritables Conseils en ressources humaines, agit et s'organise de manière autonome vis-à-vis des directions et départements du groupe.

Nous recherchons un consultant qui maîtrise ou souhaite acquérir les techniques de recherches et de sélections d'ingénieurs et cadres, en facilitant leur mobilité interne.

Doté d'une solide expérience des métiers de l'informatique et ouvert aux techniques nouvelles, vous possédez des qualités relationnelles et humaines acquises en SSII ou dans une activité de Conseil en Recrutement.

Agé d'au moins 30 ans et de formation supérieure, si vous avez le goût pour exercer un métier de qualité, en agissant de façon solidaire et concertée avec votre assistance et les autres CONSULTANTS, écrivez-nous. Discretion assurée.

Merci d'envoyer lettre
manuscrite + CV
+ photo + prétentions,
en indiquant la
référence du poste à :

HEAD

103, RUE LA BOÉTIE 75008 PARIS

Hasard ou fatalité ?

Après PARIS et LILLE, ARGOS LYON grandit et change de locaux. Jacques VUARIER, Michel PERRIN et les 20 autres consultants d'ARGOS attendent impatiemment ceux qui vont les rejoindre prochainement.

ARGOS LYON, Immeuble "Le Highway", 41 quai Faidherbe, 69005 LYON-PERRACHE - Tél. 78.38.31.77

ARGOS PARIS (1) : 42.27.96.49
ARGOS LILLE : 20.98.83.83

argos DEPARTEMENT CONSEIL
EN RECRUTEMENT
PARIS - LILLE - LYON - MONTREAL

FRI COMMUNICATION

un des premiers groupes de communication
corporate et financière en France

recherche

CONTROLEUR DE GESTION

- Diplômé école de commerce.
- 25-30 ans environ, bilingue anglais.
- 2 à 3 ans d'expérience, société de services (agence de publicité serait un plus).

Adressez lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions à :
FRI COMMUNICATION
31, rue de Valenciennes, 75008 Paris. réf. DAS-PER 0801.

Banque d'affaires rech. pour sa filiale lyonnaise

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

FONCTIONS : assurer la gestion administrative d'un établissement financier d'une vingtaine de personnes. Superviser la comptabilité. Assurer le contrôle de gestion.

PROFIL : 32-35 ans, solide formation comptable. Connaissances juridiques. Expérience manuscrite, c.v., photo et prétentions.

Sous réf. 8 784, LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue Montessuy, 75007 Paris.

هكذا من الأصل

Le Carnet du Monde

Naissances

— Didier et Marie-Paule GIBOGUY, née Mourillon, ont la joie d'annoncer la naissance de

Adrien,

le 28 septembre 1988.

5, avenue de Saint-Ouen, 75017 Paris.

— M. et M^{me} Jean-Paul GIRARDOT, sont très heureux d'annoncer la naissance de leurs deux petites-filles

Ann et Julie,

— M. Jean A. ARNEODO et M^{me}, née Christine Frangille, ont la joie de faire part de la naissance de leur petit-fils

Daniel,

le 4 octobre 1988, au foyer de M. Ronald SULTANA Ph D, professeur à l'université de Malte, et de M^{me}, née Roseline Arneodo.

65, bis, route de Geopay, 86000 Poitiers.

Mariages

— Marie-Caroline MALROUX, et Bernard KRIEF ont le plaisir d'annoncer qu'ils se sont mariés le samedi 1^{er} octobre 1988.

195, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris.

Décès

— M. Gilbert Bal et ses enfants, M. et M^{me} René Charmont, M. et M^{me} Jean Charmont et leurs enfants, M^{me} Roger Eskenazi, M. et M^{me} Gérard Eskenazi et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Claude BAL,

officier des Palmes académiques, survenu le 9 octobre 1988.

Les obsèques religieuses auront lieu le mercredi 12 octobre, à 15 heures, en l'église de Sandillon (Loiret).

36, avenue de l'Ecole-Normale, 26000 Valençay.

318, route d'Orléans, 45640 Sandillon.

— M^{me} Françoise Frolet-Boccard, M. Claude Arnold Boccard, M^{me} Audrey Boccard, M. et M^{me} Ezio Boccard, M. et M^{me} Elio Boccard, leurs enfants et petits-enfants, M^{me} Marie-Henriette Frolet, ses enfants et petits-enfants. Les familles (Gros), Boccard, Ortona, Savy Et tous ses amis de Paris et de La Marsa, ont la triste douleur de faire part de la disparition accidentelle, le 3 octobre 1988, de

Cyril,

leur fils, frère, petit-fils, neveu, cousin et ami.

Cet avis tient lieu de faire-part.

52, boulevard Saint-Jacques, 75014 Paris.

— M^{me} Raymond Boutbouil et ses enfants Philippe et Valérie, M. et M^{me} André Boutbouil et leurs enfants, Les familles Boutbouil, Jéot, Cohen, Ankry, Lévy, Attihar, Rosenberg, Chikly, Merzoug, Boccard, Sibon, Arriche, Prainito, Lelouche, Ganem, Fern, parentes, alliées et amies, ont l'immense douleur de faire part du décès de leur cher et regretté

Raymond BOUTBOUIL,

survenu le 9 octobre 1988, à Paris, en son domicile 74, avenue des Champs-Élysées.

La levée du corps aura lieu le mercredi 12 octobre, à 14 heures, en son domicile 74, avenue des Champs-Élysées.

Les obsèques se dérouleront au cimetière parisien de Pantin, à 14 h 30.

— M. Jean-Luc Solal, son fils, M. René Bruhat, son époux, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Françoise BRUHAT,

57, rue Castine, 75018 Paris.

256, rue Sainte-Catherine, 33000 Bordeaux.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— Dien a rappelé à Lui, le 27 septembre 1988

M^{me} Françoise COURBE,

née Henriette Rivière.

L'inhumation religieuse a eu lieu dans l'intimité à Villers-en-Mer (Calvados).

Une messe sera dite le dimanche 16 octobre, à 9 h 30, en la chapelle de la Maison suisse de retraite, 14, rue Méné, 92130 Issy-les-Moulineaux (métro Mairie-d'Issy).

De la part de M. et M^{me} François Lagardère, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Claude Courbe, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Jean Veilla, leurs enfants et petits-enfants, M^{me} Bernadette Courbe, M^{me} Jean Courtemanche et ses enfants, Et de toute la famille.

— M. et M^{me} Jean-Jacques Raffel, ses enfants, M^{me} Simone Garroste, Le docteur et M^{me} Michel Dubois, M. François Dubois, M^{me} Simone Lévy, sa belle-sœur, Le docteur et M^{me} Claude Lévy et leurs enfants, Sa famille Et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Armand C. DUBOIS,

survenu le 6 octobre 1988.

Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

22, rue du Général-Bertrand, 75007 Paris.

— M^{me} Janine Lataillade, née Gaillot, son épouse, Et M. Jean Lataillade, son fils, ont la douleur de faire part du décès de

Louis LATAILLADE,

médecin inspecteur régional honoraire de la santé,

ancien directeur du bureau de l'Europe de l'Organisation mondiale de la santé à Copenhague.

12, avenue de Flirey, 06000 Nice.

18 bis, rue Pasteur, 85000 La Roche-sur-Yon.

— M^{me} Stéphanie Lupasco, née Bosc, M^{me} Aldo Lupasco-Massot, M. François Massot et leurs filles Carite et Soline, M^{me} Eva Bosc, M^{me} André Bosc et ses enfants, M. et M^{me} Raymond Bosc et leurs enfants, Les familles Bosc, Meyer, Roth et Ghica, Et ses amis, ont la tristesse de faire part de la mort de

Stéphanie LUPASCO,

survenue le 7 octobre 1988, à Paris.

La levée du corps, suivie de l'inhumation, aura lieu jeudi 13 octobre, à 10 h 15, rue Méchain, 75014 Paris.

Un service religieux à sa mémoire sera célébré vendredi 14 octobre, à 17 heures, au temple réformé de Port-Royal, 18, boulevard Arago, 75013 Paris.

(Voir ci-contre.)

— M^{me} Etienne Mennesson, son épouse, M^{me} Eguerran Mennesson, Stéphanie, Fabrice et Hildes, Patrice et Marie-France Mennesson, Virginie et Aude, M^{me} Blandine Gillette-Mennesson Anne et Mariel, Franck et Michèle Mennesson, Jean-Louis et Betsy Mennesson, Margaux et William, André Mennesson, Pascaline Mennesson, Renaud et Virginie Bettegast, Quentin, Ivanhoé et Philippe, Jean-Dominique et Sylvie Dallet, Damien, Thierry et Marie-Agnès Mennesson, Aurélien, Romain et Chloé, Jean-Marie Mennesson et Françoise Gourdin, Baptiste, Flore Mennesson, ses enfants et petits-enfants, ont le chagrin de faire part du décès de

Etienne MENNESSON,

survenu le 29 septembre 1988.

Un service religieux a eu lieu le 3 octobre 1988, en l'église Saint-François d'Assise, à Rabat (Maroc).

Une messe sera célébrée à son intention, le samedi 15 octobre 1988, à 18 h 10, en l'église des Carmes, 70, rue de Vaugrand, Paris-6.

18, Zenkat Descartes, Rabat (Maroc).

— L'Association Montessori Internationale a le regret d'annoncer le décès, le 1^{er} octobre 1988, de

M^{me} Ada MONTESSORI-PIERSON,

veuve de Mario Montessori.

Les obsèques ont eu lieu à Leidschendam (Hollande), devant une assistance nombreuse et recueillie d'amis venus du monde entier.

AMI, 161 Koninginnegweg Amsterdam.

— Solange Sarcelot, née Bodard, Patrice et Marie-Christine Vairene, Charles-Eduard, Jean-Dominique et Catherine Sarcelot, Sylvain, Emmanuel, Marianne, Chantal Sarcelot, Commander (RN) Simon et Catherine Moore, Fabienne, Alice, Chloé, Bertrand Sarcelot (1), Alain et Virginie Waltron, M^{me} Madeleine Sarcelot, sa sœur, ont la tristesse de faire part du décès de

René Sarcelot (ER)

Jean-Marie-Paul SARCELOT, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite, ancien de la France libre, médaillé de la Résistance, croix de guerre 1939-1945, croix de la valeur militaire, chevalier de l'Ordre de Saint-Grégoire-le-Grand.

survenu le 8 octobre 1988.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 14 octobre, à 8 h 30, en l'église du Val-de-Grâce, suivie à 15 heures d'une messe en l'église de Lourvigny (Ardennes).

— Le cardinal Lustiger, archevêque de Paris, Mgr Daniel Pénard, Et les évêques auxiliaires, M^{me} Pierre Baffrey, M. et M^{me} André Starcky, leurs enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, M^{me} Georges Starcky, sa fille et son petit-fils, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. l'abbé Jean STARCKY,

prêtre du diocèse de Paris, officier de la Légion d'honneur, compagnon de la Libération, directeur de recherche honoraire au CNRS,

décédé le 9 octobre 1988, dans sa quatre-vingt-huitième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 13 octobre, à 10 h 30, en l'église Saint-Jacques du Haut-Pas, 252, rue Saint-Jacques, Paris-5.

2, place du Louvre, 75001 Paris.

(Né à Maffrais en 1908, ordonné prêtre en 1935, après des études littéraires à Rome et à Jérusalem, l'abbé Jean Starcky enseigna à l'université Saint-Joseph de Beyrouth, tout en étant curé de Palmyre. Il fut ensuite dans les Forces françaises libres en 1941, comme sous-officier militaire, à participer aux campagnes d'Égypte (1942-1943) et de Tunisie (1943-1944). Au début du BNP de la 1^{re} DFL, il prit part à la campagne d'Italie (1944) avant de retourner en France en août 1944. De 1946 à 1952, il enseigna le Nouveau Testament et l'araméen à l'Institut catholique de Paris et poursuivit parallèlement ses recherches comme pensionnaire de l'Institut français d'archéologie de Beyrouth, alors dirigé par Henri Seyrig. Jean Starcky fut notamment directeur de nombreux départements de muséologie de la mer Morte et de publications sur Palmyre et Pétra qui font autorité.)

Anniversaires

— Il y a cinq ans disparaissait

Abraham dit Albert DAHAN,

son frère, tout en s'éloignant sur le fleuve de l'éternité, reste présent ceux qui l'ont aimé.

Avis de messes

— Une messe à la mémoire du

Père Joseph MASSELOT

sera célébrée autour de Mgr Coloni, samedi 15 octobre 1988, à 16 h 30, en l'église Saint-Jacques-du-Haut-Pas, 252, rue Saint-Jacques, Paris-5.

Tous ceux qui l'ont connu sont invités à s'y retrouver.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du lundi 10 et mardi 11 octobre 1988 :

UN ARRÊTÉ

— Du 4 octobre 1988 relatif à l'obtention du diplôme d'Etat de docteur en pharmacie par les titulaires d'un diplôme étranger de pharmacien ou d'un diplôme d'université de pharmacien.

UNE CIRCULAIRE

— Du 7 octobre 1988 relative aux candidatures aux élections consulaires du 21 novembre 1988 et à l'interprétation de certaines dispositions applicables aux chambres de commerce et d'industrie.

Rectificatif

— M^{me} Hassine et ses enfants, Ainsi que les familles Haggiage et Dahban, ont la douleur de faire part du décès de

M. David HASSINE,

ingénieur chez Sciaky, survenu le 7 octobre 1988, à l'âge de cinquante-cinq ans.

On se réunira à la porte principale du cimetière parisien de Pantin, le 11 octobre, à 14 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Communications diverses

— Carole Bernad-Lazare, Isabelle Viehman, correspondante du Monde, présentera son ouvrage *Croix Rouges, les stratégies de la bonne conscience*, jeudi 13 octobre, à 20 h 30, rue Saint-Claude, Paris-3.

— L'ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique, M. Joe M. Rodgers, fera une conférence en anglais sur le thème : « The election of a president », le 13 octobre, à 18 heures, à l'Académie diplomatique internationale, 4 bis, avenue Hoche.

Soutenances de thèses

— Université Paris-I, le mercredi 12 octobre à 10 heures, salle 308, entrée 1, rue Victor-Cousin, galerie J.-B. Dumas, escalier L, M. Nicolas Karapikis : « Civils Fédérés : l'Avènement et l'affirmation de la citoyenneté corfiote (XVI^e-XVIII^e siècles) ».

— Université Paris-II, le mercredi 12 octobre à 9 h 30, salle des Conseils, M. Pierre-Henri Priol : « L'enseignement supérieur d'initiative privée ».

— Université Paris-III, le jeudi 13 octobre à 14 heures, salle Bourjic, 17, rue de la Sorbonne, M^{me} Mireille Ruppel : « La coordination en français moderne. Théorie à l'épreuve d'un corpus ».

— Université Paris-I, le lundi 17 octobre à 10 heures, salle 308, entrée 1, rue Victor-Cousin, galerie J.-B. Dumas, escalier L, M. Jacques Sallanon : « Normes et fonctions du décoratif dans l'art moderne et contemporain ».

— Université Paris-I, le lundi 17 octobre à 14 heures, salle Louis-Liard, M. Jacques Fol : « La vraisemblance chronologique. Critique et mise en perspective de l'art actuel ».

— Université Paris-IV, le samedi 22 octobre à 14 heures, amphithéâtre Milne-Edwards, escalier B, 3^e étage, 17, rue de la Sorbonne, M. Vincent Lamarche : « Conscience et temporalité selon Platon ».

— Université Paris-I, le vendredi 28 octobre à 14 heures, salle Louis-Liard, M. Georges From : « La population de Zakhle (Liban) ».

La mort du philosophe Stéphane Lupasco

Nous apprenons la mort du philosophe des sciences Stéphane Lupasco, survenue vendredi 7 octobre, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

(Français d'origine roumaine, Stéphane Lupasco, né à Bucarest en 1900, est l'auteur d'une œuvre abondante dans le domaine de la philosophie des sciences. Il utilise les principes de la logique ternaire de Lukasiewicz. Il nait le principe du tiers exclu (une chose est soit vraie soit fausse) et s'oppose à la dialectique classique issue de l'aristotélisme et de Hegel, qui fonctionne sur l'antagonisme de deux termes contradictoires. Après des études universitaires scientifiques et philosophiques menées à la Sorbonne (Paris), il fut longtemps chargé de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), avant de reprendre, en 1952, son indépendance. Actuellement résident aux éditions du Rocher, son œuvre comporte une vingtaine de titres, parmi lesquels *Le Principe d'antagonisme et la logique de l'énergie*, *Science et art abstrait*, *Élémentaire et ses trois dimensions* et les *Trois Matrices*, que Claude Mauriac saluait, lors de sa parution en 1960, comme un « nouveau Discours de la méthode de notre temps »).

SOLIDARITÉ

— SOUSCRIPTIONS. — L'Automobile-Club de l'Ile-de-France lance une souscription jusqu'au 31 octobre auprès du public pour aider financièrement la fondation Garches. Cette association, créée en 1986, par l'ensemble du personnel de l'hôpital Raymond-Poincaré, spécialisé dans le traitement des polytraumatisés, notamment de la route, prolonge l'action médicale au-delà de la sortie de l'hôpital et se soucie des problèmes de la vie quotidienne des handicapés. L'Automobile-Club émet donc des billets de souscription d'une valeur de 10 F.

★ Automobile-Club de l'Ile-de-France, 14, avenue de la Grande-Armée, 75017 Paris. Tél. (numéro vert) : 05-30-00-05.

— ENTRAIDE. — La Fondation de France rappelle qu'elle dispose d'un compte d'urgence pour recueillir les dons des particuliers et des entreprises qui voudraient venir en aide aux sinistrés des inondations de Nîmes. Les dons peuvent être adressés au crédit du compte CCP 369 G, ou par chèques bancaires à l'ordre de la Fondation de France, opération Nîmes, 40, avenue Hoche, 75008 Paris.

★ Tél. : (1) 42-25-76-55.

Education

Dans le « Monde de l'éducation » d'octobre

- Le rapprochement patrons-enseignants
- La rentrée universitaire

« Les patrons et l'école : premiers rangs » : le titre que le Monde de l'éducation donne à l'enquête de son numéro d'octobre est suggestif. C'est que le rapprochement qui s'est effectué à la base, localement, entre les chefs d'entreprise et l'éducation nationale n'est pas exempt de dimensions affectives. Surprise : cette dernière, qu'on disait si figée, si monolithique a étonné les patrons par sa faculté d'adaptation ; et aussi par la capacité professionnelle des enseignants.

Juste retour des choses, là où ils travaillaient avec les enseignants, les hommes d'entreprise — patrons et encadrement — ont su montrer aussi un visage que ne connaissaient pas les maîtres.

Ouverts, préoccupés, comme ces derniers, par le chômage des jeunes, ils se sont aussi par la capacité de leurs entreprises à affronter les prochaines échéances économiques.

François Périgot, le président du CNFP, dans un entretien se réjouit de ce rapprochement et, pour la première fois, livre son diagnostic sur le système éducatif français. Sévère.

Aussi, au sommaire du numéro d'octobre du Monde de l'éducation, ce qu'il faut savoir sur la rentrée universitaire et notamment sur le malaise des enseignants du supérieur. Ainsi qu'un bilan des centres de documentation et d'information (CDI) des établissements scolaires.

MICHEL SWISS

MÊMES REMISES EXCEPTIONNELLES QU'aux TOURNISTES ÉTRANGERS

PARFUMS, ACCESSOIRES MARQUINERIE, PORCELAINE TOUTES LES GRANDES MARQUES

16, rue de la Paix (Paris 75002) 2^e étage asc.

Tél. : 42.61.61.11

TOUSSAINT EN FLORIDE

A partir de 4990 F par personne

(une semaine, vol régulier et hôtel compris).

Enfants : à partir de 3390 F (jusqu'à 12 ans)

Loc. voiture à partir de 400 F la semaine

Camino 45.72.06.11

21, rue Alexandre Charpentier - 75017 PARIS



Un IUT à Kourou

Vingt-quatre étudiants originaires des trois régions Martinique, Guadeloupe, Guyane, choisis après examen de huit dossiers de candidatures, ont été accueillis, lundi 10 octobre, dans les locaux provisoires du nouvel institut universitaire de technologie (IUT) de Kourou, installés non loin de la nouvelle mairie de la cité spatiale et du vieux bourg.

« Créé par un décret du 21 mars 1988, cet IUT illustre l'esprit de la République du Guyana, habitant Cayenne — vont suivre les cours de l'unique département génie électrique et informatique industrielle, option électronique. Les trente-deux heures hebdomadaires de cours auront lieu dans des salles et laboratoires bien équipés, dans les anciens bureaux du Centre spatial guyanais des années 60-70, restaurés aux frais du CNES.

Sept Martiniquais, sept Guadeloupéens, dix Guyanais — dont un originaire de la République du Guyana, habitant Cayenne — vont suivre les cours de l'unique département génie électrique et informatique industrielle, option électronique. Les trente-deux heures hebdomadaires de cours auront lieu dans des salles et laboratoires bien équipés, dans les anciens bureaux du Centre spatial guyanais des années 60-70, restaurés aux frais du CNES.

Des logements individuels neufs, construits par le CSG, accueillent les étudiants. En 1989, de nouveaux bâtiments construits sur un terrain de 5 hectares offert par la ville de Kourou permettront de recevoir cent étudiants en deux ans, vingt enseignants et un personnel administratif. Un cours automatique et systèmes est prévu ultérieurement.

E. F.

Théâtre allemand

L'UFR lettres et sciences humaines de Reims organise les 20 et 21 octobre, un colloque international sur le thème « Théâtre, Nation et société en Allemagne au dix-huitième siècle ».

— UFR lettres et sciences humaines, 57, rue Pierre-Trautner, 51098 Reims Cedex. Tél. : 26-08-23-23.

Ressources humaines

« Les journées sociales du sup de co Lille » auront lieu les 19, 20 et 21 octobre à Marquand-Berthel (Nord). Thème : « La gestion stratégique des ressources humaines ».

— Ecole supérieure de commerce, avenue Gaston-Berger, 59046 Lille Cedex.

Ecuménisme

Les cours de la chaire d'écuménisme de Lyon auront lieu les 23, 24, 25 novembre et les 22, 23 et 24 février 1989 à la

faculté catholique de théologie. Thème proposé cette année : « Les dialogues interconfessionnels ».

— Unité chrétienne, 2, rue Jean-Carré, 69006 Lyon. Tél. : 78-42-11-87.

Ecuménisme

« Les journées sociales du sup de co Lille » auront lieu les 19, 20 et 21 octobre à Marquand-Berthel (Nord). Thème : « La gestion stratégique des ressources humaines ».

— Ecole supérieure de commerce, avenue Gaston-Berger, 59046 Lille Cedex.

هكذا من الأصل

SOMMAIRE

■ **Changements à la tête du groupe Bouygues.** Martin Bouygues, fils de Francis Bouygues, deviendra vice-président-directeur général. Patrick Le Lay prendra la présidence de TF1 (lire page 42).

■ **Au colloque du Monde sur les ressources humaines.** M. Michel Rocard souligne la nécessité de négociations contractuelles au niveau de l'interprofession, des branches et des entreprises (lire page 44).

■ **Alors que les négociations dans la fonction publique doivent reprendre, la situation sociale reste tendue** (lire page 42).

■ **Le président de la Banque interaméricaine de développement a obtenu en Europe deux opérations de soutien à son institution** (lire page 42).

Le Monde

EN BANQUE DE DONNÉES
LE TEXTE INTÉGRAL DU MONDE INDEXÉ DEPUIS JANVIER 1987
EN LIGNE SUR VOTRE TERMINAL
OU VOTRE MINTEL
POUR TOUS RENSEIGNEMENTS :

SINORG G. CAM.
SERVEUR
Tél. : (0) 45-38-70-72

Profitant de la mauvaise image de marque des banques

La Poste veut faire bouger ses services financiers

Pas folle la Poste : profitant de l'image déplorable des banques, la Poste lance une nouvelle offensive pour faire reconnaître sa vocation financière. La question est vitale pour elle puisque ce sont précisément ces services bancaires qui lui permettent d'être bénéficiaire.

Ce n'est pas la première fois que les PTT lancent une offensive. Mais à chaque fois, ils se sont vu opposer un refus ferme de la Rue de Rivoli, autorité de tutelle des banques.

Aujourd'hui, leur nouvelle attaque se déroule sur deux fronts : en direction des usagers d'abord, avec le lancement d'un nouveau produit attractif, Postépargne (le Monde du 28 septembre 1988). Sur le terrain gouvernemental, ensuite : le directeur général de la Poste, M. Marcel Delage, a été chargé par son ministre de tutelle, M. Paul Quilès, d'une réflexion sur la « dynamisation des services financiers » de son administration. Un rapport doit être remis à la fin de l'année.

Débouchera-t-il cette fois sur quelque chose ? Tous les ministres des PTT ont successivement enfoncé ce cheval de bataille... Il y a un an, encore, un groupe de travail tripartite (Poste, Trésor, budget) a réfléchi sur ce sujet. Sans résultat.

Faiblement, la question est vitale pour la Poste, tant d'un point de vue social que financier. Socialement d'abord : 80 000 de ses 300 000 agents travaillent pour les services bancaires. Financièrement, ensuite : la Poste ne gagne sa vie que grâce à eux. Les résultats de sa branche courrier sont lourdement grevés par l'acheminement de la presse (coût 3,5 milliards de francs).

Seuls les 5 milliards de bénéfices nets tirés des activités financières permettent d'effacer ce trou... encore ce chiffre doit-il être décomposé entre les comptes chèques postaux (CCP), les mandats (déficit de 1,5 milliard de francs) et la Caisse nationale d'épargne (en excédent de 10 milliards).

Cette situation, loin d'être mirabolante, s'explique par un certain nombre de déséquilibres que la Poste souhaite voir corriger. Elle se plaint d'abord de la rémunération

trop basse (3 %) versée par le Trésor sur les fonds drainés par les CCP (125 milliards de francs). Ce taux, inférieur à celui du marché monétaire (7,3/16) auquel les banques ont accès, entraîne un manque à gagner de plus de 3 milliards de francs, selon M. Delage.

La Poste souhaite en outre élargir la gamme des produits offerts à la clientèle : actuellement, par exemple, elle ne peut pas octroyer de prêts aux particuliers, en dehors de l'épargne-logement. Les lacunes dans l'éventail de ses services la rendent peu attractive pour les usagers ayant entre vingt-cinq et cinquante-cinq ans, c'est-à-dire l'âge privilégié pour consommer, épargner et emprunter.

Comme une peau de chagrin

La clientèle de la Poste est composée pour moitié de retraités ou d'inactifs et ne cesse de vieillir : les moins de vingt-cinq ans n'en représentent que 11 %, et les plus de cinquante-cinq ans, 45 %.

Devant l'agressivité commerciale des banques, les parts de marché de la Poste se réduisent comme une peau de chagrin : les CCP, fondés au lendemain de la première guerre mondiale, sont passés de 30 % des

comptes à vue en 1970 à 14,3 % en 1986 et 12 % aujourd'hui. La Caisse nationale de prévoyance, plus que centenaire (elle a été fondée en 1881), ne représente plus que 25,3 % du marché (27 % en 1986)...

Il est urgent d'agir si on ne veut pas voir se reformer un à un les bureaux de poste ruraux : dans certains d'entre eux, les services financiers assurent 80 % de l'activité (pour une moyenne nationale de 52 %). Et, souvent, dans des campagnes en plein dépeuplement, la Poste reste la dernière administration présente.

Mais elle a des adversaires acharnés face à elle : inquisiteurs du formidable réseau dont elle dispose (17 000 guichets), les banques assurent que le monopole du courrier sur lequel sont adossés ses services financiers fausse la concurrence.

De plus, plaident-elles, les PTT ne sont pas soumis à des ratios financiers aussi contraignants que les autres établissements bancaires... Des critiques auxquelles la Poste oppose ses propres contraintes : auxiliaires des banques ne sont soumises — et le coût d'entretien du réseau.

Un beau débat, dramatisé encore par l'arrivée de 1993 et de la concurrence bancaire et postale qui l'accompagnera.

FRANÇOISE VAYSSÉ.

Prouvost confirme son intérêt pour le rachat de Lanvin

Prouvost s'intéresse au luxe. Le groupe de M. Christian Derveloy confirme son intérêt pour la maison Lanvin (haute couture et parfums) à la recherche d'un acquéreur. « Nous sommes intéressés par le développement de la marque, notamment pour la création d'une ligne de prêt-à-porter féminin et des produits masculins », explique M. Rivière, directeur financier de Prouvost.

Cependant les dirigeants des Lanviers de Roubaix, qui possèdent déjà Rodier, ne sont pas disposés à payer n'importe quel prix une nouvelle acquisition en aval de leur activité textile.

Après étude du dossier, la proposition qu'ils ont communiqué à la banque Hottinger, chargée de la négociation pour la famille Lanvin, s'élève à environ 350 millions de francs, alors que le chiffre d'affaires de la maison de couture était de 250 millions de francs pour 1987 et que les pertes s'élevaient à 24 millions de francs pour les neuf premiers mois de 1988.

Il n'empêche que des groupes étrangers, notamment les licenciés asiatiques de Lanvin, seraient prêts à surenchérir pour l'acquisition de cette entreprise de luxe. Un bel arbitrage en perspective pour le gouvernement français.

Un conglomérat américain en Europe

Bich cède Dim à Sara Lee

Les collants Dim seront en fin de compte américains. Après neuf mois de tergiversations et de recherche d'une autre solution, le gouvernement français vient d'autoriser la vente du célèbre fabricant de sous-vêtements à l'américain Sara Lee, un gigantesque conglomérat connu en France par les sauces Bénédictine, les citrages Kiwi ou les insecticides Catch.

Ainsi le roi français du collant, qu'une publicité bien orchestrée a rendu célèbre, va rejoindre les marques Hanes et Leggs déjà dans l'escarcelle de Sara Lee, premier distributeur de collants aux États-Unis.

En réalité, c'est l'incapacité de Dim à pénétrer ce marché d'outre-Atlantique qui a provoqué sa revente. Car, en dépit de ses 1,7 milliard de francs de chiffre d'affaires et de ses 55,2 millions de francs de bénéfices en 1987, Dim n'était pas considéré comme une des réussites du groupe Bich. Et le demi-succès des Dim-up, les bas qui étaient censés tenir tout seuls, lancés au printemps 1986, avait contribué à ternir l'image de cette entreprise.

L'aventure des Bas Dimanche a commencé en 1958, dans une petite société de bonneterie installée à Troyes (Aube). Très vite commença la collaboration avec Publicis : le slogan « Tout file », sur une musique de Francis Lopez, fait entrer la marque dans la tête des consommateurs. En 1973, Dim rachète Rosy, mais le tandem a du mal à faire face à la crise du textile et, en 1975, la société est rachetée par le baron Bich.

Pendant quinze années, le groupe Bich impulse une politique de diversification. Rosy se lance dans les sous-vêtements féminins en soie bon marché et Dim continue à décliner ses gammes de bas et de collants sous toutes les tailles et toutes les couleurs et essaie de conquérir le marché des sous-vêtements masculins.

Mais, parallèlement à ce développement des produits, le groupe Bich commence à se désengager financièrement. En mai 1987, il cède 23,9 % du capital de Dim au géant américain Sara Lee, avec lequel il avait tenté, dans les années 80, une percée sur le marché américain du collant. Et c'est en janvier 1988 que le

groupe Bich annonce son intention de céder pour 300 millions de francs un nouveau bloc d'actions, correspondant à 31 % du capital. Ce qui donne alors la majorité au groupe américain. Du coup, l'autorisation de l'administration française devient obligatoire.

Avant de s'y résoudre, le gouvernement français a recherché un repreneur français. Le groupe Devanlay, leader européen de la maille, a notamment étudié le dossier. Mais la proie était un peu grosse. Et en réalité aucun groupe français ne disposait des 800 millions à 1 milliard de francs nécessaires à ce rachat.

Faute d'une solution hexagonale, le gouvernement a donné son accord pour la reprise par Sara Lee, qui avait manifesté des intentions de s'implanter et de se développer en Europe. Un espoir donc que Dim devienne sa base d'opérations et que les quatre mille sept cents salariés trouvent là une quasi-certitude de conserver leur emploi.

M. Le Floch-Prigent chargé de mission dans la chimie

M. Loïc Le Floch-Prigent, ancien PDG du groupe chimique Rhône-Poulenc, a été chargé d'une mission d'étude, de réflexion et de proposition sur l'industrie chimique et pétrolière par M. Roger Fauroux, ministre de l'Industrie et de l'aménagement du territoire.

M. Le Floch-Prigent aura à dresser un constat précis sur l'évaluation des diversifications engagées par les entreprises pétrolières, à faire un état des spécialisations des entreprises chimiques, ainsi que des structures les plus aptes à renforcer le potentiel pharmaceutique de la France, en liaison notamment avec le directeur de la pharmacie au ministère de la santé.

M. Le Floch-Prigent devra déposer ses recommandations vers le 15 avril 1989.

En chargeant M. Le Floch-Prigent de cette mission, le ministre de l'Industrie accorde la rumeur qui circule depuis début septembre sur l'éventualité d'une nouvelle restructuration de l'industrie chimique en France.

LES PRIX ROLEX A L'ESPRIT D'ENTREPRISE 1990

Avez-vous un réel esprit d'entreprise?

Les Prix Rolex à l'Esprit d'Entreprise ont été créés en 1976 avec pour seule mission "d'encourager l'esprit d'entreprise individuel partout dans le monde par la reconnaissance d'efforts personnels et de contributions particulières méritant d'être cités en exemple dans des domaines spécifiques de l'initiative humaine". Les qualités que ces Prix souhaitent honorer sont celles-là mêmes qui ont toujours inspiré Rolex et

caractérisent les porteurs de Rolex.

Aujourd'hui, Rolex a le plaisir d'annoncer que 250 000 francs suisses seront à nouveau partagés entre cinq lauréats à l'initiative créatrice qui auront conçu et développé des projets faisant preuve d'un exceptionnel esprit d'entreprise. Chacun d'eux recevra en plus de 50 000 francs suisses un chronomètre en or spécialement gravé à son intention.



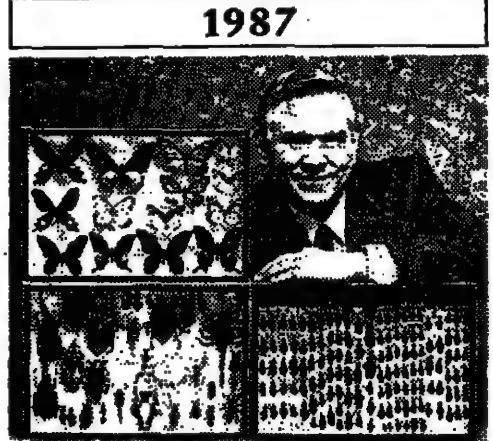
PENNY PATERSON (États-Unis)
Exploration de l'habitude au langage des grottes, par l'utilisation d'un langage de signes.



RODNEY JACKSON (États-Unis)
Observation radio-guidée du comportement des félins en milieu naturel, par l'utilisation de la technologie de la télévision.



MARTINE FEITWIS-VIENOT (France)
Poursuite de l'investigation des fresques murales nappées réalisées entre les III^e et IV^e siècles.



PIERRE MORVAN (France)
Analyse des effets de l'isolation géographique sur la formation de nouvelles sortes de cécolipores caractérisés au Nigrit.

DOMAINES D'APPLICATION DES PROJETS.

Les projets devront relever de l'une des trois catégories suivantes : Sciences appliquées et Inventions ; Explorations et Découvertes ; Ecologie. Le Jury examinera chaque projet en fonction de l'esprit d'entreprise qu'il exprime, de son originalité et de sa possibilité de réalisation.

Dans les brèves descriptions des projets ci-dessus se reflètent les qualités d'entreprise et d'innovation qui les firent choisir par les jurys antérieurs. Composés de personnalités tout aussi éminentes que par le passé, le Jury 1990 utilisera les mêmes critères de sélection que ses prédécesseurs.

Pour évaluer équitablement un projet relevant d'une discipline particulière non représentée au sein du Jury, Rolex ferait appel à des spécialistes dans le monde entier.

Un livre intitulé "Spirit of Enterprise - The 1990 Rolex Awards", abondamment illustré de photos en couleurs, présentera de manière détaillée quelques idées parmi les plus stimulantes, les plus fascinantes et les plus originales conçues par des hommes et des femmes du monde entier.

La publicité donnée aux projets figurant dans les livres précédents a fréquemment contribué à susciter une aide complémentaire provenant de sources très diverses.

MODALITÉS DE PARTICIPATION.

Votre candidature doit être rédigée en anglais, dactylographiée sur une formule officielle de participation et parvenir au Secrétariat avant le 31 mars 1989.

Pour obtenir la formule officielle de participation aux Prix Rolex à l'Esprit d'Entreprise 1990, le règlement et les conditions d'inscription, écrivez à l'adresse suivante : Secrétariat des Prix Rolex à l'Esprit d'Entreprise, Boîte Postale 178, 1211 Genève 26, Suisse.

Les Prix seront décernés à Genève à la fin du mois d'avril 1990. Originalité. Imagination. Initiative. Si vous possédez ces trois qualités, ne laissez pas passer votre chance.

LE JURY DES PRIX ROLEX A L'ESPRIT D'ENTREPRISE 1990

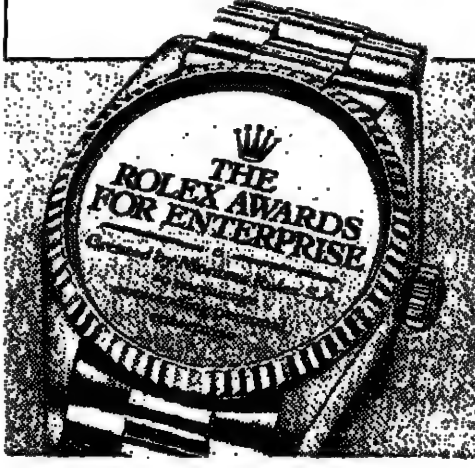
PRESIDENT :

M. André J. Heinegger (Suisse).
Administrateur délégué et directeur général de Montres Rolex S.A. Genève.

MEMBRES :

Mr. Teodoro César Brea (Argentine). Avocat.
Membre du Conseil d'Administration du Fonds Mondial pour la Nature (WWF).
M. Richard E. Leakey (Kenya). Anthropologue.
Directeur des Musées Nationaux du Kenya.
Dr. Joe B. MacInnis (Canada).
Spécialiste en plongées subglaciaires dans l'Arctique.
Président de Undersea Research Inc., Toronto.
M. Saburo Okita (Japon).
Président de l'Institut pour les Etudes de politiques nationales et internationales, Tokyo.
Sir John Rawlin KBE, FRCP, FRAAS (Grande-Bretagne).
Ancien chirurgien-vieillesseur d'escadre de la Royal Navy.
Président de Deep Ocean Technology Inc., San Leandro, Californie.

M. Soedjarmoko (Indonésie).
Ancien recteur de l'Université des Nations Unies à Tokyo.
Dr. Juan Antonio Vallejo-Nágera (Espagne).
Ancien professeur de psychiatrie et de psychopathologie à l'Université Complutense de Madrid.
Dr. Raymond Vilain (France).
Chef de clinique à l'Hôpital Boucicaut, Paris.
Fondateur de "S.O.S. Main".
M. Don Walsh (États-Unis).
Spécialiste des sous-marins. Président de LML (International Maritime Incorporated) San Pedro, Californie.



Économie

AFFAIRES

Mouvements autour du groupe Bouygues

L'offensive sur les titres du numéro un du BTP se poursuit

Le conseil d'administration de TF1 devait se réunir, le 11 octobre, dans l'après-midi, pour approuver la nomination de M. Francis Le Lay, actuellement vice-président-directeur général, au poste de président. M. Francis Bouygues, dont l'état de santé a alimenté depuis plusieurs semaines une vague de rumeurs, pour la plupart infirmes, pourrait occuper un poste de président d'honneur dans la chaîne de télévision. Son groupe possède 25% du capital.

L'autre actionnaire principal est le groupe de l'homme de presse britannique M. Robert Maxwell, mais il était impossible, le 10 octobre, d'obtenir, dans

l'entourage de l'intéressé, des informations sur la part exacte qu'il détenait. Un autre actionnaire, très minoritaire, de TF1, M. Bernard Tapie (il en possède 1,66%), a pour sa part indiqué dans une interview au *Figaro* du 11 octobre qu'il était intervenu ces derniers jours pour acheter à la Bourse une certaine quantité de titres de la chaîne privée.

Le cours de l'action de TF1 a monté, lundi, de 3,6%, atteignant 289 F, proche de son plus haut cours (297 F). La fièvre qui touche le cours de TF1 s'inscrit dans l'important mouvement d'achats et de ventes que les boursiers observent au palais

Bourgnon depuis trois semaines sur les cours du groupe Bouygues lui-même. Depuis la mi-septembre, au moins 15% du capital ont changé de mains.

Le mouvement d'échanges qui s'était ralenti à la fin de la semaine dernière a repris le 10 octobre, le cours de l'action progressant de 6%. Deux cent soixante-cinq mille titres (2,2% du capital) ont circulé lundi, dont cent trente et un mille pour un seul acheteur en début de journée. Le conseil d'administration du groupe Bouygues devait se réunir le 13 octobre, mais on démentait que Francis Bouygues en abandonnerait la présidence.

Une nébuleuse et une confrérie

Arche de la Défense, tunnel sous la Manche, grande mosquée de Casablanca demain; pont de l'île de Ré, université de Ryd hier; hôpital en Côte-d'Ivoire dont la livraison est prévue dans quelques jours... L'empire Bouygues couvre le monde. Un empire qui, partant à l'origine du «noyau dur» du bâtiment et des travaux publics, a progressivement, depuis dix ans, étendu ses ramifications à une myriade de secteurs qui, a priori, n'ont rien à voir avec le ciment, le béton et les calculs de résistance des matériaux — tels l'audiovisuel, les piles électriques, les parcs de loisirs, la distribution et les grands magasins — mais qui sont aujourd'hui les éléments constitutifs de tout groupe

qui se veut à la fois multinational et soucieux de ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier, c'est-à-dire, selon l'expression préférée des économistes, «diversifié afin de se préparer à toute mutation éventuelle».

Une diversification qui ne cesse de prendre de l'ampleur dans l'ensemble du chiffre d'affaires du groupe (53,7 milliards de francs prévus en 1988), puisque de 19% en 1984 elle est passée cette année à 27%, tandis que la construction proprement dite et les travaux publics régressaient de 60,2% à 55%.

Empire, la nébuleuse Bouygues l'est surtout devenue en 1986-1987, lorsque le fondateur du groupe, disposant de moyens financiers considérables, a racheté dans son domaine de prédilection (les travaux routiers) quelques-uns de ses anciens concurrents, puis s'est porté candidat à l'acquisition de TF1. Si bien qu'aujourd'hui les automobiles doivent savoir que SCREG (avec douze filiales), c'est... Bouygues, que Colas (quinze filiales), c'est... Bouygues, que SACER, aussi.

Bref, plus de soixante mille personnes (qui n'étaient que vingt-cinq mille sept cents en 1985) travaillent pour Francis Bouygues dans un état d'esprit qu'on hésite à qualifier de «maison», étant donné la dimension du conglomerat, mais qui est en tout cas très spécifique, fait à la fois de «déférence» pour le patron, d'«élan» conquérant et de solidarité, si l'on en juge du moins par la petite barrette orange qu'arborent à leur boutonnière les principaux cadres du groupe, signe de reconnaissance, marque d'honneur et clin d'œil d'un

confrère tout à la fois, comme d'autres montrent ostensiblement qu'ils sont chevaliers ou officiers de la Légion d'honneur.

«Partager les mêmes convictions; être toujours plus modernes, car ce qui empêche les hommes de se surpasser, c'est leur manque d'audace, de dynamisme, de créativité; être prêts pour les grands combats de l'avenir», aime dire Francis Bouygues. De fait, l'entreprise fourbit ses armes pour aborder en position solide les défis des années 90.

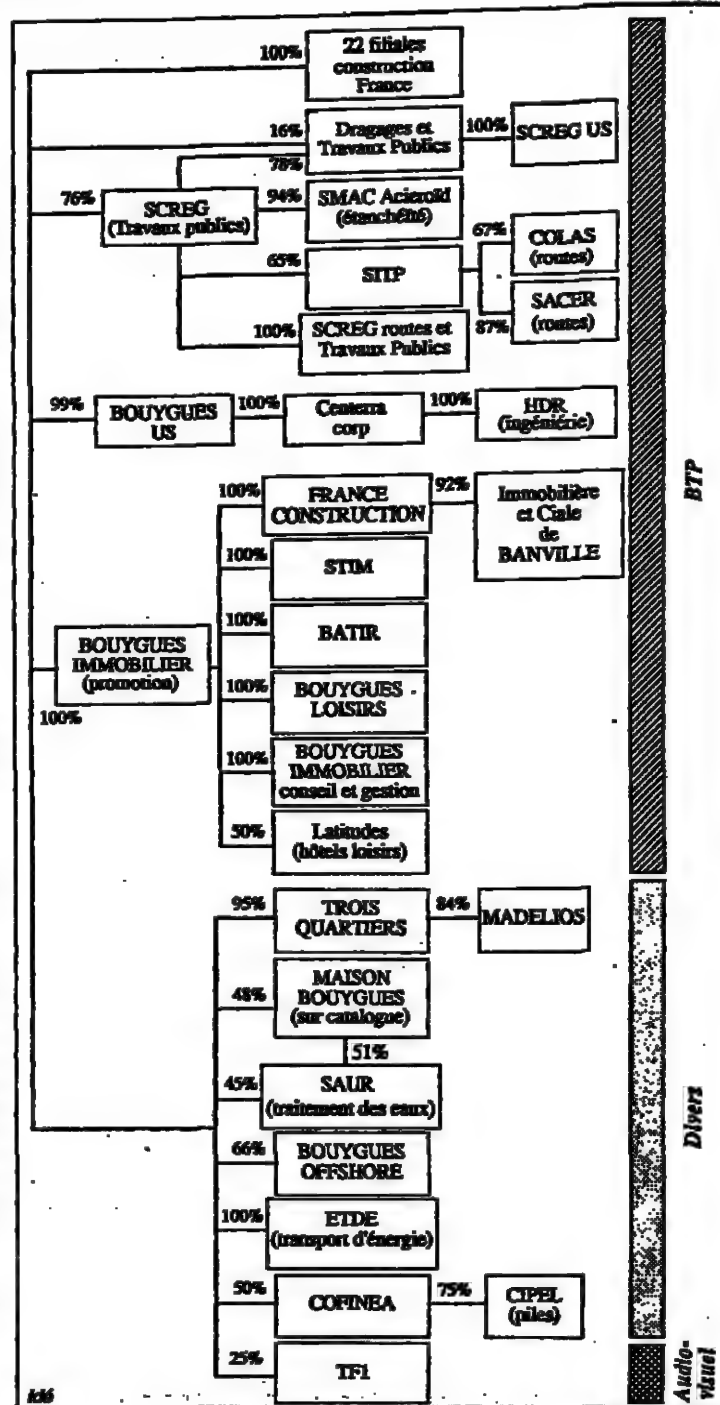
Aujourd'hui — alors que paradoxalement ce sont les convictions venues de l'extérieur qui attirent les projecteurs de l'actualité — le groupe dispose d'un potentiel de ressources considérables — à savoir 13,7 milliards de francs qui se décomposent comme suit: 3,7 milliards de trésorerie disponibles — 1 milliard sous forme de crédit à options multiples confirmé par sept banques françaises pour une durée de cinq ans renouvelable deux ans; une augmentation de capital de 1 milliard de francs en nominal autorisée par l'assemblée générale du 15 juin dernier, ce qui revient à lever éventuellement 9 milliards, sur la base des cours de la Bourse à cette date. Et, bien que les responsables du groupe prennent soin à chaque occasion de préciser que cette masse de capitaux ne sera utilisée «que si des opportunités d'investissements rentables le justifient», le sens des affaires qu'a démontré Francis Bouygues depuis dix ans autorise à penser qu'il étudie — sinon qu'il prépare — quelques initiatives, voire quelques offensives, ici ou là.

Depuis six mois, en effet, le paysage politique français a changé, des reclassements financiers s'opèrent, l'écono-

mie fait preuve d'une bonne santé, les grands contrats à l'étranger se révèlent à la fois longs, aléatoires et souvent infructueux (comme la construction de la ligne de chemin de fer Djamel-Ramdam en Algérie), alors que le secteur du BTP repart en France et promet quelques développements en Europe. Francis Bouygues a suffisamment démontré qu'il savait sentir le vent et tenté de «saisir la balle» des bonnes occasions au bond.

Même si parfois l'empereur Bouygues rate ses coups... Il lui arrive de trouver en face de lui un autre prince de la finance tout aussi puissant et habile. Dans son majestueux et éblouissant siège social de Saint-Quentin-en-Yvelines, dénommé Challenger et proche, au son propre et figuré, du château de Versailles, Francis Bouygues songe encore avec amertume à la bataille qu'il avait déclenchée contre le groupe Schneider en 1987 pour prendre le contrôle de Spie-Batignolles, l'un de ses plus redoutables concurrents, et qu'il avait perdue. Cette amertume, en la personne de Didier Pineau-Valencienne, patron de Schneider, il s'était heurté à plus fort que lui.

FRANÇOIS GROSCHARD.



Chiffres-clés

Chiffre d'affaires:
1987: 53,4 milliards de francs;
1988: 53,7 milliards de francs (prévision) dont 55% dans la construction; 15% dans l'immobilier; 3% dans les maisons sur catalogue; 27% «divers» (grands magasins, piles, audiovisuel...)
Bénéfices:
1987: 495 millions de francs.
Investissement:
1987: 1,7 milliards de francs.
Effectifs:
1987: 60 500.

ALGERIE - الجزائر

MINISTÈRE DE L'HYDRAULIQUE ET DES FORÊTS

AGENCE NATIONALE DE RÉALISATION ET DE GESTION DES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES POUR L'IRRIGATION ET LE DRAINAGE

PÉRIMÈTRE MITIDJA OUEST (TRANCHE 2)

Avis national et international de présélection d'entreprises

Dans le cadre d'un financement de la Banque mondiale (BIRD), un avis national et international de présélection d'entreprises pour les travaux d'équipement du périmètre Mitidja Ouest (tranche 2), 14 000 hectares dans la wilaya de Tipaza, est lancé.

Les travaux d'équipement comprennent:

- 1) Prise sur canal;
- 2) Stations de pompage;
- 3) Réservoirs de 450, 480 et 420 mètres cubes;
 - la fourniture et pose de 96 kilomètres de tuyaux en béton précontraint de 600 à 1 800 millimètres de diamètre;
 - la fourniture et pose de 520 kilomètres de tuyaux en amiante-ciment de 100 à 600 millimètres;
 - la fourniture et pose des appareillages hydro-électro-mécaniques;
 - la création de 490 kilomètres de canaux et fossés d'assainissement;
 - la création de 190 kilomètres de pistes agricoles.

Les entreprises nationales publiques ou privées et des entreprises étrangères appartenant aux pays membres de la BIRD, la Suisse, Taiwan et la Chine peuvent retirer le dossier de présélection à l'Agence nationale de réalisation et de gestion des infrastructures hydrauliques pour l'irrigation et le drainage (AGID), Direction de réalisation des infrastructures El Marsa, wilaya de Boumerdes, contre la présentation d'une demande écrite accompagnée d'un paiement de 200 DA.

Les dossiers peuvent être retirés auprès de l'Agence nationale de réalisation et de gestion des infrastructures hydrauliques pour l'irrigation et le drainage (AGID), tous les jours ouvrables, de 9 heures à 16 heures.

Les dossiers de présélection, établis en trois exemplaires, devront parvenir au plus tard un (1) mois après publication du présent avis, dans la presse nationale, à l'adresse suivante: M. le directeur général de l'Agence nationale de réalisation et de gestion des infrastructures hydrauliques pour l'irrigation et le drainage (AGID), BP 31, Bordj El Bahri (W. de Boumerdes), sous pli cacheté et portant la mention «Présélection travaux d'équipement du périmètre Mitidja Ouest».

ETRANGER

M. Iglesias à Paris et à Madrid

L'Europe confirme son soutien à la Banque interaméricaine de développement

La visite à Paris puis à Madrid du président de la Banque interaméricaine de développement (BID), M. Enrique Iglesias, a permis de lancer deux opérations de soutien à une banque impliquée dans l'aide au développement d'une région paralysée par le problème de la dette et du désinvestissement.

Dans la capitale française, M. Iglesias a signé, lundi 10 octobre, un mémorandum visant à encourager les investissements privés des pays de la CEE en Amérique latine. Le lendemain, il devait lancer solennellement un accord «pionnier» avec l'Espagne, la création d'un fonds spécial de 500 millions de dollars. Alimenté par les Espagnols et géré par la BID, ce fonds doit permettre de promouvoir des projets dans des secteurs aussi divers que l'agriculture, les télécommunications ou le tourisme.

Deux accords de portée différente. Pour Madrid, il s'agit de conforter son image de leader dans une région à laquelle l'Espagne est liée par une très longue tradition, les festivités du cinquantième centenaire de la découverte de l'Amérique, en 1492, seront là pour le rappeler. Pour la Communauté européenne, il convenait surtout d'amorcer un mouvement. Le commissaire aux relations Nord-Sud, M. Claude Cheysson, s'est gardé de préciser le montant des interventions financières de la Communauté dans le cadre de ce mémorandum.

Plus que l'enveloppe — «un nombre respectable de millions d'euros» — pourront être tirés, — c'est le rôle de «catalyseur» de la CEE qui, selon lui, doit retenir l'attention. Ayant pris conscience du fait que «ce ne sont pas les gouvernements mais les entreprises qui connaissent le marché», la Communauté cherchera à canaliser des capitaux à risque en Amérique latine, en passant notamment par la Société internationale d'investissement que la BID vient de créer pour promouvoir la petite et la moyenne entreprise.

Ces opérations pourront se faire, a précisé M. Iglesias, en tirant parti des systèmes de conversion de dette en prises de participation mises en

place par nombre de pays latino-américains. Mais c'est à une réflexion plus large sur le problème de l'endettement que la BID entend se consacrer avec la Banque mondiale et le Fonds monétaire international.

Les dernières propositions françaises sur l'allégement de la dette des pays à revenu intermédiaire, en majorité latino-américains, entrent dans le cadre de cette réflexion. Mais, pour la BID elle-même, la difficulté la plus urgente à surmonter est celle des négociations sur l'augmentation de son capital, suspendue depuis octobre 1987 par les États-Unis.

En l'absence d'un compromis sur le système de vote qui, actuellement, permet à la Banque d'être le seul organisme multilatéral où les emprunteurs disposent de la majorité des voix, cette augmentation de 25 milliards de dollars sur quatre ans sera bloquée. M. Iglesias ne désespère pas trouver une issue avant l'assemblée générale de l'institution, en mars prochain, à Amsterdam.

Le soutien de l'Europe est en ce domaine aussi jugé des plus nécessaires: en attendant de connaître l'attitude de l'administration issue des élections présidentielles américaines, la BID a été contrainte de réduire d'un tiers ses prêts en 1987 et 1988.

F. Cr.

HÔTEL DU RHÔNE
GENÈVE

Centre ville, au bord du Rhône.
Confort raffiné.
2 restaurants renommés.
Grand parking privé.

1, rue Taverney
CH-1203 GENÈVE
Tél. 41/22/91 88 31
Fax 32 45 58

REPÈRES

Banques allemandes

Crédit à l'URSS

Un consortium de banques ouest allemandes s'apprête à accorder à l'Union soviétique un crédit de 3 milliards de deutschemarks (plus de 10 milliards de francs). Ce sera le prêt le plus important jamais accordé à l'URSS par les banques occidentales. La Deutsche bank, principale banque allemande et chef de file de l'opération, a indiqué que l'accord de crédit sera signé lundi 17 octobre à Francfort, quelques jours avant la visite de M. Helmut Kohl, le chancelier allemand, à Moscou prévue le 24 octobre. Si le prêt est original par son montant, il ne l'est pas par ses modalités: il s'agit d'une ligne de crédit avec une échéance de huit ans et demi et à taux fixe. Les fonds ainsi disponibles devraient faciliter le financement du plan de modernisation industrielle engagé par M. Gorbatchev, notamment dans les secteurs agro-alimentaires et des biens de consommation.

Conjoncture

Les Américains

plus inquiets

La confiance des Américains dans leur économie a très nettement reculé en septembre, a indiqué lundi 10 octobre à New-York le Conference Board, le principal organisme d'études du patronat américain. Selon cet institut, qui interroge chaque mois 5 000 ménages américains, l'indice de confiance des consommateurs (100 en 1985) est tombé à 109 en septembre contre 119,7 en août. «Il est encore trop tôt pour savoir ce qui a ébranlé la confiance des consommateurs en septembre», a commenté M. Fabien Linden, responsable du Conference Board. D'après l'enquête, 28% des ménages jugent «bonne» la situation économique actuelle (contre 32% en août). Le nombre des Américains affirmant qu'un emploi est difficile à trouver serait en augmentation sensible (24% au lieu de 22%). — (AFP).

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
45-55-91-82, poste 4330



**aux Clubs Initiatives
et Compétitivité
NORMES/
CERTIFICATION/ESSAIS**



Michel SALOMON, Directeur Général
SA SEB: «Dans le Club Initiatives et
Compétitivité de Lyon se retrouvent diri-
geants de PMI, grands donneurs d'ordre,
experts.»



DEMANDE D'INFORMATION

Souhaite recevoir une plaquette d'infos sur les clubs «Initiatives et Compétitive»

Économie

SOCIAL

Les tensions dans la fonction publique

Six fédérations brandissent la menace d'une grève le 20 octobre

Alors que le climat social demeure tendu, le gouvernement a fait un geste dans la fonction publique. Lors de la réunion du 4 octobre pour l'ouverture des négociations salariales dans la fonction publique, six fédérations de fonctionnaires (FEN, FO, CFTD, Fédération générale autonome des fonctionnaires FGAF, CFTC, CGC) avaient adressé un ultimatum au ministre de la fonction publique, M. Durafour, lui enjoignant de fixer une nouvelle rencontre dans un délai de quinze jours afin de préciser ses intentions salariales pour 1988.

Le lundi 10 octobre, juste avant une réunion de ces six fédérations, M. Durafour a fait savoir qu'une nouvelle séance de négociations aurait lieu le vendredi 14 octobre. Aussitôt, lors

de leur réunion, les six fédérations ont « pris acte » du fait que cette nouvelle rencontre se tenait « dans les délais qu'elles avaient exigés ». Mais, en même temps, elles lançaient un ferme avertissement au pouvoir politique : « Elles attendent du gouvernement des propositions qui permettent de renouer avec la politique de négociations dans la fonction publique. Si ces propositions s'avèrent inacceptables, les six fédérations appelleront l'ensemble des fonctionnaires à la grève le 20 octobre. »

Le 10 octobre, aux Charbonnages de France, la direction générale a décidé de porter l'augmentation générale des salaires en niveau de 1 % au 1^{er} avril 1988, à 2,1 % au 1^{er} mai et 2,2 % au 1^{er} novembre. CDF se met au même niveau que la SNCF, la RATP et Air Inter. Mais un peu au-dessus de la fonction publique.

Une recherche de formule de stage pour les chômeurs de longue durée

Le ministère du travail tente actuellement d'élaborer une nouvelle formule d'insertion des chômeurs de longue durée dans les entreprises. Encore à l'état d'ébauche, le projet a été évoqué par M. Jean-Pierre Soisson, lors de l'entretien que le ministre du travail a eu, le 6 octobre, avec une délégation de la CGC, dans le cadre des consultations prévues pour améliorer les stages SIVP (stages d'initiation à la vie professionnelle).

Tel qu'il est imaginé, le dispositif, s'appuierait sur le futur revenu minimum d'insertion (RMI) en discussion à l'Assemblée nationale. Un chômeur de longue durée pourrait bénéficier du RMI, toucher une indemnité de 1 500 F versée par l'Etat, et recevoir un salaire de l'entreprise qui l'emploierait pendant une période de six mois. L'ensemble des rémunérations pourrait alors correspondre au SMIC et l'employeur serait exonéré de toutes les charges sociales.

Pour les fonctionnaires, le gouvernement semble toujours décidé à camper sur la fermeté. Les pouvoirs publics ont déjà indiqué qu'ils étaient prêts à augmenter, pour 1989, les traitements des fonctionnaires de 2,2 % en niveau (ce qui est conforme au glissement des prix). Mais, pour 1988 — où il ne semble être actuellement question que de mesures en faveur des bas salaires, selon un scénario déjà arrêté il y a quelques jours (le Monde du 4 octobre). Même si, in fine, le gouvernement lâche une nouvelle rallonge à l'augmentation générale, on restera loin du total de 2,8 % demandé par les syndicats.

Les prochains jours risquent donc d'être bien agités. Le 18 octobre, la CGT organise une journée nationale interprofessionnelle d'action, avec des arrêts de travail dans la fonction publique. Le même jour, la CFTD de Paris appelle à des grèves dans les postes, et des syndicats des impôts et des douanes appellent aussi à la grève. Le 20, la CFTD a lancé un mot d'ordre pour une journée « d'action et de grève » dans les PTT. Frémissements...

MICHEL NOBLECOURT.

Selon les milieux syndicalistes l'augmentation de la masse salariale des contrôleurs aériens serait de 10 %

L'augmentation de la masse salariale des contrôleurs aériens, décidée à la suite d'un accord entre le ministère des transports et les syndicats, fait l'objet d'une polémique (le Monde du 5 octobre et du 7 octobre). Elle avait été estimée à 15 %. M. Jacques Fournier, délégué national du Syndicat national des contrôleurs du trafic aérien (SNCTA), souligne que « ce n'est pas la masse salariale relative aux seuls contrôleurs du trafic aérien qui augmente de 15 % mais celle de l'ensemble des personnels de la navigation aérienne (...), c'est-à-dire 5 600 agents techniques, électroniciens, ingénieurs et contrôleurs ».

Si l'on additionne l'ensemble des mesures prises en faveur de la navigation aérienne, pour les trois années 1989, 1990 et 1991, on arrive à un total de 153 millions de francs. Par rapport aux 963 millions de francs consacrés aux frais de personnel dans le budget annexe de la navigation aérienne (BANA) de 1987, la hausse est bien de plus de 15 %. Mais seuls les contrôleurs et les électroniciens, qui participent à 100 % à la navigation aérienne, sont entièrement pris en charge par le BANA. Les techniciens et les ingénieurs qui ne participent, comme le rappelle le ministère, que partiellement à la navigation aérienne sont pris en charge en partie par le budget de l'Etat.

Ainsi, selon le ministère, les 153 millions de francs doivent être rapportés à un total de 1 400 millions environ, représenté par les frais de personnel dans le BANA et dans le budget de l'Etat. Dès lors, l'augmentation n'est plus de 15 % mais d'un peu plus de 10 % (répartis sur trois ans : + 6 % en 1989, + 2 % en 1990 et + 2 % en 1991).

(Suite de la première page.)

Cette évidence commence peu à peu à être admise. Dans la plupart des grandes entreprises, les directions du personnel se sont transformées en directions des ressources humaines. (...)

Parallèlement, la négociation collective dans l'entreprise a connu un essor sans précédent. Il est vrai que l'on venait de loin ! Limitée à quelques centaines d'entreprises dans les années 70, elle se pratique désormais régulièrement dans une dizaine de milliers d'entreprises et se conclut

les secteurs d'activité et la négociation d'entreprise a cessé d'être une réalité marginale.

(...) La négociation collective, chacun le sait, est un instrument de progrès social, mais on réalise sans doute moins qu'elle est un instrument de progrès économique. Encore faut-il, pour que toutes ses potentialités soient exploitées, que l'ensemble des partenaires jouent le jeu et qu'en particulier le fait syndical ne soit pas remis en cause.

A cet égard, des tentations existent, favorisées par les difficultés

modernisation doit être l'occasion de rechercher, par la négociation, une adéquation satisfaisante entre ces deux durées, c'est-à-dire une organisation du temps de travail qui favorise la compétitivité des entreprises, tout en répondant aux aspirations des salariés.

Valorisation des ressources humaines et formation vont enfin de pair. Concertation et négociation doivent permettre d'assurer la convergence des intérêts des entreprises et de leurs salariés en privilégiant notamment des formations qualifiantes dont les acquis, j'y insiste, soient transférables.

3. — Les politiques de valorisation des ressources humaines et de rénovation des rapports sociaux définies par les entreprises et les partenaires sociaux doivent avoir leur prolongement au niveau européen.

Le grand marché intérieur permettra la libre circulation des capitaux, des produits et des hommes.

Les problèmes de compétitivité et de valorisation des ressources humaines se posent donc, demain encore, plus qu'aujourd'hui, à l'échelle de l'ensemble de la Communauté. (...)

Un espace social européen

Je n'ignore pas que les salariés et les organisations syndicales nourrissent des craintes et des interrogations sur les effets sociaux de la création du marché intérieur.

Ces difficultés et ces appréhensions trouveront leur réponse dans la construction d'une Europe sociale.

L'édification d'un espace social européen doit poursuivre à mon sens un triple objectif :

• Susciter l'adhésion des citoyens à la construction européenne. (...)

• Eviter toute forme de « dumping social », qui serait néfaste à terme pour tous les pays membres. (...)

• Affirmer l'identité de l'Europe : cette identité ne repose pas en effet seulement sur l'histoire ou la culture, mais aussi sur la spécificité d'un modèle de développement, commun à tous les pays européens, fondé sur une étroite complémentarité entre progrès économique et progrès social. (...)

La construction de l'Europe sociale est très largement à faire. Une première étape importante est cependant intervenue avec l'Acte unique de 1987, qui a introduit dans le traité de Rome un article fixant le principe d'une harmonisation des législations des Etats membres en matière d'hygiène et de sécurité. Cette harmonisation est en cours et devrait être effective d'ici à 1992. Mais une nouvelle impulsion est manifestement nécessaire.

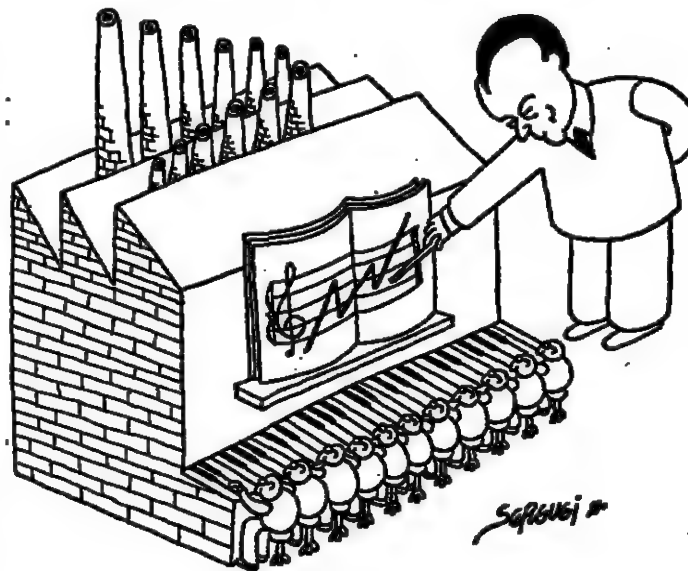
Il serait à ce stade illusoire, voire absurde, de chercher à uniformiser les statuts sociaux au sein de l'Europe. En revanche, il sera indispensable de définir les garanties et droits fondamentaux applicables à tous les salariés européens. (...)

Le même souci devrait à mon sens conduire les partenaires sociaux à envisager l'ouverture de négociations à l'échelle européenne. (...)

Certes, il n'existe pas, aujourd'hui, un droit de la négociation collective au niveau européen. Mais l'Acte unique donne compétence à la Commission pour favoriser « le développement du dialogue entre partenaires sociaux au niveau européen pour déboucher, si ces derniers l'estiment souhaitable, sur des relations conventionnelles ». (...)

La négociation collective joue un rôle essentiel dans la régulation économique et sociale de chacun des pays de la Communauté. Je trouverais aussi paradoxal que regrettable qu'elle ne joue pas le même rôle au niveau de l'Europe dans son ensemble. C'est pourquoi je souhaite ardemment que la réponse des partenaires sociaux soit positive. (...)

MICHEL Rocard.



chaque année par la signature de cinq mille à six mille accords.

Il reste pourtant beaucoup à faire.

Et le développement récent de la négociation collective ne doit pas faire oublier qu'elle ne concerne encore qu'une minorité d'entreprises et de salariés de notre pays. (...)

Tous les éléments favorables à une profonde rénovation des rapports sociaux dans l'entreprise paraissent ainsi réunis.

Trois conditions

Cette rénovation ne prendra cependant tout son sens qu'à trois conditions. (...)

1. — Les politiques de gestion du personnel doivent être étroitement reliées aux orientations stratégiques des entreprises.

Traditionnellement, les entreprises considèrent les données sociales comme de simples variables d'ajustement.

Et l'on laisse ainsi les directions du personnel se débrouiller pour adapter le mieux possible (...) le nombre et la qualité des effectifs salariés aux besoins induits par les décisions industrielles prises en fonction de critères purement techniques ou financiers.

Cette attitude est une double erreur. Elle suscite fréquemment des déboires industriels, car l'absence de réflexion, en temps voulu, sur les modifications à apporter à l'organisation et au contenu du travail, sur les formations nouvelles à mettre en œuvre, se traduit en définitive par des dysfonctionnements coûteux qui affectent la rentabilité même de l'investissement.

Elle entraîne un coût social élevé, car elle conduit les entreprises à privilégier les solutions d'ajustement externe, à préférer, par exemple, la pratique des licenciements de substitution à celle des formations qualifiantes. (...)

Une politique de formation n'a de véritable efficacité qu'à elle permet d'anticiper sur des évolutions techniques ou de nouvelles formes d'organisation du travail. C'est à cette condition qu'elle pourra être conçue comme un investissement. (...)

2. — La négociation collective doit être l'instrument privilégié de la confrontation entre les aspirations des salariés et le besoin des entreprises.

La négociation collective a tardé à s'affirmer dans notre pays comme l'instrument privilégié de gestion des relations entre employeurs et salariés. Mais, depuis une vingtaine d'années, elle a accompli de grands progrès. La négociation interprofessionnelle a été à l'origine d'avancées sociales majeures, la négociation de branche s'est généralisée à tous

que connaît actuellement le syndicalisme.

Certains mouvements préconisent la suppression ou l'aménagement des prérogatives des organisations syndicales en matière de négociation collective, en faisant valoir notamment que la plupart des PME sont dépourvues de toute représentation syndicale.

Des entreprises utilisent les techniques du management participatif pour contourner ou marginaliser les organisations syndicales, en prétendant leur inaptitude à exprimer les aspirations individuelles des salariés.

Je tiens à affirmer clairement (...) mon attachement au syndicalisme et ma conviction, nourrie par l'histoire, qu'il n'y a pas de dialogue social vivant et, par voie de conséquence, de progrès économique durable, sans des organisations syndicales — ouvrières et patronales — fortes et respectées.

L'absence fréquente de représentation syndicale dans les PME est un problème dont je ne sous-estime pas la gravité. Mais la solution est à rechercher dans une plus grande vitalité de la négociation de branche et dans l'utilisation, par les partenaires sociaux, des facultés que leur a données le législateur de créer des instances de représentation du personnel, spécifique aux petites et moyennes entreprises. (...)

Les partenaires sociaux ont engagé en mai dernier une négociation interprofessionnelle sur différents aspects de la modernisation.

Un premier accord est intervenu sur les nouvelles technologies. Je m'en félicite et forme des vœux pour que la négociation se poursuive avec succès.

Mais cette négociation doit être relayée dans les branches professionnelles et les entreprises.

Dans les branches professionnelles, les partenaires sociaux pourraient utilement négocier, comme la loi leur en fait obligation, l'actualisation des classifications et des grilles salariales, aujourd'hui souvent inadéquates, voire totalement dépassées.

Dans les entreprises, les modalités concrètes de la modernisation doivent être discutées, et en particulier les conditions et le contenu du travail, la durée et l'aménagement du temps de travail, la formation.

Valorisation des ressources humaines et mauvaises conditions de travail sont clairement incompatibles.

Valorisation des ressources humaines et réduction de la durée du travail ne sont en revanche pas antinomiques, pour peu que l'on distingue clairement deux problèmes trop souvent confondus : celui de la durée de l'utilisation des équipements et celui de la durée de travail des salariés. La

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



J'ai trouvé une banque à qui parler.

Je souscris à ses emprunts.

La Caisse Centrale du Crédit Mutuel émet deux emprunts obligataires

Emprunt à taux fixe

610 millions de francs en obligations de 5.000 F.

Prix d'émission : 99 % soit 4.950 F par titre.

Taux d'intérêt : 9 % soit 450 F par titre payable le 3 novembre de chaque année. Le premier coupon, payable le 3 novembre 1989 sera réduit et égal à 396 F par titre soit 7,92 %.

Taux de rendement actuariel au règlement : 9 %.

Jouissance et règlement : 3 novembre 1988.

Durée : 12 ans.

Amortissement : au pair en totalité le 3 novembre 2000 sous réserve de rachats en Bourse.

... Note d'information (voir COB n° 88-345 en date du 4 octobre 1988) disponible sur simple demande. Balo du 10 octobre 1988.

Emprunt à taux variable (TME)

840 millions de francs en obligations de 5.000 F, dont

540 millions souscrits en emploi de fonds collectés au titre des CODEVI.

Prix d'émission : 99,50 % soit 4.975 F.

Intérêt : payable le 3 novembre de chaque année et égal à la moyenne arithmétique des taux moyens mensuels de rendement des emprunts d'Etat à long terme (TME), établis par la Caisse des Dépôts et Consignations diminuée de 0,50 %. Un premier terme d'intérêt exceptionnel de 349,00 F sera payé le 3 novembre 1989 et correspondra à un taux de 6,98 %.

Marge : Sur la base d'un TME constant de 8,83 % au 30 septembre 1988, il ressort une marge négative de 0,60 %.

Jouissance et règlement : 3 novembre 1988.

Durée : 12 ans.

Amortissement : au pair, en totalité le 3 novembre 2000, sous réserve de rachats en Bourse.

Souscriptions reçues dans toutes les Caisses de Crédit Mutuel

Crédit Mutuel

une banque à qui parler

Caisse Centrale du Crédit Mutuel

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

FOUGEROLLE

Le chiffre d'affaires du groupe pour le premier semestre de 1988 a atteint 4,6 milliards de francs HT, marquant une progression de l'ordre de 14 % par rapport au chiffre d'affaires comparable de la même période de l'exercice 1987.

L'activité a été particulièrement soutenue en France, et notamment dans les branches bâtiment, électricité et travaux routiers, qui ont bénéficié d'un marché bien orienté et de conditions météorologiques favorables en début d'année.

A l'étranger, la contraction du chiffre d'affaires s'est poursuivie comme il était prévu, la part de l'activité réalisée hors métropole ne représentant plus que 13 % du total du groupe au premier semestre de 1988.

Le carnet de commandes du groupe s'est renouvelé dans de bonnes conditions, et atteint 7 milliards de francs HT, avec une moindre part de chantiers de longue durée, notamment à l'étranger.

Les résultats du semestre (avant participation des salariés et provisions pour impôts) font apparaître pour Fougierolle SA un bénéfice de 19,8 millions de francs (contre 13,3 millions pour le premier semestre de 1987) et pour le groupe un bénéfice de 97 millions de francs.

Les prévisions pour l'ensemble de l'année 1988 confirment les tendances du premier semestre: au total, le chiffre d'affaires du groupe devrait être voisin de 10 milliards de francs HT, contre 8,6 milliards en 1987, le résultat net consolidé devant enregistrer une progression du même ordre de grandeur que celle du chiffre d'affaires.



RADIATION DE LA COTE DU MARCHÉ À RÈGLEMENT MENSUEL DES ACTIONS ORDINAIRES

La Société des Bourses françaises a fait connaître le 30 septembre 1988 que le conseil des Bourses de valeurs a décidé de faire cesser à l'issue de la journée du 20 octobre 1988 la négociation sur le marché à règlement mensuel de la Bourse de Paris des actions ordinaires Darty.

A partir du 21 octobre 1988 les actions ordinaires Darty ne seront plus négociables que sur le marché au comptant, où elles seront cotées en continu.

images économiques du monde 1988
33^e année

Beaujeu-Garnier (J.), Gambin (A.), Delobez (A.)

LES HOMMES, ACTIVITÉS INDUSTRIELLES (énergie, métaux, textiles et autres industries), PRODUCTIONS AGRICOLES, PÊCHE, CIRCULATION, FINANCES, LES ÉTATS.

MISE À JOUR À FIN JUIN 88
Plus de 7 000 chiffres 87/88
présentation politique et situation économique de 170 pays

Sedes, 240 pages 115 F

C.D.U. et SEDES réunis
88, Bd Saint-Germain - 75005 Paris

BTP BANQUE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS

CNA
CAISSE NATIONALE DES AUTOROUTES
Gérée par la Caisse des Dépôts et Consignations

Emprunt 9% Octobre 1988

1 milliard de Francs soit 200 000 obligations de 5 000 F

Prix d'émission: 5 000 F

Taux de rendement actuariel brut:

8,92 %

Durée: 15 ans et 27 jours.

Amortissement en totalité le 20 Novembre 2003.

Le 1^{er} coupon sera mis en paiement le 20 Novembre 1989.

Jouissance, règlement: 24 Octobre 1988

Souscription auprès des Banques, de la Poste, des Caisses d'Épargne Ecureuil, des Sociétés de Bourse et des Comptables du Trésor. Une note d'information (via C.O.B. n° 88-344 du 4/10/88) peut être obtenue sans frais auprès de la CNA, 56, rue de Lille - 75007 Paris et des Etablissements chargés du placement. Clôture sans préavis.

Souscrivez aux emprunts de la CNA pour l'extension du réseau français d'autoroutes.

LES CABLES DE LYON

Le Conseil d'Administration du 5 Octobre 1988, réuni sous la Présidence de M. Claude BOVIS, a examiné l'activité et les résultats du premier semestre. Pour la Société LES CABLES DE LYON, le chiffre d'affaires du premier semestre s'établit à 1.568 millions de francs contre 1.852 millions de francs en 1987. La croissance en volume sur le marché intérieur ne compense pas

CHIFFRE D'AFFAIRES ET RÉSULTATS SEMESTRIELS DE LA SOCIÉTÉ ET DU GROUPE CABLES DE LYON

une moindre facturation des affaires à l'exportation. En conséquence, le résultat d'exploitation à fin Juin 1988 ressort à 91,5 millions de francs contre 122,1 millions de francs en 1987.

Le résultat net ressort à 120,8 millions de francs au lieu de 87,7 millions de francs pour le premier semestre 1987, en raison d'un accroissement des dividendes en provenance des filiales ainsi que de moindres dotations aux provisions exceptionnelles et aux provisions pour impôt sur les sociétés.

Les perspectives du second semestre sont bonnes pour l'ensemble de l'activité. Cependant, il est possible que, pour des raisons techniques et administratives, la facturation de certains contrats importants destinés à l'exportation soit reportée. Dans cette hypothèse, le résultat de l'exercice 1988 se situerait à un niveau inférieur à celui de l'exercice précédent.

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe CABLES DE LYON pour le premier semestre s'établit à 8.475 millions de francs en 1988 contre 7.280 millions de francs en 1987.

La progression de 16,4 % des ventes consolidées du semestre provient pour 6,3 % de la croissance externe (Groupe MANULI CAVI, activités câbles d'ERICSSON aux États-Unis, SOCIÉTÉ NOUVELLE DE CÂBLERIE, BARELEC et CGT) en France) et pour 10,1 % d'un accroissement à périmètre constant correspondant à la hausse des cours du cuivre, les réalisations des filiales ayant compensé la réduction de chiffre d'affaires de la Société-Mère.

Le résultat net consolidé total s'établit à 237,9 millions de francs dont 204,7 millions pour la part du Groupe et 33,2 millions pour la part des tiers. Les informations disponibles concernant l'ensemble des filiales du Groupe CABLES DE LYON permettent d'estimer que le résultat net consolidé part Groupe de l'exercice devrait se situer à un niveau au moins égal à celui de l'exercice précédent.



EUROCOM

Le conseil d'administration d'Eurocom qui s'est réuni le 6 octobre 1988 a examiné les résultats du premier semestre ainsi que la marche des affaires au cours des huit premiers mois de l'exercice.

La marge brute globale réalisée pendant cette période dans les secteurs communication et consulting est en augmentation de 17 %. Pour cette même période, Eurocom Entreprises (emballage personnalisé et distribution) a réalisé un chiffre d'affaires en augmentation de 15 %.

Le bénéfice net consolidé du premier semestre 1988 (part du groupe et hors plus-values exceptionnelles) s'établit à 62,1 millions de francs au lieu de 37,6 millions de francs pour la même période de 1987. Par ailleurs, les plus-values exceptionnelles, après impôt et pour la part du groupe, réalisées au cours du premier semestre 1988 se montent à 50 millions de francs.

Ces résultats du premier semestre 1988 sont en ligne avec la prévision d'un résultat net (part du groupe et hors plus-values exceptionnelles) de 125 millions de francs pour l'exercice 1988 (+ 35 % par rapport à 1987), auxquels s'ajoutent les plus-values exceptionnelles déjà mentionnées.

Eurocom est désormais structurée en trois pôles d'activités: Eurocom Communication (activités publicitaires), Eurocom Consulting, autour du groupe Bernard Jullien, et Eurocom Entreprises (emballage avec Techpack International TPI et distribution).

La stratégie d'Eurocom demeure fondée sur la valorisation de l'ensemble des marques du groupe ainsi que sur l'internationalisation, par développement des deux réseaux d'agences: HDM et Bélier WCRS. De plus, le groupe continue à renforcer ses positions en France et à l'étranger, dans tous les domaines de la communication et du consulting et dans l'emballage.

Moulinex

GROUPE MOULINEX

RÉSULTATS AU 30 JUIN 1988
(en millions de francs)

	30.6.1988	30.6.1987	31.12.1987
Chiffre d'affaires	1 740	1 416	3 371
Autres prod. et charges d'exploit.	(1 671)	(1 293)	(3 000)
Résultat d'exploitation (1)	69	123	371
Résultat financier	(24)	(54)	(94)
Résultat courant	45	69	277
Résultat exceptionnel (2)	1	(132)	(234)
Résultat net avant impôt	46	(63)	43
Impôt société	(11)	(8)	(24)
Résultat net	35	(71)	19
Résultat consolidé du groupe	33	(73)	12
Marge brute d'auto-financement	118	25	184

(1) Sans tenir compte de la sous-activité, valorisée au 30.6.1987 à 130 millions, le résultat d'exploitation aurait été de - 8 millions au 30.6.1987. Il est de 69 millions au 30.6.88.

(2) Le résultat exceptionnel au 30.6.1987 aurait été de - 1 million au 30.6.1988.

Le chiffre d'affaires du groupe Moulinex pour les six premiers mois de l'année est de 1 740 millions de francs, soit une progression de 22,9 % sur le premier semestre 1987.

Le chiffre d'affaires de Moulinex SA au 30 juin 1988 est de 1 584 millions de francs contre 1 258 millions pour la même période de l'année précédente.

L'activité commerciale du groupe au cours du premier semestre s'est développée à un rythme soutenu tant sur le marché français (+ 32,3 %) que sur l'ensemble des marchés extérieurs (+ 19,1 %).

Les frais financiers ne représentent plus que 1,4 % du chiffre d'affaires, contre 3,8 % au 30 juin 1987. Ceci est la conséquence du redressement financier entamé dès la fin du deuxième semestre 1987.

Le résultat net consolidé est un profit de 35 millions de francs à fin juin 1988 contre une perte de 71 millions pour la même période de 1987.

Les ressources dégagées sont en nette amélioration. La marge brute d'auto-financement est de 118 millions de francs (25 millions au 30 juin 1987).

BILAN CONSOLIDÉ
(en millions de francs)

ACTIF	30.6.1988	30.6.1987	31.12.1987
Actif immobilisé	560	591	555
Stocks	981	964	714
Clients et autres créances	936	739	1 083
Disponibilités et valeurs mobilières	177	148	191
Comptes de régularisation	24	17	30
TOTAL ACTIF	2 678	2 459	2 573

PASSIF	30.6.1988	30.6.1987	31.12.1987
Capital et réserves consolidées	739	623	696
Intérêts minoritaires	27	10	26
Total	766	633	722
Provisions pour risques et charges	41	59	54
Dettes financières	994	1 088	983
Fournisseurs	503	326	438
Autres dettes	361	349	362
Comptes de régularisation	13	4	14
TOTAL PASSIF	2 678	2 459	2 573

Les capitaux propres ont augmenté de 6,1 % au cours du premier semestre 1988, passant de 722 à 766 millions de francs.

Les dettes financières, qui avaient fortement diminué au cours des six derniers mois 1987 (- 9,6 %), restent stables au 30 juin 1988.

La structure financière est équilibrée.

CHIFFRE D'AFFAIRES AU 30 SEPTEMBRE 1988

Les perspectives pour le second semestre, traditionnellement le plus fort de l'année, sont bonnes comme le confirme le chiffre d'affaires au 30 septembre 1988.

(en millions de francs)

	30.9.1988	30.9.1987	%
Chiffre d'affaires France	763	586	+ 30
Chiffre d'affaires exportation	1 492	1 244	+ 19,9
Chiffre d'affaires société mère	2 255	1 830	+ 23,2
Chiffre d'affaires consolidé	2 643	2 158	+ 22,5

INTRODUCTION A LA BOURSE DE LA FILIALE ESPAGNOLE

L'introduction à la Bourse d'une partie du capital de la filiale espagnole de Moulinex SA avait été ajournée en octobre 1987 en raison du krach boursier. Le placement des actions a débuté le 5 septembre 1988.

La cotation de Moulinex Espagne est prévue au mois de novembre 1988.

Sur 1 075 000 actions, 320 000 actions détenues par la société mère sont proposées aux investisseurs, soit environ 30 % du capital.

SIGNATURE DU TRAITÉ DE FUSION
DE LA BTP ET DE LA COMPAGNIE BTP FINANCES

Après l'avis favorable donné par leurs conseils de surveillance, le projet de rapprochement entre les deux principales institutions financières des professions du bâtiment et des travaux publics, la BTP et le groupe CCME-BTP Finances, a été concrétisé le 5 octobre par la signature du traité de fusion entre la BTP et la Compagnie BTP Finances, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 1988.

Cette fusion et les diverses autres opérations juridiques, destinées à aménager les structures du nouveau groupe et à permettre des apports extérieurs, seront soumises pour approbation aux actionnaires des deux groupes réunis en assemblée générale extraordinaire le 21 novembre prochain.

La réalisation de ce dispositif nécessitant l'agrément des autorités de tutelles comprend trois opérations principales effectuées de façon concomitante:

- Fusion absorption de la BTP et de la Compagnie BTP Finances. La société issue de cette fusion « la Compagnie du BTP » sera cotée en Bourse, succédant ainsi à la BTP. Les parties d'échanges résulteront de l'opération de l'obtention de l'accord de la COB sur la notice d'information.

- Apports d'actifs à la nouvelle compagnie sous forme de titres de participations et de créances par des établissements et organismes déjà actionnaires des deux groupes ou entrant dans le capital à cette occasion.

- Filialisation par apport-scission des activités actuelles de la BTP à une société inactive Bofine Inter SA; filiale à 100 % de la BTP. Cette société devrait donc bénéficier du statut de banque et reprendra la dénomination « la BTP ».

Les actifs des deux entités réunies sont de valeur comparable, leur total est de l'ordre de 930 millions de francs. Ils seront complétés par les apports extérieurs à hauteur de 290 millions de francs.

Le nouveau groupe s'articulera donc autour de « la Compagnie du BTP ». Cette compagnie financière, dont le capital sera de 423 millions de francs et les fonds propres de l'ordre d'un milliard de francs, aura comme principales filiales:

- « la BTP », Banque du bâtiment et des travaux publics;
- le « CCME », l'organisme de caution mutuelle du bâtiment et des travaux publics;
- la « BFE », Banque de financement des équipements;
- le « GOBTP », Groupement pour le financement des ouvrages de bâtiment, travaux publics et activités annexes.

A ces établissements s'ajoutent diverses sociétés financières et commerciales spécialisées dans des domaines aussi variés que le crédit bail et la location, le capital risque et l'ingénierie financière, la gestion

d'épargne mobilière et immobilière, l'estimation et le négoce de matériel.

La Compagnie du BTP bénéficiera d'un actionariat professionnel et financier.

D'une part, les organisations professionnelles du bâtiment associées à leurs mutuelles d'assurance détiendront près de 20 % du capital et celles des travaux publics plus de 10 %.

D'autre part, les établissements de crédit, déjà présents dans les deux groupes: Crédit Foncier, Crédit lyonnais, Comptoir des entrepreneurs, CCF et Banque Hervet, seront rejoints à cette occasion par le groupe de la Caisse des dépôts et consignations et le Crédit national pour détenir au total 19 % du capital.

Le reste du capital se répartira entre plus de 5 000 entreprises de BTP formant l'actionariat historique du groupe CCME-BTP Finances, 500 000 particuliers devenus actionnaires de la BTP, lors de sa privatisation, les salariés du groupe et l'Etat.

Les engagements cumulés des sociétés du groupe de la Compagnie du BTP atteindront à la fin de l'année 28 milliards de francs et les capitaux gérés approcheront 17 milliards de francs. Leurs effectifs seront de l'ordre de 800 personnes, dont une partie significative répartie dans 17 grandes villes de province et 6 implantations en région parisienne.

La capacité bénéficiaire consolidée de la nouvelle Compagnie du BTP devrait être de l'ordre de 100 millions de francs par an.

COMPAGNIE BTP FINANCES

Marchés financiers

BOURSE DU 10 OCTOBRE

Compteur	VALEURS	Cours préf.	Dénier cour.	% + -	Compteur	VALEURS	Cours préf.	Dénier cour.	% + -	Compteur	VALEURS	Cours préf.	Dénier cour.	% + -	Compteur	VALEURS	Cours préf.	Dénier cour.	% + -
1000	C.A.E. 376	3060	3630	- 0.82	1000	C.A.E. 376	3060	3630	- 0.82	1000	C.A.E. 376	3060	3630	- 0.82	1000	C.A.E. 376	3060	3630	- 0.82
1110	B.L.P. 27	1020	1020	+ 0.06	1110	B.L.P. 27	1020	1020	+ 0.06	1110	B.L.P. 27	1020	1020	+ 0.06	1110	B.L.P. 27	1020	1020	+ 0.06
1120	C.F.F. 27	1120	1120		1120	C.F.F. 27	1120	1120		1120	C.F.F. 27	1120	1120		1120	C.F.F. 27	1120	1120	
1123	Chad. Lys. T.P.	1150	1150		1123	Chad. Lys. T.P.	1150	1150		1123	Chad. Lys. T.P.	1150	1150		1123	Chad. Lys. T.P.	1150	1150	
1200	Rennet P.T.	1387	1380	- 0.50	1200	Rennet P.T.	1387	1380	- 0.50	1200	Rennet P.T.	1387	1380	- 0.50	1200	Rennet P.T.	1387	1380	- 0.50
1208	Mont. P.T.	1600	1605	+ 0.30	1208	Mont. P.T.	1600	1605	+ 0.30	1208	Mont. P.T.	1600	1605	+ 0.30	1208	Mont. P.T.	1600	1605	+ 0.30
1210	Thonson P.T.	1246	1246	+ 0.00	1210	Thonson P.T.	1246	1246	+ 0.00	1210	Thonson P.T.	1246	1246	+ 0.00	1210	Thonson P.T.	1246	1246	+ 0.00
400	Accor	534	531	- 0.56	400	Accor	534	531	- 0.56	400	Accor	534	531	- 0.56	400	Accor	534	531	- 0.56
540	Al. Lapique	528	531	+ 0.75	540	Al. Lapique	528	531	+ 0.75	540	Al. Lapique	528	531	+ 0.75	540	Al. Lapique	528	531	+ 0.75
2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70
2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70
2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70
2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70
2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70
2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70
2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70
2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70
2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70
2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70
2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70
2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70
2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70
2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70
2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70
2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70
2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70
2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70
2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70
2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70
2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70
2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70
2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70
2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70
2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70
2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70
2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70
2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70
2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70
2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70
2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70
2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70
2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70
2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70
2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70
2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70
2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70
2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70
2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70
2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70
2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70
2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70
2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70
2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70
2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70
2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70
2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70
2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70
2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70
2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70
2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70
2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70
2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70
2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70
2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique	2270	2418	+ 0.70	2100	Al. Lapique			

Comptant (sélection)[illegible]

SICAV (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission Prix incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Prix incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Prix incl.	Rachet net
Amers-Asiatic	186	186	A.A.A.	800 18	878 23	Francs-Nigéens	1047	1018 50	Powell	616 76	697 83
Fort Gillet	...	350	A.C.T.	219 38	279 23	Francs-Asiaticiens	27 84	27 84	Prévis. Placements	253 67	282 31
Ind. S.E.M.I.	Action France	494 48	477 08	Francs-Arg.	37 76	37 76	Prévis. Indem.	853 67	853 67
I.A.F.	334	336	Action sélectionnée	394 15	449 07	Francs-Egypte	29 21	32 23	Prévis. Indem.	780 67	850 63
I.A.T.	2070	2056	Asie	584 15	584 15	Francs-Inde	11024 10	11258 02	Prévis. Indem.	7265 02	7266 02
Ind. Pac.	...	1773	A.G.F. Action Ind. Cap.	102 76	102 76	Francs-Inde	24 72	24 72	Prévis. Indem.	5667 80	5667 80
Ind. Pac.	...	119 50	A.G.F. 5000	572 08	553 11	Francs-Inde	28 02	28 02	Prévis. Indem.	5457 80	5457 80
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	101 08	107 07	Francs-Inde	27 15	26 45	Prévis. Indem.	112 07	109 05
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	168 28	162 72	Francs-Inde	428 17	428 45	Prévis. Indem.	3084 19	3083 55
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	429 64	418 18	Francs-Inde	577 01	558 48	Prévis. Indem.	111 05	108 76
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	115 91	113 08	Francs-Inde	1200 84	1104 96	Prévis. Indem.	2288 35	2287 25
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	108 28	103 87	Francs-Inde	120 07	120 07	Prévis. Indem.	113 13	110 34
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	1028 83	1028 83	Francs-Inde	6033 78	5088 31	Prévis. Indem.	1 09	1 09
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	586 76	581 23	Francs-Inde	150 38	147 07	Prévis. Indem.	580 76	584 23
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	214 30	207 21	Francs-Inde	Prévis. Indem.	1002 85	1002 85
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	184 44	178 74	Francs-Inde	111 58	107 18	Prévis. Indem.	118 08	118 08
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	388 02	383 02	Francs-Inde	12 87	17 11	Prévis. Indem.	14528 23	14463 91
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	538 46	540 72	Francs-Inde	34 63	34 33	Prévis. Indem.	767 08	761 97
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	552 27	554 72	Francs-Inde	1597 28	1618 95	Prévis. Indem.	541 85	517 28
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	118 11	118 11	Francs-Inde	1863 62	1863 62	Prévis. Indem.	491 01	482 83
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	312 28	302 02	Francs-Inde	1850 78	181 70	Prévis. Indem.	1172 03	1181 04
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	140 38	138 08	Francs-Inde	258 63	236 03	Prévis. Indem.	1183 44	1183 77
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	103 95	100 92	Francs-Inde	263 22	241 74	Prévis. Indem.	511 04	481 47
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	117 80	112 27	Francs-Inde	278 43	265 80	Prévis. Indem.	753 04	716 97
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	114 85	109 45	Francs-Inde	374 43	303 05	Prévis. Indem.	2220 28	2220 28
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	264 92	265 01	Francs-Inde	113 21	127 31	Prévis. Indem.	5029 39	600 89
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	1724 01	1724 01	Francs-Inde	385 30	367 32	Prévis. Indem.	1079 18	1079 18
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	28 61	27 38	Francs-Inde	147 05	141 24	Prévis. Indem.	516 96	503 48
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	5085 23	5075 82	Francs-Inde	207 95	197 07	Prévis. Indem.	785 01	724 20
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	111 52	108 27	Francs-Inde	34 51	33 78	Prévis. Indem.	145 01	145 01
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	350 30	340 30	Francs-Inde	513 81	512 82	Prévis. Indem.	308 78	308 78
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	498 78	474 87	Francs-Inde	11742 43	11742 43	Prévis. Indem.	76	76
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	538 46	540 72	Francs-Inde	2772 74	2772 74	Prévis. Indem.	767 08	761 97
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	552 27	554 72	Francs-Inde	1597 28	1618 95	Prévis. Indem.	541 85	517 28
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	118 11	118 11	Francs-Inde	1863 62	1863 62	Prévis. Indem.	491 01	482 83
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	312 28	302 02	Francs-Inde	1850 78	181 70	Prévis. Indem.	1172 03	1181 04
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	140 38	138 08	Francs-Inde	258 63	236 03	Prévis. Indem.	1183 44	1183 77
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	103 95	100 92	Francs-Inde	263 22	241 74	Prévis. Indem.	511 04	481 47
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	117 80	112 27	Francs-Inde	278 43	265 80	Prévis. Indem.	753 04	716 97
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	114 85	109 45	Francs-Inde	374 43	303 05	Prévis. Indem.	2220 28	2220 28
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	264 92	265 01	Francs-Inde	113 21	127 31	Prévis. Indem.	5029 39	600 89
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	1724 01	1724 01	Francs-Inde	385 30	367 32	Prévis. Indem.	1079 18	1079 18
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	28 61	27 38	Francs-Inde	147 05	141 24	Prévis. Indem.	516 96	503 48
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	5085 23	5075 82	Francs-Inde	207 95	197 07	Prévis. Indem.	785 01	724 20
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	111 52	108 27	Francs-Inde	34 51	33 78	Prévis. Indem.	145 01	145 01
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	350 30	340 30	Francs-Inde	513 81	512 82	Prévis. Indem.	308 78	308 78
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	498 78	474 87	Francs-Inde	11742 43	11742 43	Prévis. Indem.	76	76
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	538 46	540 72	Francs-Inde	2772 74	2772 74	Prévis. Indem.	767 08	761 97
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	552 27	554 72	Francs-Inde	1597 28	1618 95	Prévis. Indem.	541 85	517 28
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	118 11	118 11	Francs-Inde	1863 62	1863 62	Prévis. Indem.	491 01	482 83
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	312 28	302 02	Francs-Inde	1850 78	181 70	Prévis. Indem.	1172 03	1181 04
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	140 38	138 08	Francs-Inde	258 63	236 03	Prévis. Indem.	1183 44	1183 77
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	103 95	100 92	Francs-Inde	263 22	241 74	Prévis. Indem.	511 04	481 47
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	117 80	112 27	Francs-Inde	278 43	265 80	Prévis. Indem.	753 04	716 97
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	114 85	109 45	Francs-Inde	374 43	303 05	Prévis. Indem.	2220 28	2220 28
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	264 92	265 01	Francs-Inde	113 21	127 31	Prévis. Indem.	5029 39	600 89
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	1724 01	1724 01	Francs-Inde	385 30	367 32	Prévis. Indem.	1079 18	1079 18
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	28 61	27 38	Francs-Inde	147 05	141 24	Prévis. Indem.	516 96	503 48
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	5085 23	5075 82	Francs-Inde	207 95	197 07	Prévis. Indem.	785 01	724 20
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	111 52	108 27	Francs-Inde	34 51	33 78	Prévis. Indem.	145 01	145 01
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	350 30	340 30	Francs-Inde	513 81	512 82	Prévis. Indem.	308 78	308 78
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	498 78	474 87	Francs-Inde	11742 43	11742 43	Prévis. Indem.	76	76
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	538 46	540 72	Francs-Inde	2772 74	2772 74	Prévis. Indem.	767 08	761 97
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	552 27	554 72	Francs-Inde	1597 28	1618 95	Prévis. Indem.	541 85	517 28
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	118 11	118 11	Francs-Inde	1863 62	1863 62	Prévis. Indem.	491 01	482 83
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	312 28	302 02	Francs-Inde	1850 78	181 70	Prévis. Indem.	1172 03	1181 04
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	140 38	138 08	Francs-Inde	258 63	236 03	Prévis. Indem.	1183 44	1183 77
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	103 95	100 92	Francs-Inde	263 22	241 74	Prévis. Indem.	511 04	481 47
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	117 80	112 27	Francs-Inde	278 43	265 80	Prévis. Indem.	753 04	716 97
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	114 85	109 45	Francs-Inde	374 43	303 05	Prévis. Indem.	2220 28	2220 28
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	264 92	265 01	Francs-Inde	113 21	127 31	Prévis. Indem.	5029 39	600 89
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	1724 01	1724 01	Francs-Inde	385 30	367 32	Prévis. Indem.	1079 18	1079 18
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	28 61	27 38	Francs-Inde	147 05	141 24	Prévis. Indem.	516 96	503 48
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	5085 23	5075 82	Francs-Inde	207 95	197 07	Prévis. Indem.	785 01	724 20
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	111 52	108 27	Francs-Inde	34 51	33 78	Prévis. Indem.	145 01	145 01
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	350 30	340 30	Francs-Inde	513 81	512 82	Prévis. Indem.	308 78	308 78
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	498 78	474 87	Francs-Inde	11742 43	11742 43	Prévis. Indem.	76	76
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	538 46	540 72	Francs-Inde	2772 74	2772 74	Prévis. Indem.	767 08	761 97
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	552 27	554 72	Francs-Inde	1597 28	1618 95	Prévis. Indem.	541 85	517 28
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	118 11	118 11	Francs-Inde	1863 62	1863 62	Prévis. Indem.	491 01	482 83
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	312 28	302 02	Francs-Inde	1850 78	181 70	Prévis. Indem.	1172 03	1181 04
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	140 38	138 08	Francs-Inde	258 63	236 03	Prévis. Indem.	1183 44	1183 77
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	103 95	100 92	Francs-Inde	263 22	241 74	Prévis. Indem.	511 04	481 47
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	117 80	112 27	Francs-Inde	278 43	265 80	Prévis. Indem.	753 04	716 97
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	114 85	109 45	Francs-Inde	374 43	303 05	Prévis. Indem.	2220 28	2220 28
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	264 92	265 01	Francs-Inde	113 21	127 31	Prévis. Indem.	5029 39	600 89
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	1724 01	1724 01	Francs-Inde	385 30	367 32	Prévis. Indem.	1079 18	1079 18
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	28 61	27 38	Francs-Inde	147 05	141 24	Prévis. Indem.	516 96	503 48
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	5085 23	5075 82	Francs-Inde	207 95	197 07	Prévis. Indem.	785 01	724 20
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	111 52	108 27	Francs-Inde	34 51	33 78	Prévis. Indem.	145 01	145 01
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	350 30	340 30	Francs-Inde	513 81	512 82	Prévis. Indem.	308 78	308 78
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	498 78	474 87	Francs-Inde	11742 43	11742 43	Prévis. Indem.	76	76
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	538 46	540 72	Francs-Inde	2772 74	2772 74	Prévis. Indem.	767 08	761 97
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	552 27	554 72	Francs-Inde	1597 28	1618 95	Prévis. Indem.	541 85	517 28
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	118 11	118 11	Francs-Inde	1863 62	1863 62	Prévis. Indem.	491 01	482 83
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	312 28	302 02	Francs-Inde	1850 78	181 70	Prévis. Indem.	1172 03	1181 04
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	140 38	138 08	Francs-Inde	258 63	236 03	Prévis. Indem.	1183 44	1183 77
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	103 95	100 92	Francs-Inde	263 22	241 74	Prévis. Indem.	511 04	481 47
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	117 80	112 27	Francs-Inde	278 43	265 80	Prévis. Indem.	753 04	716 97
Ind. Pac.	A.G.F. 5000	114 85	109 45	Francs-Inde	374 43	303 05	Prévis. Indem.	2220 28	2220 28

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 10/10	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 10/10
			Achat	Vente			
Brazz-Lang (S 1)	8 246	8 528	6 070	6 570	Or (en kilo au bureau)	81900	82800
ECU	17 083	17 083			Or (en lingot)	82680	82680
Indonésie (100 DM)	340 165	340 790	330 500	350 500	Pièces 100 francs	481	483
Mexique (100 P)	10 255	16 257	15 600	16 500	Pièces 5 francs (10 P)	386	...
Pays Bas (100 flor.)	302 250	302 290	282	312	Pièces 100 francs (20 P)	511	513
Danemark (100 kr.)	88 580	88 550	85	92	Pièces 100 francs (20 P)	473	474
Norvège (100 kr.)	92 170	98 550	98 500	98 500	Pièces 100 francs (20 P)	608	608
Suède (100 cour.)	10 788	10 812	10 400	11 100	Pièces 100 francs (20 P)	3000	3000
Grèce (100 drachmes)	4 193	4 194			Pièces 100 francs (20 P)	1550	1520
Italie (1 000 lire)	401 571	401 571	4 300	4 600	Pièces 100 francs (20 P)	3076	3076
Italie (1 000 L.)	401 100	401 800	393	411	Pièces 100 francs (20 P)	3076	3095
Spain (100 pes.)	95 470	99 446	98	102	Pièces 100 francs (20 P)	490	490
Autriche (100 sch.)	48 470	48 470	490 950	490 950	Pièces 100 francs (20 P)	404 25	404 25
Espagne (100 pes.)	6 150	6 180	4 950	5 350	Or (en lingot)	403 50	403 50
Portugal (100 esc.)	4 386	4 390	3 700	4 000	Or (en lingot)	403 85	403 85
Chili (100 pesos)	2 245	2 225	6 050	4 400	Argent Londres		
Indonésie (100 rup.)	4 480	4 778	4 630	4 850			

Marché libre de l'or

Banque Hydro-Energie...	247		Egypte	1177 34	1108 28	Old Association	124 88	123 04	Unions-Orléans	1802 07	1850 26
Banque Industrielle	224	226	Euromont Composites	1205 35	1155 56	Olds Nigeria	2005 34	2049 60	Valenciennes	5144 07	5011 53
Cash	120	120	Eurowest Remanent	1477 76	1026 71	Orléans Convert.	427 98	408 57	Valenciennes	1608 82	1607 31
Cashback	152 10	210	Eurocel	8308 24	8170 88	Odeco, saun. climat.	158 51	153 51	Valenciennes	4155 81	41130 85
Cashback	106	106	Eurocord	100 46	1014 94	Odeon	1119 44	1108 36	Valenciennes	234 95	2332 07
C. Cassin, P. Cassin	207	190	Euro-Gen	5501 62	5262 14	Optimaster	204 73	193 74			
C. Cassin, P. Cassin	137 10	137	Euro-Mail	28 28	25 89	Oracoin	1222 88	1183 62			
C. Cassin, P. Cassin	885	870	Euro-Mat	60057 94	60057 94	Oréal	5265 77	5815 20			
C. Cassin, P. Cassin	70	89	Finland Petroleum	12825 05	13633 91	Paribas Composites	100 89	106 78			
C. Cassin, P. Cassin	840	710	Finland Valmet	1040 21	1040 21	Paribas Egypte	152 81	157 65			
C. Cassin, P. Cassin	170	170	Finland Valmet	264 17	246 17	Paribas France	85 58	93 78			
C. Cassin, P. Cassin	14 40	14	Finland Valmet	8601 18	8656 62	Paribas Océanide	1015 68	900 57			
C. Cassin, P. Cassin	836	836	Finland Valmet	278 07	277 51	Paribas Océanide	113 29	110 09			
C. Cassin, P. Cassin	365	365	Finland Valmet	304 47	338 58	Paribas Océanide	524 23	522 86			
C. Cassin, P. Cassin	176 50	176 50	Finland Valmet	453 83	449 24	Paribas Océanide	51 99	51 99			
C. Cassin, P. Cassin	55 30	55 30	Finland Valmet	404 35	362 67	Paribas Océanide	161 76	1100 65			
C. Cassin, P. Cassin	381	381	Finland Valmet	100 50	97 57	Paribas Océanide	1737 32	1703 25			
C. Cassin, P. Cassin	800	800									
C. Cassin, P. Cassin	360	360									
C. Cassin, P. Cassin	137 10	137 10									

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché — o : offert — * : droit détaché — d : demandé — ♦ : prix précédent — ★ : marché cominu

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TELEMATIQUE
3-4 Les émeutes en Algérie. 7 Turquie : la situation des réfugiés kurdes s'aggrave. 8 Les conflits ethniques en Yougoslavie. - Tchecoslovaquie : le décret d'expulsion du premier ministre.	9 Le revenu minimum d'insertion au parlement. 10 L'élection des présidents des conseils généraux. DÉBATS 2 « L'avenir retrouvé du Châ », par Alain Touraine ; « Histoire d'héritiers », par Jean-Paul Jauray.	11 M. Arpaillange au congrès de l'Union syndicale des magistrats. 12 Le voyage du pape dans l'est de la France. 13 M. Gilbert lance un plan d'action en faveur des handicapés. - La grève des infirmières.	14 Octobre à Lyon. 15 Rétrospectives Gerouste ; « Digressions », par Bernard Frank. 16 Ahmad Jamal au Grand Rex ; Renaud au Zénith. - COMMUNICATION : A quoi sert la télévision régionale ?	41 La poste veut faire bouger ses services financiers. 42 Mouvements dans les directions du groupe Bouygues. 44 Conflits dans la fonction publique. 46-47 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées 22 à 39 Campus 40 Carnet 40 Météorologie 18 Mots croisés 18 Radio-télévision 18 Spectacles 17	● Chaque matin : Le mini-journal de la rédaction JOUR ● Les jeux du Monde JEU 36-15 tapez LM ● Les admissibles à l'ENA EXL ● Le marché de l'art sur minitel ARTUNE 36-15 tapez LE MONDE

L'embellie des relations franco-soviétiques

M. Mitterrand rencontrera deux fois M. Gorbatchev au cours des prochains mois

Voilà redoré le blason français aux yeux des dirigeants soviétiques. Le président de la République sera reçu à Moscou par le secrétaire général, M. Gorbatchev, ce qui est plus prioritaire pour venir à Paris ; et la volonté de « replacer les relations entre les deux pays à un niveau qualitativement plus élevé » est clairement proclamée par les Soviétiques. Tout cela était dit, ou presque, par le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Chevardnadze, dès qu'il a posé le pied sur le sol français, lundi 10 octobre en fin de matinée.

L'idée d'un voyage de M. Mitterrand en URSS était dans l'air, même si, en principe, c'est le tour du secrétaire général de venir à Paris. Depuis plusieurs semaines déjà, le rumeur en courait : le président français n'avait-il pas depuis longtemps souhaité rencontrer Mikhaïl Gorbatchev avant la fin de l'année ? Le lancement, fin novembre, du vol habitué franco-soviétique à partir de la base spatiale de Baïkonour n'était-il pas une de ces occasions rêvées auxquelles aime se raccrocher la diplomatie ? Restait pour Paris à obtenir l'assurance que le président de la République, en plus des félicitations qu'il irait prodiguer au cosmonaute français Jean-Loup Chrétien, pourrait aussi avoir des conversations politiques avec le numéro un soviétique.

Voilà qui est fait, et plutôt deux fois qu'une. Le président de la République se rendra les 25 et 26 novembre à Baïkonour et à Moscou, où il est invité par le secrétaire général pour une visite de travail. De son côté, M. Gorbatchev, répondant à l'invitation du président de la République, fera une visite officielle en France au cours du premier semestre de 1989. Qui plus est, le président de la République et M. Chevardnadze sont convenus, lundi, qu'il fallait rétablir le principe des visites alternées, c'est-à-dire faire échapper à l'avenir les contacts franco-soviétiques au plus haut niveau à des tergiversations dont le motif réel n'était sans doute plus de la politique que de l'emploi du temps.

Qu'est-ce qui nous vaut cette détente, cette relance des relations franco-soviétiques, cette volonté d'« élargir les sphères de l'interaction constructive sur la scène internationale », comme disait, lundi soir, le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, M. Perfilov, cochant un instant par mégarde à une langue de bois archaïque, avant de se relancer devant la presse dans une démonstration appuyée du nouveau langage soviétique, version « glasnost » ?

La cote de la France est remontée progressivement ces derniers mois à Moscou. On a suivi avec grand intérêt l'évolution positive de l'image de l'URSS dans les milieux intellectuels et dans la presse française ; on a enregistré surtout avec une totale satisfaction la volonté nouvelle de la France de dynamiser sa politique à l'Est et ses changements de position à propos de différents aspects du désarmement exposés notamment le 29 septembre à l'ONU par M. Mitterrand.

C'est le désarmement qui fut le thème central de tous les entretiens

qu'a eus, lundi à Paris, M. Chevardnadze. Et les encouragements prodigués par le chef de la diplomatie soviétique aux dirigeants français sont à la mesure du traitement qui lui a été réservé : au cours de sa première journée à Paris, il aura rencontré non seulement M. Roland Dumas, qui ne l'a quitté qu'à l'heure du dîner, mais aussi le premier ministre, M. Michel Rocard, qui offrait en son honneur un déjeuner au Quai d'Orsay, puis le président de la République pendant une heure un quart à l'Élysée en début d'après-midi, avant de nouvelles conversations au Quai d'Orsay et le dîner qui lui était offert à l'hôtel de Lassay par M. Laurent Fabius.

Le désarmement chimique

Il sera à nouveau question de désarmement mardi, dans l'un des quatre groupes de travail qui ont été constitués avec les membres de la délégation soviétique et leurs homologues français du ministère des affaires étrangères, « pour plus d'efficacité ». Les trois autres groupes portent sur les questions régionales (Moyen-Orient et Asie en particulier), sur les questions humanitaires et culturelles, et sur les questions bilatérales. Contrairement à ce qui était initialement prévu, M. Chevardnadze n'a pas souhaité se prêter mercredi à une conférence de presse conjointe avec M. Roland Dumas et on dressera donc séparément le bilan de ces rencontres.

M. Chevardnadze a fait pour ses interlocuteurs le point exact des négociations américano-soviétiques sur les armements nucléaires stratégiques. Ces négociations, même si la partie soviétique les présente avec optimisme, connaissent actuellement une période de stagnation dont elles ne pourront guère sortir avant plusieurs mois, une fois mise en place la nouvelle administration américaine. Le processus de désarmement se déplace ainsi pour les mois qui viennent sur des terrains où la France est présente et où elle a manifesté récemment sa volonté d'initiative.

Il s'agit en premier lieu du désarmement chimique. Le président de la République a rappelé à M. Chevardnadze les motifs de la proposition qu'il a faite aux États-Unis de convoquer sur ce sujet une conférence internationale qui se tiendrait à Paris : sensibiliser l'opinion internationale, affirmer solennellement l'engagement pris par les pays signataires du protocole de 1925 de ne pas avoir recours à ces armes ; et surtout donner une impulsion, si possible décisive, à la conférence de Genève où l'on négocie une convention visant à interdire la production de ces armes et à détruire les stocks existants. Le président, en insistant sur ce dernier point — qui ne paraît pas recueillir à ce jour une adhésion franche et massive des dirigeants américains — ne pouvait qu'être applaudi par M. Chevardnadze. Le groupe de travail franco-soviétique sur le désarmement devait d'ailleurs rééditer

chir mardi à ce que pourrait être le schéma d'une résolution finale de la conférence de Paris.

Autre grand sujet qui intéresse les deux parties et sur lequel se dessinent des convergences : le désarmement conventionnel, c'est-à-dire les négociations qui devraient s'ouvrir dans le cadre de la CSCE, dès que sera conclue la conférence de Vienne dont l'une des tâches est d'en définir le mandat. Le principal obstacle sur lequel butte encore la conférence de Vienne est la proposition faite par les Soviétiques d'accueillir à Moscou dans le cadre du suivi du processus d'Helsinki, une réunion sur les questions humanitaires. Le président de la République a fait savoir lundi à M. Chevardnadze que, sur ce point, ce n'est pas du côté de la France que viendraient les principales difficultés. Les Américains ayant manifesté une certaine souplesse sur le sujet, il restera à Vienne à franchir les Britanniques, c'est-à-dire M. Thatcher, que l'idée d'une conférence sur les droits de l'homme à Moscou fait encore frissonner d'horreur.

Profitant de cette idylle nouvelle, la partie soviétique cherche évidemment

à en tirer le maximum. Ce fut particulièrement sensible dans la façon dont le porte-parole, M. Perfilov, a présenté lundi l'idée de M. Gorbatchev de créer une agence spatiale internationale basée sur le site de Krasnodarsk (contesté par les Américains) qui affirmerait que ce site abrite aujourd'hui du matériel radar amissible violant le traité ABM. M. Perfilov a laissé entendre lundi que cette idée soviétique était d'inspiration française, sans doute pour mieux la faire accepter à Paris. La réaction de M. Dumas a été des plus prudentes.

Les sourires de M. Chevardnadze, l'offensive de charme de son porte-parole, témoignent de l'importance nouvelle que s'est acquise la France dans la diplomatie soviétique. Mais, même si Paris devient aujourd'hui, sur bien des sujets, un partenaire plus coopératif pour l'URSS, la partie pour autant n'est pas totalement gagnée. L'enjeu ultime tient au fait que la France reste en Europe une puissance nucléaire retorse, et il sera bien difficile de la faire bouger sur ce point, y mettrait-on toute la séduction du monde.

CLAIRE TRÉAN.

Sur le vif

Jouez avec moi

On s'est bien mariés, hier soir, avec les enfants. On a joué au Paf, un nouveau jeu de l'oie décapitant, imaginé par Pivrot et illustré par Cabu. Sollicités par ces deux gars, Philippe Bouvard : si vous êtes le plus petit des joueurs, relancez le dé. Avertissement de la CNCL pour non-respect du cahier des charges : ne bougez pas, il ne se passera rien. Christine Ockrent : racontez une histoire belge ou retournez à la case d'où vous venez. Guy Lux : vous êtes en prison pour une nuit, passez votre tour.

Du coup, ça m'a donné une idée : demander à Plantu de dessiner le même jeu, mais sur votre quotidien favori, sur le Monde, oui. En voici un avant-goût. Si vous avez d'autres propositions, envoyez-les-nous.

André Fontaine : citez un seul de ses articles qui fasse moins d'une page du journal ou reculez à la case 22 et recevez la collection de ses ouvrages complètes.

Bertrand Poirot-Delpech : dressez la liste des académiciens dont il a dit du bien avant qu'ils ne lui fassent une petite place. Nommez-en au moins douze, sinon passez votre tour.

Soutenance de thèse : analyse de production langagière

d'apprenants arabophones et commentaires métalinguistiques relatifs aux... Complétez la phrase ou tombez dans le puits... d'ignorance.

Michel Tatu : donnez les noms des membres du Politburo en 1936 ou allez à la Lubianka.

Rue des Italiens : rendez-vous rue Falguère.

Colombani-Lijon : ils roulent pour qui ? Rocard, Rocard ou Rocard ? Répondez en moins de vingt minutes, sinon traversez le désert en passant trois tours sur la case Chirac.

Le bulletin de l'étranger : combien de fois et en quelles circonstances a-t-il annoncé la chute prochaine de Pinochet ? En dessous de dix, retournez à la case départ.

Claude Sarraute : indiquez le nombre de capotes utilisées chaque semaine dans ses chroniques. Multipliez par le nombre de « moi, je ». Et divisez par sa note à la dernière dictée de Pivrot. En cas de bonne réponse, vous aurez droit à un abonnement d'un mois. En cas de mauvaise réponse, à un abonnement de deux mois.

CLAUDE SARRAUTE.

Inculpation d'un ancien photographe pour un attentat contre « Minute » en 1982

M. Mathieu Polack, trente-trois ans, ancien photographe à l'Agence Collectif Presse, a été inculpé, le lundi 10 octobre, de « dégradation et détérioration d'objets mobiliers et de biens immobiliers appartenant à autrui par l'effet d'une substance explosive » par M. Gilles Rivière, juge d'instruction à Paris, dans le cadre de l'instruction concernant l'attentat commis contre les locaux du journal Minute le 19 août 1982 et qui avait été revendiqué par Action directe.

Actuellement détenu, M. Polack avait été interpellé le 5 août 1986 à Paris dans le cadre de l'enquête sur la branche lyonnaise d'Action directe et avait été écroué à Lyon sous l'inculpation de « vol avec arme », « complicité de vol avec arme » et « recel de vol qualifié » (Le Monde du 9 août 1986). L'inculpation portait, alors, sur des faits commis en 1980 et faisait suite à la découverte des « archives » d'Action directe dans une cache de Saint-Etienne et notamment des carnets d'André Olivier dans lesquels les policiers avaient trouvé le nom du photographe. C'est notamment à partir de ces « archives » que M. Marcel Lemonde vient d'achever l'instruction du dossier de la branche lyonnaise d'Action directe (Le Monde du 31 août).

Un sondage SOFRES « le Figaro »

Les patrons plutôt satisfaits du gouvernement

S'ils portent en « Jugement global » plutôt positif sur la politique du gouvernement, les chefs d'entreprise ne sont cependant beaucoup plus critiques lorsqu'ils sont interrogés sur les différentes mesures concrètes prises par le pouvoir socialiste.

D'après le sondage réalisé par la SOFRES pour le Figaro (11 octobre) auprès de quatre cents chefs d'entreprise entre le 27 septembre et le 3 octobre, 44 % des patrons français « approuvent tout à fait ou plutôt » la politique du gouvernement de Michel Rocard, alors qu'ils ne sont que 35 % à la désapprouver. Pour 58 % d'entre eux, les différences entre la politique de Michel Rocard et celle de Jacques Chirac sont « assez faibles ou très faibles ».

Dans le détail, 39 % des patrons interrogés jugent « plutôt pas satisfaisant ou pas satisfaisant du tout » le budget 1989, 74 % sont opposés à l'impôt de solidarité sur la fortune et 90 % affirment que le plan emploi de Michel Rocard ne « modifiera rien à leur politique d'embauche ».

Le numéro de « Monde » daté 11 octobre 1988 a été tiré à 559 190 exemplaires

La grève de l'usine Renault du Mans

La production a repris à Sandouville

La grève continuait, mardi 11 octobre au matin, à l'usine-atelier 81 de l'usine Renault du Mans, qui fabrique les trains arrière des automobiles. Selon la direction, cette grève (80 % environ des ouvriers de l'atelier), qui bloque le montage des véhicules dans les usines de Billancourt, de Flins et de Maubeuge, pourrait par contre entraîner le blocage de celle du Mans elle-même. Déjà, les deux cent vingt-cinq infirmières ont été remis à la disposition de leurs entreprises.

En revanche, le montage des R 25 et R 21 a redémarré à l'usine de Sandouville (Seine-Maritime), mardi 11 au matin, avec des éléments fabriqués pendant le week-end par des non-grévistes du Mans. A Haren (Belgique), la chaîne de montage des R 21 est arrêtée : seule tourne celle de la R 5. Au total, dix sept mille ouvriers se trouvaient en chômage technique.

La CGT a réclamé, lundi après-midi au cours d'une conférence de presse, que les négociations salariales prévues le jeudi 13 octobre soient avancées. Elle s'en est pris à l'attitude « provocatrice » de la direction qui risque, selon la CGT, de faire éclater d'autres grèves chez Renault.

La CGT réclame une augmentation de 1 500 F par mois pour tous les salariés. Elle a chiffré à 14 % la perte du pouvoir d'achat depuis 1982 sur les salaires de base par rapport à l'évolution de l'indice INSEE des prix. Elle a rejeté les évaluations de la direction, qui ne tiennent pas compte de la diversité des situations : « Les gens se sentent dupés par la politique d'individualisation des rémunérations », a affirmé M. Jean-Louis Fournier, délégué syndical central.

● La grève du RER. — Malgré le mot d'ordre de grève des conducteurs lancé par la CGT et le syndicat autonome des agents de traction, le trafic était redevenu quasi normal, le mardi 11 octobre en milieu de matinée, sur la ligne A du réseau express régional (RER).

● Fin de la grève chez Kléber-Colombes. — Le travail a repris lundi 10 octobre au matin à l'usine Kléber-Colombes de Nevers, en grève depuis le mardi 4 octobre à l'appel de l'intersyndicale CGT-CFDT-FO (Le Monde daté 9-10 octobre).

LE BACCHUS GOURMAND

Son chef : Thierry Coust

21, rue François 1^{er} - Paris Europe 1^{re}

Reservations : 47.20.15.83

Rencontre Mitterrand-Kohl le 14 octobre à Vézelay

Le président François Mitterrand et le chancelier ouest-allemand Helmut Kohl se rencontreront vendredi 14 octobre à Vézelay (Yonne), à 600 ans de la mort de Jeanne d'Arc. Cette rencontre, de caractère informel, constituera le septième contact entre les deux hommes depuis le début de l'année 1988. MM. Kohl et Mitterrand s'étaient entretenus pour la dernière fois le 28 juin en marge du Conseil européen de Hanovre.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 11 octobre

Calme

Début de séance calme durant laquelle l'indicateur instantané a perdu 0,27 %. L'effervescence autour de Bouygues atténuait, et le titre s'appréciait de 1,61 % avec 22 325 échanges. Parmi les hausses, on notait Canal Plus (+ 4,3 %), UIC (+ 4,1 %), le Club Méditerranée (+ 3,5 %) et Darty (+ 2,8 %). En baisse, figuraient Vallourec (- 4,1 %) et Ingénico (- 3,9 %).

A B C D E F G

M. Laurent Fabius en Allemagne fédérale

M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, effectuera, à qualité, son premier voyage à l'étranger en se rendant en Allemagne fédérale et à Berlin. Arrivé à Bonn, mercredi 12 octobre, il y sera accueilli par M. Jenninger, président du Bundestag, qui offrira un dîner en son honneur. Le lendemain, M. Fabius assistera à une séance du Parlement allemand puis sera successivement reçu en audience par M. Richard von Weizsäcker, président de la République fédérale, puis par le chancelier Helmut Kohl, et il s'entretiendra avec M. Hans Joseph Vogel, président du groupe parlementaire du SPD.

Vendredi 14 octobre, M. Fabius sera successivement reçu par M. Rebach, président de la Chambre des députés de Berlin, et par M. Diepgen, maire-gouverneur. Accompagné par M. Jenninger, son homologue, le président de l'Assemblée nationale visitera le Reichstag et le mur de Berlin avant de regagner Paris. M. Fabius sera accompagné par deux vice-présidents de l'Assemblée nationale, MM. André Billardon (PS) et Loïc Bouvard (UDC), ainsi que par M. Jean Oehler (PS, Bas-Rhin), président du groupe d'amitié Franco-RFA.

● La SNECMA aidera la Chine à concevoir un réacteur militaire. — Aux termes d'un accord de 2 262 millions de francs, la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation (SNECMA) apportera son assistance technique à l'amélioration du processus de combustion du réacteur de l'avion de combat F-7 produit par la Chine populaire. Ce réacteur de 7 tonnes de poussée est comparable à celui du Mig-21.

à l'Atar 9 K 50 du Mirage F-1 français.

I Buy Macintosh

Reprise jusqu'à 10 000 F de votre IBM (PC, XT, AT) pour l'achat d'un Macintosh II.

A+ - 20 rue Caumartin 75009 Paris

42 65 02 30

Concessionnaire agréé Apple

Offre valable jusqu'au 30 novembre 1988

DRIT SCIENCES ECO.

Documentation sur demande

- Stage session septembre
- Stage de pré-rentree
- Soutien annuel

IPEC Enseignement supérieur privé 46, bd Saint-Michel, Paris 6^e

Téléphone : 46.53.81.23 / 43.29.03.71

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT avec la garantie d'un grand maître tailleur

COUTURES MESURE à partir de 2 150 F

PANTALONS 680 F VESTONS 1 400 F 3 000 tissus

Luxueuses draperies anglaises

Fabrication traditionnelle TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX PARDESSUS sur mesure

UNIFORMES ET VÊTEMENTS MILITAIRES

LEGRAND Tailleur

27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra

Téléphone : 47-42-70-81

De lundi au samedi de 10 h à 18 h

Pour Macintosh, où trouver le meilleur conseil possible ?

INTERNATIONAL COMPUTER

LE PLUS COURT CHEMIN VERS MACINTOSH.

26 rue du Renard Paris 4^e • 42 72 26 26

64 av. du Prado Marseille 6^e • 91 37 25 03